MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

HUITIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1905
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1904-1905
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1905
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1905
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1905
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ETRANGERS : 1905
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1905
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1905

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & C. Editeurs
16, rue Treurenberg

1907

PRIX : 7 FRANCS

STATISTIQUE

JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1905

IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Rue de Louvain, 40 Bruxelles.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

HUITIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1905
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1904-1905
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1905
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1905
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1905
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1905
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1905
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1905

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & Cie, Éditeurs
16, rue Treurenberg

1907

PRIX : 7 FRANCS

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* IX

SECONDE PARTIE. *Statistique criminelle* XXII

Statistique de la justice civile et commerciale. XXXIX

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* XLIX

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage LXI

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle LXVI

Statistique de la police des étrangers LXVIII

Statistique des aliénés LXIX

TABLEAUX

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* . . . 9

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.* 155

Statistique de la justice civile et commerciale 197

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.* 267

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* 292

Statistique de la mendicité et du vagabondage 302

Statistique de la libération conditionnelle. 319

Statistique de la police des étrangers 323

Statistique des aliénés 329

Statistique des sourds-muets et des aveugles 343

Table analytique 345

Table méthodique 355

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1905

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice, » rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la statistique criminelle, traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps même de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(Tableau 1.)

Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux.

Les parquets des tribunaux de première instance ont reçu, en 1905, 185,539 plaintes, dénonciations et procès-verbaux. L'augmentation survenue en 1904 avait attiré l'attention. Il y avait eu 243 plaintes, dénonciations, procès-verbaux pour 10,000 habitants; c'était la proportion la plus élevée obtenue depuis 1870. L'année 1905 donne encore un fort accroissement; la proportion est de 259 pour 10,000 habitants.

ANNÉES.	NOMBRE DE PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE de chaque année.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants.
1870	37,119	5,087,826	72 93
1875	48,981	5,403,000	90.63
1880	70,285	5,520,009	127.27
1885	85,041	5,855,278	141.86
1890	112,776	6,069,321	185.81
1895	150,218	6,410,785	205.12
1900	159,540	6,695,548	238.31
1901	165,017	6,799,999	239.73
1902	164,810	6,896,079	238.99
1903	164,207	6,981,219	231.08
1904	171,865	7,074,910	243.06
1905	183,559	7,160,517	259.11

Il serait inexact de conclure de ces chiffres à une allure correspondante de la criminalité.

Beaucoup de plaintes, de dénonciations et surtout de procès-verbaux ont pour objet des infractions créées par des lois nouvelles. La loi sur l'ivresse publique de 1887, la loi de 1890 sur la falsification des denrées alimentaires, l'arrêté royal du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine, etc., ont notablement accru le nombre des affaires entrées dans les parquets. Les modifications apportées par la loi du 5 juillet 1899 à la réglementation de la pêche fluviale ont donné lieu également à un accroissement de procès-verbaux en cette matière.

L'augmentation ou la diminution de la criminalité proprement dite ne peuvent être déduites que des chiffres de la statistique criminelle, complétés par ceux de la statistique des parquets et des cabinets d'instruction, qui indiquent le nombre des crimes et des délits restés sans suite parce qu'on n'a pu en découvrir les auteurs.

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dans chacun des arrondissements du royaume fait l'objet du tableau suivant.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX entrés au parquet en					NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants, entrés au parquet en				
	1901	1902	1903	1904	1905	1901	1902	1903	1904	1905
Bruxelles	31,556	29,842	30,322	31,699	35,095	330	332	331	338	343
Louvain	4,220	4,131	3,787	3,885	3,977	172	166	151	152	154
Nivelles	4,035	3,979	3,743	3,880	3,884	238	232	217	223	221
Anvers	11,531	11,044	12,775	13,711	14,232	225	226	250	248	251
Malines	2,170	2,111	2,033	2,060	2,048	110	114	100	108	106
Turnhout	1,520	1,776	1,631	1,933	2,494	111	127	116	134	170
Mons	9,011	9,463	9,573	10,010	12,074	230	240	236	251	300
Charleroi	20,333	20,008	20,830	22,285	28,507	307	405	394	418	552
Tournai	3,528	3,700	3,755	3,411	3,018	151	148	148	151	130
Gand	10,670	11,006	10,595	10,280	10,921	225	250	240	211	220
Audenarde	4,101	3,938	4,000	4,451	4,334	197	185	185	202	196
Termonde	5,009	5,000	5,094	5,700	5,890	140	138	138	155	156
Bruges	6,875	6,810	6,440	6,048	6,805	252	220	212	226	223
Courtrai	6,857	7,148	6,642	6,815	6,725	250	244	225	226	221
Furnes	1,566	1,621	1,631	1,603	1,605	182	187	186	182	191
Ypres	3,097	3,332	3,120	3,185	3,100	215	226	210	215	210
Liége	11,602	11,610	11,785	12,555	14,022	251	225	226	255	260
Huy	2,510	2,807	2,587	2,574	2,714	166	185	168	168	176
Verviers	3,928	4,218	3,286	3,033	4,222	210	255	204	270	234
Tongres	1,915	2,220	2,148	2,215	2,076	158	182	174	177	165
Hasselt	1,900	2,287	2,570	2,756	2,600	154	181	201	211	198
Arlon	2,506	2,265	2,158	2,500	2,508	260	265	246	275	285
Marche	1,507	1,177	1,224	1,504	1,401	204	184	190	201	224
Neufchâteau	1,868	1,081	1,755	1,850	2,122	250	275	240	240	280
Namur	6,041	5,871	5,705	5,975	6,422	305	242	280	291	311
Dinant	3,636	3,439	3,247	3,561	3,777	242	228	215	234	247

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(Tableau III.)

Les chambres du conseil ont eu à statuer en 1905 sur 35,030 affaires.

Dans le chiffre total des affaires soumises par les juges d'instruction aux chambres du conseil figurent les très nombreux délits transmis par les parquets aux juges d'instruction en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867 (contraventionnalisations). Ces affaires ne donnent lieu à aucun devoir d'instruction. La statistique dressée pour les années antérieures à 1903 ne permettait pas de les distinguer des affaires réellement instruites. On le peut depuis 1903. Sur 34,600 affaires qui, en 1905, ont été l'objet de renvoi devant le tribunal de police, 34,200 le furent en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867.

Le total des affaires *réellement* instruites pendant l'année 1905 est donc : 20,830. En voici le détail pour chaque arrondissement :

Bruxelles	3,165	Courtrai	529
Louvain	406	Furnes	303
Nivelles	384	Ypres	347
Anvers	2,029	Liége	2,206
Malines	116	Huy	234
Turnhout	142	Verviers	677
Mons	1,404	Tongres	142
Charleroi	2,536	Hasselt	260
Tournai	601	Arlon	190
Gand	1,216	Marche	79
Audenarde	587	Neufchâteau	130
Termonde	688	Namur	838
Bruges	1,009	Dinant	292

Chambres des mises en accusation.

(Tableaux V, VI et VII.)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 150 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

Pendant les années 1901 à 1904 il y avait eu 169, 150, 131 et 172 arrêts.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accu-

sation est en 1905 de 602; il avait été de 646 en 1901, de 664 en 1902, de 594 en 1903, de 640 en 1904. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement, en 1901, 524 ordonnances, soit 81 %; en 1902, 515 ordonnances, soit 78 %; en 1903, 438 ordonnances, soit 74 %; en 1904, 471 ordonnances, soit 74 %; en 1905, 480 ordonnances, soit 80 %.

Ces chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

	Ordonnances rendues sur le fond des affaires.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
	—	—	—
1901.	167	62	37 %
1902.	148	53	36 %
1903.	128	62	48 %
1904.	185	79	43 %
1905.	150	66	44 %

	Ordonnances préparatoires et d'instruction.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
	—	—	—
1901.	479	60	13 %
1902.	516	96	19 %
1903.	466	94	20 %
1904.	455	90	20 %
1905.	452	56	12 %

Réhabilitations. — On constatait en 1902 que la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale recevait chaque année une application plus étendue. Il y eut un léger recul en 1903. Mais depuis 1904 la progression a repris et elle s'est accentuée en 1905.

Années.	Demandes accordées.	Demandes rejetées.	Total.
	—	—	—
1896	21	6	27
1897	22	14	36
1898	26	6	32
1899	38	14	52
1900	48	13	61
1901	59	13	72
1902	63	18	81
1903	57	20	77
1904	93	15	108
1905	113	28	141

Durant les cinq dernières années (1901-1905) 361 demandes en réhabilitation ont été adressées à la cour d'appel de Bruxelles, 51 à celle de Gand, 67 à celle de Liége.

Un relevé opéré durant les années 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 permet de se rendre compte de l'empressement que mettent les intéressés à réclamer le bénéfice de la réhabilitation. Des 479 demandeurs que l'on a comptés durant ces cinq années, 64, ou 13 %, ont agi dès l'expiration des délais légaux, c'est-à-dire moins de six ans après avoir subi leur peine ou en avoir obtenu la remise; 153, ou 32 %, ont laissé s'écouler, avant d'agir, un délai de six ans à moins de dix ans; 144, ou 30 %, un délai de dix à moins de quinze ans; 118, ou 25 %, une période de quinze ans ou de plus de quinze ans.

Le tableau V montre que les demandes concernent les délits les plus divers et que les magistrats n'en repoussent systématiquement aucune. Appliquant la loi comme elle doit l'être, ils basent leur décision sur les garanties morales que le condamné présente et non sur la nature du fait dont il s'est rendu coupable.

2. — Tribunaux de police.

Nombre des affaires.

(Tableau XII.)

Le mouvement des affaires devant les tribunaux de police a été comme suit depuis 1901 :

	Total.	Affaires de police.	Affaires concernant la mendicité et le vagabondage.	Affaires électorales.
	—	—	—	—
1901.	154,282	145,034	9,083	165
1902.	153,419	142,386	9,104	1,929
1903.	143,773	133,805	8,267	1,701
1904.	144,412	131,523	8,143	4,746
1905.	144,784	137,111	7,606	67

L'année 1905, comparée à l'année 1904, ne donne qu'une légère augmentation du total des affaires, grâce à la réduction très considérable du nombre des affaires électorales.

Les affaires de police accusent une augmentation de 5,588 affaires, et celles concernant la mendicité et le vagabondage une diminution de 537.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires de police et des affaires concernant la mendicité et le vagabondage réunies dans les différents arrondissements du royaume en 1904 et 1905.

ARRONDISSEMENTS.	1904	1905	ARRONDISSEMENTS.	1904	1905
Bruxelles	58,465	58,128	Report.	22,940	23,266
Louvain	2,751	2,700	Furnes	573	562
Nivelles	2,005	2,121	Ypres	1,497	1,574
Anvers	14,030	16,001	Ressort de la cour d'appel de Gand.	25,010	25,202
Malines	1,651	1,893			
Turnhout	2,010	2,265	Liége	11,758	11,376
Mons	6,456	6,515	Huy	1,765	1,857
Charleroi	14,550	16,618	Verviers	4,027	5,501
Tournai	2,950	3,084	Tongres	1,109	1,121
Ressort de la cour d'appel de Bruxelles.	84,664	89,422	Hasselt	1,574	1,597
			Arlon	1,099	1,057
Gand	8,000	8,000	Marche	898	1,121
Audenarde	1,728	1,851	Neufchâteau	1,571	1,636
Termonde	2,891	2,987	Namur	3,761	4,110
Bruges	4,591	4,557	Dinant	1,840	2,028
Courtrai	5,051	5,250	Ressort de la cour d'appel de Liége.	29,992	30,093
A reporter.	22,940	23,266	Royaume.	139,666	144,717

Nombre des inculpés.

(Tableau XIII.)

Déduction faite des enfants de moins de 16 ans, les tribunaux de police ont eu à juger en matière ordinaire :

En 1901	183,908 inculpés.
En 1902. . . .	178,986 id.
En 1903. . . .	164,683 id.
En 1904. . . .	164,145 id.
En 1905. . . .	170,996 id.

Le classement des infractions donne les chiffres suivants :

		1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
		—	—	—	—	—
Inculpés de délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.	Code pénal	33,333	32,910	29,614	31,440	31,410
	Lois spéciales	3,142	2,020	2,326	3,183	8,103
Inculpés d'infractions de la compétence directe du tribunal de police.	Code pénal	41,936	40,323	38,195	37,529	38,701
	Règlements provinciaux et communaux .	49,721	48,165	47,437	46,290	46,486
	Lois spéciales et règlements généraux .	55,774	55,568	47,111	45,703	46,296

On remarquera que le chiffre saillant est, en 1905, celui des inculpés de délits prévus par les lois spéciales. Il est de 8,113 — contre 3,183 en 1904; 2,326 en 1903; 2,020 en 1902; 3,142 en 1901. L'explication se trouve à la rubrique : Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). La mise en application de l'arrêté royal du 16 juin 1891 a effectivement amené devant les tribunaux de police 7,657 inculpés pendant l'année 1905.

Les inculpés de délits renvoyés au tribunal de police par application de la loi du 4 octobre 1867 (délits prévus par le Code pénal et délits prévus par les lois spéciales) se répartissent, sans autre variation notable, entre les diverses rubriques.

Et on ne peut guère non plus signaler de chiffres fort intéressants quand, continuant l'examen des résultats comparés des années 1904 et 1905, on aborde la seconde catégorie, c'est-à-dire des inculpés d'infractions de la compétence directe des tribunaux de police. Parmi ceux qui étaient poursuivis du chef de contraventions aux dispositions du Code pénal on constate un accroissement de 449 inculpés à la rubrique : Injures verbales. Parmi les inculpés d'infractions aux lois spéciales et aux règlements généraux, on trouve : V° Code rural, une augmentation de 244 inculpés; V° Ivresse publique, une augmentation de 714 inculpés; V° Denrées alimentaires, une diminution de 249 inculpés.

Résultat des poursuites.

(Tableau XIV.)

Déduction faite des jeunes délinquants placés par la loi dans une position spéciale au point de vue de la répression, les poursuites devant les tribunaux de police ont abouti aux résultats suivants :

	1904.	1905.
	—	—
	%	%
Acquittés	11.77	11.35
Renvoyés, le tribunal étant incompétent. . .	0.11	0.13
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	0.10	0.08
Id. id. sans sursis .	2.29	2.68
Condamnés à l'amende conditionnelle. . . .	28.04	28.92
Id. id. sans sursis	57.69	56.84
	100.00	100.00

Lorsque les juges de paix prononcent des peines d'emprisonnement, ce sont généralement des peines peu élevées. Sur 4,589 condamnés à l'emprisonnement sans sursis on compte

3,844 condamnés à un emprisonnement dont la durée ne dépasse pas quatre jours, soit 84 %.

Les juges de paix se montrent fort réservés dans le prononcé des emprisonnements conditionnels. On en compte 127 en 1905; on en comptait 162 en 1904 et en 1903, 180 en 1902, 197 en 1901.

Si l'on rapproche le nombre total des condamnés à l'emprisonnement du nombre total des condamnés à l'amende, on remarque combien les tribunaux de police apportent de réserve dans l'application de la peine de l'emprisonnement. Sur 151,359 inculpés condamnés en 1905, 4,716, soit 3.1 %, sont condamnés à l'emprisonnement. Les proportions étaient de 2.7 % en 1904, de 3.7 % en 1903, de 3.3 % en 1902, de 3.1 % en 1901.

Parmi les condamnations à l'amende, le nombre des amendes avec sursis est très considérable : 49,444, soit 34 % du chiffre total des amendes. Les proportions étaient de 33 % en 1904, 1903 et 1902, de 37 % en 1901.

En 1905, 6,926 mendiants et vagabonds ont été mis à la disposition du gouvernement. Les mendiants et vagabonds qui avaient été l'objet de pareille mesure étaient au nombre de 8,019 en 1904, de 8,157 en 1903, de 9,028 en 1902, de 8,810 en 1901.

Inculpés âgés de moins de 16 ans.

(Tableau XIV.)

Aux termes de la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage, les inculpés âgés de moins de 16 ans ne peuvent être condamnés ni à l'emprisonnement, ni à l'amende, mais doivent, s'ils ont agi avec discernement, être réprimandés ou mis à la disposition du gouvernement pour être élevés dans une école de bienfaisance.

Le nombre de ces inculpés a été :

En 1901, de 4,330, dont 55 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1902, de 3,599, dont 40 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1903, de 3,510, dont 47 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1904, de 3,351, dont 43 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1905, de 3,347, dont 39 ont été mis à la disposition du gouvernement.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

(Tableau XVII.)

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger, en 1905, 39,926 affaires nouvelles et 13,647 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 53,573 affaires. Ils en ont terminé 38,636. Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année était donc de 14,937.

De 1901 à 1905, la marche des affaires introduites et des affaires terminées par jugement au fond a été comme suit :

	Affaires introduites.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.	Affaires terminées par jugements au fond.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.
	—	—	—	—
1901	42,864		42,677	
1902	41,074	— 4 %	42,911	+ 1 %
1903	40,565	— 1 %	43,006	+ 0 %
1904	40,864	+ 1 %	39,104	— 9 %
1905	39,926	— 2 %	38,567	— 1 %

Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1905 est de 14,937, soit une augmentation de 1,290 affaires sur le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1901 (13,647).

Les tribunaux où le nombre des jugements au fond a le plus diminué sont : Anvers diminut., 520; Bruges (diminut., 304), Liége (diminut., 1,188).

Par contre, dans divers tribunaux le chiffre des jugements au fond s'est accru. Ainsi à Bruxelles l'augmentation est de 835 jugements, à Mons de 283, à Gand de 210.

TRIBUNAUX.	AFFAIRES INTRODUITES DURANT L'ANNÉE					AFFAIRES restant à juger au 31 décembre				
	1901	1902	1903	1904	1905	1901	1902	1903	1904	1905
Bruxelles	6,204	6,510	7,055	6,435	5,825	1,700	1,366	1,726	3,151	3,100
Louvain	1,585	1,526	1,151	1,125	1,145	390	398	180	285	317
Nivelles	706	878	761	682	752	136	204	115	108	175
Anvers	4,268	4,124	3,878	3,902	3,998	2,302	2,685	1,887	2,380	3,021
Malines	800	679	625	695	656	192	195	151	207	206
Turnhout	938	1,006	905	902	1,084	161	152	190	96	155
Mons	1,520	1,299	1,334	1,061	1,409	308	555	711	1,155	760
Charleroi	4,425	3,552	3,259	3,120	3,358	2,031	955	465	591	1,029
Tournai	729	780	696	786	767	241	207	202	174	58
Gand	3,420	3,051	3,396	3,201	3,581	1,557	1,405	1,598	905	582
Audenarde	955	948	990	1,010	950	218	255	318	501	527
Termonde	2,050	2,128	1,949	2,510	2,521	588	464	562	480	690
Bruges	2,148	2,192	2 518	2,145	2,515	777	600	871	585	775
Courtrai	1,851	2,050	2,067	2,255	2,124	575	545	577	512	578
Furnes	690	595	662	645	627	160	100	120	140	250
Ypres	907	984	881	857	908	70	155	179	155	195
Liége	3,201	2,779	3,166	2,975	2,709	3,075	3,116	1,852	900	870
Huy	568	574	512	552	557	111	71	59	71	56
Verviers	909	890	810	777	658	256	221	148	187	42
Tongres	514	619	542	597	486	70	95	105	100	89
Hasselt	818	852	787	759	760	174	184	150	201	119
Arlon	550	486	502	552	578	20	59	59	52	17
Marche	246	286	297	319	254	24	19	24	20	18
Neufchâteau	570	542	506	522	296	55	57	55	51	45
Namur	1,605	1,474	1,159	1,297	1,224	517	457	250	340	508
Dinant	1,082	962	796	892	848	222	251	84	154	178
TOTAUX	42,864	41,074	40,565	40,864	39,926	13,430	14,522	12,002	13,647	14,937

Nombre des prévenus.

(Tableaux XVIII à XXI.)

Le nombre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels soit en première instance, soit sur appel d'un jugement d'un tribunal de police s'est élevé :

En 1901 à	60,685	prévenus.
En 1902.	60,989	id.
En 1903.	60,674	id.
En 1904.	53,544	id.
En 1905.	53,948	id.

Les prévenus d'infractions forestières, dont il n'est pas tenu compte dans l'exposé qui va suivre, furent au nombre de 2,104. Les 51,844 autres prévenus se décomposent en 49,972 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,872 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 49,972 prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	8,243	ou 16.5 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal : sans mise à la disposition du gouvernement	523	ou 1.0 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal : avec mise à la disposition du gouvernement	315	ou 0.6 %
Réprimandés en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891	7	—
Mis à la disposition du gouvernement en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891.	1	—
Condamnés à l'emprisonnement	21,224	ou 42.5 %
Id. à l'amende	19,659	ou 39.4 %
	49,972	100.00

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

3,655 (8.9 %) condamnations à une amende de police;
16,004 (39.1 %) id. id. correctionnelle;
149 (0.4 %) id. à un emprisonnement de police;
9,323 (22.8 %) id. id. de 8 jours à moins d'un mois;

9,892 (24.2 °/o) condamnations à un emprisonnement de 1 mois à 6 mois;
892 (2.2 °/o) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois à moins d'un an.
968 (2.4 °/o) condamnations à un emprisonnement de 1 an ou plus.

On voit par ces chiffres que les condamnations que l'on peut considérer comme graves, c'est-à-dire celles qui dépassent 6 mois d'emprisonnement, ne sont qu'exceptionnellement prononcées par les tribunaux correctionnels. La proportion des condamnations graves varie d'ailleurs avec les antécédents judiciaires des condamnés et avec les tribunaux.

La disposition typographique des documents statistiques a permis en 1905 de réunir, comme en 1903, les individus condamnés à 6 mois de prison aux individus condamnés à un emprisonnement de moins de 6 mois.

En répartissant les condamnés d'après leurs antécédents judiciaires, on trouve :

	Condamnés à l'amende.	Condamnés à un emprisonnement de six mois et moins.	Condamnés à un emprisonnement de plus de six mois.
Première catégorie. — Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encore encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle.	11,818 (57.8 °/o)	7,985 (39.0 °/o)	646 (3.2 °/o)
Deuxième catégorie. — Condamnés ayant encouru des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 26 francs d'amende.	597 (55.6 °/o)	456 (42.5 °/o)	21 (1.9 °/o)
Troisième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois	4,317 (54.0 °/o)	3,472 (43.4 °/o)	213 (2.6 °/o)
Quatrième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois	1,955 (32.5 °/o)	3,791 (62.9 °/o)	279 (4.6 °/o)
Cinquième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	805 (19.9 °/o)	2,832 (70.1 °/o)	406 (10.0 °/o)
Sixième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans ou plus, ou une peine criminelle	167 (12.9 °/o)	828 (64.2 °/o)	295 (22.9 °/o)

D'autre part, le nombre total des condamnés se répartit comme suit entre les six catégories :

Première catégorie	20,449	ou	50.02 °/o
Deuxième catégorie. . . .	1,074	ou	2.62 °/o
Troisième catégorie. . . .	8,002	ou	19.57 °/o
Quatrième catégorie. . . .	6,025	ou	14.74 °/o
Cinquième catégorie . . .	4,043	ou	9.90 °/o
Sixième catégorie.	1,290	ou	3.15 °/o
	40,883		100.00

Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

(Tableaux XVIII a XXII.)

Les tribunaux correctionnels ont accordé, en 1905, le bénéfice du sursis à 4,610 condamnés à l'emprisonnement sur 21,317 et à 9,777 condamnés à l'amende sur 20,857. Ces chiffres comprennent, comme les années précédentes, les condamnés en première instance et les condamnés sur appel d'un jugement de police. Comparés à ceux des années précédentes, ils donnent les proportions suivantes de condamnés conditionnellement :

	1905. °/o	1904. °/o	1903. °/o	1902. °/o	1901. °/o	1900. °/o
Parmi les condamnés à l'emprisonnement . .	21.63	21.71	23.16	21.26	24.4	28.0
Parmi les condamnés à l'amende.	46.88	47.95	48.49	46.41	49.4	51.2

Les proportions qui viennent d'être citées peuvent être utilement employées pour certaines comparaisons générales, mais elles n'indiquent nullement dans quelle mesure les tribunaux font usage de la faculté qui leur est accordée par la loi de suspendre l'exécution des peines. Pour élucider ce point, il faut éliminer les condamnés qui sont exclus par la loi du bénéfice du sursis. Cette exclusion frappe, parmi les condamnés soit à l'amende, soit à l'emprisonnement, ceux qui ont déjà encouru une condamnation à une peine correctionnelle (8 jours de prison ou 26 francs d'amende), en outre, parmi les condamnés à l'emprisonnement, ceux à qui le tribunal inflige une peine de plus de 6 mois d'emprisonnement ou des peines, soit principales soit subsidiaires, qui, cumulées, dépassent 6 mois d'emprisonnement. De cette double restriction mise par la loi à la faculté qu'ont les tribunaux de suspendre l'exécution des condamnations à l'emprisonnement, la statistique a dû jusqu'ici négliger la seconde. Quand un individu est condamné simultanément à plusieurs peines du chef de plusieurs infractions, elle ne note que la principale. Il lui est donc actuellement impossible de déterminer dans combien de cas les tribunaux n'ont pu accorder un sursis à des condamnés à l'emprisonnement n'ayant pas d'antécédents judiciaires, parce que les peines qu'ils prononçaient contre eux formaient un total de plus de six mois de prison.

Les nombres qui vont être donnés ne disent donc pas exactement en ce qui concerne les condamnations à l'emprisonnement la proportion des cas où le tribunal, pouvant accorder un sursis, l'a réellement accordé, parce qu'on n'a pu tenir compte, en faisant le calcul, des cas où, par suite de l'élévation des peines, l'octroi du sursis était impossible. Ces nombres sont donc trop faibles. Ils sont exacts en ce qui concerne l'amende.

La proportion des condamnations conditionnelles parmi les condamnés qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires faisant obstacle à l'obtention d'un sursis a été (les jugements des tribunaux correctionnels en première instance et en appel étant réunis) :

	Emprisonnement.					Amende.				
	1905. °/o	1904. °/o	1903. °/o	1902. °/o	1901. °/o	1905. °/o	1904. °/o	1903. °/o	1902. °/o	1901. °/o
Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle. . . .	56.1	52.8	54.3	49.7	55.2	76.9	76.0	74.8	72.7	76.4
Condamnés ayant encouru des condamnations de police qui, cumulées, équivalent à une condamnation correctionnelle	26.7	28.4	27.5	23.6	29.9	28.1	27.8	33.3	25.6	29.8

Les relevés statistiques avaient démontré que la proportion des rechutes après une condamnation conditionnelle était considérable. Cette constatation, rapprochée de la proportion élevée des condamnations conditionnelles, prouvait que les tribunaux ne se montraient pas assez circonspects en accordant aux condamnés un sursis à l'exécution de leur peine. Cette faveur, dans l'esprit de la loi, ne devait être accordée qu'aux condamnés primaires qui ont encore assez le sentiment de l'honneur pour qu'une menace de peine soit une peine suffisante. En fait, elle était accordée à la grande majorité des condamnés primaires, au point que beaucoup de condamnés croyaient avoir le droit de la revendiquer. Une circulaire du département de la justice du 12 août 1901 a rappelé aux parquets la prudence avec laquelle, au vœu de la loi, la condamnation conditionnelle doit être appliquée. Les chiffres transcrits permettent de juger des fruits qu'elle a portés.

TRIBUNAUX.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	PROPORTION des condamnés à l'emprisonnement conditionnel. 1905	1904	1903	1902	1901	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende conditionnelle.	PROPORTION des condamnés à l'amende conditionnelle. 1905	1904	1903	1902	1901
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1,456	806	55.4	49.4	56.8	48.6	51.5	1,416	1,092	76.4	75.2	67.5	69.8	70 2
Louvain	299	180	60.2	65.5	68.8	72 9	73.1	320	233	72.8	72.7	77.0	77.0	82.7
Nivelles	174	82	47.6	61.2	45 8	37.4	49.2	374	287	76.7	79.3	81.9	61.9	78.2
Anvers	820	409	49.9	49 6	62.3	50.7	59.3	585	428	75.4	80.0	78.7	71.4	74.7
Malines	108	56	51.9	48.6	47.8	44 1	67.1	177	147	83.0	82.1	72.7	78.2	76.5
Turnhout	236	146	64.6	69.9	66.7	60.6	71.0	315	220	69.8	70.0	66.2	75.4	70.5
Mons	771	468	60.7	59.7	50.8	47.9	56.4	503	406	80.7	85.2	82.2	82.0	80.7
Charleroi	775	354	45.7	45.8	47.1	37.2	50.5	857	655	78.0	80.2	75.0	65.4	55.4
Tournai	311	146	46.9	47.9	55.1	46.9	56.8	198	159	80.3	78.1	81.0	66.3	75.5
Gand	635	358	56.6	65.9	58.0	65.7	71.0	1,196	988	82.6	86.8	85.4	85.5	87.5
Audenarde	226	155	68.6	67.2	58.8	48.9	57 6	313	239	82.7	71.2	66.2	75.1	81.5
Termonde	313	82	26.2	32.0	40.0	46.9	57.6	1,269	731	57.6	58.1	49.9	61.1	67.9
Bruges	494	240	48.5	51.8	49.4	54.6	67.4	706	470	66.6	64.4	64.1	53.7	70.5
Courtrai	449	259	57.9	58.6	50.7	54.2	58.0	790	527	66.7	59.6	65.5	68.6	75.1
Furnes	155	79	59.4	56.7	70.2	66.7	66.4	174	124	71.3	77.3	85.6	92.0	88.1
Ypres	79	25	(31.7)	40.7	48.3	(48.9)	46.6	328	272	82.9	74.2	82.7	84.6	77.6
Liége	680	280	(41.2)	52.7	51.5	41.1	48.0	833	661	79.4	84.1	82.0	75.7	82 9
Huy	61	34	(55.7)	(45.0)	(75.0)	(75.5)	(60.5)	127	118	92.9	95.8	79.7	89.4	97.0
Verviers	145	69	47.5	52.3	57.1	50.4	56.8	292	234	80.0	86.3	88.2	69.2	77.4
Tongres	68	39	(57.4)	(69.1)	(65.0)	(52.1)	(51.0)	218	160	75.4	77.8	81.9	76.4	87.0
Hasselt	110	97	88.2	(75.8)	82.8	87.2	78.6	394	336	85.3	85.8	79.2	87.7	87.4
Arlon	51	11	(21.6)	(12.0)	(27.8)	(17.1)	(28.0)	157	127	80.9	87.6	81.2	86.3	91.9
Marche	55	15	(45.5)	(20.4)	(45.5)	(45.8)	(61.8)	102	89	87.3	82.2	88.3	85.6	89.4
Neufchâteau	24	10	(41.7)	(45.9)	(51.6)	(52.4)	(40.0)	125	104	83.2	86.1	85.2	77.4	84.6
Namur	155	72	47.1	55.6	60.0	52.0	52.2	572	492	86.0	87.1	86.5	87.0	89.3
Dinant	69	16	(25.2)	(14.5)	(22.0)	26.4	29.5	338	285	84.3	73.5	75.1	68.1	85.3
En général. . . .	8,661	4,488	51.8	52.8	54.3	49.7	55.2	12,657	9,602	76.8	76.0	74.8	72.7	76.4

N. B. Les proportions sont mises entre parenthèses quand elles sont calculées sur des chiffres inférieurs à 100.

Durée des sursis. — Une condamnation conditionnelle est *considérée comme non avenue* si, pendant un délai dont la durée est fixée par le jugement, celui qui l'a encourue ne commet ni crime, ni délit. Les tribunaux déterminent librement la durée de cette épreuve, sauf qu'ils ne peuvent la prolonger au delà de cinq ans. De quelle manière ont-ils usé de la liberté d'appréciation que la loi leur a laissée; quelle est leur jurisprudence en cette matière?

Si, pour répondre à cette question, on répartit par durée les sursis accordés en 1905 par tous les tribunaux du pays, on n'obtient pas une série régulièrement graduée, mais une suite de chiffres qui, lus sur un diagramme, donneraient une courbe aux allures tourmentées.

Sur 100 sursis on en a compté :

En 1901.	En 1902.	En 1903.	En 1904.	En 1905.	
2.3	2.2	1.8	1.9	2.8	*d'une durée de 6 mois et moins;*
10.4	10.6	9.4	8.9	9.4	id. 1 an;
8.5	7.5	7.8	6.5	9.1	id. 2 ans;
44.4	42.9	43.7	47.1	45.4	id. 3 id.
1.3	2.3	1.0	1.6	1.8	id. 4 id.
33.1	34.5	36.3	34.0	31.5	id. 5 id.
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	

Dans l'ensemble donc, les tribunaux ont une préférence marquée pour trois types de sursis : ceux d'une durée d'un an, de trois ans et de cinq ans. Le sursis de quatre ans, qui devrait, à première vue, former un stade d'épreuve intermédiaire entre ceux de trois et de cinq ans et d'importance proportionnellement égale à ces derniers, n'est appliqué qu'à un petit nombre de condamnations. En 1905, il n'est guère employé que par le tribunal d'Audenarde.

Les sursis de trois ans et de cinq ans restent d'un usage très fréquent. Ils forment la majeure partie des sursis : en 1901, les 76.9 %; en 1902, les 81.1 %; en 1903, les 80.0 %; en 1904, les 77,4 %; en 1905, les 77.5 %.

Si irrégulière que soit la disposition des chiffres pour l'ensemble des tribunaux, les différences dans la jurisprudence de chacun d'eux sont plus prononcées encore, comme on peut s'en convaincre par la lecture du tableau ci-dessous. Presque tous les tribunaux ont une préférence marquée pour quelques sursis; bien rares sont ceux qui en varient la durée suivant une échelle soigneusement mesurée à la gravité des condamnations.

TRIBUNAUX.	DURÉE DU SURSIS ACCORDÉ						NOMBRE TOTAL des condamnations conditionnelles.
	6 mois et moins.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	7	314	204	952	—	468	1,945
Louvain	—	60	—	208	—	87	415
Nivelles	—	2	4	39	—	325	370
Anvers	58	170	62	497	—	60	856
Malines	2	22	—	178	—	1	203
Turnhout	—	98	—	235	5	9	367
Mons	—	83	—	704	1	111	901
Charleroi	21	93	25	745	2	151	1,035
Tournai	1	6	0	59	8	238	312
Gand	—	65	121	581	—	842	1,587
Audenarde	—	4	14	77	154	191	420
Termonde	—	62	44	116	1	593	816
Bruges	1	67	85	491	17	52	713
Courtrai	—	4	—	11	—	780	795
Furnes	—	11	2	105	5	80	203
Ypres	—	15	3	38	—	247	303
Liége	24	205	79	317	—	350	975
Huy	11	55	62	25	—	5	158
Verviers	17	70	109	62	10	55	310
Tongres	—	27	5	167	3	—	200
Hasselt	—	5	171	208	—	5	449
Arlon	18	3	121	2	1	2	147
Marche	30	40	31	1	—	—	111
Neufchâteau	—	8	69	36	—	3	116
Namur	91	6	3	370	1	100	582
Dinant	52	2	2	245	—	1	302
TOTAUX	336	1,490	1,223	6,386	188	4 764	14,387

Rechutes survenues pendant la durée du sursis (tableau XXII). — Un des résultats principaux qu'on s'est proposé d'obtenir par l'institution de la condamnation conditionnelle, c'est la diminution de la récidive. Quelques recherches commencées en 1899 sur les résultats de la loi à ce point de vue ont été continuées en 1905. Elles ont pour objet de déterminer combien de condamnés commettent une nouvelle infraction avant l'expiration du sursis qui leur a été accordé.

On donne souvent à ces recherches le nom de « Statistique des rechutes », en attribuant au mot *rechute* le sens spécial de récidive survenue au cours du sursis accordé au délinquant par le jugement de condamnation conditionnelle.

On n'a pas, jusqu'à présent, fait le compte des condamnés conditionnellement qui récidivent après l'expiration de leur terme de sursis.

Avant 1902 la statistique des rechutes avait été dressée en comprenant dans les condamnations formant rechute non seulement les condamnations à une peine correctionnelle qui seules, avec celles à une peine criminelle, donnent lieu au retrait du sursis, mais également les condamnations à une peine de police; ces dernières avaient fait l'objet d'un relevé distinct.

Depuis 1902 on s'en est tenu aux termes de la loi du 31 mai 1888; il n'a plus été tenu compte des condamnations à une peine de police survenant pendant la durée d'un sursis.

1,568 délinquants condamnés antérieurement à une peine correctionnelle ont encouru, en 1905, une nouvelle condamnation correctionnelle pour une infraction commise avant que le sursis qui leur avait été accordé ne fût expiré. Leur nombre était de 2,061 en 1904, 1,844 en 1903, de 1,985 en 1902 et de 2,056 en 1901.

Si l'on rapproche le nombre de ces rechutes du nombre des condamnations conditionnelles à une peine correctionnelle prononcées pendant l'année 1905, on trouve la proportion de 12,96 % contre 16.93 % en 1904, 12.84 % en 1903, 14.66 % en 1902 et 13.96 % en 1901.

En 1905, 473 délinquants condamnés antérieurement à une peine de police (les recherches n'ont porté que sur les peines de police inscrites au casier judiciaire) ont encouru une condamnation correctionnelle pour une infraction commise avant l'expiration du sursis.

Appels de police.

(TABLEAU XX.)

Les prévenus jugés en appel par les tribunaux correctionnels étaient, dans les statistiques antérieures à 1901, compris dans les chiffres des prévenus jugés par ces tribunaux en première instance. Depuis 1901, ils en ont été séparés. Leur nombre s'est élevé, pendant l'année 1905, à 1,874, dont 1,291 prévenus condamnés et 583 prévenus non condamnés. Dans ces chiffres ne sont pas compris 3 individus qui, mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques, se sont pourvus en appel devant le tribunal correctionnel.

La proportion des individus jugés en appel, comme appelants ou intimés, calculée sur le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, s'élève à 21 pour 1,000 des individus renvoyés devant les tribunaux de police par les chambres du conseil du chef d'un délit prévu par le Code pénal; à 17 pour 1,000 des inculpés poursuivis pour une contravention prévue par le Code pénal; à 9 pour 1,000 des inculpés d'un délit ou d'une contravention prévue par une loi ou un règlement spécial. Au total, la proportion est de 11 appelants ou intimés sur 1,000 individus jugés par les tribunaux de police.

Le nombre des affaires de police déférées en appel aux tribunaux de première instance ne montre aucune tendance à se modifier.

Voici à quel chiffre annuel les appels se sont élevés depuis 1891 :

1891. . .	1,306	1896. . .	1,379	1901. . .	1,466
1892. . .	1,195	1897. . .	1,375	1902. . .	1,552
1893. . .	1,920	1898. . .	1,353	1903. . .	1,534
1894. . .	1,287	1899. . .	1,392	1904. . .	1,697
1895. . .	1,245	1900. . .	1,314	1905. . .	1,693

Comme les affaires susceptibles d'appel ont considérablement augmenté pendant cette période, il s'ensuit que, proportionnellement, le nombre des affaires frappées d'appel n'a pas augmenté. Rien, mieux que ces chiffres, ne peut témoigner de la sagesse des magistrats cantonaux : les inculpés comme le ministère public ne réclament que fort rarement l'intervention de la magistrature supérieure.

4. — Cours d'appel.

(TABLEAUX XXIII A XXV.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel, durant l'année 1905, est de 3,563.

On a maintes fois fait observer que depuis quinze ans les recours à la juridiction supérieure sont devenus beaucoup plus fréquents.

Voici, à titre comparatif, les nombres qui expriment le mouvement des affaires jugées par les tribunaux de première instance, d'une part, des affaires déférées aux cours d'appel, d'autre part.

	Affaires jugées par les tribunaux de première instance.	Affaires portées devant les cours d'appel.
1885.	31,341	1,935
1890.	33,148	1,904
1895.	34,288	3,331
1900.	39,370	3,412
1901.	42,677	3,482
1902.	42,911	3,613
1903.	43,006	4,062
1904.	39,104	3,645
1905.	38,567	3,563

En comparant, par catégories, les infractions jugées par les cours d'appel durant la période 1881-1885 (1) à celles qui furent jugées successivement durant chacune des années 1900, 1901, 1902, on constatait que l'augmentation des appels avait été plus forte pour les crimes correctionnalisés et les infractions aux lois spéciales que pour les délits prévus par le Code pénal. La même constatation doit être faite relativement à l'année 1905.

Il y eut, au contraire, en 1903 et en 1904, très notable progression pour les délits prévus par le Code pénal.

	Moyenne 1881-1885.	1905.	Différence % en plus.
	—	—	—
Crimes correctionnalisés. .	161	414	157 %
Délits prévus par le Code pénal	1,436	2,555	78 %
Délits prévus par des lois spéciales.	211	482	129 %

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires introduites devant chaque cour depuis 1890 :

ANNÉES.	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	TOTAL.
1890	1,025	582	380	1,994
1895	1,872	816	643	3,331
1900	1,637	1,002	773	3,412
1901	1,626	980	876	3,482
1902	1,744	1,000	869	3,613
1903	1,900	947	1,206	4,062
1904	1,592	1,120	924	3,645
1905	1,606	1,036	921	3,563

5. — Cours d'assises.

(Tableaux XXVI a XXXIII.)

En 1905, les cours d'assises ont jugé 90 affaires; 86 étaient des affaires criminelles, 4 étaient des délits politiques et de presse.

Le nombre des accusés de crimes, jugés contradictoirement ou par contumace, a été, en 1905, de 131.

On a signalé à diverses reprises que la diminution d'activité des cours d'assises était surtout sensible dans la catégorie des crimes contre les propriétés. L'année 1904 fut sous ce rapport tout à fait caractéristique : les accusés de crimes contre les personnes représentèrent 77 % du nombre total des accusés jugés contradictoirement, alors que les accusés de crimes contre les propriétés en représentèrent 23 %. Cette circonstance rend d'autant plus saillants les résultats de l'année 1905; on constate effectivement une augmentation très considérable des crimes contre les propriétés durant l'année 1905. La proportion des accusés de crimes contre les propriétés passe de 23 % en 1904 à 48 % en 1905. La proportion des accusés de crimes contre les personnes qui était de 77 % en 1904 tombe à 52 % en 1905.

6. — Conseils de guerre et Cour militaire.

(Tableaux XXXIV a XXXVI.)

La statistique de la justice militaire figure pour la seconde fois au recueil de statistique judiciaire.

Ces tableaux permettent de se rendre compte de la mesure dans laquelle les juridictions militaires appliquent les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 instituant la condamnation conditionnelle. Cette application a été autorisée par la loi du 15 juin 1899, qui comprend le titre Ier du Code de procédure pénale militaire (art. 34, alinéa 1er).

Les tableaux du recueil précédent embrassaient la période de 1900 à 1904; les tableaux insérés au présent recueil ne concernent que l'année 1905.

(1) C'est la dernière période, avant l'année 1898, où ces recherches aient été faites.

7. — Cour de cassation.

(Tableau XXXVII.)

Le chiffre des arrêts rendus par la seconde chambre de la cour de cassation a été, en 1905, exceptionnellement élevé (886 arrêts). Il faut remonter jusqu'en 1894 pour trouver un chiffre à peu près égal : en 1894, la seconde chambre de la cour rendit 880 arrêts. La raison de cet accroissement devait être cherchée alors dans le nombre très considérable des affaires électorales; il en est de même pour année 1905. En cette année les affaires électorales ont donné lieu à 489 arrêts; il y en avait eu 538 en 1894.

Le tableau ci-dessous permet de comparer le nombre des arrêts de chaque espèce rendus pendant la période décennale 1896-1905.

NATURE DES ARRÊTS.		1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Arrêts statuant au fond, rendus en matière	criminelle	30	21	25	26	27	20	21	26	24	24
	correctionnelle	167	199	169	146	152	146	143	142	150	160
	de police	27	39	39	42	28	48	52	35	99	40
	pénale militaire.	33	22	43	34	20	31	24	27	34	24
	de garde civique.	4	9	171	121	200	70	72	64	103	71
	de milice	22	20	15	12	15	27	14	16	15	19
	électorale	37	31	73	134	119	41	55	163	70	489
	fiscale.	2	3	—	9	9	4	9	5	11	16
Arrêts de désistement		4	9	4	3	3	2	—	—	3	4
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	correctionnelle	1	1	—	—	—	—	—	—	2	2
	de police	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1
	autre.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrêts statuant sur des demandes concernant	le règlement de juges . .	11	10	14	15	22	18	26	22	35	22
	l'art. 441 (instr. crim.) et la loi du 27 ventôse an VIII.	4	2	9	5	6	2	7	5	6	4
	l'art. 445 (instr. crim.). .	5	9	2	2	1	—	2	2	4	1
	d'autres matières	—	5	—	—	1	3	1	2	3	—
Totaux		348	389	565	547	612	413	426	510	559	886

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1905 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1899-1904. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes par différents jugements, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, pour permettre de comparer les résultats de 1905 à ceux de 1898, année dont la statistique ne fait mention que des condamnations individuelles, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

8. — Nombre des condamnés.

(Tableau XXXVIII a XLIV.)

Si, pour faire porter la comparaison sur les huit années qu'embrasse actuellement la statistique criminelle, on mesure le mouvement de la criminalité au nombre des condamnations individuelles, on obtient le tableau suivant :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1898.	22,004	19,169	42,073	9,559	3,587	12,726	54,799
1899.	24,556	20,055	43,469	10,148	3,674	13,822	59,291
1900.	24,380	21,770	46,150	9,569	3,717	13,286	59,445
1901.	25,752	24,214	49,046	10,059	4,570	14,198	64,344
1902.	25,115	24,126	49,250	10,214	4,870	15,084	64,525
1903.	25,105	24,055	47,250	9,308	4,860	14,168	61,598
1904.	21,455	22,712	44,167	8,921	4,981	13.902	58.069
1905.	21,116	22,835	43,969	8,857	4,820	13,686	57,655

Le chiffre des individus condamnés, qui n'a été établi en distinguant le sexe et les antécédents qu'à partir de 1899, donne les résultats que voici, assez différents des premiers :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1899.	23,150	17,445	40,595	9,770	3,145	12,915	53,508
1900.	23,099	18,154	41,253	9,205	3,251	12,434	53,687
1901.	24,227	20.015	44,242	9,597	3,770	13,376	57,618
1902.	23,707	20,238	45,965	9,734	4,089	13,843	57,808
1903.	21,904	20,241	42,145	8,931	4,208	13,139	55,304
1904.	20,419	19,275	39,692	8,610	4,285	12,895	52,587
1905.	20,024	19,534	39,558	8,518	4,141	12,689	52,047

Afin de mettre mieux en lumière l'influence que le choix de l'unité exerce sur les mouvements apparents de la criminalité, on a traduit ci-dessous en proportions les mouvements de la criminalité de 1900 à 1901, de 1901 à 1902, de 1902 à 1903, de 1903 à 1904 et de 1904 à 1905, d'après le nombre des condamnations individuelles et celui des condamnés :

	PRIMAIRES.		RÉCIDIVISTES.		TOTAL.		
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et femmes.
Mouvement de 1900 à 1901	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	+ 5.84	+ 4.70	+ 11.18	+ 17.81	+ 8.20	+ 8.36	+ 8.24
Individus condamnés	+ 4.88	+ 4.28	+ 10.37	+ 16.24	+ 7.20	+ 7.40	+ 7.32
Mouvement de 1901 à 1902	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 2.40	+ 1.04	— 0.36	+ 11 21	— 1.41	+ 4.76	— 0.03
Individus condamnés	— 2.14	+ 1.03	+ 1.21	+ 8.20	— 0.62	+ 3.40	+ 0.32
Mouvement de 1902 à 1903	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 7.61	— 8.87	— 0.38	— 0.21	— 4.08	— 6.07	— 4 55
Individus condamnés	— 7.61	— 8.23	— 0.08	+ 2.01	— 4.14	— 4.04	— 4.33
Mouvement de 1903 à 1904	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 7.50	— 4.16	— 5,30	+ 2.40	— 6.40	— 1.88	— 5.42
Individus condamnés	— 6.78	— 3.81	— 4.78	+ 1.85	— 5.81	— 2.01	— 4.01
Mouvement de 1904 à 1905	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 1.11	— 0.72	+ 0.03	— 3.05	— 0.45	— 1.56	— 0.71
Individus condamnés	— 1.03	— 0.72	+ 0.32	— 3.36	— 0.84	— 1.60	— 1 03

Le tableau ci-dessous montre de combien chaque catégorie d'infractions a augmenté ou diminué d'une année à l'autre :

NATURE des INFRACTIONS.	HOMMES.								FEMMES.							
	PRIMAIRES.				RÉCIDIVISTES.				PRIMAIRES.				RÉCIDIVISTES.			
	Année 1904.	Année 1905.	Différence en plus.	Différence en moins.	Année 1904.	Année 1905.	Différence en plus.	Différence en moins.	Année 1904.	Année 1905.	Différence en plus.	Différence en moins.	Année 1904.	Année 1905.	Différence en plus.	Différence en moins.
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	10	8	—	11	6	2	—	4	2	—	—	2	1	—	—	1
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc	51	27	—	27	50	14	—	16	8	5	—	3	3	4	1	—
Faux en écriture	150	151	21	—	89	97	8	—	20	40	11	—	11	8	—	3
Faux témoignage et faux serment	56	53	—	3	18	17	—	1	12	5	—	7	5	7	2	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	229	227	—	2	120	135	15	—	59	56	17	—	15	17	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public	2,544	2,725	181	—	5,485	5,616	135	—	473	473	—	—	347	361	14	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	560	538	—	22	784	854	50	—	99	92	—	7	78	75	—	3
Crimes et délits contre l'ordre des familles	234	256	2	—	255	255	—	20	207	284	17	—	147	112	—	55
Crimes et délits contre la moralité publique	575	617	42	—	485	475	—	12	90	115	25	—	41	68	27	—
Meurtre	35	20	—	15	27	25	—	2	8	16	8	—	3	1	—	2
Lésions corporelles volontaires	10,747	10,074	—	673	9,103	9,049	—	56	3,747	3,484	—	263	1,651	1,550	—	98
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	72	89	17	—	86	85	—	3	11	3	—	8	1	5	4	—
Calomnies et injures	805	856	51	—	551	560	9	—	1,076	1,068	—	8	444	392	—	52
Violation de sépulture	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	4	—	—	4	—	1	1	—	1	1	—	—	1	—	—	1
Vols et maraudages	2,359	2,537	178	—	2,577	2,465	88	—	2,244	2,380	136	—	1,289	1,294	5	—
Banqueroute	52	43	—	9	25	22	—	3	7	5	—	2	2	3	1	—
Escroqueries et abus de confiance	684	711	27	—	655	572	—	82	242	276	34	—	85	99	14	—
Recel	217	208	—	9	255	269	16	—	124	128	4	—	78	80	2	—
Incendie	12	5	—	7	11	12	1	—	2	—	—	2	1	—	—	1
Destructions et dommages	1,052	939	—	113	916	854	—	62	120	110	—	10	79	59	—	20

Parmi les 52,047 condamnés de 1905, 4,457 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées, au total, à 5,608 contre 5,482 en 1904, 6,094 en 1903, 6,515 en 1902, 6,726 en 1901. Durant chacune de ces années elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

	1901	1902	1903	1904	1905
Individus condamnés 2 fois pendant l'année	4,357	4,634	3,921	3,561	3,668
Id. 3 id.	718	680	694	594	575
Id. 4 id.	193	217	173	125	140
Id. 5 id.	58	65	20	41	48
Id. 6 id.	24	20	14	13	14
Id. 7 id.	1	7	5	6	7
Id. 8 fois et plus.	10	8	5	9	5

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur ces 5,608 condamnations, 3,765 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 1,843 autres condamnations répétées concernaient des faits commis en 1905, après une condamnation prononcée elle-même en 1905. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 448 hommes et 99 femmes ont été inscrits, en 1905, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (Nypels, *Législation criminelle de la Belgique*, Comm. II, n° 252.)

9. — Sexe.

(Tableau XXXVIII.)

La répartition des condamnés par sexe est sujette à très peu de variations. Le nombre des hommes et des femmes condamnés chaque année se maintient dans un rapport presque aussi constant que celui des individus de chaque sexe existant au sein de la population du pays. Sur 1,000 condamnés, on comptait, en 1901, 232 femmes; en 1902, 239; en 1903, 238; en 1904, 245, et, en 1905, 244 femmes.

Quant au taux de la criminalité, en prenant pour base les chiffres de la population fournis par l'*Annuaire statistique* (population au 31 décembre de l'année précédente), on arrive à le fixer comme suit :

Sur 10,000 habitants, on compte :

	Hommes.	Femmes.
1901 (1).	133	40
1902.	130	40
1903.	123	38
1904.	114	37
1905.	112	36

La répartition par nature de peines est aussi significative, au point de vue de la comparaison entre la criminalité masculine et la criminalité féminine (2).

		1901	1902	1903	1904	1905
Sur 100 condamnés à une peine correctionnelle. . .	hommes	88	87	87	88	88
	femmes	12	13	13	12	12
Sur 100 condamnés à une peine de police.	hommes	63	62	62	61	62
	femmes	37	38	38	39	38

Le tableau ci-dessous, dressé dans la même forme que les années précédentes, établit, par nature d'infractions, la répartition qui vient d'être donnée par nature de peines :

NATURE DES INFRACTIONS.	NUMÉROS de la NOMENCLATURE.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.		SUR 100 CONDAMNÉS, NOMBRE DES		Répartition par nature d'infractions de 1,000 hommes condamnés.	Répartition par nature d'infractions de 1,000 femmes condamnées.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.		
	1	2	3	4	5	6	7
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	10	—	100.0	—	0.2	0.0
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	2	41	9	82.0	18.0	1.0	0.7
Faux en écritures	3	218	48	85.8	10.2	6.3	5.8
Faux témoignage et faux serment.	4	50	12	80.6	19.4	1.3	0.9
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom. . . .	5	302	73	83.2	16.8	9.5	5.8
Crimes et délits contre l'ordre public	6, 7, 8	6,341	851	88.4	11.6	161.1	65.7
Id. id. la sécurité publique	9	1,372	167	89.2	10.8	34 9	13.2
Id. id. l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 20	469	396	54.2	45.8	11.9	31.2
Id. id. la moralité publique	14, 15, 17, 18, 19	1,090	181	85.8	14.2	27.7	14.3
Meurtre	21, 22	45	17	72.6	27.4	1.1	1.3
Lésions corporelles volontaires.	23, 24, 25, 26	19,123	5,040	79.1	20.9	485.9	397.2
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	172	8	95.6	4.4	4.4	0.6
Calomnies et injures	28, 29	1,396	1,469	48.9	51.1	35.5	115.1
Violation de sépulture	30	1	—	100.0	—	0.0	0.0
Violation du secret des lettres et du secret professionnel.	32, 33	1	1	50 0	50.0	0.0	0.0
Vols et maraudages	34, 35, 36	5,002	3,674	57.7	42.3	127.1	289.6
Banqueroute	37	65	8	89.0	11.0	1.7	0.6
Escroqueries et abus de confiance.	38, 39	1,283	375	77.4	22.6	32.6	29.6
Recel	40	477	2 8	69.6	30.4	11.9	16.4
Incendie	41, 42	17	—	100.0	—	0.4	0.0
Destructions et dommages.	43, 44, 45	1,703	178	90.9	9.1	43.3	14.0
TOTAUX.		39,358	12,669	75.6	24.4	1,000.0	1,000.0

(1) Il est à remarquer que les chiffres de 1901 ont été calculés en prenant pour base le recensement général de 1900.
(2) Le calcul porte sur les infractions qui donnent lieu à une subdivision par nature de peines dans la statistique criminelle.

10. — Etat civil.

(Tableau XXXIX.)

La répartition des habitants du royaume par état civil, telle qu'elle résulte du recensement effectué le 31 décembre 1900, diffère sensiblement de celle qu'on avait constatée lors du recensement précédent.

Sur 1,000 habitants de chaque sexe âgés de 16 ans au moins, on compte 418 célibataires, 522 mariés (1), 60 veufs ou divorcés parmi les hommes; 377 célibataires, 509 mariées, 114 veuves ou divorcées parmi les femmes.

Les condamnés d'âge correspondant se répartissent dans des proportions très différentes.

Sur 1,000 condamnés âgés de 16 ans au moins (2), il y a :

	Chez les hommes.		
	Célibataires.	Mariés.	Veufs ou divorcés.
En 1901.	550	432	18
En 1902.	545	435	20
En 1903.	543	435	22
En 1904.	536	442	22
En 1905.	534	444	22
	Chez les femmes.		
	Célibataires.	Mariées.	Veuves ou divorcées.
En 1901.	268	683	49
En 1902.	256	695	49
En 1903.	262	692	46
En 1904.	256	699	45
En 1905.	249	708	43

En rapprochant le chiffre des condamnés célibataires, mariés, veufs ou divorcés, des catégories correspondantes de la population, telles que le recensement de 1900 nous les fait connaître, on constate qu'en 1905 :

Sur 1,000 hommes célibataires, il y a eu 23 condamnés.
Id. hommes mariés, il y a eu 15 condamnés.
Id. hommes veufs ou divorcés, il y a eu 7 condamnés.
Sur 1,000 femmes célibataires, il y a eu 4 condamnées.
Id. femmes mariées, il y a eu 8 condamnées.
Id. femmes veuves ou divorcées, il y a eu 2 condamnées.

La grande différence de criminalité que l'on remarque entre les célibataires et les gens mariés et la disposition en sens contraire des chiffres, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, ne doit pas être attribuée uniquement à l'influence qu'exercent sur l'individu le célibat et le mariage. L'âge intervient comme un élément important dans la solution du problème.

A défaut d'un tableau qui donne la répartition des condamnés de chaque âge par état civil, on peut se rendre un compte assez exact de l'influence qu'exerce sur la criminalité chacun des facteurs : âge et état civil, en calculant quelle doit être, d'après le recensement général de la population, la proportion des célibataires et des gens mariés parmi les condamnés de chaque âge. En réunissant pour chaque sexe les chiffres ainsi obtenus et en les comparant aux résultats de la statistique criminelle donnés plus haut, on obtiendra, par voie de différence, une *évaluation de la part d'influence qui doit être attribuée à l'état civil sur la criminalité.*

Les résultats de ce calcul sont donnés dans le tableau ci-dessous :

AGE.	HOMMES.			FEMMES.		
	Proportion des célibataires d'après le recensement.	Chiffre présumé des condamnés		Proportion des célibataires d'après le recensement.	Chiffre présumé des condamnées	
		célibataires.	mariés, veufs ou divorcés.		célibataires.	mariées, veuves ou divorcées.
16 à moins de 21 ans.	99.2	7,034	57	93.0	1,704	90
21 à id. de 25 id.	82.2	6,334	1,371	67.5	1,194	575
25 à id. de 30 id.	49.8	5,059	5,090	40.8	849	1,251
30 à id. de 35 id.	29.8	1,621	5,820	26.8	542	1,481
35 à id. de 40 id.	21.2	801	2,976	21.1	332	1,240
40 à id. de 45 id.	17.8	483	2,232	18.2	221	994
45 à id. de 50 id.	16.1	295	1,830	17.1	161	781
50 à id. de 55 id.	15.7	187	1,001	16.4	96	488
55 à id. de 60 id.	15.5	113	616	16.1	55	289
60 à id. de 70 id.	15.4	103	505	16.5	47	240
70 ans et plus	15.5	22	118	16 4	9	46
TOTAL.		20,952	18,282		5,210	7,455

(1) Le recensement n'établit pas de distinction entre les mariés avec enfants et les mariés sans enfants.
(2) Les calculs n'embrassent que les condamnés âgés de 16 ans ou plus. Les condamnés de moins de 16 ans ont été déduits des célibataires. Il ne saurait en résulter d'erreur dans les calculs, puisqu'il n'y avait en Belgique, lors du recensement de 1900, que 82 femmes de moins de 16 ans qui n'étaient pas célibataires. Tous les hommes de moins de 16 ans étaient célibataires.

Il résulte de ces chiffres que, si l'état civil n'exerce aucune influence sur la criminalité, la proportion des mariés, veufs ou divorcés, sur l'ensemble des condamnés, doit être de 466 °/₀₀ pour les hommes, de 588 °/₀₀ pour les femmes.

En réalité, elle est, parmi les condamnés du sexe masculin, comme on vient de le voir, de 466 °/₀₀ et parmi les condamnés du sexe féminin de 742 °/₀₀.

L'influence de l'état civil sur la criminalité masculine se montre donc nulle. Pour les femmes, au contraire, la différence est grande entre 588 et 742, elle prouve manifestement l'action défavorable du mariage sur la criminalité féminine.

Pourquoi la vie conjugale exerce-t-elle sur la femme cette influence funeste? *A priori* on serait tenté d'en rechercher la cause dans la misère, dans la tentation que peut éprouver une mère de famille de subvenir par des moyens malhonnêtes aux charges de son ménage, mais il a été constaté (voir statistiques de 1898, 1899, 1900) que cette cause n'est point la vraie, puisque la criminalité n'est pas plus forte chez les femmes ayant des enfants que chez celles qui n'en ont pas. Le tableau ci-dessous, qui répartit les condamnés par état civil et par nature d'infractions, confirme cette constatation en montrant que la criminalité des femmes mariées dépasse davantage celle des célibataires quand il s'agit de délits contre les personnes que lorsqu'il s'agit de délits contre les propriétés.

NATURE DES INFRACTIONS.	HOMMES.			FEMMES.		
	Célibataires.	Veufs ou divorcés.	Mariés.	Célibataires.	Veuves ou divorcées.	Mariées.
Crimes et délits contre l'ordre public	497	26	477	223	48	729
Crimes et délits contre la moralité publique	611	42	547	598	55	547
Lésions corporelles volontaires	557	16	447	254	40	726
Calomnies et injures	455	26	559	188	48	764
Vols et maraudages	571	25	404	526	57	657
Escroqueries et abus de confiance	453	52	555	269	64	667
Destructions et dommages	670	16	514	208	56	756
EN GÉNÉRAL	535	22	443	251	42	707

11. — Ivrognerie.

(TABLEAUX XL ET XLVII.)

Avant d'exposer les modifications qui, depuis 1898, se sont produites dans les rapports entre l'ivresse alcoolique et la criminalité, il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement, les seconds une simple appréciation émise par les employés de justice chargés de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont passé de 21,118 en 1899 à 23,244 en 1900, à 27,160 en 1901, à 26,747 en 1902, à 22,916 en 1903, à 22,246 en 1904 et 21,847 en 1905.

A ne prendre que les *condamnations individuelles* (1) encourues par des individus ayant contrevenu à la loi sur l'ivresse publique, on trouve pour chacune de ces années sur 100 *condamnations individuelles* :

	Parmi les primaires (du sexe masculin.)	Parmi les récidivistes (du sexe masculin.)
En 1898	8.66 °/₀	31.17 °/₀
En 1899	10.82 °/₀	36.68 °/₀
En 1900	11.52 °/₀	39.68 °/₀
En 1901	13.39 °/₀	42.03 °/₀
En 1902	13.24 °/₀	42.82 °/₀
En 1903	11.96 °/₀	41.83 °/₀
En 1904	11.06 °/₀	42.08 °/₀
En 1905	11.26 °/₀	41.22 °/₀

(1) Ceci afin de pouvoir comparer les chiffres de 1898 à ceux des années suivantes.

La réduction du nombre des condamnations a été cette année de 399. Depuis quatre ans il y a donc baisse continue. Les femmes résistent beaucoup mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les délits imputables à des personnes atteintes à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie restent nombreux.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. On trouve dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres très suggestifs que voici :

Parmi les condamnés primaires, 24.07 °/₀ des condamnés pour destructions et dommages; 34.28 °/₀ des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 51.61 °/₀ et 60.90 °/₀ d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DE CONDAMNÉS.				PROPORTIONS POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	8	2	—	—	1	2	—	—	12.50	100.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	14	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	151	97	40	8	1	1	—	—	0.66	1.03	—	—
Faux témoignage et faux serment	33	17	5	7	—	1	—	—	—	5.88	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	227	155	56	17	16	8	1	—	7.05	5.93	1.70	—
Crimes et délits contre l'ordre public	2,725	3,616	475	561	819	1,484	55	71	30.06	41.04	7.40	19.67
Id. id. la sécurité publique.	558	851	92	75	61	95	—	1	11.54	11.39	—	1.35
Id. id. l'ordre des familles	236	255	284	112	—	2	—	—	—	0.86	—	—
Id. id. la moralité publique	617	475	115	68	39	82	5	1	6.32	17.31	4.42	5.88
Meurtre	20	25	16	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	10,674	9,049	3,484	1,556	707	846	17	26	7.02	9.35	0.49	1.67
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	89	85	5	5	14	10	—	—	15 74	12.05	—	—
Calomnies et injures	856	560	1,068	592	17	17	4	4	2.05	3.04	0.37	1.02
Violation de sépulture	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,557	2,465	2,380	1,291	55	51	3	4	1.50	1.38	0.15	0.31
Banqueroute	45	22	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	711	572	276	99	6	10	1	—	0.84	1.75	0.36	—
Recel	208	269	128	80	1	—	—	—	0.48	—	—	—
Incendie	8	12	—	—	—	1	—	—	—	8.33	—	—
Destructions et dommages	939	851	119	59	182	208	5	6	19.38	24.56	4.20	10.17
TOTAUX DU TABLEAU	20,024	19 334	8,548	4,141	1,897	2,801	74	116	9.47	14.49	0.84	2 80
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	21,116	22,853	8,857	4,829	1,992	3,328	71	139	9.43	14.56	0.80	2.88

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	8	2	—	—	—	2	—	—	—	100.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	13	5	1	1	2	—	—	3.70	15.29	—	—
Faux en écritures.	151	97	40	8	4	26	—	—	2.63	26.80	—	—
Faux témoignage et faux serment.	33	17	5	7	1	3	—	—	3.33	17.65	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	227	155	56	17	16	51	2	2	7.05	57.78	3.57	11.76
Crimes et délits contre l'ordre public. . . .	2,725	3,616	475	361	854	2,167	38	112	31.34	59.93	8.03	31.02
Id. id. la sécurité publique .	558	834	92	75	67	302	1	9	12.45	56.21	1.09	12.00
Id. id. l'ordre des familles .	256	233	284	112	16	68	2	6	6.78	29.18	0.70	5.36
Id. id. la moralité publique.	617	473	113	68	54	211	8	14	8.75	44.61	7.08	20.59
Meurtre	20	25	16	1	—	5	—	—	—	20.00	—	—
Lésions corporelles volontaires.	10,074	9,049	3,484	1,556	834	3,049	24	111	8.28	33.69	0.69	7.13
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	89	85	3	5	13	37	—	—	14.61	44.59	—	—
Calomnies et injures	836	560	1,068	392	23	92	5	19	2.75	16.43	0.47	4.85
Violation de sépulture.	—	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	1	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Vols et maraudages.	2,337	2,165	2,380	1,291	104	788	9	51	4.10	51.97	0.38	2.63
Banqueroute.	43	22	5	3	2	6	—	—	4.63	27.27	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	711	572	276	99	37	161	1	8	5.20	28.67	0.36	8.08
Recel	208	269	128	80	11	90	—	4	5.29	33.46	—	5.00
Incendie	5	12	—	—	—	8	—	—	—	66.67	—	—
Destructions et dommages.	939	851	110	59	174	422	7	11	18.53	49.41	5.88	18.64
TOTAUX DU TABLEAU.	20,024	19,334	8,548	4,141	2,211	7,495	97	330	11.04	38.77	1.13	7.97
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	21,116	22 853	8,857	4,829	2,378	9,421	98	402	11.26	41.22	1.11	8.32

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution . . .	8	2	—	—	1	2	—	—	12.50	100.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	13	5	1	1	2	—	—	3.70	15.29	—	—
Faux en écritures	151	97	40	8	5	26	—	—	3.31	26.80	—	—
Faux témoignage et faux serment.	33	17	5	7	1	3	—	—	3.33	17.65	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	227	155	56	17	19	52	2	2	8 37	33.52	3.57	11.76
Crimes et délits contre l'ordre public . . .	2,725	3,616	475	361	933	2,302	40	112	34.28	60.90	8.46	31.02
Id. id. la sécurité publique.	558	834	92	75	70	312	1	9	14.68	37.41	1.09	12.00
Id. id. l'ordre des familles.	256	233	284	112	16	68	2	6	6.78	29.18	0.70	5.36
Id. id. la moralité publique.	617	473	113	68	61	217	8	14	9.80	45.88	7.08	20.59
Meurtre	20	25	16	1	—	5	—	—	—	20.00	—	—
Lésions corporelles volontaires.	10 074	9,049	3 484	1,556	1,100	3,186	33	117	11.01	35.21	1.00	7.52
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	89	85	3	5	20	38	—	—	2.25	45.78	—	—
Calomnies et injures	836	560	1,068	392	34	96	3	20	4.07	17.14	0.47	5.10
Violation de sépulture.	—	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	1	—	—	1	—	—	—	100.00	—	—
Vols et maraudages.	2,337	2,165	2,380	1,291	123	790	9	51	4.85	52.05	0.38	2.63
Banqueroute	43	22	5	3	2	6	—	—	4.63	27.27	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	711	572	276	99	37	168	1	8	5.20	29.37	0.36	8.08
Recel	208	269	128	80	11	90	—	4	5.29	33.46	—	5.00
Incendie	5	12	—	—	—	8	—	—	—	66.67	—	—
Destructions et dommages.	939	851	110	59	226	441	7	11	24.07	51.64	5.88	18.64
TOTAUX DU TABLEAU.	20,024	19,334	8,548	4,141	2,678	7 714	110	337	13.37	39.90	1.29	8.14
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	21,116	22,853	8,857	4,829	2,856	9,665	111	409	13.53	42.29	1.25	8.47

12. — Age.

(Tableau XLI.)

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis proportionnellement au nombre pour chaque âge.

AGE.	HOMMES. 1904 Primaires.	HOMMES. 1904 Récidivistes.	HOMMES. 1904 Total.	HOMMES. 1905 Primaires.	HOMMES. 1905 Récidivistes.	HOMMES. 1905 Total.	FEMMES. 1904 Primaires.	FEMMES. 1904 Récidivistes.	FEMMES. 1904 Total.	FEMMES. 1905 Primaires.	FEMMES. 1905 Récidivistes.	FEMMES. 1905 Total.
Moins de 16 ans	109	5	114	114	5	119	19	—	19	23	—	23
De 16 à moins de 18 ans	1,598	177	1,775	1,605	194	1,797	542	38	580	537	36	573
De 18 id. 21 ans	4,000	1,565	5,565	3,830	1,464	5,294	1,045	250	1,275	1,008	213	1,221
De 21 id. 25 ans	4,181	3,427	7,608	4,261	3,444	7,705	1,286	567	1,853	1,249	520	1,769
De 25 id. 30 ans	3,506	4,529	8,035	3,519	4,430	7,949	1,416	754	2,170	1,392	688	2,080
De 30 id. 35 ans	2,189	3,252	5,441	2,142	3,299	5,441	1,206	761	1,967	1,266	757	2,023
De 35 id. 40 ans	1,492	2,228	3,720	1,468	2,309	3,777	958	656	1,574	955	657	1,572
De 40 id. 45 ans	1,128	1,721	2,849	1,013	1,702	2,715	775	463	1,238	711	504	1,215
De 45 id. 50 ans	747	1,024	1,771	715	1,116	1,831	535	342	877	577	365	942
De 50 id. 55 ans	583	684	1,263	520	639	1,188	368	265	633	384	200	584
De 55 id. 60 ans	386	335	721	336	373	729	240	124	373	224	120	344
De 60 id. 70 ans	413	275	690	381	287	668	186	90	276	199	88	287
De 70 ans et plus	76	55	131	88	52	140	45	14	57	42	13	55
Age inconnu	9	—	9	5	—	5	2	1	3	1	—	1

AGE.	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 hommes. 1904	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 hommes. 1905	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 femmes. 1904	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 femmes. 1905
Moins de 16 ans	2.0	3.0	1.5	1.8
De 16 à moins de 18 ans	41.7	45.7	45.0	45.2
De 18 id. 21 ans	140.2	134.5	98.9	96.3
De 21 id. 25 ans	191.7	195.8	145.7	150.4
De 25 id. 30 ans	202.5	202.0	168.3	163.9
De 30 id. 35 ans	137.1	138.2	152.6	159.4
De 35 id. 40 ans	93.8	96.0	122.1	123.9
De 40 id. 45 ans	71.8	69.0	96.0	95.8
De 45 id. 50 ans	44.6	46.3	68.0	74.2
De 50 id. 55 ans	31.8	30.2	49.1	46.0
De 55 id. 60 ans	18.2	18.5	29.0	27.1
De 60 id. 70 ans	17.4	17.0	21.4	22.6
De 70 ans et plus	3.3	3.6	4.4	4.4

Ces tableaux ont sans doute leur intérêt. Mais ils ne deviennent vraiment expressifs que par la comparaison avec l'état de la population générale. Le nombre des condamnés divisé selon les âges doit être mis en regard des catégories formées parmi les habitants du royaume.

Déjà, en 1901, 1902, 1903 et 1904, on avait rapproché les chiffres que donne la statistique criminelle de ceux que fournissait le recensement général de 1900. On a fait la même opération cette année en tenant compte de l'augmentation de la population au cours de 1904. Les chiffres de 1900 ont été augmentés de quatre fois la moyenne annuelle de l'accroissement de la population constatée de 1890 à 1900.

AGE.	HOMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population masculine nombre des condamnés primaires.	HOMMES. nombre des condamnés récidivistes.	HOMMES. nombre des condamnés primaires et récidivistes réunis.	FEMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population féminine, nombre des condamnées primaires.	FEMMES. nombre des condamnées récidivistes.	FEMMES. nombre des condamnées primaires et récidivistes réunies.
1	2	3	4	5	6	7
16 à moins de 18 ans	12.2	1.5	13.7	4.1	0.3	4.4
18 id. 21 ans	19.4	7.4	26.8	5.1	1.1	6.2
21 id. 25 ans	16.8	13.6	30.4	4.9	2.1	7.0
25 id. 30 ans	11.9	15.0	26.9	4.8	2.4	7.2
30 id. 35 ans	8.3	12.9	21.2	5.0	3.0	8.0
35 id. 40 ans	6.5	10.3	16.8	4.2	2.8	7.0
40 id. 45 ans	5.1	8.6	13.7	3.5	2.5	6.0
45 id. 50 ans	4.6	7.1	11.7	3.6	2.3	5.9
50 id. 55 ans	3.9	4.9	8.8	2.7	1.4	4.1
55 id. 60 ans	2.6	2.8	5.4	1.6	0.8	2.4
60 id. 70 ans	2.0	1.5	3.5	1.0	0.4	1.4
70 ans et plus	0.8	0.5	1.3	0.3	0.1	0.4

Le maximum de la criminalité masculine est atteint entre les âges de 21 et 25 ans. Pour les primaires, si l'âge de 18 à 21 ans est l'époque spécialement critique, celui qui va de 18 à 30 ans constitue tout entier une période périlleuse. Quant aux récidivistes, c'est entre 21 et 30 ans que sont les chiffres les plus forts.

Le nombre des récidivistes, comparé à celui des condamnés primaires, est plus faible de 18 à 25 ans, mais plus fort de 25 à 60 ans.

La criminalité féminine atteint, en 1905, son maximum entre 30 et 35 ans. La période qui s'étend de la vingt-et-unième à la quarantième année est la plus chargée; elle renseigne les proportions les plus fortes. Il est à noter que, chez les femmes, à aucun moment, les récidivistes ne l'emportent sur les primaires; la différence entre les deux groupes est très sensible.

13. — Répartition géographique des condamnés.

(Tableau XLIII.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pas été simultanées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis. On trouvera dans le tableau ci-dessous, pour chaque arrondissement judiciaire, la relation, d'une part entre le chiffre de la population masculine et celui des hommes condamnés, d'autre part entre le chiffre de la population féminine et celui des femmes condamnées.

Population au 31 décembre 1904.

ARRONDISSEMENTS.	HOMMES		TOTAL.	FEMMES		TOTAL.
	primaires. °/₀₀	récidivistes. °/₀₀	°/₀₀	primaires. °/₀₀	récidivistes. °/₀₀	°/₀₀
Bruxelles	6.1	6.5	12.6	2.0	0.1	3.0
Louvain	4.0	3.3	7.3	2.5	1.0	3.5
Nivelles	5.5	4.7	10.2	3.6	1.6	5.2
Anvers	4.8	4.3	9.1	2.0	0.9	2.9
Malines	4.4	4.3	8.7	1.6	0.5	2.1
Turnhout	5.7	5.8	11.5	2.0	0.7	2.7
Mons	6.9	5.8	12.7	3.5	2.4	5.9
Charleroi	7.0	8.0	15.0	4.4	2 9	7.3
Tournai	5.0	3.3	8.3	1.9	0.7	2.6
Gand	6.7	8.5	15.2	2.0	0.8	2.8
Audenarde	4.6	4.0	8.6	1.3	0.3	1.6
Termonde	5.7	5.2	10.9	1.4	0.5	1.9
Bruges	6.6	7.5	14.1	1.9	0.8	2.7
Courtrai	7.2	8.1	15.3	2.1	0.9	3.0
Furnes	5.1	5.3	10.4	1.7	0.8	2.5
Ypres	5.4	5.6	11.0	1.4	0.7	2.1
Liége	5.5	4.1	9.6	3.4	1.6	5.0
Huy	3.2	2.1	5.3	3.8	1.6	5.4
Verviers	4.3	4.4	8.7	1.4	0.7	2.1
Tongres	3.9	3.0	6.9	1.1	0.7	1.8
Hasselt	5.2	4.1	9.3	3.3	1.5	4.8
Arlon	6.9	5.1	12.0	2.2	0.5	2.7
Marche	5.4	3.0	8.4	1.7	0.4	2.1
Neufchâteau	4.8	3.0	7.8	1.2	0.4	1.6
Namur	5.8	5.5	11.3	3.3	2.1	5.4
Dinant	4.7	3.4	8.1	2.0	0.5	2.5
Le Royaume	5.7	5.5	11.2	2.4	1.1	3.5

Rangés par ordre décroissant de criminalité, les divers arrondissements se placent dans l'ordre suivant :

Condamnés par 1,000 habitants. — Hommes.		Femmes.	
Courtrai	15.3	Charleroi	7.3
Gand	15.2	Mons	5.9
Charleroi	15.0	Huy et Namur	5.4
Bruges	14.1	Nivelles	5.2
Mons	12.7	Liége	5.0
Bruxelles	12.6	Hasselt	4.8
Arlon	12.0	Louvain	3.5
Turnhout	11.5	Bruxelles et Courtrai	3.0
Namur	11.3	Anvers	2.9
Ypres	11.0	Gand	2.8
Termonde	10.9	Turnhout, Bruges et Arlon	2.7
Furnes	10.4	Tournai	2.6
Nivelles	10.2	Furnes et Dinant	2.5
Liége	9.6	Malines, Ypres, Verviers et Marche	2.1
Hasselt	9.3	Termonde	1.9
Anvers	9.1	Tongres	1.8
Malines et Verviers	8.7	Audenarde et Neufchâteau	1.6
Audenarde	8.6		
Marche	8.4		
Tournai	8.3		
Dinant	8.1		
Neufchâteau	7.8		
Louvain	7.3		
Tongres	6.9		
Huy	5.3		

Il convient de renouveler la remarque faite les années précédentes.

Les coefficients qui précèdent n'étant établis que sur les condamnations prononcées pendant une année ne peuvent être considérés comme l'expression précise de l'état moral des différents arrondissements. L'activité plus ou moins grande des tribunaux peut accroître dans une certaine mesure le nombre des condamnés. Aussi convient-il, pour écarter l'influence de cet élément étranger, de ne baser de conclusion que sur les chiffres réunis de plusieurs années. Telles qu'elles sont, les séries ci-dessus données sont intéressantes. Elles montrent que, dans un même arrondissement, la criminalité féminine et la criminalité masculine ont un aspect tout différent et elles prouvent, par les divergences qui existent entre les arrondissements appartenant à une même région, combien est complexe le problème de l'influence du milieu sur la criminalité.

14. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

(Tableau XLIV.)

La récidive a été étudiée sous son double aspect d'intensité et de qualité, d'une façon identique pour les années 1899 à 1903. Les chiffres de ces années sont donc comparables et l'on peut, en les rapprochant, d'un côté vérifier l'exactitude des rapports et des proportions précédemment calculés, de l'autre apercevoir les modifications qui se sont produites dans la répartition des récidivistes par degré et par groupe.

I. — La proportion des condamnés primaires, pour les hommes, a encore diminué ; pour les femmes, elle est au contraire, en légère augmentation. Elle atteint chez les premiers : 50.87 contre 51.44 en 1904, 51.97 en 1903, 53.92 en 1902, 54.76 en 1901, 56.02 en 1900, 57.02 en 1899 ; chez les secondes : 67.36 contre 66.77 en 1904, 68.02 en 1903, 70.46 en 1902, 71.74 en 1901, 73.89 en 1900, 75.64 en 1899.

			Récidivistes.									
	1903.	Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	20.024	7.344	3.779	2.214	1.482	1.017	745	555	388	330	1.486
	Proportions	*50.87*	*18.65*	*9.60*	*5.62*	*3.76*	*2.58*	*1.89*	*1.40*	*0.98*	*0.90*	*3.69*
Femmes.	Chiffres absolus	8.518	2.077	900	445	196	158	100	74	36	35	140
	Proportions	*67.36*	*16.36*	*7.09*	*3.50*	*1.54*	*1.08*	*0.78*	*0.58*	*0.28*	*0.27*	*1.10*

			Récidivistes.									
	1904.	Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	20.410	7.308	3.851	2.224	1.469	945	752	556	416	349	1.451
	Proportions	*51.44*	*18.56*	*9.64*	*5.60*	*3.70*	*2.37*	*1.84*	*1.35*	*1.01*	*0.80*	*3.60*
Femmes.	Chiffres absolus	8.610	2.210	925	464	227	147	85	51	10	20	120
	Proportions	*66.77*	*17.37*	*7.17*	*5.13*	*1.76*	*1.15*	*0.61*	*0.59*	*0.38*	*0.22*	*1.00*

Récidivistes.

1903.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes.	Chiffres absolus.	21,904	7,928	4,011	2,316	1,473	1,077	711	535	418	298	1,396
	Proportions . .	*51.97*	*18.81*	*9.58*	*5.56*	*3.49*	*2.55*	*1.68*	*1.31*	*0.99*	*0.70*	*3.31*
Femmes.	Chiffres absolus.	8,951	2,287	812	408	210	135	91	65	40	27	118
	Proportions . .	*68.02*	*17.37*	*6.17*	*3.10*	*1.64*	*1.02*	*0.69*	*0.49*	*0.37*	*0.20*	*0.89*

Récidivistes.

1902.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes.	Chiffres absolus.	25,707	8,125	4,044	2,335	1,518	1,028	744	529	393	285	1,289
	Proportions . .	*55.92*	*18.47*	*9.12*	*5.31*	*3.45*	*2.33*	*1.69*	*1.20*	*0.89*	*0.64*	*2.93*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,751	2,185	811	405	235	147	75	51	30	36	118
	Proportions . .	*70.46*	*15.76*	*5.85*	*2.92*	*1.68*	*1.06*	*0.51*	*0.36*	*0.21*	*0.26*	*0.85*

Récidivistes.

1901.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes.	Chiffres absolus.	21,227	8,018	4,154	2,196	1,441	992	755	554	399	269	1,207
	Proportions . .	*51.76*	*18.12*	*9.51*	*4.96*	*3.25*	*2.24*	*1.66*	*1.30*	*0.90*	*0.60*	*2.93*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,597	2,065	777	365	194	128	64	40	30	20	92
	Proportions . .	*71.74*	*15.42*	*5.80*	*2.72*	*1.45*	*0.95*	*0.47*	*0.29*	*0.22*	*0.19*	*0.68*

Récidivistes.

1900.		Primaires	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes.	Chiffres absolus.	25,099	7,481	5,516	2,086	1,508	879	651	449	306	236	1,172
	Proportions . .	*56.02*	*18.04*	*8.59*	*5.05*	*3.17*	*2.15*	*1.57*	*1.08*	*0.74*	*0.62*	*2.84*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,205	1,808	667	515	157	89	58	35	25	17	82
	Proportions . .	*75.89*	*14.51*	*5.55*	*2.52*	*1.26*	*0.71*	*0.46*	*0.28*	*0.18*	*0.15*	*0.65*

Récidivistes.

1899.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes.	Chiffres absolus.	25,150	7,229	5,562	2,008	1,258	845	597	425	315	244	984
	Proportions . .	*57.02*	*17.89*	*8.77*	*4.97*	*3.01*	*2.07*	*1.47*	*1.04*	*0.77*	*0.60*	*2.42*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,770	1,758	635	286	156	80	45	47	20	29	91
	Proportions . .	*75.61*	*13.61*	*5.05*	*2.21*	*1.05*	*0.61*	*0.51*	*0.56*	*0.15*	*0.22*	*0.70*

La probabilité avec laquelle un condamné récidivera à nouveau a été calculée cette année encore, et les chiffres des années antérieures ont été rappelés.

	Hommes.							Femmes.						
	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Les récidivistes au 1er degré sont aux condamnés primaires dans la proportion de . . .	51 2	52.5	55.09	54.26	56.10	56.08	56.68	17.9	19.6	21.49	22.38	23.55	26.02	24.50
Les récidivistes au 2e degré sont aux récidivistes au 1er degré dans la proportion de. . .	49.2	47.4	51.55	49.41	50.97	52.05	51.46	37.1	36.8	37.66	37.15	35.50	41.20	43.33
Les récidivistes au 3e degré sont aux récidivistes du 2e degré dans la proportion de . . .	50.5	38.8	55.12	58.16	58.05	58.00	58.39	45.7	47.2	46.97	49.93	50.24	45.68	49.44
Les récidivistes au 4e degré sont aux récidivistes au 3e degré dans la proportion de . . .	61.6	62.7	65.61	65.01	62.78	66.05	70.10	47.5	49.8	53.15	57.53	52.94	56.19	44.04
Les récidivistes au 5e degré sont aux récidivistes au 4e degré dans la proportion de . . .	69.6	67.2	68.84	67.72	75.12	61.19	68.62	58.8	56.6	65.97	65.09	62.80	64.76	70.41
Les rédicivistes au 6e degré sont aux récidivistes au 5e degré dans la proportion de . . .	70.8	74.0	74.09	72.57	66.01	76.55	75.25	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 7e degré sont aux récidivistes au 6e degré dans la proportion de . . .	70.8	68.9	72.75	71.10	77.77	74.59	74.25	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 8e degré sont aux récidivistes au 7e degré dans la proportion de . . .	74.4	68.1	74.71	74.20	75.58	77.61	70.16	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 9e degré sont aux récidivistes au 8e degré dans la proportion de . . .	77.4	85.6	67.41	72.51	71.20	70.68	61.75	»	»	»	»	»	»	»

15. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par localités et par mois.

(Tableau XLV.)

On a continué, en 1905, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dite, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour un autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1905 ont été au nombre de 69,228, commises par 52,047 délinquants. Les chiffres de 1904 avaient été de 69,502 infractions pour 52,587 condamnés ; les chiffres de 1903 de 73,483 infractions pour 55,304 condamnés; les chiffres de 1902 de 76,864 infractions pour 57,808 condamnés; les chiffres de 1901 de 77,752 infractions pour 57,618 condamnés; les chiffres de 1900 de 69,757 infractions pour 53,505 condamnés. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée, après avoir été de 1.31 en 1899, de 1.29 en 1900, s'être relevé à 1.34 en 1901, être descendu à 1.33 en 1902 et 1903, à 1.32 en 1904 est en 1905 de 1.33.

35,190 infractions furent commises par des condamnés primaires, 34,038 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 49.2 ont été commises par des récidivistes. En 1904 la proportion était de 49.6; en 1903 de 48.8; en 1902 de 46.8; en 1901 de 46.1; en 1900 de 45; en 1899 de 43.5.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un delinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 29,119 (1) condamnés, 35,190 infractions = 1.21 infraction par condamné (1.18 en 1904, 1.19 en 1903, 1.20 en 1902, 1.20 en 1901, 1.16 en 1900, 1.17 en 1899).

Récidivistes : 23,475 condamnés, 34,038 infractions = 1.45 infraction par condamné (1.47 en 1904, 1903 et 1902, 1.50 en 1901, 1.47 en 1900, 1.49 en 1899).

II. — Pour la répartition des infractions individuelles suivant l'importance des communes où elles ont été commises, on a rangé les communes du royaume en quatre catégories, ainsi disposées :

	Population totale au 31 décembre 1905.	Proportion °/° de la population du royaume.
	—	—
1re catégorie : communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants au moins	1,280,812	18.34
2e catégorie : communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants .	528,108	7.55
3e catégorie : communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants . .	958,173	13.72
4e catégorie : communes de moins de 10,000 habitants	4,218,126	60.39

Le nombre d'infractions individuelles commises par les individus condamnés en 1905 a été, dans chacune de ces catégories de communes, de :

1re catégorie : 15,927 infractions ou 124 par 10,000 habitants.
2e id. 7,215 id. 137 id. id.
3e id. 12,530 id. 131 id. id.
4e id. 32,807 id. 78 id. id.

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 28,572 condamnés primaires (tableau XXXVIII, col. 7) 547 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année 1905. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

Ces chiffres avaient été en 1904 de :

1re catégorie :	15,175	infractions ou	149	par	10,000 habitants.
2e id.	7,731	id.	147	id.	id.
3e id.	12,033	id.	130	id.	id.
4e id.	33,717	id.	81	id.	id.

En 1903 de :

1re catégorie :	18,358	infractions ou	149	par	10,000 habitants.
2e id.	6,816	id.	131	id.	id.
3e id.	13,530	id.	151	id.	id.
4e id.	33,850	id.	82	id.	di.

En 1902 de :

1re catégorie :	17,392	infractions ou	136	par	10,000 habitants.
2e id.	7,299	id.	146	id.	id.
3e id.	13,793	id.	160	id.	id.
4e id.	37,533	id.	89	id.	id.

En 1901 de :

1re catégorie :	18,746	infractions ou	149	par	10,000 habitants.
2e id.	7,049	id.	142	id.	id.
3e id.	13,830	id.	167	id.	id.
4e id.	37,316	id.	89	id.	id.

En 1900 de :

1re catégorie :	17,142	infractions ou	138	par	10,000 habitants.
2e id.	5,867	id.	127	id.	id.
3e id.	11,615	id.	140	id.	id.
4e id.	34,568	id.	83	id.	id.

Et en 1899 de :

1re catégorie :	17,795	infractions ou	147	par	10,000 habitants.
2e id.	5,581	id.	122	id.	id.
3e id.	11,104	id.	139	id.	id.
4e id.	35,418	id.	85	id.	id.

Les résultats de 1905 offrent avec ceux de 1904 des différences sensibles. On remarque une légère hausse dans la catégorie des communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus, et dans la catégorie des communes de 10,000 à 25,000 habitants, où l'on devait, l'année dernière, signaler une forte diminution. Et d'autre part on observe une baisse dans la catégorie des communes de 25,000 à 100,000 habitants alors que, l'année dernière, on y constatait une hausse considérable.

La catégorie des communes de moins de 10,000 habitants est encore en décroissance. On n'a pas relevé, depuis 1899, de chiffre inférieur à celui de cette année.

Dans l'ensemble du pays, le nombre des infractions individuelles se traduit par les proportions suivantes :

1899 :	70,398	infractions ou	106	par	10,000 habitants.
1900 :	69,757	id.	105	id.	id.
1901 :	77,572	id.	115	id.	id.
1902 :	76,864	id.	113	id.	id.
1903 :	73,483	id.	108	id.	id.
1904 :	69,502	id.	101	id.	id.
1905 :	69,228	id.	99	id.	id.

La proportion de 1905 montre que le mouvement de régression qui s'est produit dès 1902 persiste et elle exprime le résultat le plus favorable que l'on puisse signaler durant une période de sept années (1899-1905).

Les tableaux ci-dessous montrent de combien les infractions qui entraînent un nombre élevé de condamnations ont varié en nombre, d'abord dans l'ensemble du pays, puis dans chaque catégorie de communes :

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉES. 1901	1902	1903	1904	1905	Augmentation de 1904 à 1905.	Diminution de 1904 à 1905.
Faux en écritures	391	415	474	513	721	178	—
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	822	804	965	892	919	27	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	12,050	12,387	10,706	9,557	10,308	751	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	2,469	2,750	2,592	2,402	2,374	—	28
Crimes et délits contre la moralité publique	1,776	1,706	1,706	1,771	1,863	92	—
Adultère et bigamie	541	680	822	849	816	—	33
Lésions corporelles volontaires	31,094	32,626	31,869	30,107	29,418	—	740
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	265	218	277	261	237	—	24
Calomnies et injures	3,881	3,871	3,551	3,552	3,551	—	21
Vols et maraudages	12,480	12,572	11,476	11,171	11,590	419	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	3,253	3,078	3,065	3,252	2,970	—	282
Recel	970	1,017	972	903	967	64	—
Destructions et dommages	4,151	4,198	4,050	3,612	3,527	—	515

NATURE des INFRACTIONS (1).	NUMÉROS de la nomenclature.	NOMBRE D'INFRACTIONS PAR 10,000 HABITANTS dans les communes de : 100,000 habitants et plus. 1901	1902	1903	1904	1905	25,000 à moins de 100,000 habitants. 1901	1902	1903	1904	1905	10,000 à moins de 25,000 habitants. 1901	1902	1903	1904	1905	moins de 10,000 habitants. 1901	1902	1903	1904	1905
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	7, 8	33	32	31	25	27	27	29	25	25	25	24	26	21	16	19	10	11	9	9	9
Outrage aux mœurs	18, 19	2	2	3	3	2	2	2	2	3	4	2	2	2	2	2	1	1	0,8	1	1
Adultère	20	2	3	3	3	3	1	2	1	3	2	1	2	3	2	2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Lésions corporelles volontaires	25, 24, 23	33	47	31	43	43	38	62	36	61	32	77	70	70	60	59	43	42	39	38	37
Calomnies et injures	28, 29	5	6	6	6	6	6	7	7	6	5	8	8	6	6	7	4	5	4	4	4
Vols et maraudages	31, 33, 30	25	22	25	18	19	21	19	17	20	21	26	27	23	21	22	14	15	13	14	14
Vols et maraudages punis d'une peine correctionnelle	33	24	20	24	17	18	18	16	14	16	18	12	14	12	10	10	6	6	6	6	6
Vols et maraudages punis d'une peine de police	36	1	1	0,9	0,9	1	3	3	3	4	3	14	14	11	11	11	8	9	7	8	8
Escroqueries et abus de confiance	38, 39	9	10	12	9	9	7	7	7	12	8	7	4	5	4	5	1	2	2	1	2
Destructions et dommages	41, 43	4	4	4	3	3	3	6	3	6	4	10	9	10	7	7	3	6	6	3	3

16 — Nombre des infractions commises pendant l'année 1902.

(Tableau XLVI.)

Un tableau donne le nombre complet des infractions *commises* pendant une année déterminée. C'est en 1902, pour la première fois, que pareil tableau a pu être dressé, et cela pour l'année 1899, parce que l'époque où une infraction est jugée suit quelquefois d'assez loin celle où elle a été commise; les tribunaux statuent parfois à la limite extrême du délai de prescription.

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles *commises* pendant l'année 1902, qu'elles aient été *jugées* en 1902 ou qu'elle l'aient été en 1903, 1904, 1905.

Le total des infractions commises et celui des infractions jugées différaient très peu pour l'année 1899 ainsi que pour l'année 1901 et cette similitude des chiffres s'observait même en ce qui concerne les quatre catégories entre lesquelles la statistique judiciaire répartit la population (communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus; communes de 25,000 à moins de 100,000; de 10,000 à moins de 25,000; de moins de 10,000). Il en fut autrement pour l'année 1900. Et les recherches faites sur l'année 1902 accusent aussi des différences; elles sont moins considérables que les différences relatives à l'année 1900, mais méritent cependant d'être signalées.

Ces études comparatives doivent être continuées; elles ne permettent pas encore de tirer des conclusions.

INFRACTIONS.	1re Catégorie. Primaires.	Récidivistes.	Total.	2e Catégorie. Primaires.	Récidivistes.	Total.	3e Catégorie. Primaires.	Récidivistes.	Total.	4e Catégorie. Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total des 4 catégories. Primaires.	Récidivistes.	Total.
En 1899 commises.	8,391	9,467	17,858	2,757	2,894	5,651	5,862	5,235	11,097	21,522	14,035	35,557	58,512	31,631	70,163
En 1899 jugées	8,862	8,933	17,795	2,807	2,774	5,581	6,027	5,077	11,104	21,773	13,645	35,418	39,469	30,129	69,898
En 1900 commises.	9,483	9,498	18,983	3,420	3,290	6,720	7,501	6,055	13,356	21,872	14,784	36,656	42,088	33,627	75,715
En 1900 jugées	8,252	8,910	17,142	2,925	2,942	5,867	6,161	5,454	11,615	20,673	13,895	34 568	37,991	31,201	69,192
En 1901 commises.	9,000	9,855	18,835	3,530	3,443	6,973	6,985	6,409	13,394	21,770	15,657	37,416	41,294	35,321	76,618
En 1901 jugées	8,886	9,860	18,746	3,610	3,439	7,049	7,435	6,395	13,830	21,552	15,764	37,316	41,483	35,458	76,941
En 1902 commises.	8,722	9,495	18,217	3,269	3,843	7,112	6,586	6,329	12,915	20,201	15,111	35,615	38,578	35,281	73,859
En 1902 jugées	8,695	8,699	17,392	3,393	3,906	7,299	6,911	6,882	13,793	21,640	15,893	37 533	40,657	35,380	76,017

(1) Pour ne pas compliquer ce tableau, on n'y a inscrit que les infractions dont la répartition par commune a semblé présenter le plus d'intérêt. Il est aisé de le compléter en utilisant les chiffres du tableau XLV.

N. B. — Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

17. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

I. — *Faits d'ivresse jugés en 1905.*

(Tableau XLVII.)

Les condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui, ont été au nombre de 21,847. C'est une diminution de 399, soit 1.8 %, sur le chiffre de 1904. Depuis 4 ans la baisse va continuant. Et si l'on compare le nombre des condamnations prononcées en 1905 au nombre des condamnations prononcées en 1901 on note une diminution de 5,313, soit 19.56 %. L'année 1901 avait d'ailleurs marqué le point culminant d'une hausse. L'accroissement de 1899 à 1901 fut en effet de 6,042 unités ou 28 %.

Pour donner à l'action répressive, en matière d'ivresse, sa signification entière, il ne suffit d'enregistrer les nombres qui forment son expression concrète, il faut encore les rapprocher des chiffres qui traduisent le mouvement ascensionnel de la population.

Les chiffres se répartissent de la manière suivante entre les différentes catégories de communes :

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Communes de la 1re catégorie.	9,418	9,865	10,631	10,731	9,191	8,525	8,882
Id. 2e id.	1'908	2,344	3,170	2,745	2,376	3,167	3,303
Id. 3e id.	4,281	4,819	5,698	5,714	5,296	3,644	3,959
Id. 4e id.	5,511	6,216	7,661	7,557	6,050	6,610	5,703

Pour apprécier ce qui est dû à un développement réel de l'ivrognerie et ce qui peut être attribué à la sévérité plus ou moins grande de la police, il faut distinguer les faits d'ivresse isolés des faits d'ivresse connexes à un délit. La répression des premiers doit nécessairement varier avec l'esprit qui anime les agents de la police et les autorités locales. Les seconds, au contraire, sont l'accessoire d'un délit et sont poursuivis en même temps que celui-ci. Leur nombre varie principalement sous l'action des causes qui font varier les chiffres de la criminalité en général.

Les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de :

	En 1899	En 1900	En 1901	En 1902	En 1903	En 1904	En 1905
Dans les communes de la 1re catégorie de. . . .	8,175	8,472	9,054	9,053	7,812	7,380	7,516
Id. id. 2e id. . . .	1,495	1,796	2,506	2,061	1,816	2,806	2,679
Id. id. 3e id. . . .	3,306	3,653	4,385	4,493	4,171	2,676	2,964
Id. id. 4e id. . . .	3,618	4,015	5,016	5,073	3,922	4,533	3,836

Les faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit ont été au nombre de :

	En 1899	En 1900	En 1901	En 1902	En 1903	En 1904	En 1905
Dans les communes de la 1re catégorie de. . . .	1,243	1,393	1,577	1,678	1,382	1,145	1,366
Id. id. 2e id. . . .	413	518	664	681	560	661	624
Id. id. 3e id. . . .	975	1,166	1,313	1,221	1,125	968	995
Id. id. 4e id. . . .	1,893	2,201	2,645	2,484	2,128	2,077	1,867

La diminution s'est fait sentir pendant les quatre dernières années; on en mesure l'importance en prenant comme base l'année 1901. C'est ce qu'établissent les proportions suivantes :

Faits d'ivresse poursuivis isolément.

	Mouvement de 1901 à 1905
Pour les communes de la 1re catégorie	— 17 %
Id. id. 2e id.	+ 7 %
Id. id. 3e id. . . .	— 32 %
Id. id. 4e id. . . .	— 24 %

Faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit.

	Mouvement de 1901 à 1905
Pour les communes de la 1re catégorie	— 13 %
Id. id. 2e id. . . .	— 6 %
Id. id. 3e id. . . .	— 24 %
Id. id. 4e id. . . .	— 29 %

II. — *Faits d'ivresse commis en 1903 et en 1904.*

(Tableau XLVII.)

La plupart des infractions à la loi sur l'ivresse publique sont des contraventions dont la poursuite est prescrite après un délai d'un an. On a donc connu à la fin de l'année 1905 tous les faits d'ivresse *commis* en 1904 qui ont été suivis d'une condamnation. A ce relevé est joint celui de 1903. En regard de ces chiffres on rappelle le nombre des condamnations *prononcées* pendant les mêmes années.

	Faits d'ivresse jugés en 1905	Faits d'ivresse commis en 1905	Faits d'ivresse jugés en 1904	Faits d'ivresse commis en 1904
Communes de la 1re catégorie	9,194	8,589	8,525	8,860
Id. 2e id.	2,376	2,581	3,467	3,474
Id. 3e id.	5,296	4,678	3,644	3,841
Id. 4e id.	6,050	5,977	6,610	6,531

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1904-1905

I. — Justices de paix.

Bureau de conciliation.

(Tableau XLIX.)

Le nombre des affaires de la compétence des tribunaux civils de première instance, portées préalablement en conciliation devant les juges de paix du royaume, s'est élevé, pendant l'année judiciaire 1904-1905, à 3,141; en outre, il y a eu 449 affaires rayées du rôle et restées sans suite connue des juges.

Des 3,141 affaires, 707 (23 %) ont été conciliées, 2,434 (77 %) ne l'ont pas été.

Juridiction contentieuse.

(Tableau XLIX.)

Dans leurs attributions judiciaires, les juges de paix ont eu à statuer sur 126,700 affaires; ce chiffre est presque celui de l'année précédente (126,720).

On se rappelle que le chiffre de l'année 1903-1904 dépassait de 27,055 celui de l'année 1898-1899.

Ces affaires ont été terminées :

14,094 (111 sur 1,000) par des jugements contradictoires;
9,775 (77 id.) id. par défaut;
273 (2 id.) id. d'incompétence;
Et 125 (1 id.) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

Les 102,433 (809 sur 1,000) causes restantes ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite.

Sur les 24,267 jugements, les juges de paix en ont prononcé 15,964 (68 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 8,303 (34 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 2,520 demandes de cette nature.

Il a été rendu 4,116 jugements préparatoires ou interlocutoires. Les mesures les plus fréquemment ordonnées sont les enquêtes et les expertises.

Les audiences de justice de paix, au nombre de 16,425 en 1904-1905, ont eu une durée, pour la plupart, de deux à trois heures.

Juridiction gracieuse.

(Tableau XLIX.)

Les juges de paix ont présidé 20,971 conseils de famille, reçu 884 actes d'émancipation et procédé à 1,158 levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 299; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 16,417, soit une augmentation de 610 sur le total de l'année précédente.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, actes de notoriété, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume s'est élevé, en 1905, à 261,821 pour une population de 7,074,910 habitants au 31 décembre 1904, soit 371 actes par 10,000 habitants.

Ce relevé se répartit comme suit :

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 135,790 actes (52 %), ce qui représente 291 actes par notaire;

Dans le ressort de la cour d'appel de Gand, 52,432 actes (20 p. c.), ou 157 actes par notaire;

Et, pour le ressort de la cour d'appel de Liége, 73,599 actes (28 %), ou 213 par notaire.

N. B. — La statistique civile et commerciale est dressée relativement à l'année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Le tableau qui suit permettra de se rendre compte de la marche des affaires pendant la période 1899-1900 à 1903-1904, comparée à l'année 1904-1905 :

ANNÉES.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires conciliées.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires non conciliées.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées à l'amiable ou restées sans suite.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées par jugements.	JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levée de scellés.	Ventes de biens.	Actes reçus pro Deo.	ACTES REÇUS par LES NOTAIRES.	
1899-1900 .	591	2,225	5,083	18,644	22,192	1,151	3,911	14,401	249,227	1900
1900-1901 .	566	2,455	5,280	20,628	20,970	1,165	3,911	14,950	252,590	1901
1901-1902 .	585	2,330	5,350	21,857	20,345	1,066	4,324	15,920	251,320	1902
1902-1903 .	561	2,426	5,528	25,057	21,451	1,067	4,102	15,975	258,047	1903
1903-1904 .	511	2,395	5,608	25,056	20 557	1 056	3,952	15,777	259,156	1904
TOTAL. . . .	2,850	11,851	27,103	108,102	106,043	5,445	19,943	77,010	1,274,254	
MOYENNE. .	570	2,370	5,421	21,620	21,209	1,089	3,989	15,402	254,851	
1904-1905 .	707	2,434	5,825	24,142	20,971	1,158	3,950	16 417	261,821	1905

II. — Tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

(TABLEAU LI.)

Les tribunaux civils de première instance ont été saisis de 11,554 affaires nouvelles en 1904-1905; celles-ci se divisent en 5,624 affaires ordinaires et 5,930 affaires sommaires.

Les premières forment cette année un peu moins de la moitié du nombre total.

A ces 11,554 affaires nouvelles s'ajoutent 11,177 affaires anciennes; de ce nombre, 10,973 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 130 ont été réinscrites après avoir été rayées et 74 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut.

Les tribunaux ont donc eu à juger 22,731 affaires, soit 709 en plus que l'année précédente.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES pendantes au commencement de l'année judiciaire.	CAUSES ANCIENNES réinscrites au rôle.	CAUSES ANCIENNES sur opposition à des jugements par défaut.	CAUSES ANCIENNES TOTAL.	CAUSES NOUVELLES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Bruxelles	7,897	51	54	8,002	7,136	15,138
Gand.	721	11	1	733	1 551	2,267
Liége	2,555	68	19	2,442	2 884	5 526
TOTAUX. . . .	10,973	130	74	11,177	11,554	22,731

Affaires terminées.

(TABLEAU LI.)

De ces 22,731 causes à juger, 11,037 ont été terminées, savoir :

4,600 (41.68 %) par des jugements contradictoires;
3,324 (30.12 %) par des jugements par défaut;
3,113 (28.20 %) par transaction, abandon, radiation.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 11,694 affaires ou 51.45 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(TABLEAU LIII.)

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau LIII, sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 35 affaires rentrant sous le titre du mariage, 447 demandes en pension alimentaire, 1,151 relatives au divorce, 105 relatives à la séparation de corps, 113 en interdiction, 55 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 161 affaires relatives aux biens et aux différents modes d'acquérir la propriété, dont 43 concernaient les propriétés immobilières, 96 les propriétés mobilières, 22 les servitudes.

III. — Livre III : 747 demandes relatives aux successions, 54 aux donations entre vifs et aux testaments, 109 relatives aux conventions, 1,292 pour non-payement de sommes, 393 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 26 rentrant sous le titre de la vente, 52 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les procès en dommages-intérêts intentés sont nombreux (780). Ils sont classés par catégorie à la suite du tableau LIII.

386 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 338 à des saisies immobilières.

La loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique a fourni matière à 608 procès.

Communication au ministère public.

(TABLEAU LIII.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 4,721 cas sur 7,924 affaires (59.6 %).

Dans 4,494 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 227, contraires au jugement.

Durée des procès.

(TABLEAU LII.)

La durée des procès est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau LII.

Sur les 7,924 affaires terminées par des jugements, 4,504 (57 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 1,709 (21 %) du sixième au douzième mois et 1,711 (22 %) après ce délai. Les procès qui restent inscrits au rôle pendant plus d'une année ne forment pas le cinquième du total des affaires terminées par des jugements.

Affaires restant à juger.

(TABLEAU LII.)

Sur les 11,694 affaires restant à juger au 1er août 1905, 4,645 (40 %) avaient moins de six mois d'inscription; 2,747 (23 %) avaient de six mois à un an; 4,302 (37 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

L'arriéré de 1903-1904 était de 10,873 affaires; l'augmentation est donc de 821 affaires pour cette année.

Le tableau qui suit compare la moyenne des affaires civiles en général, pour la période quinquennale 1899-1900 à 1903-1904 aux résultats de l'année 1904-1905 :

AFFAIRES DU ROLE GÉNÉRAL.		ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1899-1900 à 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.
Affaires à juger.		19,251	20,187	20,918	21,096	22,022	104,407	20,881	22,731
Nature des affaires à juger . .	Anciennes.	9,191	9,515	9,986	10,481	10,087	50,163	10,032	11,177
	Nouvelles	10,060	10,672	10,932	11,515	11,935	54.284	10,855	11,554
Résultat des affaires.	Affaires jugées contradictoirement.	4,452	4,455	4,501	4,626	4,666	22,478	4,495	4,600
	Id. par défaut	2,914	3,055	3,069	3,077	3,357	15,472	3,094	3,324
	Affaires rayées du rôle, transactions, désistement	2,624	2,916	3,520	3,320	3,026	15,415	3,085	3,113
	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. . . .	9,990	10,404	10,699	11,223	11,049	53,365	10,673	11,037
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.		9,261	9,783	10,219	10,773	10,973	51,012	10,208	11,694

Avant faire droit.

(Tableau LVI.)

Les tribunaux ont encore prononcé 7,537 jugements avant de statuer au fond, soit 68 sur 100 affaires terminées.

Affaires sur requête.

(Tableau LV.)

Le nombre des affaires sur requêtes s'est élevé, en 1904-1905, à 10,358; 9,874 demandes ont été accordées, 371 rejetées et 113 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires : 2,629 concernant les ventes de biens; 495 la rectification d'actes de l'état civil; 35 l'homologation d'actes de notoriété; 583 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 4,908 demandes de *pro Deo*, 4,579 ont été accordées, 329 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignations à bref délai, 2,671; les ordonnances sur référé, 2,518, dont 1,796 rendues contradictoirement et 722 par défaut.

Il y a eu 2,078 procès-verbaux de testaments présentés; 624 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Les ordonnances autorisant l'arrestation et la détention par voie de correction paternelle ont été de 162 (96 contre des garçons, 66 contre des filles).

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire sur des infractions commises par des officiers ministériels dans l'exercice de leurs fonctions ont atteint 4 notaires, 1 juge de paix, 1 avoué. Les peines ont été la destitution, la censure, la suspension.

Divorces et séparations de corps.

(Tableau LIV.)

Les demandes en divorce se sont élevées à 1,203. 48 de ces demandes émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 1,155.

912 demandes ont été accueillies, 146 rejetées, 145 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 525 par le mari, 656 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 22 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 606 cas (52 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 508 (44 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants et 41 cas (4 %) dans lesquels la situation de famille était inconnue.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était : de moins de 1 an pour 5 demandes; de 1 à 5 ans pour 250 demandes; de 5 à 10, pour 380 demandes; de 10 à 20, pour 392; de 20 à 30, pour 101; dans 18 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans; elle est restée inconnue dans 9 cas.

Les demandes étaient fondées : 933 (77.6 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 231 (19.2 %) sur l'adultère (81 du mari, 150 de la femme); 7 (0.6 %) autres demandes étaient basées sur la condamnation à une peine criminelle (du mari) et 22 (1.8 %) reposaient sur le consentement mutuel: 10 (0.8 %) étaient la conséquence de séparations de corps.

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé en 1904-1905 à 119 : 77 demandes ont été accordées, 23 rejetées et 19 abandonnées.

Il y avait 12 demandes introduites par le mari, 107 par la femme.

3 demandes émanaient d'époux contre lesquels la séparation était déjà demandée.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc été de 116.

Dans 69 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 42, ils n'en avaient pas; dans 5 cas, le renseignement n'a pu être obtenu.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été, de 1 à 5 ans, dans 26 cas; de 5 à 10, dans 31; de 10 à 20, dans 34; de 20 à 30, dans 18; de 30 à 50, dans 4; elle est restée inconnue dans 3 cas.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans les 119 cas.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(Tableau LVII.)

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 404 en 1904-1905, soit une augmentation de 5 sur l'année précédente.

Le nombre des procédures d'ordre ouvertes pendant l'année 1904-1905 a été de 39. Le nombre des procédures à régler s'élevait à 131. De celles-ci, 15 ont été terminées à l'amiable, 21 par règlement du juge; il restait à régler 93 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

Le nombre des procédures de contributions ouvertes pendant l'année a été de 22. Les procédures à régler étaient de 81; 18 de ces procédures ont été terminées par le règlement du juge, 1 a été terminée à l'amiable.

Il restait à régler 60 procédures de contribution à la fin de l'année.

L'état suivant permettra de voir les modifications qui se sont produites dans le nombre des saisies immobilières et des procédures d'ordre et de contribution pendant la période quinquennale indiquée ci-dessous et pendant l'année 1904-1905 :

NATURE DES PROCÉDURES.			ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1899-1900 à 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.
Transcriptions de saisies immobilières			387	395	389	418	399	1,988	398	404
Procédures à régler durant l'année.	Ordres		147	157	137	124	157	682	136	131
	Contributions		91	101	98	89	79	458	92	81
Procédures terminées dans l'année.	Ordres.	Règlement amiable	17	25	11	12	25	68	18	15
		Ordonnance du juge-commissaire	45	51	30	21	24	154	31	21
		Abandon	5	5	9	2	—	17	5	2
	Contributions.	Règlement amiable	2	—	2	2	1	7	1	1
		Ordonnance du juge-commissaire	17	40	24	25	20	126	23	18
		Abandon	1	4	6	5	—	14	3	2
Procédures restant à terminer au 31 juillet.	Ordres		80	97	87	89	91	444	89	95
	Contributions		71	62	66	57	58	314	63	60

III. — Tribunaux de commerce.

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement s'est élevé, en 1904-1905, à 36,384. Il y a diminution de 510 affaires, sur l'année précédente.

Aux 36,384 causes nouvelles s'ajoutent : 11,243 causes qui étaient pendantes au 1er août 1904, 2,058 réinscrites après radiation et 302 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger a été de 49,987, soit 363 affaires de plus que l'année précédente.

Affaires terminées.

(Tableau LVIII.)

Des 49,987 affaires à juger, 38,095 ont été terminées de la manière suivante :

29,234 (77 %) par jugements — dont 15,232 (40 %) jugements contradictoires et 14,002 (37 %) jugements par défaut.

8,861 (23 %) par désistement, transaction, radiation — dont 5,252 (14 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 12,245 étaient en dernier ressort, 2,987 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 13,355 étaient en dernier ressort, 647 à charge d'appel.

Des 29,234 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 24,959, les tribunaux civils jugeant commercialement 4,271.

Des 8,861 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 7,652 le furent devant des tribunaux de commerce, 1,209 devant des tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(Tableau LX.)

Il a été rendu en matière commerciale 3,616 jugements avant de statuer au fond (3,048 devant les tribunaux de commerce, 568 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée des procès.

(Tableau LIX.)

Des 29,234 affaires terminées par des jugements, 24,299 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (83 %); 3,657 (13 %) du sixième au douzième mois et 1,278 (4 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

(Tableau LIX.)

L'accroissement du nombre des affaires arriérées s'est accentué en 1904-1905.

Au 1er août 1904, il restait à terminer 11,243 affaires; à la fin de l'exercice 1904-1905, il en reste 11,892, soit une augmentation de 649 affaires.

Dans les 11,892 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 10,770 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 1,122 affaires.

6,617 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (6,023 aux tribunaux de commerce, 594 aux *tribunaux civils*); 2,659 depuis six mois à un an (2,480 aux tribunaux de commerce, 179 aux tribunaux civils);

2,616 depuis un an et plus (2,267 aux tribunaux de commerce, 349 aux tribunaux civils).

L'état qui suit indique le nombre des affaires commerciales introduites et terminées pendant les années de la période 1899-1900 à 1903-1904, comparée à l'année 1904-1905.

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1899-1900 à 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.
Affaires introduites { anciennes	10,107	11,127	11,501	12,669	13,550	58,844	11,769	13,605
Affaires introduites { nouvelles	31,544	34,019	36,081	36,651	35,874	174,169	34,854	36,384
TOTAL DES AFFAIRES INTRODUITES.	41,651	45,146	47,472	49,320	49,424	233,013	46,603	49,987
Affaires terminées par jugements contradictoires { en dernier ressort.	9,567	10,541	10,682	11,051	12,151	53,958	10,792	12,245
Affaires terminées par jugements contradictoires { à charge d'appel	2,651	3,207	3,396	3,711	2,932	15,897	3,179	2,087
Affaires terminées par jugements par défaut { en dernier ressort.	11,081	12,196	12,765	13,699	13,511	63,252	12,650	13,333
Affaires terminées par jugements par défaut { à charge d'appel	496	778	787	701	545	3,307	661	647
Affaires terminées par désistement, transaction	5,661	5,920	5,424	5,713	5,709	18,566	5,705	5,609
Affaires terminées par radiation d'office	6,587	5,964	6,265	5,225	5,265	29,100	5,820	5,252
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES.	33,643	36,618	37,317	38,081	38,181	184,040	36,808	38,095
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	7,808	8,528	10,155	11,239	11,243	48,973	9,794	11,892

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 356. Ces ordonnances avaient été au nombre de 359 l'année précédente.

Concordats préventifs.

(TABLEAU LXI.)

Il a été présenté aux tribunaux 268 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 155 ont été accueillies et suivies d'homologation; 44 ont été rejetées (17 avant toute procédure, 27 pour défaut de majorité); aucune demande n'a été admise sans être suivie d'homologation; 33 ont été suivies de déclaration de faillite; 36 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice.

Les demandes et les homologations de concordats ne s'éloignent pas sensiblement, comme nombres, des moyennes de la période quinquennale précédente.

	Demandes de concordat.	Demandes accueillies et suivies d'homologation.
	—	—
1899-1900 à 1903-1904 (moyenne).	260	146
1904-1905	268	155

Faillites.

(TABLEAUX LXII A LXVI.)

En 1904-1905, 538 faillites nouvelles ont été déclarées. Au 1er août 1904, il restait à liquider 823 faillites, soit, au total, 1361 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper.

Sur les 538 faillites nouvelles, 218 ont été déclarées sur aveu du failli, 235 à la poursuite des créanciers (dont 183 sur assignation, 72 sur requête), 65 d'office.

Sur le nombre de faillis, 462 étaient d'origine belge, 74 d'origine étrangère : 29 Français, 19 Allemands, 9 Hollandais, 3 Italiens, 3 Suisses, 1 Luxembourgeois (G.-D.), 3 Russes, 1 Hongrois, 2 Autrichiens, 2 Grecs, 1 Javanais, 1 dont l'origine étrangère n'est pas suffisamment précisée.

Parmi ces faillites, 22 concernaient des sociétés; 14 faillites intéressaient des associés.

Le nombre des faillites déclarées en 1903-1904 était de 580; pour l'exercice 1904-1905, il y a donc une diminution de 42 faillites.

Le montant du passif se détermine comme suit :

69 avaient un passif de moins de 1,000 francs;
137 id. de 1,000 à 5,000 id.;
88 id. de 5,000 à 10,000 id.;
72 id. de 10,000 à 20,000 id.;
66 id. de 20,000 à 50,000 id.;
25 id. de 50,000 à 100,000 id.;
36 id. de 100,000 francs et au delà.

Au 31 juillet 1905, le montant du passif de 45 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Sur un total de 538 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 383 faillites (62 %); pour le ressort de Gand, 113 (21 %), et pour le ressort de Liége, 92 (17 %).

Des 1,361 faillites à clôturer, les tribunaux en ont terminé 554 : 43 par concordat, 248 par liquidation, 244 à défaut d'actif et 19 par révocation.

Il en restait à régler 807 à la fin de l'année du compte.

La répartition proportionnelle du dividende distribué pour les faillites terminées par concordat et par liquidation donne les résultats suivants, depuis 1895-1896 :

ANNÉES.	DIVIDENDE DISTRIBUÉ.																
	FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT.									FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION.							
	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.
1895-1896	—	6	3	8	7	3	—	4	8	3	108	43	24	16	2	—	2	6
1896-1897	—	2	3	8	5	5	1	1	11	6	123	53	18	14	5	—	5	7
1897-1898	—	2	11	10	4	4	—	3	1	13	120	61	22	10	2	7	3	5
1898-1899	—	3	7	7	6	8	—	1	2	7	131	61	18	14	4	1	3	4
1899-1900	—	6	3	10	11	0	—	2	3	11	86	54	27	8	8	—	3	6
1900-1901	—	7	6	5	4	9	—	2	2	7	111	49	26	13	6	3	4	18
1901-1902	—	—	5	6	6	7	2	—	2	26	144	61	23	23	3	1	3	1
1902-1903	—	2	4	7	6	2	—	6	2	21	136	74	22	23	3	—	12	—
1903-1904	—	4	7	5	5	5	—	5	7	21	112	73	23	22	9	2	1	—
1904-1905	—	3	2	14	7	7	1	4	3	23	116	57	16	21	4	3	7	1

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 64 en moins de 6 mois; 86 en un délai de 6 mois à 1 an; 64 de 1 à 2 ans; 32 de 2 à 3 ans; 20 de 3 à 4 ans; 4 de 4 à 5 ans; 21 dans un temps plus long.

Une demande de sursis de payement a été introduite pendant l'année 1904-1905.

Les cours d'appel ont accueilli 1 demande en réhabilitation émanant de faillis.

Protêts.

Il a été dressé, à charge des commerçants, 36,317 protêts de lettres de change et de billets à ordre.

La valeur de tous ces effets protestés s'élevait à la somme de 11,898,478 fr. 9 c.

Pour l'arrondissement de Bruxelles seul, le nombre de lettres de change et billets à ordre protestés a été de 12,687. Leur import total était de 5,010,313 fr. 73 c.

IV. — Cours d'appel.

Affaires à juger.

(Tableau LXVII.)

Le nombre des affaires nouvelles introduites en 1904-1905 devant les cours d'appel réunies s'est élevé à 1,537, soit une diminution de 57 affaires sur le chiffre de l'année 1903-1904.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles,	968	affaires;
Id. de Gand,	229	id.
Id. de Liége,	340	id.

En ajoutant aux 1,537 causes nouvelles les 1,789 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 3,326 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient : de 2,016 appels en matière civile; de 1,099 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 151 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 1 appel d'un tribunal étranger au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 3 appels de décisions rendues par les conseils de discipline; de 26 appels de jugements arbitraux, de 23 appels de référés, de 7 affaires portées directement devant la cour.

Résultats des appels.

(Tableau LXVII.)

Les cours d'appel ont terminé 1,488 affaires. Elles ont rendu 1,159 arrêts : 1,088 contradictoirement (663 confirmatifs, 425 infirmatifs) et 71 par défaut; en outre, 231 causes ont été terminées par transaction, abandon, etc., et 98 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 736 affaires ont été jugées contradictoirement, 52 par défaut, 185 rayées du rôle.

En matière commerciale : 352 affaires ont été jugées contradictoirement, 19 par défaut et 144 rayées du rôle.

Durée des procès.

(Tableau LXIX.)

Des 1,159 affaires terminées par des arrêts, 222 ont été terminées dans les six mois (149 en matière civile, 73 en matière commerciale); 333 du sixième au douzième mois (245 en matière civile et 88 en matière commerciale); 193 dans un délai d'un à trois ans (326 en matière civile, 167 en matière commerciale); 111 après ce délai (68 en matière civile, 43 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(Tableau LXIX.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,838 affaires.

De celles-ci, 620 étaient inscrites depuis moins de six mois (386 en matière civile, 234 en matière commerciale);

398 depuis six mois à un an (221 en matière civile et 177 en matière commerciale);

644 depuis un à trois ans (374 en matière civile, 270 en matière commerciale);

178 depuis plus de trois ans (114 en matière civile, 62 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 176 arrêts préparatoires et interlocutoires.

L'état qui suit permet de comparer les chiffres de l'année 1904-1905 à ceux de la période quinquennale 1899-1900 à 1903-1904 :

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1899-1900 à 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.
Total des affaires inscrites.	2,578	2,798	2,992	3,205	3,393	14,966	2,992	3,326
Affaires jugées par arrêts contradictoires { confirmatifs.	624	559	518	606	702	3,039	607	663
Affaires jugées par arrêts contradictoires { infirmatifs	400	445	451	421	428	2,145	429	425
Affaires jugées par arrêts par défaut	56	57	48	48	93	302	60	71
Affaires rayées du rôle par transaction, abandon, radiation	216	246	306	331	387	1,486	296	329
Total des affaires terminées.	1,296	1,307	1,353	1,406	1,610	6,902	1,380	1,488
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	1,282	1,491	1,639	1,799	1,783	7,994	1,599	1,838

Nature des arrêts.

(Tableau LXVIII.)

Sur les 788 arrêts en matière civile, 127 ont statué sur des questions régies par le livre Ier du Code civil.

Parmi les arrêts qui concernent le livre Ier : 86 décidaient en matière de divorce et 8 en séparation de corps; 21 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (8); 6 arrêts ont statué sur des demandes d'interdiction et de nomination de conseils judiciaires.

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 13 arrêts : 6 relatifs au titre II : De la propriété; 1 relatif au titre III : De l'usufruit; et 6 relatifs au titre IV : Des servitudes.

Parmi les arrêts qui concernent le livre III, on trouve 45 arrêts pour le titre des Successions; 18 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 94 pour celui des Contrats et obligations; 211 pour celui des engagements qui se forment sans convention.

Le titre du Contrat de louage a fourni matière à 20 arrêts.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à nombre d'affaires : 6 appartiennent par leur objet au titre des Saisies-arrêts; 7 à celui des Saisies immobilières, et le nombre des arrêts prononcés en matière d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique a été de 73.

Sur les 371 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 338 concernaient le livre Ier : Commerce en général; 1 le livre II : Commerce maritime; 32 le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les arrêts rendus, 647 l'ont été après communication au ministère public; 599 étaient conformes et 48 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 13 jugements d'homologation d'actes d'adoption; elles ont accueilli 1 demande en réhabilitation formée par des faillis.

Elles ont jugé 1,904 affaires de milice et 7,285 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 201, les secondes à 922 arrêts interlocutoires.

Les cours ont jugé 28 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation.

(Tableaux LXX et LXXI.)

Le nombre des pourvois en cassation (matière civile et commerciale), qui a été de 72 en 1903-1904, est de 74 en 1904-1905.

Ces pourvois étaient dirigés contre 35 arrêts de cours d'appel, 28 jugements de tribunaux civils, 4 de tribunaux de commerce et 7 décisions de justice de paix.

La cour a eu à statuer sur 29 affaires anciennes et sur 45 affaires nouvelles.

Elle a terminé 35 affaires : 7 par arrêt de cassation, 25 par arrêt de rejet, 3 par arrêt décrétant le désistement.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil, de procédure et de commerce a été de 15 (2 arrêts de cassation, 11 arrêts de rejet, 2 arrêts de désistement); les lois et matières diverses ont fait l'objet de 20 arrêts.

Il restait, à la fin de l'exercice, 39 causes à juger, soit 10 de plus que l'année précédente.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes; ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel, c'est la statistique administrative; ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur leur situation avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 4 mars 1870; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception des prisons de Bruxelles (Minimes) et Audenarde. Ces deux prisons communes sont destinées à disparaître à bref délai pour faire place à des prisons cellulaires.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand et est destiné aux condamnés âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de moins de 18 ans accomplis. Y sont internés les jeunes délinquants dont la peine dépasse : le taux d'un mois, s'ils sont âgés de moins de 16 ans accomplis, celui de six mois, s'ils sont âgés de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 27 novembre 1891 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis

l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine d'entrée, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(Tableau LXXII.)

On compte dans les prisons belges, au 31 décembre 1905, 4,066 cellules de jour et de nuit pour hommes et 571 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dette.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,324 places pour hommes et 78 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,099 places) et, pour le surplus, par les prisons de Bruxelles (Minimes) et Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 337 places en commun pour hommes et de 89 pour femmes.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

(Tableau LXXIII.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 274,887. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 77,347, dont 63,115 pour les indisciplinés et 14,232 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,201,288 et, pour les femmes, de 130,072, soit, au total, 1,331,360.

Le tableau qui suit renseigne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1901 à 1905 :

ÉTABLISSEMENTS.	1901	1902	1903	1904	1905
Prisons centrales	270,420	282,405	288,616	294,595	274,887
Prisons secondaires. Hommes	1,255,741	1,382,209	1,414,028	1,344,501	1,201,288
Prisons secondaires. Femmes	124,742	132,257	140,571	146,522	130,072
Totaux	1,636,915	1,796,871	1,852,915	1,785,618	1,606,247
Jeunes condamnés	17,840	20,071	19,820	16,185	14,232
Indisciplinés	55,393	45,715	45,748	52,480	63,115

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1901	1902	1903	1904	1905
Prisons centrales	737	773	791	806	755
Prisons secondaires. Hommes	3,385	3,786	3,877	3,671	3,292
Prisons secondaires. Femmes	340	361	408	399	358
Totaux	4,482	4,920	5,076	4,876	4,401
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	221	135	160	188	212

4. — Détenus par correction paternelle.

(Tableau LXXV.)

Pendant l'année 1905, 147 enfants ont été incarcérés par correction paternelle : 80 garçons et 67 filles.

Les 147 ordres d'arrestation se répartissent entre les arrondissements suivants :

Bruxelles	36
Louvain	2
Anvers	53
Turnhout	1
Charleroi	13
Tournai	2
Gand	6
Termonde	3
Courtrai	1
Liége	27
Verviers	1

Le chiffre des entrées (147), joint à celui de la population au 1er janvier (6), donne un total de 153; de ces 153 enfants 148 sont sortis durant l'année, 1 par translation dans un autre établissement, 57 par suite d'expiration du terme fixé; 90, soit plus de la moitié, ont été retirés par la famille avant l'expiration du terme fixé et après avoir subi une détention qui pour la plupart (80) n'a pas dépassé un mois, ni même pour la majeure partie (68), 15 jours.

5. — Ecole.

(Tableaux LXXVII et LXXVIII.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 724 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1905, 494, soit 67 p. c., fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :

383, soit 78 p. c., ont profité des leçons;

111, soit 22 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était, au 31 décembre 1905, de 816 hommes et de 64 femmes. Parmi les hommes, 668 ou 82 p. c. ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 148, soit 18 p. c., n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 58 ou 86 p. c. et de 9 ou 14 p. c.

Les 202 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école et tous, sauf 3, ont tiré quelque profit des leçons qu'ils ont reçues.

6. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXIX.)

Le nombre total des journées de punition a été :

Dans les prisons centrales, de 1,762, soit 0.64 pour cent journées de détention;

Dans les prisons secondaires :

Pour les hommes, de 13,231, soit 1.10, pour cent journées de détention;

Pour les femmes, de 334, soit 0.41, pour cent journées de détention;

Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 3,593, ou 4.66 pour cent journées de détention.

7. — Infirmerie.

(Tableau LXXX.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hopital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1905, le nombre des transferts de ce genre a été de 23 (15 hommes et 8 femmes).

Le tableau qui suit renseigne, pour chacune des années 1901 à 1905, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1901			1902			1903			1904			1905		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales	276,129	12,831	4.61	282,405	11,032	3.91	288,616	9,279	3.21	294,726	10,200	3.19	271,887	10,312	3.72
Prisons secondaires. Hommes . .	1,235,711	20,183	1.63	1,382,109	21,270	1.57	1,111,928	23,712	1.68	1,311,301	22,883	1.71	1,201,288	23,189	1.98
Prisons secondaires. Femmes . .	121,742	12,558	10.07	132,257	9,451	7.16	119,371	9,336	6.25	116,522	12,136	8.19	130,072	12,700	9.76
Quartier de discipline . . .	55,353	1,716	3.10	45,713	1,361	2.98	45,718	325	0.71	52,480	1,365	2.98	60,115	1,683	2.67
Quartier des jeunes condamnés	17,819	293	1.67	20,951	530	2.36	19,829	357	1.80	16,185	101	0.62	11,232	252	1.77

8. — Décès.

(Tableau LXXXI.)

Il y a eu, en 1905, dans les prisons centrales, 12 décès.

Dans les prisons secondaires :

Parmi les hommes. . . . . 18 décès;

Parmi les femmes . . . . . aucun.

Deux décès se sont produits au quartier de discipline.

Comparés au chiffre de la population moyenne, ces chiffres accusent une proportion d'environ un décès pour cent détenus dans les prisons centrales et d'un décès par deux cents détenus dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.	1901			1902			1903			1904			1905		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	757	8	1.06	775	6	0.78	791	9	1.14	806	9	1.12	755	12	1.59
Prisons secondaires. Hommes	3,385	27	0.80	3,786	18	0.48	3,877	33	0.85	3,671	18	0.49	3,292	18	0.54
Prisons secondaires. Femmes	340	4	1.18	361	2	0.55	408	—	—	399	2	0.50	356	—	—
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	201	1	0.50	185	1	0.55	180	—	—	188	1	0.50	212	2	0.94

9. — Suicides et tentatives de suicide.

(Tableau LXXXII.)

Dans les prisons centrales il ne s'est pas produit de suicide; il y a eu 2 tentatives de suicide.

Dans les prisons secondaires, 3 prévenus et 2 condamnés se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 8 tentatives de suicide, dont 5 par des prévenus, 1 par un détenu provisoirement et 3 par des condamnés.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1901 à 1905, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés qu'un suicide accompli par un indiscipliné en 1902.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)	
	SUICIDES ACCOMPLIS.	SUICIDES TENTÉS.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1901.	—	1	4	—	3	—	0	—	8	—
1902.	3	4	5	—	6	—	5	—	1	—
1903.	—	1	1	—	3	—	2	—	3	—
1904.	1	2	2	—	5	—	6	1	8	2
1905.	—	2	2	—	3	—	3	—	3	—
Totaux. . . .	4	10	12	—	20	—	23	1	27	2

10. — Aliénation mentale.

(Tableau LXXXIII.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu de l'arrêté royal du 30 mars 1891, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental. Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'Etat à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

En 1905, il y a eu, dans les prisons centrales, 25 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 78 (69 hommes, 9 femmes); il se subdivise ainsi qu'il suit au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués :

Prévenus et accusés.	51	(48 hommes, 6 femmes).
Mendiants et vagabonds. . .	4	(hommes).
Condamnés	20	(17 id. 3 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 3,32 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 2,10 aliénés colloqués pour cent détenus; femmes, 2,53 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il ne s'est pas produit de cas d'aliénation mentale, en 1905, au quartier des indisciplinés.

Il convient de noter que, chez un certain nombre des condamnés colloqués dont il vient d'être question, la maladie mentale a été guérie après un traitement d'une durée généralement courte. C'est ainsi que 18 hommes et 1 femme condamnés ont pu être ramenés en prison après avoir été colloqués respectivement durant 53 jours, 60 jours, 70 jours, 79 jours, 87 jours, 90 jours, 96 jours, 111 jours, 117 jours, 125 jours, 132 jours, 137 jours, 167 jours, 170 jours, 217 jours, 232 jours, 329 jours, 332 jours et 354 jours.

On trouvera ci-après un tableau renseignant le nombre de collocations de 1901 à 1905 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

	ÉTABLISSEMENTS.	1901	1902	1903	1904	1905
Prisons centrales.	Louvain	7	9	6	4	8
	Gand — Quartier cellulaire	8	2	—	2	4
	Gand — Quartier commun des criminels	7	5	8	10	13
	Totaux	22	14	14	16	25
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	2.91	1.81	1.77	1.99	3.10
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés. — Hommes	35	35	45	41	48
	Prévenus et accusés. — Femmes	6	4	4	9	6
	Mendiants et vagabonds. — Hommes	1	2	1	3	4
	Mendiants et vagabonds. — Femmes	2	—	1	2	—
	Condamnés. — Hommes	25	17	18	21	17
	Condamnés. — Femmes	9	5	2	5	3
	Totaux. — Hommes	61	72	64	74	69
	Totaux. — Femmes	17	9	7	14	9
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Hommes	1.80	1.90	1.65	2.02	2.10
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Femmes	3	2.49	1.72	3.51	2.80

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, en indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprendra donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect au personnel de surveillance. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des condamnés détenus.	Nombre des condamnés signalés aux médecins aliénistes.
1901	3,789	180
1902	4,529	160
1903	4,409	159
1904	4,206	167
1905	3,731	158

Ces chiffres font ressortir à 4.23 pour cent détenus et par an la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

11. — Travail des détenus.

(Tableau LXXXIV.)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par l'arrêté royal du 5 avril 1887 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'Etat.

Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'Etat, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'Etat. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1905, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.		HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques		604	119
Travaux industriels. . .	*A.* Pour compte de particuliers	455	54
	B. Pour compte des administrations publiques	295	46
	C. Simples occupations	2,444	101
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	188	—
TOTAL DES OCCUPÉS		3,984	320
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)		381	30
Détenus inoccupés faute de travail		39	7
TOTAL DES INOCCUPÉS		420	37
TOTAL GÉNÉRAL		4,404	357

En 1905, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'Etat, s'est élevé à fr. 424,431.56

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . .fr. 149,071.53

A ceux employés aux travaux domestiques 25,170.94

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux représentent une somme de. . . . . .fr. 76,432.10

Soit un total de dépenses de . . . . . .fr. 250,674.57

Etant donné que, dans une des prisons, le produit du travail industriel a été nul et que, par contre, une somme de fr. 36.45 a été dépensée pour les travaux domestiques et que dans une autre prison le produit du travail accuse une perte de fr. 3,282.43, les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de . . . . . .fr. 177,075.87

12. — Prix de la journée d'entretien.

(Tableau LXXXV.)

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1905, de 1 fr. 35 c.

Il était pour 1901 de 1 fr. 27 c.
Id. 1902 de 1 fr. 18 c.
Id. 1903 de 1 fr. 17 c.
Id. 1904 de 1 fr. 27 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

13. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 4 mars 1870, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1905, 7 condamnés ont été appelés à l'option.
5 condamnés ont opté pour la cellule.
2 condamnés ont opté pour le régime commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins reconnaissent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées aux travaux forcés), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit renseigne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1905 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	
Pour cause d'inaptitude physique	3	—	29	1	33
Pour cause d'inaptitude mentale	12	—	25	—	37
TOTAUX	15	—	54	1	70

10 des 33 condamnés transférés en commun à raison de leur santé physique et 8 des 37 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent, qui les jugeait en état d'être soumis de nouveau au régime cellulaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1905, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement ; ils sont relatifs notamment à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1905, 2,918 détenus (2,709 hommes et 209 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(Tableau LXXXVIII.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	589	hommes,	45	femmes.
Par les cours d'appel	706	id.	52	id.
Par les tribunaux correctionnels.	1,263	id.	111	id.
Par les tribunaux de police. . .	11	id.	1	id.
Par les tribunaux militaires. . .	50	id.		

Genre des infractions.

(Tableau LXXXVIII.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	1,410	hommes,	125	femmes.
Contre les propriétés	1,299	id.	84	id.

Nature des peines.

(Tableau LXXXVI.)

A la peine de mort	110	hommes,	10	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité .	124	id.	11	id.
Aux travaux forcés à temps . . .	276	id.	15	id.
A la reclusion	93	id.	5	id.
A l'emprisonnement correctionnel	2,093	id.	167	id.
A l'emprisonnement de police. .	11	id.	1	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(Tableau LXXXVI.)

Province d'Anvers	355	hommes,	22	femmes.
Id. de Brabant	635	id.	58	id.
Id. de Flandre occidentale. .	408	id.	27	id.
Id. de Flandre orientale. .	479	id.	30	id.
Id. de Hainaut	431	id.	37	id.
Id. de Liége.	203	id.	19	id.
Id. de Limbourg	48	id.	1	id.
Id. de Luxembourg	35	id.	1	id.
Id. de Namur	59	id.	12	id.
Faits commis à l'étranger	36	id.	2	id.

Pour les 2,880 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,673 hommes, 207 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins par 961 hommes et 66 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants par 1,712 hommes et 141 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(Tableau LXXXVII.)

Agés de moins de 16 ans. . .	5	hommes,	0	femmes.
Id. de 16 à moins de 18 ans.	43	id.	0	id.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	249	id.	17	id.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	1,157	id.	68	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	725	id.	83	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	348	id.	48	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	128	id.	16	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	50	id.	7	id.
Id. de 70 ans et plus. . . .	4	id.	0	id.

Etat civil.

(Tableau LXXXVII.)

Célibataires	1,710	hommes,	82	femmes.
Mariés	ayant des enfants .	655	id.	75	id.
	sans enfants . . .	183	id.	24	id.
Veufs	ayant des enfants .	111	id.	23	id.
et divorcés.	sans enfants . . .	50	id.	5	id.

Filiation.

(Tableau LXXXVII.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père . . .	2,628	hommes,	205	femmes.
Enfants naturels	77	id.	4	id.
Enfants trouvés.	4	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

(Tableau LXXXVII.)

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	528	hommes,	31	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement. . . .	1,411	id.	130	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	582	id.	45	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés. .	188	id.	3	id.

Suivant l'idiome.

(Tableau LXXXVII.)

Parlant le français.	784	hommes,	82	femmes.
Id. le flamand.	1,195	id.	74	id.
Id. ces deux langues . . .	687	id.	50	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand	43	id.	3	id.

Antécédents.

(Tableau LXXXIX.)

Non récidivistes.	993	hommes,	131 femmes.

		Hommes.	Femmes.
		—	—
Récidivistes ayant subi. .	1 condamnation antérieure. .	309	18
	2 id. id.	224	11
	3 id. id.	167	9
	4 id. id.	150	7
	5 id. id.	97	3
	de 6 à 10 condamnations antérieures.	362	13
	de 11 à 15 condamnations antérieures.	156	6
	de 16 à 20 condamnations antérieures.	108	4
	plus de 20 condamnations antérieures.	143	7
		1,716	78

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération. — On trouvera dans le tableau XC des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,583 détenus (3,274 hommes et 309 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité, des maisons de refuge, des écoles de bienfaisance.

(Tableaux XCI à XCVI.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants proprement dits et des écoles dénommées « écoles de bienfaisance », où sont internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité :

En 1898, de 2,535 hommes;
En 1899, de 2,284 id. et 230 femmes;
En 1900, de 2,777 id. et 238 id.
En 1901, de 3,280 id. et 242 id.
En 1902, de 3,390 id. et 210 id.
En 1903, de 3,460 id. et 247 id.
En 1904, de 3,316 id. et 214 id.
En 1905, de 3,186 id et 213 id.

Dans les maisons de refuge :

En 1898, de 3,600 hommes;
En 1899, de 3,266 id. et 238 femmes;
En 1900, de 3,461 id. et 212 id.
En 1901, de 4,048 id. et 238 id.
En 1902, de 4,260 id. et 230 id.
En 1903, de 3,349 id. et 243 id.
En 1904, de 3,465 id. et 205 id.
En 1905, de 2,073 id. et 176 id.

On ne possède point, en ce qui concerne les années antérieures à 1898, la statistique donnant le nombre des entrées réelles dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni par conséquent au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les séries suivantes, qui renseignent par année la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge :

Années.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
—	—	—
1892.	3,564	2,043
1893.	4,324	2,145
1894.	4,193	2,902
1895.	4,529	2,766
1896.	4,430	2,314
1897.	4,076	1,876
1898.	4,208	1,983
1899.	4,248	1,823
1900.	4,038	1,691
1901.	4,510	1,761
1902.	4,865	1,877
1903.	5,035	1,733
1904.	5,132	1,620
1905.	5,430	1,352

De ces chiffres il résulte que, si l'Etat a pu, depuis 1896, restreindre l'hospitalisation des mendiants et des vagabonds, plutôt malheureux que coupables, placés dans les maisons de refuge, il a dû maintenir dans les dépôts de mendicité un nombre toujours aussi considérable d'individus adonnés au vagabondage quasi délictueux. Les chiffres, qui avaient légèrement fléchi de 1897 à 1900 et s'étaient fortement relevés en 1901, suivent depuis une marche ascendante.

Sur 6,568 hommes reclus au 31 décembre 1905 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 645 seulement s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 4,239 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 632 femmes recluses à la même date, 301 s'y trouvaient pour la première fois et seulement 124 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes : ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles; tandis que la plupart des femmes sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

Les écoles de bienfaisance ont reçu, en 1905, 512 garçons et 152 filles, contre 462 garçons et 127 filles en 1904. La population moyenne a été de 2,229 contre 2,204 en 1904.

Les 664 garçons et filles entrés en 1905 dans les écoles de bienfaisance se répartissent de la manière suivante, au point de vue du motif qui a amené leur mise à la disposition du gouvernement :

31 ou 4.7 p. c. ont été internés sans décision judiciaire, à la suite d'une demande adressée au Ministre de la justice par le collège échevinal de leur commune;

338 ou 50.9 p. c. l'ont été en vertu de l'article 24 de la loi du 27 novembre 1891, c'est-à-dire pour avoir été trouvés en état de mendicité ou de vagabondage;

19 ou 2.9 p. c. avaient commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police (art. 25 de loi);

64 ou 9.6 p. c. ont été mis à la disposition du gouvernement à la suite d'une condamnation à une peine d'emprisonnement correctionnel (art. 26);

212 ou 31.9 p. c. l'ont été par application de l'article 72 du Code pénal, qui exempte de condamnation les accusés et prévenus âgés de moins de 16 ans s'il est décidé qu'ils ont agi sans discernement.

Statistique des placements en apprentissage.

L'article 30 de la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité, modifié par l'article 2 de la loi du 15 février 1897, autorise le gouvernement à placer les enfants mis à sa disposition en apprentissage chez un artisan ou chez un cultivateur.

Caractère légal et mode d'organisation des placements en apprentissage. — La mise en apprentissage est un mode d'exécution de la mise à la disposition du gouvernement; celui-ci garde l'entière responsabilité de l'enfant placé.

Antérieurement à la loi du 27 novembre 1891, les enfants mis à la disposition du gouvernement du chef de vagabondage ou de mendicité, ou admis volontairement dans les écoles en vertu d'une autorisation du collège échevinal, pouvaient seuls être placés et le directeur de l'école de réforme de Ruysselede avait, seul le droit, moyennant l'assentiment du comité d'inspection de l'établissement, d'effectuer des placements. (Règlement de l'école de Ruysselede, approuvé par arrêté royal du 28 mars 1852, art. 238.)

La loi du 27 novembre 1891 a étendu cette faculté à tous les enfants mis à la disposition du gouvernement pour quelque motif que ce soit et les placements s'effectuent généralement par l'intermédiaire d'un organisme privé, qu'on appelle les comités de patronage. Ces comités sont établis dans tous les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, à Lierre, Thielt et Seraing; ils ont des correspondants, choisis librement, sinon dans toutes les communes de l'arrondissement, du moins dans les communes où à proximité des communes où ils effectuent des placements.

De ce que l'enfant placé reste à la disposition du gouvernement il suit que le gouvernement, représenté par le Ministre de la justice, exerce un contrôle permanent sur les placements. Aucun placement ne peut avoir lieu sans son autorisation préalable; tout fait important, tout changement dans la situation de l'élève placé doit lui être immédiatement signalé; en outre, annuellement, un rapport spécial lui est adressé sur chaque placement. Le Ministre peut ordonner la réintégration de l'enfant à l'école ou le renvoyer dans sa famille; son pouvoir, en cette matière, est souverain.

Placements antérieurs au 1er janvier 1905.

(Tableaux XCVII a XCVIII.)

Nombre des placements (tableau XCVII, A). — Depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1904, 4,894 placements ont été effectués.

Il n'y a guère de différence marquante entre le nombre des placements effectués chaque année, si l'on en excepte l'année 1894, où, pour des raisons exposées dans les rapports antérieurs, le nombre des placements a été exceptionnellement important.

Lieu où les placements sont faits (tableau XCVII B). — Le rapport statistique présenté aux Chambres en 1894 constatait que la grande majorité des placements s'effectuait à la campagne, chez des cultivateurs; il signalait à l'attention des comités de patronage les difficultés qui pouvaient résulter, notamment pour les enfants originaires des grandes villes, de l'absence d'apprentissage d'un métier dont ils pussent utiliser les connaissances lorsqu'ils seraient rendus à la vie libre.

A cette époque (1894), le pourcentage des garçons placés chez les cultivateurs était de 62.84; il a été, successivement : en 1895, de 59.06; en 1896, de 57.71; en 1897, de 58.45; en 1898, de 62.12; en 1899, de 58.15; en 1900, de 58.84; en 1901, de 63.35, en 1902 de 61.09, en 1903 de 60.06 et en 1904 de 59.19 %.

Etat des placements au 1er janvier 1905 (tableau XCVIII). — Au 1er janvier 1905, 636 élèves, dont 608 garçons et 28 filles, étaient placés en apprentissage. Sont seuls compris dans ce nombre les élèves dont le terme de la mise à la disposition du gouvernement n'était pas expiré à cette date.

Il eût été désirable, sans doute, de relever également le nombre des élèves qui, ayant atteint le terme de leur mise à la disposition du gouvernement, sont restés dans la région de leur placement; mais le gouvernement n'a plus d'action sur ces élèves, il ne peut plus exercer de contrôle. Cependant, certains comités de patronage ont fourni à cet égard des renseignements officieux dans les rapports qu'ils publient annuellement sur les résultats de leurs travaux.

La constatation importante qui semble se dégager du tableau XCVIII est qu'un grand nombre d'élèves (garçons) restent en placement pendant plusieurs années; ils contractent ainsi l'habitude de la vie de campagne et se créent dans ce nouveau milieu un *lien d'attache* qui facilitera leur reclassement social.

Sur les 608 garçons restant en placement au 1er janvier 1905 :

3	étaient placés depuis	12 ans (1893).
9	id.	11 id. (1894).
4	id.	10 id. (1895).
4	id.	9 id. (1896).
19	id.	8 id. (1897).
28	id.	7 id. (1898).
40	id.	6 id. (1899).
42	id.	5 id. (1900).
70	id.	4 id. (1901).
63	id.	3 id. (1902).
121	id.	2 id. (1903).
205	id.	1 an (1904).

Sur les 28 filles restant en placement au 1er janvier 1905 :

2	étaient placées depuis	12 ans (1893).
1	id.	7 id. (1898).
4	id.	3 id. (1902).
5	id.	2 id. (1903).
16	id.	1 an (1904).

État des placements en 1905.

(Tableaux XCIX a CIII.)

Nombre des élèves placés. — Le nombre des élèves placés en apprentissage pendant l'année 1905 est de 274, dont 226 garçons et 48 filles.

L'année dernière, le nombre des placements effectués était de 343, dont 299 garçons et 44 filles; il y a donc une diminution assez marquante dans le nombre des placements pour les élèves-garçons. Mais il y a lieu de remarquer que le chiffre des entrées directes dans les Ecoles de bienfaisance pour les garçons a diminué aussi et est descendu de 594 qu'il était en 1903 à 462 en 1904; en 1905, le chiffre des entrées directes pour les élèves-garçons est de 512.

En ajoutant au nombre des élèves placés pendant l'année 1905 celui des élèves qui restaient placés au 31 décembre 1904, on obtient un nombre total de 910 élèves placés dont 834 garçons et 76 filles.

Garçons.	390	sortis de l'école de	Ruysselede.
	224	id.	Saint-Hubert.
	38	id.	Ypres.
	116	id.	Moll.
	66	id.	Gand.
Filles.	28	sorties de l'école de	Beernem.
	48	id.	Namur.

791 garçons ont été placés à l'intervention des comités de patronage.

43 garçons ont été placés directement par les soins des directeurs.

46 filles ont été placées à l'intervention des comités de patronage, dont 37 par le comité des dames-patronnesses de Namur, avec le concours de la direction de l'école de cette ville.

30 filles ont été placées directement par les soins de la direction.

Les filles sorties des établissements privés où elles avaient été transférées ont été considérées comme continuant à faire partie de l'école d'où elles avaient été transférées.

Répartition des élèves par lieu de naissance. — Le nombre d'habitants des communes où sont nés les enfants placés a été calculé d'après les résultats du recensement général de 1900 (*Moniteur* du 31 décembre 1901). Dans la première catégorie (communes et agglomérations ayant plus de 100,000 habitants), les faubourgs de Bruxelles et d'Anvers ont été considérés comme faisant partie de l'agglomération.

Il résulte du tableau XCIX*B* que 61.63 % des élèves placés pendant l'année 1905 sont originaires des centres ayant une population de 10,000 habitants au moins.

Placements à la campagne. — Le pourcentage des élèves-garçons (tableau C), placés à la campagne, chez les cultivateurs, pendant l'année 1905 est descendu de 59.19 en 1904 à 48.67.

Nombre des élèves placés qui ont été réintégrés, se sont évadés, ont été libérés (tableaux CI, CII et CIII). — Le tableau CI constate, par école et par comité de patronage, le nombre des réintégrations d'office ou après évasion, celui des évasions non suivies de réintégration, le nombre des libérations, des expirations du terme de la mise à la disposition du gouvernement et des incorporations à l'armée; le total est de 363, de sorte que le nombre des élèves restant placés, au 1er janvier 1906, est de 910 — 363 = 547, dont 522 garçons et 25 filles.

Le tableau CIII groupe les élèves dont le placement a pris fin d'après l'année dans laquelle ils ont été mis en apprentissage.

Sur 834 garçons placés :

147 ou 17.63 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
31 ou 3.72 % ont été rendus à leur famille.
120 ou 14.38 % ont atteint l'expiration de leur terme.
14 ou 1.68 % ont été incorporés dans l'armée.
522 ou 62.59 % sont maintenus en placement.

Sur 76 filles placées :

3 ou 3.95 % ont été réintégrées ou se sont évadées.
48 ou 63.16 % ont atteint l'expiration de leur terme.
25 ou 32.89 % sont maintenues en placement.

Appliqué exclusivement aux élèves placés pendant l'année 1905, le calcul donne les résultats suivants :

Sur 274 élèves (filles et garçons) placés :

44 ou 16.06 °/₀ ont été réintégrés ou se sont évadés.
1 ou 0.36 °/₀ ont été rendus à leur famille.
47 ou 17.15 °/₀ ont atteint l'expiration de leur terme (incorporation à l'armée).
182 ou 66.43 °/₀ sont maintenus en placement.

Ces résultats sont plus favorables que ceux de l'année 1904, où la proportion des évasions et réintégrations était de 21 °/₀ pour l'ensemble des élèves (garçons) placés et de 22.74 °/₀, si on applique le calcul exclusivement aux élèves (filles et garçons) placés dans l'année; les mécomptes sont donc moins nombreux et les placements sont plus stables.

La différence du pourcentage des évasions et réintégrations entre les garçons et les filles provient, très vraisemblablement, de ce que celles-ci ne sont généralement placées que peu de temps avant l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement et sont, par conséquent, moins exposées à un échec. Sur 76 filles placé s, 12 seulement avaient été placées avant le 1er janvier 1904, tandis que, sur 834 garçons placés, 403 avaient été placés avant cette même date.

On pourrait multiplier les comparaisons, indiquer notamment les résultats d'après les écoles d'où les élèves sont sortis, mais ce serait long et peut-être fastidieux; chacun, d'ailleurs, peut lui-même faire le travail à l'aide des chiffres indiqués aux deux tableaux.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des élèves dans les écoles de bienfaisance de l'Etat au moment de leur internement d'après la classification prescrite par l'arrêté royal du 24 novembre 1904.

AGE AU MOMENT DU JUGEMENT.	PROVINCE dans laquelle est situé le tribunal qui a prononcé le jugement.	ECOLE DE BIENFAISANCE DESTINATAIRE.
I. — Garçons.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neuf provinces	Ruysselede.
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis	Brabant, Flandre occidentale, Hainaut	Ypres (1er quartier).
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis	Anvers, Flandre orientale, Namur, Liége, Limbourg, Luxembourg	Moll.
16 ans accomplis et au-dessus	Les neuf provinces	Saint-Hubert
II. — Filles.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neuf provinces	Beernem.
13 ans accomplis et au-dessus	Id.	Namur.

La répartition des élèves dans les écoles de bienfaisance s'opère donc désormais d'après leur âge au moment du jugement et leur lieu d'origine, *sans distinguer entre les jeunes délinquants et les jeunes mendiants et vagabonds.*

Les élèves-garçons qui, sortis de l'école par voie de placement ou de libération provisoire, doivent être réintégrés et qu'il importe de soumettre à un régime plus sévère, sont transférés dans un quartier spécial annexé à l'école de bienfaisance d'Ypres. Ceux dont l'indiscipline et l'immoralité exigent des mesures spéciales sont transférés aux quartiers de discipline établis à Gand (garçons) et à Namur (filles).

Les souteneurs de filles publiques, âgés de moins de 18 ans, sont également dirigés sur le quartier de discipline annexé à la prison centrale de Gand.

Motifs des réintégrations et des évasions (tableaux CI et CII). — Le tableau *CII*, qui détaille les motifs des réintégrations et indique, en outre, les divers résultats d'après l'année dans laquelle les élèves ont été placés, ne relève que quatre réintégrations dues à la faute du patron.

Il est certain, néanmoins, que les renvois d'élèves, sans motifs, notamment par des cultivateurs, à l'entrée de l'hiver, sont relativement assez fréquents, surtout dans certaines régions. Mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à réintégration, puisque l'élève n'a pas démérité; la solution qui s'indique, c'est ou bien le déplacement de l'élève chez un autre patron ou bien sa libération provisoire, si la situation de la famille n'y fait pas obstacle.

Sur 834 garçons placés, 86 ou 10.31 °/₀ se sont évadés de leur placement; 25 °/₀ des évadés avaient été placés en 1905.

Sur 86 évadés, 51 ont été réintégrés; 26 n'ont pu l'être, soit parce que leur retraite n'a pas été découverte, soit parce qu'ils avaient passé à l'étranger; 10 ont été autorisés à rester provisoirement en liberté dans leur famille.

L'examen des dossiers individuels permet d'affirmer que les recherches pour découvrir la retraite des évadés sont faites très activement. Mais un grand nombre d'évadés sont près d'atteindre l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement ou tout au moins sont arrivés à un âge où ils peuvent se suffire à eux-mêmes; la réintégration serait souvent inefficace et inopportune. La circulaire du 8 mars 1897 laisse, dans certains cas, aux magistrats du parquet, chargés de la recherche des évadés, la faculté de surseoir à la réintégration s'ils jugent que cette mesure serait plutôt nuisible à l'élève et que d'ailleurs celui-ci peut, sans inconvénients, être laissé en liberté.

Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. — L'œuvre du placement en apprentissage a été fondée en 1888-1889; à cette époque furent créés les premiers comités de patronage, établis successivement à Liége, Bruxelles, Anvers et Mons. Il fallait vaincre d'abord les résistances que l'œuvre rencontrait; le public craignait, non sans raison, de voir se mêler à la population ces enfants tarés; la difficulté était surtout de faire admettre ces enfants dans les familles honnêtes. La surveillance des placements devait être sérieusement organisée et cette organisation n'a été définitive qu'en 1894.

Actuellement, chaque enfant placé possède son livret de Caisse d'épargne, rendu indisponible jusqu'à sa majorité, sauf autorisation spéciale du Ministre. Auprès de chaque école de bienfaisance a été instituée une société mutualiste en vue de l'affiliation des élèves à la Caisse de retraite; le règlement sur la matière a rendu cette affiliation obligatoire pour tous les élèves des écoles de bienfaisance de l'Etat; plusieurs comités de patronage ont établi également, dans leur sein, une mutualité spéciale du patronage; des mesures ont été prises pour assurer la continuation de l'affiliation des élèves à des mutualités particulières ou du patronage, après leur libération définitive.

STATISTIQUE

DES

GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les requêtes en grâce soumises au Roi ont été en 1905 au nombre de 6,643, dont 5,878 furent rejetées, 765 accueillies totalement ou partiellement. La très forte diminution du nombre des requêtes en grâce est la conséquence de l'arrêté royal du 21 juillet 1905 accordant des remises de peine par mesure générale.

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne; ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve.

L'on trouvera les chiffres pour 1905 au tableau CIV. Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis le 1er juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1903, le nombre des libérations accordées et des révocations prononcées ainsi que la proportion de celles-ci.

Enfin, le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Ces trois derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	156	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	125	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	38	95
1893	155	43	176	66	18	84
1894	142	39	181	95	29	124
1895	140	61	201	138	48	185
1896	160	56	216	156	64	200
1897	165	72	235	172	90	262
1898	179	87	266	181	87	268
1899	162	70	232	170	88	207
1900	175	61	236	149	50	199
1901	148	74	222	186	80	266
1902	150	40	182	182	80	262
1903	180	45	225	176	61	237
1904	158	59	217	173	94	267
1905	145	72	215	145	76	221

ANNÉES.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES		RÉVOCATIONS			
	accordées pendant l'année.	TOTAL depuis 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	TOTAL des révocations prononcées dans l'année.	TOTAL des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).	TOTAL depuis le 1er juin 1888 (1).
1888-1889	172	172			3	3	7	3
1890	106	278		245	1	3	3	8
1891	170	448			1	4	4	12
1892	199	647	170	415	3	5	6	17
1893	176	823	143	558	3	7	11	24
1894	181	1,004	126	684	5	6	13	30
1895	201	1,205	170	854	2	13	9	45
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	9	49
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	6	59
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	11	68
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	16	76
1900	236	2,390	125	1,785	»	8	15	84
1901	222	2,612	107	1,890	5	17	16	101
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	8	122
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	11	132
1904	217	3,236	176	2,475	4	7	9	139
1905	215	3,451	233	2,708	6	21	6	160

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	RÉVOCATIONS.	POURCENTAGE DES RÉVOCATIONS.
1er juin 1888-31 décembre 1893	823	24	2 1/2 %
1er janvier 1894-31 décembre 1898	1,099	44	3.09
1er janvier 1899-31 décembre 1903	1,097	61	5.85 (3)

Suite des 3,451 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives			2,708
Id.	révoquées		160
Terme d'épreuve expirant en		1906	222
Id.	id.	1907	200
Id.	id.	1908	31
Id.	id.	1909	23
Id.	id.	1910	25
Id.	id.	1911	9
Id.	id.	1912	9
Id.	id.	1913	6
Id.	id.	1914	8
		A reporter. . .	3,401

		Report. . .	3,401
Terme d'épreuve expirant en		1915	7
Id.	id.	1917	2
Id.	id.	1918	2
Id.	id.	1919	2
Id.	id.	1920	3
Id.	id.	1921	1
Id.	id.	1922	2
Id.	id.	1923	1
Id.	id.	1924	2
Id.	id.	1927	1
Id.	id.	1928	1
Id.	id.	1930	1
Indéfini			25
			3,451

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.
(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.
(3) Cette augmentation provient très vraisemblablement de ce que la loi du 5 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 2 ans.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(Tableau CVI.)

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1905 à 22,518 résidents et 3,484 vagabonds, soit un total de 26,002.

Voici les nombres correspondants des cinq années précédentes :

Année.	Résidents.	Vagabonds.	Total.
1901.	17,059	3,638	20,697
1902.	16,816	3,745	20,561
1903.	19,617	3,683	23,300
1904.	20,636	3,867	24,503
1905.	22,518	3,484	26,002

Le nombre des étrangers venant résider en Belgique n'a cessé de progresser depuis 1902. Le chiffre de 1905 est en augmentation de 1,878 sur le chiffre de 1904. Le nombre des vagabonds est, pour 1905, inférieur à celui des quatre années précédentes. Le « dénombrement » total des étrangers arrivés pendant l'année 1905 accuse sur l'année 1904 une augmentation de 1,499 et sur l'année 1902 une augmentation de 5,441.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
Allemagne. . . .	5,650	5,467	5,812	5,656	6,737
Angleterre. . . .	627	385	528	534	625
Autriche.	546	509	471	545	691
France.	7,902	8,366	10,430	10,776	10,608
Hollande.	2,868	2,759	2,815	3,448	2,912
Italie	866	730	629	698	834
Luxembourg. . .	573	538	436	530	574
Russie	372	527	545	804	1,248

(Tableau CVII.)

En 1905, 8,428 étrangers ont été éloignés du pays pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. Voici les nombres correspondants des quatre années antérieures à 1905 :

En 1901.	8,723
— 1902.	8,530
— 1903.	8,115
— 1904.	9,057

(Tableau CVIII.)

Le nombre total des étrangers expulsés par arrêté royal ou renvoyés en vertu d'autres mesures administratives a été en 1905 de 10,016 contre 10,391 en 1904; 9,513 en 1903; 10,154 en 1902 et 10,129 en 1901.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

La population des asiles d'aliénés a subi en 1905 une nouvelle hausse, qui a porté à 16,944 le chiffre des malades des deux sexes. En 1890, on en comptait moins de 11,000. Chaque année étend le nombre des victimes des affections mentales soignées dans les asiles, comme on peut s'en convaincre par les séries de chiffres que voici :

Population des asiles au 31 décembre.

(Tableaux CVI à CIX.)

	Hommes.	Femmes.	Total.
1890.	5,453	5,324	10,777
1891.	5,665	5,410	11,075
1892.	5,935	5,545	11,480
1893.	6,275	5,719	11,994
1894.	6,392	5,908	12,300
1895.	6,624	6,178	12,802
1896.	7,037	6,278	13,315
1897.	7,167	6,401	13,568
1898.	7,473	6,749	14,422
1899.	7,618	6,985	14,603
1900.	7,834	7,140	14,974
1901.	8,072	7,276	15,348
1902.	8,470	7,512	15,982
1903.	8,651	7,702	16,353
1904.	8,900	7,829	16,729
1905.	8,990	7,954	16,944

En quinze ans il s'est donc produit une augmentation de 65 °/₀ des hommes internés dans les asiles et une augmentation de 49 °/₀ des femmes internées.

Les individus admis pour la première fois dans un asile ont été au nombre de 3,176 (dont 1,764 hommes et 1,412 femmes).

Ce chiffre a été en 1904 de 3,086, en 1903 de 3,057, en 1902 de 3,144, en 1901 de 2,969.

Au point de vue de l'âge au moment de l'admission, on comptait, sur 1,000 aliénés de chaque sexe :

105	hommes	et 61	femmes	âgés de moins de 16 ans.
81	id.	et 50	id.	id. de 16 à 20 ans.
202	id.	et 187	id.	id. de 21 à 30 id.
359	id.	et 364	id.	id. de 31 à 50 id.
253	id.	et 338	id.	id. de plus de 50 ans.

La répartition d'un même nombre d'aliénés au point de vue de l'époque de l'année où ils furent admis à l'asile donne :

Pour	le printemps. . .	257	hommes,	247 femmes.
Id.	l'été	267	id.	267 id.
Id.	l'automne	219	id.	201 id.
Id.	l'hiver.	257	id.	285 id.

Dans différentes parties de la statistique criminelle on a eu l'occasion de montrer l'influence énorme exercée par l'alcoolisme sur la criminalité masculine. Pourvoyeur des prisons, l'alcool est également une des grandes causes de l'extension des affections mentales. Sur 1,764 hommes admis pour la première fois dans un asile 329 ou 19 °/₀ étaient des alcoolisés.

En 1881, dernière année où l'on a établi la statistique des aliénés alcooliques par sexe, on comptait dans les asiles, au 31 décembre, 409 alcoolisés. En 1905, ce chiffre passe à 1,605, augmentant de 1,196 ou 292 °/₀. De 1881 à 1905 le nombre des hommes internés a crû de 4,160 à 8,990 ou de 116 °/₀. Un simple rapprochement entre ces deux chiffres, 116 °/₀ et 292 °/₀, montre de combien l'influence de l'alcool sur l'aliénation mentale a grandi depuis vingt ans. Un autre calcul, consistant à rechercher combien il y avait d'alcooliques sur cent aliénés détenus au 31 décembre de chacune des années 1881 et 1905, fournit la même démonstration sous une autre forme. Ce calcul apprend, en effet, qu'il y avait 9.8 alcooliques sur cent aliénés en 1881, 17.9 °/₀ en 1905.

L'alcoolisme joue un rôle beaucoup moins considérable dans les troubles mentaux qui affectent les femmes. En 1905 on a compté 4.8 femmes alcooliques sur cent femmes internées pour la première fois. Les asiles contenaient au 31 décembre 278 alcoolisées sur 7,954 recluses, soit 3.8 °/₀.

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

1905

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 62 et 66, 104 à 109, 114 à 117, 118 à 126) et le tableau XXVIII des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier du tribunal d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les fardes, par ordre de date, non seulement toutes les condamnations concernant un même individu, mais encore les arrêtés de grâce ou de libération conditionnelle qui lui ont été accordés, les internements dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge, une école de bienfaisance (1) qu'il a subis.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers ;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique ;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans ;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans ;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique après avoir été rangés dans leurs dossiers, s'ils concernent des condamnés récidivistes. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N°

(Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION.

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question. L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM.	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom.	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père.	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient.)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *le*

Le condamné a-t-il agi étant sous l'influence de la boisson? .....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation **I. C.**

Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11 ; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal ; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de

nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — État des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux — reçus directement par		— TRANSMIS AU MINISTÈRE PUBLIC PAR							Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux. — NOMBRE DES AFFAIRES					
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourgmestres	les commissaires de police.	les gardes champêtres.	les gardes forestiers.	de toute autre manière.		communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe du ministère public.	portées à l'audience par citation directe de la partie civile.	portées à l'audience par citation directe d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	5,628	15	2,124	11	208	24,005	134	220	662	33,093	3,201	5,121	20,513	3,841	45	226
Louvain	21	—	1,858	—	580	952	252	20	400	3,977	834	584	1,645	877	7	20
Nivelles	12	—	2,770	1	45	414	302	—	522	3,864	1,071	778	1,407	537	—	10
Anvers	1,310	—	1,080	1	550	9,600	—	70	725	14,232	4,314	647	6,435	2,804	7	40
Malines	101	—	722	—	52	788	100	—	120	2,048	972	14	632	445	—	4
Turnhout	60	—	1,258	1	34	435	460	91	155	2,494	582	160	754	920	—	61
Mons	2,182	—	4,400	1	145	3,049	304	304	1,020	12,074	4,835	1,307	4,152	704	1	6
Charleroi	10,070	—	7,608	—	776	8,277	700	59	58	28,597	15,428	2,014	10,737	2,037	3	31
Tournai	980	—	1,460	2	75	604	48	32	417	3,618	1,620	453	1,011	448	3	10
Gand	38	2	3,690	—	1,240	4,802	302	357	481	10,921	2,612	582	4,569	2,016	1	54
Audenarde	22	1	3,503	1	110	439	41	1	151	4,334	918	501	2,218	690	1	5
Termonde	50	—	2,039	3	340	2,093	80	57	306	5,890	966	519	2,453	2,078	3	17
Bruges	113	—	2,310	1	777	2,575	197	121	801	6,895	1,760	699	2,733	1,743	—	6
Courtrai	44	—	2,510	—	675	2,925	8	—	561	6,723	1,571	480	2,930	1,731	1	10
Furnes	21	—	745	—	387	350	3	—	177	1,685	387	174	678	458	—	6
Ypres	10	—	1,146	1	503	1,031	103	100	158	3,160	887	422	1,315	621	—	5
Liége	893	1	5,071	2	14	7,303	368	68	208	14,022	3,070	2,700	5,878	1,357	10	152
Huy	810	—	889	3	100	130	455	18	230	2,714	864	408	1,182	171	4	88
Verviers	770	—	948	—	722	1,373	210	141	52	4,222	1,220	803	1,772	405	—	52
Tongres	370	—	1,104	4	85	120	201	27	50	2,076	203	492	910	370	—	35
Hasselt	225	—	1,381	2	100	301	350	72	160	2,600	615	310	996	619	1	47
Arlon	0	1	1,631	1	7	372	170	112	205	2,508	703	702	727	150	—	125
Marche	3	—	1,159	—	2	56	152	24	83	1,461	366	284	594	186	—	31
Neufchâteau	644	—	1,083	2	0	116	53	93	120	2,122	546	446	844	203	1	56
Namur	10	—	4,031	—	39	2,048	112	76	97	6,422	2,350	846	2,453	661	—	97
Dinant	1,978	—	703	12	190	302	119	354	110	3,777	1,021	382	1,481	574	1	118
TOTAUX	27,078	20	59,245	49	7,754	75,291	5,535	2,423	7,044	185,539	52,383	23,065	81,021	27,742	89	1,315

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES PRÉVENUS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	12,260	5,074	1,250	634	—	633	21	—	641	20,513
Louvain	90	517	630	302	—	58	1	2	43	1,643
Nivelles	410	515	408	10	—	2	2	3	57	1,407
Anvers	1,013	3,203	1,572	242	8	153	4	2	236	6,435
Malines	15	333	97	—	—	57	2	—	128	632
Turnhout	203	331	87	11	2	7	—	—	51	754
Mons	434	887	1,349	44	—	220	—	—	1,200	4,152
Charleroi	4,570	2,062	2,339	938	—	778	30	—	—	10,737
Tournai	129	533	537	2	—	5	1	—	2	1,011
Gand	1,153	1,332	1,696	181	—	94	21	12	80	4,569
Audenarde	152	831	648	261	3	33	—	8	270	2,216
Termonde	511	750	1,147	14	—	—	—	2	11	2,435
Bruges	119	958	1,477	30	5	58	1	9	78	2,735
Courtrai	163	1,382	994	75	—	71	2	4	89	2,950
Furnes	35	325	231	—	—	24	—	2	61	678
Ypres	104	593	503	47	60	38	2	3	33	1,315
Liége	607	1,668	2,878	558	—	52	9	5	101	5,876
Huy	245	281	504	23	—	68	—	3	58	1,182
Verviers	333	500	457	150	—	107	—	3	121	1,772
Tongres	311	250	288	—	—	27	—	—	23	910
Hasselt	39	244	583	51	3	23	—	—	51	996
Arlon	302	186	113	1	—	86	2	7	30	727
Marche	171	108	101	24	—	10	—	3	78	594
Neufchâteau	233	109	360	21	—	18	2	3	20	844
Namur	1,319	473	328	—	—	232	1	—	50	2,453
Dinant	32	300	934	47	—	30	—	9	10	1,481
TOTAUX	25,065	24,108	21,340	3,695	81	2,986	101	80	3,565	81,021

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES DE RENVOI DEVANT le tribunal correctionnel : la chambre des mises en accusation.	Crimes.	Délits.	de police : sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867.	de police : après instruction.	une autre juridiction.	de non-lieu à poursuivre.	renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	AFFAIRES SANS SUITE. Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.	CRIMES ET DÉLITS reconnus tels d'après le résultat de l'instruction : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	19	369	1,424	3,924	12	15	1,234	71	1	7,089	47	307	245	339	316
Louvain	4	59	180	414	4	—	152	5	2	820	16	11	52	28	45
Nivelles	2	41	144	607	6	5	183	1	—	1,081	12	3	32	73	63
Anvers	8	233	909	2,244	3	1	843	30	—	4,273	27	93	300	203	121
Malines	4	39	146	545	13	2	208	4	—	961	—	52	48	89	19
Turnhout	2	28	63	433	2	—	46	1	—	577	4	1	0	30	5
Mons	6	142	466	3,380	37	2	738	13	—	4,784	69	100	185	200	184
Charleroi	10	292	933	10,206	90	—	1,145	44	—	12,742	17	194	307	303	64
Tournai	4	49	252	1,019	40	—	247	2	1	1,620	19	10	30	120	68
Gand	12	208	368	1,709	—	4	610	14	—	2,925	89	73	163	243	70
Audenarde	1	40	203	332	10	3	321	—	—	939	12	64	83	122	38
Termonde	7	123	262	254	3	4	270	8	—	942	30	49	101	54	39
Bruges	6	121	361	766	16	7	486	12	—	1,775	5	31	107	168	175
Courtrai	15	40	170	867	2	6	290	—	—	1,366	13	90	75	81	31
Furnes	4	33	128	62	2	—	134	2	—	365	5	6	20	48	55
Ypres	2	50	160	410	—	—	129	—	—	757	23	22	32	30	11
Liége	4	258	931	1,706	40	1	968	4	—	4,002	142	156	282	211	177
Huy	3	13	77	563	34	1	126	—	—	817	27	9	26	20	44
Verviers	—	68	211	533	41	—	307	50	—	1,210	31	9	120	80	88
Tongres	2	13	68	114	—	—	57	2	—	256	7	—	12	18	20
Hasselt	2	28	64	380	3	—	158	5	—	640	—	23	55	83	43
Arlon	1	22	71	608	11	—	62	23	—	798	—	5	14	20	23
Marche	—	14	23	272	2	2	38	—	—	351	7	4	17	8	2
Neufchâteau	4	14	51	417	—	1	60	—	—	547	3	9	31	15	2
Namur	5	50	412	1,490	28	6	337	—	—	2,328	—	120	—	—	211
Dinant	8	23	132	745	4	—	124	1	—	1,035	3	8	28	45	42
TOTAUX	135	2,943	8,263	34,200	409	60	9,304	292	4	55,030	589	1,457	2,564	2,736	1,958

Les trois lignes suivantes, correspondant à l'intitulé du tableau ci-dessus, sont la rectification d'une erreur qui s'est glissée dans la publication de l'année dernière (Statistique 1904) à ce même tableau :

Verviers	1	76	287	511	37	—	307	51	—	1,273	25	12	132	62	76
Tongres	2	11	88	139	—	—	71	1	—	312	3	—	5	27	30
Hasselt	2	29	69	343	0	—	126	4	—	579	—	19	1	38	68

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction.					Récapitulation.	
		Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		Crimes reconnus tels par l'instruction.		TOTAL.	Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2, 3, 5).	Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
		Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Crimes contre les personnes.								
Assassinat (ou tentative)	—	5	5	15		25	18	17
Empoisonnement (ou tentative)	3	5	1	3	1	10	11	2
Infanticide	—	12	8	8	1	29	20	9
Parricide	—	—	1	—	2	3	—	3
Meurtre (ou tentative)	4	30	21	45	20	120	81	41
Coups ayant causé la mort	—	—	5	1	1	7	1	6
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois ayant causé des blessures ou la mort	15	1	—	11	—	12	27	—
Enlèvement d'une fille au-dessous de 16 ans	1	—	—	—	1	1	1	1
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	11	10	103	15	43	180	45	146
Débauche de mineurs de moins de 11 ans	—	—	—	—	1	1	—	1
Avortement	83	20	15	11	14	60	114	29
Ivresse ayant entraîné la mort	—	—	1	—	—	1	—	1
TOTAUX	115	98	180	105	96	459	318	256
Crimes contre les propriétés.								
Incendie (ou tentative)	270	186	20	198	40	456	603	72
Destruction de construction	12	1	3	22	3	29	35	6
Id. de propriétés mobilières qualifiée	—	—	—	—	1	1	—	1
Faux en écritures	44	42	71	40	30	182	126	110
Fausse monnaie	10	2	0	3	—	11	21	0
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	—	1	1	2	—	4	3	1
Banqueroute frauduleuse	—	—	34	—	4	38	—	38
Détournement par fonctionnaire public	—	—	0	—	0	12	—	12
Vol qualifié (ou tentative)	3,700	206	148	727	273	1,354	4,723	421
Extorsion	—	1	4	—	—	5	1	4
TOTAUX	4,141	439	302	992	369	2,102	5,572	671
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	4,256	537	482	1,097	485	2,561	5,890	927
Délits	19,852	920	2,102	1,039	1,483	6,184	22,411	3,593
Nombre total des crimes et délits	24,108	1,457	2,584	2,736	1,958	8,715	28,301	4,525

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES. LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE			DEMANDES REJETÉES. LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE		
		criminelle.	correctionnelle.	de police.	criminelle.	correctionnelle.	de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Vol	1	—	1	—	—	—	—
Incendie	2	—	—	—	2	—	—
Faux en écritures	7	—	6	—	—	1	—
Banqueroute frauduleuse	1	—					—
Vol qualifié	2	—	—	—	—	2	—
Abus de confiance	9	—	8	—	—	1	—
Adultère	5	—	4	—	—	1	—
Armes prohibées (port d')	2	—	1	—	—	1	—
Attentat à la pudeur	10	—	5	—	—	5	—
Excitation de mineurs à la débauche	3	—	2	—	—	1	—
Ecrits et images obscènes (ventes)	2	—	1	—	—	1	—
Outrages aux mœurs	5	—	3	—	—	2	—
Calomnie	1	—	—	1	—	—	—
Atteinte à la liberté du travail	1	—	1	—	—	—	—
Blessures involontaires	1	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures	27	—	17	7	—	3	—
Destruction de monument	1	—	1	—	—	—	—
Détention illégale	1	—	1	—	—	—	—
Escroquerie	4	—	3	—	—	1	—
Homicide involontaire	1	—	1	—	—	—	—
Injures	1	—	1	—	—	—	—
Outrages et rebellion	17	—	10	1	—	—	—
Recel	5	—	4	—	—	1	—
Vol	10	—	17	—	—	2	—
Contraventions de police	5	—	—	4	—	—	1
Chasse	2	—	1	—	—	1	—
Etablissement dangereux	1	—	—	1	—	—	—
Ivresse	2	—	—	2	—	—	—
Organisation militaire	2	—	1	—	—	1	—
Presse	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	141	—	97	16	2	25	1

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	17
6 ans à moins de 10 ans	43
10 ans à moins de 15 ans	35
15 ans et plus	46
TOTAL	141

VI. — Chambres des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :		COURS D'APPEL.			TOTAL.
		BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1		2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés		12	8	—	20
Portant renvoi	aux assises	42	25	22	89
	au tribunal correctionnel	23	15	2	40
	au tribunal de police	—	—	—	—
	devant une autre juridiction	—	—	1	1
	TOTAUX	77	48	25	150
Statuant sur des demandes en réhabilitations.	Octrois	87	9	17	113
	Rejets	18	4	6	28
	TOTAUX	105	13	23	141

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.		Ordonnances confirmées entièrement.	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL.
			pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
1		2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)		391	2	1	—	—	58	452
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires auxquelles il a été formé opposition	par le ministère public	2	2	2	2	—	—	8
	par les parties civiles	1	—	—	—	—	—	1
dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 135 du Code I. C.		81	16	1	16	—	27	141
Cours d'appel	Bruxelles	290	12	4	12	—	37	355
	Gand	111	8	—	1	—	31	151
	Liége	70	—	—	5	—	12	96
	TOTAUX	480	20	4	18	—	80	602
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition		3	—	—	—	—	—	3

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	5	1	3	—	1
Gand	—	—	—	—	—
Liége	2	—	—	2	—
TOTAUX	7	1	3	2	1

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	6	2	1	—	3
Gand	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—
TOTAUX	6	2	1	—	3

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.	Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
			Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	15	15	—	—	—	2	7	1	3	2	—	—
Anvers	19	19	1	—	1	6	2	—	1	8	—	—
Hainaut	25	25	—	—	2	4	7	7	3	—	2	—
Flandre orientale	19	19	—	6	6	1	5	—	1	—	—	—
Flandre occidentale	28	27	3	4	2	4	2	8	4	—	—	—
Liége	5	5	—	—	—	—	4	—	1	—	—	—
Limbourg	3	3	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—
Luxembourg	4	4	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—
Namur	8	8	—	—	1	2	2	1	2	—	—	—
Résultat des arrêts. Condamnés	97	97	—	6	14	16	20	17	13	9	2	—
Acquittés	20	28	4	5	—	4	10	2	2	1	—	—
TOTAUX	126	125	4	11	14	20	30	19	15	10	2	—

XI. — Durée de la détention préventive.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.							PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.							PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés ou condamnés à des peines pécuniaires.						
	Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.					
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.			Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.			Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19				
Bruxelles	26	10	4	2	1	—	610	357	191	42	20	—	11	2	8	1	—	—				
Louvain	2	1	1	—	—	—	44	19	10	1	14	—	—	—	—	—	—	—				
Nivelles	—	—	—	—	—	—	29	20	3	—	—	—	2	1	1	—	—	—				
Anvers	5	3	1	1	—	—	315	250	50	12	5	—	25	19	5	—	1	—				
Malines	3	3	—	—	—	—	33	26	6	1	—	—	1	1	—	—	—	—				
Turnhout	3	2	1	—	—	—	16	7	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Mons	2	1	1	—	—	—	85	20	43	13	9	—	1	1	—	—	—	—				
Charleroi	10	5	4	1	—	—	221	156	51	13	1	—	—	—	—	—	—	—				
Tournai	—	—	—	—	—	—	99	53	25	18	5	—	1	—	—	1	—	—				
Gand	4	4	—	—	—	—	118	37	50	17	4	2	2	1	1	—	—	—				
Audenarde	3	2	—	1	—	—	28	2	18	7	1	—	2	1	—	1	—	—				
Termonde	6	5	1	—	—	—	49	13	27	7	2	—	14	14	—	—	—	—				
Bruges	14	11	—	3	—	—	91	17	62	8	4	—	6	2	3	1	—	—				
Courtrai	—	—	—	—	—	—	129	51	56	19	2	1	3	—	2	1	—	—				
Furnes	1	1	—	—	—	—	26	17	4	2	3	—	—	—	—	—	—	—				
Ypres	—	—	—	—	—	—	42	31	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—				
Liége	7	7	—	—	—	—	357	321	27	8	1	—	9	9	—	—	—	—				
Huy	—	—	—	—	—	—	9	4	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—				
Verviers	—	—	—	—	—	—	64	56	8	—	—	—	4	2	2	—	—	—				
Tongres	—	—	—	—	—	—	10	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—				
Hasselt	2	2	—	—	—	—	28	12	4	9	3	—	1	1	—	—	—	—				
Arlon	1	1	—	—	—	—	35	33	1	1	—	—	2	1	1	—	—	—				
Marche	6	6	—	—	—	—	15	12	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—				
Neufchâteau	2	—	2	—	—	—	11	4	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—				
Namur	5	4	1	—	—	—	76	47	23	3	3	—	2	1	1	—	—	—				
Dinant	9	9	—	—	—	—	56	41	12	3	—	—	2	2	—	—	—	—				
TOTAUX	111	86	16	8	1	—	2,597	1,606	717	190	81	3	88	58	24	5	1	—				
Prévenus laissés en liberté	5,704	—	—	—	—	—	18,983 (1)	—	—	—	—	—	30,406	—	—	—	—	—				

(1) Y compris 315 délinquants de moins de 16 ans, acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, mais à la disposition du gouvernement.

N. B. — Dans les publications des années 1900 à 1903, le chiffre inscrit au bas de la colonne 8 et celui inscrit au bas de la colonne 14 représentaient pour chacune des deux catégories, déterminées par les rubriques de tête, le total des prévenus, y compris les détenus.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende, sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au regime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice. Si l'on veut comparer les chiffres fournis, à partir de l'année 1898 avec ceux qui ont été publiés pour les années antérieures, il importe de remarquer que le chiffre des affaires porté au tableau XII des publications nouvelles *comprend toutes les affaires jugées par le tribunal*, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que depuis 1886 jusqu'en 1897 ces affaires n'ont pas été comptées. Si l'on veut comparer le chiffre des inculpés à partir de l'année 1898 à celui donné pour les années précédentes, il faut ajouter au chiffre des inculpés en matière de police, celui des inculpés en matière électorale.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement, à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles. (3 cantons.)	21,635	20,475	8,097	11,251	1,127	1,160	1,147	13	—	—	—	—	—	1
Anderlecht	1,189	1,176	652	433	91	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Assche	337	320	248	55	17	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Hal.	469	450	352	77	21	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles	2,573	2,491	1,025	741	125	82	82	—	—	—	—	—	—	—
Lacken	1,010	998	667	290	41	12	11	1	—	—	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	280	254	190	28	16	46	46	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean.	3,002	2,980	1,708	1,106	166	22	21	1	—	—	—	—	—	—
St-Gilles.	2,357	2,344	1,208	1,104	32	11	10	1	—	2	2	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	2,257	2,208	1,081	1,069	58	49	49	—	—	—	—	—	—	—
Schaerbeek	1,486	1,451	869	521	41	55	53	2	—	—	—	—	—	—
Uccle.	847	824	571	227	26	23	21	2	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	510	483	375	86	22	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthem	178	160	139	16	5	18	18	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	38,130	36,574	17,782	17,004	1,788	1,554	1,534	20	—	2	2	—	—	1
Louvain (2 cantons.)	632	611	517	82	13	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Aerschot	313	298	225	45	30	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Diest.	459	450	377	55	18	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	200	197	162	31	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	254	227	187	29	11	27	27	—	—	—	—	—	—	1
Léau.	173	170	151	16	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	768	644	459	167	18	121	121	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,799	2,600	2,076	425	99	199	199	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles.	686	641	298	285	60	45	45	—	—	—	—	—	—	—
Genappe.	260	232	139	68	25	28	28	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	369	356	283	53	20	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	277	258	220	25	4	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	529	487	434	40	4	42	42	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,121	1,974	1,383	478	113	147	147	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	JUGÉES contradictoirement.	JUGÉES par défaut.	JUGÉES contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Anvers (3 cantons.)	12,585	12,383	7,604	4,515	264	200	182	17	1	2	2	—	—	1
Boom.	518	509	408	83	18	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout.	1,597	1,547	1,018	461	68	50	50	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	165	115	100	13	2	50	50	—	—	—	—	—	—	—
Contich	487	358	289	65	4	129	129	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	378	345	255	72	20	32	32	—	—	1	1	—	—	—
Santhoven	274	226	160	49	17	48	48	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	16,004	15,483	9,832	5,258	393	518	500	17	1	3	3	—	—	1
Malines (2 cantons.)	821	796	627	158	11	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	287	262	230	30	2	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg.	314	308	285	20	5	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Lierre.	305	295	234	58	3	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Puers	168	149	137	10	2	19	19	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,895	1,810	1,531	256	23	85	85	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	650	637	407	207	23	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck.	183	182	115	53	16	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals.	276	262	192	58	12	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten.	445	99	68	27	4	346	346	—	—	—	—	—	—	—
Moll	437	429	346	70	13	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	272	265	215	37	13	9	9	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,263	1,872	1,339	452	81	391	391	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1,697	1,635	1,109	434	92	62	61	1	—	—	—	—	—	—
Boussu	1,323	1,304	1,066	186	52	19	19	—	—	—	—	—	—	1
Chièvres.	153	147	132	14	1	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Dour	607	601	470	109	22	5	5	—	—	1	—	1	—	—
Enghien.	188	167	162	5	—	21	21	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	918	907	621	238	48	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Lens	294	287	232	46	9	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	518	515	413	66	34	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	402	397	272	85	40	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Soignies.	414	393	325	45	27	21	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	6,514	6,353	4,802	1,226	325	160	159	1	—	1	—	1	—	1

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi. (2 cantons.)	5,983	5,842	2,741	2,893	208	121	117	2	2	—	—	—	—	—
Beaumont	255	243	190	48	5	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Binche	1,268	1,262	945	247	70	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	2,662	2,631	1,834	833	214	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Chimay	302	270	190	72	8	32	32	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque	2,281	2,260	1,457	703	120	21	17	4	—	—	—	—	—	—
Gosselies	1,070	1,055	715	283	59	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	1,223	1,211	844	314	53	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château	490	465	355	98	12	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	711	692	481	175	38	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	393	378	284	93	1	15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	16,618	16,309	9,714	5,777	818	309	301	6	2	—	—	—	—	—
Tournai	735	700	466	185	21	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	459	444	377	56	11	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Ath	382	352	256	77	19	30	30	—	—	—	—	—	—	—
Celles	284	255	230	22	3	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	77	75	70	2	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	85	81	69	11	1	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	149	140	128	13	5	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	240	226	184	29	13	13	13	—	—	1	—	1	—	—
Péruwelz	192	181	150	23	8	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	230	227	161	43	23	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	252	231	107	22	13	18	18	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	3,085	2,921	2,318	481	122	163	163	—	—	1	—	1	—	1

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand (3 cantons)	5,267	5,020	1,077	2,770	201	247	238	9	—	—	—	—	—	—
Assenede	157	147	121	22	4	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Caprycke	119	111	88	21	2	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	221	182	134	41	7	39	39	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	328	205	149	40	14	123	123	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	325	302	197	87	18	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Everghem	285	271	172	83	16	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	403	394	221	161	12	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy	172	160	134	18	8	12	9	2	1	—	—	—	—	—
Nazareth	138	120	81	28	11	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Nevele	723	196	130	54	6	527	526	1	—	—	—	—	—	—
Osterzeele	297	278	180	80	12	19	18	1	—	—	—	—	—	—
Somergem	205	182	123	46	11	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Waerschot	191	60	45	12	3	131	131	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	8,829	7,626	3,766	3,472	388	1,203	1,189	13	1	—	—	—	—	—
Audenarde	358	325	210	64	15	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Grammont	197	188	151	31	3	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Herzele	198	195	160	24	11	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	119	116	100	15	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	93	92	70	18	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	224	210	107	33	10	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	280	259	181	55	23	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	187	179	132	39	8	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,654	1,564	1,210	279	75	90	90	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	210	189	140	34	15	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Alost	323	314	243	55	16	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Beveren	469	461	292	118	51	8	6	2	—	—	—	—	—	—
Hamme	223	223	142	59	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren	192	183	128	45	10	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	318	314	207	83	24	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	599	591	398	166	27	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	240	231	182	39	10	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	201	187	141	38	8	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Zele	212	211	175	26	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,987	2,904	2,048	663	193	83	81	2	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges (3 cantons.)	2,151	2,008	802	1,081	123	143	143	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	76	70	54	9	7	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	247	234	173	38	23	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1,431	1,377	781	520	70	54	54	—	—	—	—	—	—	—
Ruysselede	71	69	38	27	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	138	128	85	27	16	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Thourout	443	422	209	77	40	21	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	4,557	4,308	2,232	1,785	291	249	249	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons.)	1,178	1,100	721	315	64	78	78	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	130	118	91	10	11	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	367	266	175	70	21	101	101	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	255	249	174	62	13	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Menin	847	695	379	284	32	134	134	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	146	146	72	59	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	170	163	121	38	6	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	1,280	733	404	278	51	547	547	—	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	192	167	125	35	11	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	674	657	341	277	20	17	17	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	5,239	4,294	2,611	1,432	251	945	945	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	151	143	107	28	8	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	209	192	115	52	27	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	53	50	39	8	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	155	148	114	30	4	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	562	533	373	118	42	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (4 cantons.)	519	482	338	114	33	37	37	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede	177	176	115	42	19	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Messines	152	135	100	29	6	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	150	148	88	57	23	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	135	121	68	38	15	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	241	238	139	81	18	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,374	1,300	845	341	114	74	74	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liége (2 cantons.)	4,932	4,622	2,537	2,002	83	262	255	7	—	48	48	—	—	2
Dalhem	138	130	105	16	9	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	434	428	285	108	37	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	751	713	574	117	22	38	38	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	587	575	417	140	9	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	531	504	382	76	46	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,213	1,182	868	213	101	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Louveigné	316	308	225	70	13	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	589	563	457	89	17	26	26	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	1,277	1,252	956	247	49	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Waremme	656	605	422	73	10	151	148	3	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	11,424	10,782	7,226	3,160	396	594	584	10	—	48	48	—	—	2
Huy	459	449	336	89	24	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	261	258	252	6	—	3	2	—	—	1	1	—	—	—
Ferrières	37	37	35	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	203	203	171	17	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	280	280	240	23	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Landen	295	289	230	19	11	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	303	300	209	56	35	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,838	1,816	1,502	211	103	21	21	—	—	1	1	—	—	—
Verviers	1,738	1,691	875	759	57	47	46	1	—	—	—	—	—	1
Aubel	102	97	83	10	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Dison	240	236	199	35	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Herve	133	110	99	8	3	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	141	136	103	32	1	5	5	—	—	—	—	—	—	1
Spa	746	710	493	170	45	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	202	192	170	17	5	9	9	—	—	1	1	—	—	—
TOTAUX.	3,302	3,181	2,024	1,040	117	120	119	1	—	1	1	—	—	2

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres.	293	280	204	63	13	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen.	113	108	85	18	5	4	4	—	—	1	1	—	—	—
Brée	91	90	70	19	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Looz	227	193	175	16	2	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	172	169	116	45	7	4	3	1	—	—	—	—	—	—
Mechelen	147	132	71	47	14	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-St-et-Bolré.	79	70	52	23	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,122	1,050	773	231	46	71	70	1	—	1	1	—	—	—
Hasselt	317	309	207	86	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Achel	174	161	104	56	4	8	8	—	—	2	1	1	—	—
Beeringen	287	280	170	91	19	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville.	125	121	100	13	8	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Peer	141	133	77	40	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	555	515	337	105	71	42	42	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,599	1,520	995	391	134	77	77	—	—	2	1	1	—	—
Arlon	604	568	510	21	4	36	36	—	—	—	—	—	—	—
Etalle.	209	198	172	17	9	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	128	128	114	11	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville.	197	180	169	7	4	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	478	457	341	81	15	41	41	—	—	—	—	—	—	—
Virton.	344	338	313	23	2	3	3	—	—	3	3	—	—	—
TOTAUX.	1,860	1,849	1,649	163	37	108	108	—	—	3	3	—	—	—
Marche	283	278	270	7	1	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	143	131	122	8	1	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Erezée.	109	103	101	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	239	211	193	18	1	21	19	2	—	1	1	—	—	1
Laroche	186	178	170	7	1	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	78	77	65	9	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm.	90	73	72	1	—	17	17	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,122	1,053	992	54	7	68	66	2	—	1	1	—	—	1

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	295	282	269	12	1	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Bastogne.	355	340	285	47	8	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Bouillon.	165	152	123	28	1	13	13	—	—	—	—	—	—	1
Paliseul	229	216	200	8	8	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	313	301	263	29	7	11	11	—	—	1	1	—	—	—
Sibret.	84	82	70	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	198	188	170	9	—	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,637	1,561	1,402	134	25	75	75	—	—	1	1	—	—	1
Namur (2 cantons)	2,251	2,152	777	1,273	100	99	99	—	—	—	—	—	—	—
Andenne.	282	273	208	60	5	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	215	210	190	17	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Fosses.	822	790	503	261	33	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	549	515	455	52	8	34	34	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	4,119	3,949	2,135	1,665	149	170	170	—	—	—	—	—	—	—
Dinant.	360	303	271	31	1	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	226	221	195	23	6	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	228	217	201	14	2	9	9	—	—	2	—	—	2	—
Couvin	264	246	184	54	8	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	195	192	141	33	18	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne.	203	194	183	9	2	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	142	118	101	12	5	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	220	211	199	9	3	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	222	220	163	46	11	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,030	1,925	1,638	231	56	103	103	—	—	2	—	—	2	—

RÉCAPITULATION.

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	38,130	36,574	17,782	17,004	1,788	1,534	1,534	20	—	2	2	—	—	1
Louvain	2,799	2,600	2,076	425	99	199	199	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles	2,121	1,971	1,385	478	113	147	147	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	16,004	15,483	9,852	5,258	393	518	500	17	1	3	3	—	—	1
Malines	1,895	1,810	1,531	256	23	85	85	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	2,263	1,872	1,339	452	81	391	391	—	—	—	—	—	—	—
Mons	6,514	6,353	4,802	1,226	325	160	159	1	—	1	—	1	—	1
Charleroi	16,618	16,300	9,714	5,777	818	309	301	6	2	—	—	—	—	—
Tournai	3,085	2,921	2,318	481	122	163	163	—	—	1	—	1	—	1
Gand	8,829	7,626	3,766	3,472	388	1,203	1,189	13	1	—	—	—	—	—
Audenarde	1,654	1,581	1,210	270	75	90	90	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	2,987	2,901	2,018	603	195	83	81	2	—	—	—	—	—	—
Bruges	4,557	4,308	2,252	1,785	201	249	249	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	5,239	4,294	2,611	1,452	231	945	945	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	562	533	373	118	42	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1,374	1,300	845	341	114	74	74	—	—	—	—	—	—	—
Liége	11,424	10,782	7,220	3,160	396	594	584	10	—	48	48	—	—	2
Huy	1,838	1,816	1,502	211	103	21	21	—	—	1	1	—	—	—
Verviers	3,302	3,181	2,024	1,010	147	120	119	1	—	1	1	—	—	2
Tongres	1,122	1,050	775	251	46	71	70	1	—	1	1	—	—	—
Hasselt	1,599	1,520	993	391	134	77	77	—	—	2	1	1	—	—
Arlon	1,960	1,840	1,049	163	37	108	108	—	—	3	3	—	—	—
Marche	1,122	1,053	992	54	7	68	66	2	—	1	1	—	—	1
Neufchâteau	1,637	1,561	1,402	134	25	75	75	—	—	1	1	—	—	1
Namur	4,119	3,949	2,135	1,665	149	170	170	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	2,030	1,925	1,638	251	56	105	105	—	—	2	—	—	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	144,784	137,111	84,198	46,727	6,186	7,608	7,529	73	4	67	62	3	2	11

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles (3 cantons.)	22,935	705	6	2	3	2	—	27	3,003	4,127	13,063	—	—	—	—	68	1,092
Anderlecht	1,546	97	—	—	—	—	—	4	6	497	942	—	—	—	—	—	13
Assche	594	73	5	—	6	4	—	8	11	206	281	—	—	—	—	1	16
Hal	626	60	12	—	—	2	—	—	1	248	303	—	—	—	—	6	13
Ixelles	2,706	201	8	—	—	—	—	—	1	1,227	1,269	—	—	—	—	7	75
Laeken	1,300	131	43	—	—	2	—	—	9	327	788	—	—	—	—	—	12
Lennick-Saint-Quentin	951	107	—	—	6	—	—	—	—	142	96	—	—	—	—	5	41
Molenbeek-St-Jean	3,472	269	62	—	1	—	—	—	3	727	2,380	—	—	—	—	2	20
St-Gilles	2,511	152	7	—	—	—	—	—	87	556	1,749	2	1	1	—	3	8
St-Josse-ten-Noode	2,447	196	10	3	—	2	—	4	62	597	1,573	—	—	—	—	5	46
Schaerbeek	1,664	184	23	—	3	—	1	—	18	525	910	—	—	—	—	2	53
Uccle	997	153	1	—	—	—	—	1	5	271	566	—	—	—	—	8	15
Vilvorde	667	151	—	—	—	—	—	—	—	110	406	—	—	—	—	5	26
Wolverthem	277	73	2	—	—	1	—	5	5	70	112	—	—	—	—	1	10
TOTAUX	42,093	2,590	209	5	19	13	1	49	3,211	9,619	26,377	2	1	1	—	109	1,449
Louvain (2 cantons.)	825	111	13	—	1	2	—	7	8	243	440	—	—	—	—	1	18
Aerschot	496	81	4	—	7	1	—	1	13	102	227	—	—	—	—	3	12
Diest	684	110	9	—	—	—	—	5	—	171	389	—	—	—	—	2	7
Glabbeek	271	56	12	—	1	4	2	7	—	110	90	—	—	—	—	3	—
Haecht	424	93	—	—	—	4	—	18	16	92	199	—	—	—	—	—	27
Léau	240	57	—	—	1	—	—	—	7	103	72	—	—	—	—	—	3
Tirlemont	862	141	22	—	1	1	—	40	15	343	319	—	—	—	—	5	119
TOTAUX	3,822	631	60	—	11	12	2	78	59	1,233	1,736	—	—	—	—	14	186
Nivelles	1,063	72	8	—	—	—	—	—	—	422	561	—	—	—	—	—	45
Genappe	345	63	5	—	—	—	—	—	1	123	153	—	—	—	—	8	20
Jodoigne	528	124	17	—	2	—	—	—	2	47	336	—	—	—	—	—	14
Perwez	345	53	7	1	—	11	—	—	10	78	183	—	—	—	—	2	17
Wavre	642	148	13	—	2	3	—	7	29	109	241	—	—	—	—	4	38
TOTAUX	2,923	460	48	1	4	14	—	7	42	869	1,478	—	—	—	—	14	134

(1) *N. B.* Les chiffres inscrits dans les colonnes 4 et 5 étaient, antérieurement à l'année 1900, confondus avec ceux qui figurent aux colonnes 17 et 18 colonne 18 en 1898 et 1899).

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1877)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Anvers. (3 cantons).	13,685	1,081	316	1	—	1	—	—	2	2,809	9,475	2	1	—	1	61	145
Boom	739	107	3	—	2	—	—	—	—	317	310	—	—	—	—	—	9
Borgerhout	2,039	370	1	—	2	—	—	—	—	372	1,294	—	—	—	—	8	42
Brecht	154	61	1	—	—	—	—	—	—	30	56	—	—	—	—	8	58
Contich	468	70	3	—	1	—	—	—	—	118	276	—	—	—	—	8	140
Eeckeren	534	125	—	—	—	—	—	7	4	133	205	8	—	—	8	—	54
Santhoven	376	75	6	—	—	—	—	—	—	144	151	—	—	—	—	1	60
TOTAUX	17,995	1,889	330	1	5	1	—	7	6	3,929	11,827	10	1	—	9	86	494
Malines (2 cantons.)	999	107	15	—	—	—	—	3	15	208	535	—	—	—	—	3	22
Duffel	343	90	2	—	—	—	—	—	—	147	98	—	—	—	—	—	25
Heyst-op-den-Berg	396	48	4	1	—	6	—	5	14	208	110	—	—	—	—	2	4
Lierre	422	85	8	5	7	—	—	4	—	125	192	—	—	—	—	2	8
Puers	225	72	1	—	—	—	—	—	—	77	75	—	—	—	—	—	22
TOTAUX	2,385	468	30	4	7	6	—	12	27	823	1,008	—	—	—	—	7	81
Turnhout	820	48	2	—	—	—	—	—	—	350	420	—	—	—	—	—	14
Arendonck	249	21	14	—	—	—	—	—	—	93	119	—	—	—	—	—	1
Hérenthals	402	44	7	—	—	—	—	1	12	121	217	—	—	—	—	—	15
Hoogstraeten	149	12	—	—	—	—	—	—	—	37	100	—	—	—	—	10	454
Moll	654	30	18	—	3	—	—	—	2	228	304	—	—	—	—	—	8
Westerloo	365	36	15	—	—	—	—	—	—	113	202	—	—	—	—	—	9
TOTAUX	2,639	200	56	—	3	—	—	1	14	943	1,422	—	—	—	—	10	501
Mons	2,223	337	82	—	2	4	—	1	11	613	1,143	—	—	—	—	3	59
Boussu	1,940	308	8	—	—	—	—	2	15	598	1,009	—	—	—	—	(2) 2	16
Chièvres	197	50	—	—	—	—	—	—	—	91	50	—	—	—	—	—	6
Dour	797	139	10	—	1	—	—	—	2	283	362	1	—	1	—	—	5
Enghien	167	68	—	—	—	1	—	—	1	38	59	—	—	—	—	—	21
La Louvière	1,274	258	10	—	2	—	—	3	1	370	630	—	—	—	—	—	11
Lens	409	115	—	—	2	—	—	3	4	93	192	—	—	—	—	2	5
Pâturages	748	110	8	—	1	—	—	2	1	280	340	—	—	—	—	—	5
Roeulx	636	170	13	—	—	—	—	3	—	3	441	—	—	—	—	1	4
Solgnies	598	110	—	—	—	—	—	—	—	133	327	—	—	—	—	4	21
TOTAUX	8,987	1,689	131	—	8	5	—	14	35	2,552	4,553	1	—	1	—	(2) 12	151

(1) Voir note page 31.
(2) Non compris un inculpé à l'égard duquel le tribunal s'est déclaré incompétent.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1877)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Charleroi. (2 cantons)	7,054	633	60	—	2	1	1	1	6	1,552	4,976	—	—	—	—	20	121
Beaumont	290	41	—	—	—	—	—	—	—	141	108	—	—	—	—	2	10
Binche	2,042	446	14	—	5	—	—	1	3	581	992	—	—	—	—	—	6
Châtelet	3,857	367	71	—	3	2	—	12	1	1,291	2,110	—	—	—	—	3	28
Chimay	331	20	—	—	—	3	—	2	12	140	140	—	—	—	—	—	38
Fontaine-l'Evêque	2,898	310	21	—	1	—	1	7	12	889	1,657	—	—	—	—	5	21
Gosselies	1,506	310	35	—	2	1	32	8	3	481	634	—	—	—	—	4	15
Jumet	1,498	144	—	—	—	—	—	—	—	503	849	—	—	—	—	3	9
Merbes-le-Château	523	72	4	—	—	—	—	—	—	209	238	—	—	—	—	1	27
Seneffe	840	195	10	—	10	40	—	7	17	340	221	—	—	—	—	6	13
Thuin	421	55	2	—	—	1	—	—	1	183	181	—	—	—	—	—	13
TOTAUX	21,260	2,619	217	—	23	50	34	38	55	6,112	12,112	—	—	—	—	44	301
Tournai	868	100	—	—	—	—	—	1	12	214	445	—	—	—	—	1	33
Antoing	623	68	1	—	—	—	—	—	4	224	320	—	—	—	—	—	13
Ath	458	69	24	—	1	3	—	—	17	127	217	—	—	—	—	1	31
Celles	351	81	4	—	—	2	—	—	—	103	101	—	—	—	—	—	33
Flobecq	97	52	—	—	1	—	—	—	—	30	14	—	—	—	—	—	2
Frasnes	105	10	—	—	—	—	—	1	—	46	39	—	—	—	—	—	4
Lessines	231	53	2	—	—	—	—	1	2	108	63	—	—	—	—	—	3
Leuze	279	43	5	—	1	—	—	1	—	88	141	1	—	—	1	—	13
Péruwelz	274	60	5	—	3	—	—	1	3	110	80	—	—	—	—	1	10
Quevaucamps	373	42	12	—	—	—	—	—	2	84	233	—	—	—	—	—	3
Templeuve	405	76	—	1	—	—	—	1	—	101	230	—	—	—	—	1	17
TOTAUX	4,064	755	63	1	6	5	—	6	40	1,301	1,887	1	—	—	1	4	166

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Gand (3 cantons)	5.901	586	10	—	2	1	—	266	102	945	4,191	—	—	—	—	41	206
Assenede	199	42	3	—	—	—	—	1	—	86	67	—	—	—	—	1	9
Caprycke	143	17	—	—	—	—	—	—	—	58	68	—	—	—	—	—	8
Cruyshautem	267	35	5	—	1	—	—	—	—	103	123	—	—	—	—	4	35
Deynze	263	41	4	—	—	—	—	—	—	93	123	—	—	—	—	3	103
Eecloo	428	48	3	—	3	—	—	—	—	167	207	—	—	—	—	—	25
Evergem	357	60	2	—	1	—	—	5	5	127	157	—	—	—	—	2	12
Ledeberg	470	70	—	—	—	—	—	6	12	97	285	—	—	—	—	1	9
Loochristy	222	45	—	—	6	—	—	—	—	84	89	—	—	—	—	3	11
Nazareth	168	11	—	—	—	—	—	—	—	97	60	—	—	—	—	2	15
Nevele	232	40	1	—	—	—	—	1	2	74	114	—	—	—	—	10	57
Oosterzele	348	82	3	—	—	—	—	—	2	109	152	—	—	—	—	2	17
Somergem	264	51	3	—	2	—	—	—	1	70	157	—	—	—	—	4	23
Waerschoot	77	6	—	—	—	—	—	1	1	50	59	—	—	—	—	—	207
TOTAUX	9,339	912	34	—	15	1	—	280	125	2,140	5,832	—	—	—	—	73	799
Audenarde	401	69	—	—	1	—	—	—	—	180	131	—	—	—	—	1	40
Grammont	210	47	—	—	—	—	—	—	1	83	79	—	—	—	—	—	9
Herzele	287	40	1	—	3	—	—	—	1	117	125	—	—	—	—	—	1
Hoorebeke-Sainte-Marie	140	35	—	—	—	—	—	—	—	70	26	—	—	—	—	—	3
Nederbrakel	106	29	—	—	—	—	—	—	—	56	21	—	—	—	—	—	1
Ninove	284	115	—	—	—	1	—	—	2	100	68	—	—	—	—	12	4
Renaix	341	44	—	—	2	—	—	—	—	138	157	—	—	—	—	—	26
Sottegem	219	18	1	—	—	—	—	1	11	85	105	—	—	—	—	—	8
TOTAUX	1,988	395	2	—	8	1	—	1	15	836	730	—	—	—	—	13	92
Termonde	240	41	5	—	1	—	—	—	—	105	90	—	—	—	—	—	21
Alost	451	105	—	—	2	—	—	6	6	170	162	—	—	—	—	3	6
Beveren	665	96	6	—	1	—	—	—	8	236	208	—	—	—	—	1	7
Hamme	337	31	—	—	—	—	—	2	1	124	170	—	—	—	—	—	—
Lokeren	256	10	—	—	3	—	—	—	1	117	125	—	—	—	—	—	10
Saint-Gilles-Waes	395	49	5	—	3	—	—	2	3	102	171	—	—	—	—	2	2
St-Nicolas-Waes	703	48	6	—	3	—	—	—	1	215	435	—	—	—	—	4	5
Tamise	363	27	10	1	1	—	—	—	—	145	173	—	—	—	—	1	8
Wetteren	263	35	2	—	2	—	—	—	—	86	158	—	—	—	—	—	14
Zele	307	44	3	—	—	—	—	—	—	132	128	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	3,980	483	43	1	16	—	—	10	20	1,508	1,899	—	—	—	—	11	74

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruges (3 cantons)	2,607	200	37	—	2	—	—	6	3	869	1,490	—	—	—	—	7	136
Ardoye	108	9	—	—	—	—	—	—	2	37	60	—	—	—	—	—	6
Ghistelles	419	55	1	—	—	—	—	—	—	120	234	—	—	—	—	2	11
Ostende	1,579	234	34	—	—	—	—	—	5	318	968	—	—	—	—	9	45
Ruysselede	83	3	—	—	—	—	—	—	—	17	63	—	—	—	—	—	2
Thielt	230	16	—	—	—	—	—	—	2	103	109	—	—	—	—	1	9
Thourout	732	50	1	—	—	—	—	—	—	332	349	—	—	—	—	—	21
TOTAUX	5,758	567	73	—	2	—	—	6	12	1,835	3,263	—	—	—	—	19	230
Courtrai (2 cantons)	1,385	145	7	—	6	—	—	4	2	366	857	—	—	—	—	9	69
Avelghem	147	11	6	—	—	—	—	—	—	69	61	—	—	—	—	1	11
Harlebeke	345	22	2	1	—	—	—	—	—	142	178	—	—	—	—	7	98
Iseghem	322	35	—	—	—	—	—	—	—	74	213	—	—	—	—	—	6
Menin	890	70	6	—	13	—	—	—	8	209	575	—	—	—	—	6	148
Meulebeke	219	12	2	—	—	—	—	—	—	1	204	—	—	—	—	—	—
Moorseele	232	38	—	—	—	—	—	—	—	26	168	—	—	—	—	2	3
Mouscron	982	103	10	—	2	—	—	1	12	283	571	—	—	—	—	65	482
Oostroosebeke	240	31	8	—	—	—	—	—	—	148	83	—	—	—	—	2	23
Roulers	829	69	15	—	6	2	2	—	6	259	470	—	—	—	—	5	14
TOTAUX	5,591	543	56	1	27	2	2	5	28	1,577	3,350	—	—	—	—	95	854
Furnes	227	31	—	—	2	1	—	2	—	90	98	—	—	—	—	—	8
Dixmude	300	12	8	—	1	—	—	—	1	120	149	—	—	—	—	1	10
Haringhe	63	18	—	—	—	2	—	1	1	17	24	—	—	—	—	3	3
Nieuport	170	20	5	—	—	—	—	—	—	40	90	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	760	84	13	—	3	3	—	3	2	285	367	—	—	—	—	4	28
Ypres (2 cantons)	717	103	3	—	—	—	—	2	3	352	272	—	—	—	—	2	41
Hooglede	310	31	5	—	—	—	—	—	—	135	139	—	—	—	—	—	1
Messines	203	47	3	—	1	—	—	1	1	75	73	—	—	—	—	2	18
Passchendaele	298	63	2	—	1	—	—	—	—	152	80	—	—	—	—	—	2
Poperinghe	203	14	—	—	1	—	—	—	—	102	86	—	—	—	—	1	16
Wervicq	339	33	2	—	4	—	—	—	—	157	101	—	—	—	—	—	3
TOTAUX	2,070	295	17	—	7	—	—	3	4	933	811	—	—	—	—	5	81

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		condition-nel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 3 jours	condition-nelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Liége. (2 cantons)	5,378	314	288	6	15	—	—	39	18	1,423	3,247	48	48	—	—	82	213
Dalhem	175	20	4	—	2	—	—	—	—	90	41	—	—	—	—	1	7
Fexhe-Slins	668	49	11	—	—	—	12	—	—	388	208	—	—	—	—	1	3
Fléron	1,040	98	38	—	1	—	—	22	3	507	371	—	—	—	—	4	54
Grivegnée	704	55	15	—	—	—	—	11	7	283	337	—	—	—	—	7	9
Herstal	780	221	2	1	2	—	—	—	10	353	180	—	—	—	—	2	27
Hollogne-aux-Pierres	1,982	237	94	4	—	—	—	13	9	774	831	—	—	—	—	4	27
Louveigné	392	33	11	—	—	—	—	2	—	193	133	—	—	—	—	2	6
Saint-Nicolas	814	118	15	1	2	—	—	3	3	218	454	—	—	—	—	5	21
Seraing	1,708	82	91	3	2	—	—	3	2	477	1,048	—	—	—	—	—	27
Waremme	806	66	202	—	—	—	—	13	1	254	268	—	—	—	—	9	143
TOTAUX	14,447	1,330	769	15	22	—	12	108	62	4,971	7,158	48	48	—	—	87	519
Huy	615	78	38	—	2	—	—	—	4	318	175	—	—	—	—	—	10
Avennes	403	53	30	—	—	—	—	—	—	127	193	1	1	—	—	—	2
Ferrières	45	6	4	—	—	—	—	—	—	24	11	—	—	—	—	—	—
Héron	305	60	14	—	3	—	—	—	—	89	139	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	454	35	40	—	—	—	—	—	—	155	220	—	—	—	—	—	—
Landen	448	58	50	1	—	—	—	7	1	167	164	—	—	—	—	—	6
Nandrin	416	70	14	—	2	—	—	—	—	200	118	—	—	—	—	—	3
TOTAUX	2,686	366	190	1	7	—	—	7	5	1,084	1,026	1	1	—	—	—	21
Verviers	1,956	151	20	1	1	—	—	30	—	416	1,328	—	—	—	—	—	51
Aubel	150	26	—	—	—	—	—	—	—	48	70	—	—	—	—	—	7
Dison	269	13	5	—	—	—	—	—	—	68	183	—	—	—	—	—	4
Herve	182	33	4	—	—	—	—	—	—	80	51	—	—	—	—	—	28
Limbourg	164	40	8	—	1	—	—	—	1	72	36	—	—	—	—	—	5
Spa	863	131	22	1	—	—	—	—	—	446	263	—	—	—	—	3	24
Stavelot	251	54	3	—	1	—	—	—	—	93	100	1	—	—	1	—	9
TOTAUX	3,835	456	71	2	3	—	—	30	1	1,232	2,040	1	—	—	1	3	128

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		condition-nel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	condition-nelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	332	88	56	—	—	—	—	—	—	103	169	—	—	—	—	—	13
Bilsen	145	26	7	—	—	—	—	—	—	47	65	1	1	—	—	5	3
Brée	110	37	2	—	—	—	—	—	—	36	35	—	—	—	—	—	1
Looz	277	90	27	—	3	—	—	—	—	82	75	—	—	—	—	3	31
Maeseyck	216	52	2	—	—	—	—	—	—	72	90	—	—	—	—	2	3
Mechelen	178	38	1	1	4	—	—	—	1	49	87	—	—	—	—	—	15
Sichen-Sussen-et-Bolré	79	17	3	—	—	—	—	—	—	29	30	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,337	316	80	1	7	—	—	—	1	447	485	1	1	—	—	10	66
Hasselt	439	20	25	—	—	—	—	—	—	190	103	—	—	—	—	1	7
Achel	222	26	12	—	—	1	—	4	10	99	70	6	1	—	5	4	5
Beeringen	416	60	9	1	2	—	—	—	—	67	277	—	—	—	—	—	8
Herck-la-Ville	176	23	11	—	5	—	—	—	—	71	66	—	—	—	—	—	4
Peer	249	39	4	—	—	—	—	—	—	96	110	—	—	—	—	—	9
Saint-Trond	824	121	45	2	—	—	—	—	3	300	344	—	—	—	—	15	36
TOTAUX	2,326	298	106	3	7	1	—	4	13	832	1,062	6	1	—	5	20	69
Arlon	844	167	125	—	—	2	—	2	14	214	322	—	—	—	—	—	36
Etalle	311	77	24	—	1	—	—	—	—	122	87	—	—	—	—	1	11
Fauvillers	181	36	3	—	—	—	—	—	—	82	60	—	—	—	—	—	—
Florenville	206	72	21	—	—	—	—	—	1	68	44	—	—	—	—	—	17
Messancy	776	150	72	—	—	—	—	1	—	110	443	—	—	—	—	14	27
Virton	513	93	78	—	—	—	—	—	1	155	188	5	3	2	—	6	24
TOTAUX	2,831	595	321	—	1	2	—	3	16	749	1,144	5	3	2	—	21	115
Marche	349	57	15	—	—	—	—	2	—	161	114	—	—	—	—	4	2
Durbuy	131	31	4	—	1	—	—	—	—	64	31	—	—	—	—	3	7
Erezée	127	33	3	—	—	—	—	—	—	51	38	—	—	—	—	1	3
Houffalize	255	45	6	2	3	—	—	—	2	19	178	1	—	—	1	3	10
Laroche	221	24	26	—	—	1	—	—	—	107	63	—	—	—	—	2	7
Nassogne	134	26	1	1	—	—	—	—	—	80	26	—	—	—	—	—	1
Vielsalm	98	45	—	—	—	—	—	—	—	17	36	—	—	—	—	—	18
TOTAUX	1,315	261	57	3	4	1	—	2	2	499	486	1	—	—	1	15	57

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police — Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897) — réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement. — sans condition — condition.	de 8 jours et plus	de 5 à 7 jours	de 1 à 4 jours	Condamnés à l'amende — condition.	simple.	LOIS ÉLECTORALES absence au vote — Total.	Acquittés.	Condamnés à la réprimande.	Condamnés à l'amende.	Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage — Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Neufchâteau	356	59	7	—	—	1	—	—	—	96	253	—	—	—	—	—	15
Bastogne	424	40	22	—	1	1	—	—	—	184	176	—	—	—	—	—	15
Bouillon	191	40	4	—	—	—	—	—	—	70	77	—	—	—	—	2	11
Paliseul	384	35	4	—	—	2	—	5	6	211	121	—	—	—	—	—	17
Saint-Hubert	458	37	11	—	—	—	—	—	—	136	274	1	1	—	—	1	10
Sibret	101	20	—	—	—	—	—	—	1	12	59	—	—	—	—	2	2
Wellin	201	28	8	—	—	—	—	-	—	24	141	—	—	—	—	1	7
TOTAUX	2,115	268	56	—	1	4	—	5	7	693	1,081	1	1	—	—	6	77
Namur (2 cantons)	2,667	235	124	—	—	2	1	5	10	695	1,588	—	—	—	—	20	85
Andenne	369	71	1	—	—	—	—	—	—	118	170	—	—	—	—	—	9
Eghezée	286	47	15	—	—	—	—	—	—	120	104	—	—	—	—	1	4
Fosses	1,112	112	25	—	—	—	—	—	8	248	710	—	—	—	—	—	26
Gembloux	632	104	31	—	4	4	—	8	8	102	281	—	—	—	—	6	28
TOTAUX	5,066	569	196	—	4	6	1	13	35	1,371	2,871	—	—	—	—	36	152
Dinant	442	90	8	—	—	—	—	—	—	200	144	—	—	—	—	3	24
Beauraing	319	74	—	—	1	—	—	—	1	76	167	—	—	—	—	—	2
Ciney	323	58	13	—	—	—	—	1	—	152	119	5	4	1	—	1	8
Couvin	305	56	14	—	1	—	—	—	—	130	122	—	—	—	—	1	10
Florennes	316	34	3	—	1	—	—	—	1	69	208	—	—	—	—	—	3
Gedinne	250	31	18	—	—	—	—	—	2	102	97	—	—	—	—	—	12
Philippeville	164	20	3	—	—	—	—	—	—	51	81	—	—	—	—	1	25
Rochefort	290	21	17	—	—	—	—	—	—	105	147	—	—	—	—	1	0
Walcourt	321	27	4	—	1	—	—	—	3	177	109	—	—	—	—	1	1
TOTAUX	2,731	374	80	—	4	—	—	1	7	1,071	1,194	5	4	1	—	8	101

(1) Voir note page 31.

RÉCAPITULATION.

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement (1).

Arrondissements.	Affaires de police — Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897) — réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement. — sans condition — condition.	de 8 jours et plus	de 5 à 7 jours	de 1 à 4 jours	Condamnés à l'amende — condition.	simple.	LOIS ÉLECTORALES absence au vote — Total.	Acquittés.	Condamnés à la réprimande.	Condamnés à l'amende.	Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage — acquittés.	mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	42,093	2,590	209	5	19	15	1	49	3,211	9,610	26,377	2	1	1	—	109	1,449
Louvain	3,822	631	60	—	11	12	2	78	59	1,253	1,730	—	—	—	—	14	186
Nivelles	2,923	460	48	1	4	14	—	7	42	869	1,478	—	—	—	—	14	131
Anvers	17,995	1,889	350	1	5	1	—	7	6	3,929	11,827	10	1	—	9	86	494
Malines	2,385	468	30	4	7	6	—	12	27	825	1,008	—	—	—	—	7	81
Turnhout	2,639	200	56	—	3	—	—	1	14	945	1,422	—	—	—	—	10	501
Mons	8,987	1,089	151	—	8	5	—	14	55	2,552	4,555	1	—	1	—	(2) 12	151
Charleroi	21,260	2,610	217	—	25	50	34	58	55	6,112	12,112	—	—	—	—	44	301
Tournai	4,064	755	63	1	6	5	—	6	40	1,501	1,887	1	—	—	1	4	166
Gand	9,339	912	54	—	15	1	—	280	125	2,140	5,852	—	—	—	—	73	709
Audenarde	1,988	595	2	—	8	1	—	1	15	836	730	—	—	—	—	15	92
Termonde	3,980	485	45	1	10	—	—	10	20	1,508	1,899	—	—	—	—	11	74
Bruges	5,758	567	75	—	2	—	—	6	12	1,835	3,203	—	—	—	—	19	230
Courtrai	5,591	543	56	1	27	2	2	5	28	1,577	3,350	—	—	—	—	95	854
Furnes	760	84	15	—	5	5	—	3	2	285	567	—	—	—	—	4	28
Ypres	2,070	295	17	—	7	—	—	5	4	935	811	—	—	—	—	5	81
Liége	14,447	1,330	709	15	22	—	12	108	62	4,971	7,158	48	48	—	—	87	519
Huy	2,686	300	190	1	7	—	—	7	5	1,084	1,020	1	1	—	—	—	21
Verviers	3,835	430	71	2	5	—	—	30	1	1,252	2,040	1	—	—	1	3	128
Tongres	1,337	310	80	1	7	—	—	—	1	447	485	1	1	—	—	10	66
Hasselt	2,326	208	106	3	7	1	—	4	13	852	1,062	6	1	—	5	20	69
Arlon	2,831	595	321	—	1	2	—	3	16	749	1,144	5	3	2	—	21	115
Marche	1,315	201	57	5	4	1	—	2	2	499	480	1	—	—	1	15	57
Neufchâteau	2,115	268	56	—	1	4	—	5	7	693	1,081	1	1	—	—	6	77
Namur	5,066	569	196	—	4	6	1	13	35	1,371	2,871	—	—	—	—	36	152
Dinant	2,731	374	80	—	4	—	—	1	7	1,071	1,194	5	4	1	—	8	101
TOTAUX GÉNÉRAUX	174,343	19,413	3,308	39	224	127	52	693	3,844	49,444	97,199	83	61	5	17	726 (2)	6,926

(1) Voir note page 31.
(2) Non compris 1 individu à l'égard duquel le tribunal s'est déclaré incompétent.

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

	NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL comparable à celui de l'année 1899. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende condamnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)												
Code pénal.	Bris de clôture. Art. 545	1,358	1,378	516	20	—	8	6	—	25	381	022	—
	Coups et blessures. Art. 398	18,022	18,122	4,508	95	5	26	42	—	194	5,015	7,057	—
	Idem. à la police. Art. 280	76	76	12	—	—	1	—	—	7	20	27	—
	Calomnie et diffamation. Art. 444	3,252	3,258	817	6	—	2	14	—	20	1,085	1,507	—
	Injures graves. Art. 448	565	575	185	10	—	8	1	—	5	188	180	—
	Incendie. Art. 519	4	5	—	—	1	—	—	—	—	2	2	—
	Maraudage. Art. 557, 6°, 2e alinéa	737	825	86	87	1	7	—	—	8	288	348	—
	Menaces. Art. 320	575	579	105	4	—	—	—	—	10	140	235	—
	Outrages à la police. Art. 276	,687	1,693	192	6	—	1	4	—	52	497	961	—
	Paroles obscènes (L. sur les), 20 janv. 1903.	10	10	—	—	—	—	—	—	1	8	1	—
	Outrage aux mœurs. Art. 385	130	133	18	3	—	—	1	—	3	51	57	—
	Port d'armes prohibée. Art. 317 et L. du 15 juin 1894	132	133	7	1	—	—	—	—	3	48	74	—
	Rébellion. Art. 271.	52	52	6	—	—	—	1	—	6	15	20	—
	Vol. Art. 463	3,678	3,858	505	165	15	2	17	—	44	1,124	1,088	—
	Autres délits	1,132	1,157	183	24	1	3	3	—	20	418	505	—
Lois spéciales.	Chasse L. 4 avril 1900	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Chemins de fer de l'Etat, vicinaux ou concédés. Art. 3 A. R. 16 mars 1900	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Collectes non autorisées. A. R. 22 sept. 1825.	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	Jeux (loi sur les) 24 octobre 1902.	44	45	2	1	—	—	1	—	2	15	24	—
	Etablissements dangereux et insalubres (Loi relative aux), 5 mai 1888	118	118	18	—	—	1	—	—	1	41	57	—
	Falsification de denrées alimentaires. L. du 4 août 1890, art. 7. A. R. 28 février 1891.	4	4	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—
	Ivresse publique (Loi sur l'), 16 août 1887	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Mendicité et le vagabondage. Art. 39. L. du 27 novembre 1891	2	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
	Mines et extractions de toute nature.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Organisation militaire. L. 24 mars 1848	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Payement des salaires aux ouvriers. L. du 17 juin 1896	14	14	4	—	—	—	—	—	—	5	5	—
	Police sanitaire des animaux domestiques. L. du 30 décembre 1882.	184	185	12	1	—	—	—	—	—	109	63	—
	Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. du 16 juin 1891	7,657	7,668	220	11	—	4	—	—	—	3,300	3,933	—
	Prestations militaires. L. du 14 août 1887.	33	33	5	—	—	3	—	—	—	16	9	—
	Protection de l'enfance. Art. 5, L. 28 mai 1888.	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—
	Règlements d'atelier (loi sur les) 15 juin 1896.	12	12	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—
	Travail des femmes et des enfants L. du 13 décembre 1889.	23	23	—	—	—	—	—	—	—	16	7	—

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900. Ils n'ont, par conséquent, pas été compris dans le total des inculpé de 1899 et des années antérieures.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

	NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL comparable à celui de l'année 1899. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende condamnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.												
Code pénal.	Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 3°	794	824	117	30	—	28	2	—	40	183	424	—
	Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4°	376	455	107	77	2	—	1	—	2	124	142	—
	Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5°	134	136	52	2	—	1	—	—	1	30	44	—
	Maraudage. Art. 557, 6°, 1er alinéa	908	1,041	158	131	2	7	1	—	11	337	414	—
	Dommages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1°	805	840	261	35	—	3	—	—	1	200	331	—
	Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	5,939	5,951	363	12	—	—	—	—	139	1,012	3,303	—
	Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2° et 3°	294	297	30	2	1	10	—	—	1	126	121	—
	Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	118	118	4	—	—	—	—	—	1	39	74	—
	Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	1,905	1,960	261	55	—	2	3	—	47	418	1,174	—
	Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Art. 561, 6°	536	537	63	1	—	—	10	47	204	50	160	—
	Injures verbales. Art. 561, 7°	18,744	18,849	4,445	105	—	27	3	—	135	3,800	8,528	—
	Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	26	26	5	—	—	—	—	—	1	11	9	—
	Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	286	309	85	25	—	1	—	—	1	90	109	—
	Voies de fait. Art. 563, 3°	1,667	1,693	372	26	—	9	1	—	9	491	785	—
	Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2°, 3° et 4°, 563, 4° et 5°.	6,169	6,528	770	350	—	3	—	—	5	2,050	3,332	—
Règlements communaux sur	La police des cabarets et autres lieux publics.	7,071	7,079	428	8	—	8	—	—	12	2,490	4,133	—
	Les filles publiques	4,070	4,070	10	—	—	—	—	—	1,060	22	2,069	—
	D'autres objets	31,397	32,065	1,343	604	4	10	—	—	2,535	6,053	20,756	—
	Règlements provinciaux	3,948	4,035	343	87	—	7	1	—	4	1,190	2,397	—
	Lois spéciales et règlements généraux.												
	Grande voirie et roulage	14,957	15,103	814	140	—	1	5	3	10	3,701	8,414	—
	Police de l'audience. Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505.	16	16	—	—	—	—	1	2	4	1	8	—
	Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157.	436	436	106	—	—	—	—	—	—	2	328	—
	Poids et mesures. L. du 1er octobre 1855	560	561	20	1	—	—	—	—	—	171	369	—
	Registres de population. L. du 2 juin 1856	3,807	3,812	204	5	—	—	—	—	—	1,021	2,582	—
	Rappel des permissionnaires et des réservistes. A. R. 1er avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Cours d'eau. L. du 7 mai 1877, art. 27 et 28	24	25	8	1	—	—	—	—	—	7	9	—

(1) Voir note page 40.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL comparable à celui de l'année 1899 (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Âgés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Âgés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Navigation intérieure. A. R. des 1er mai 1889 et 22 décembre 1897.	229	229	39	1	—	—	—	—	—	93	107	—
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. L. des 12 avril 1835 et 25 juillet 1892, etc.	1,143	1,178	159	35	—	3	—	—	2	488	491	—
Postes. L. du 30 mai 1879	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—
Télégraphes et téléphones. L. des 1er mars 1851 et 11 juin 1885.	21	21	2	—	—	—	—	—	—	15	4	—
Code rural. L. du 7 octobre 1886	5,016	5,837	712	816	5	4	5	—	8	1,980	2,309	—
Conservation des grenouilles. A. R. du 3 janvier 1895	227	236	14	9	—	—	—	—	—	74	139	—
Chasse (divagation de chiens). L. du 28 février 1882. Art. 3.	238	238	62	—	—	1	—	—	—	81	94	—
Oiseaux insectivores. A. R. des 14 août 1889, 5 septembre 1889 et 16 septembre 1896	489	558	75	69	—	1	—	—	11	204	211	—
Ivresse publique. Loi du 16 août 1887	16,395	16,408	445	12	1	19	—	—	11	2,477	13,443	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1889. Art. 17	72	72	6	—	—	—	—	—	—	37	29	—
Denrées alimentaires. L. du 4 août 1890. Art. 5, et règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de cette loi.	809	811	80	2	—	—	—	—	2	353	372	—
Participation à une infraction commise par un enfant de moins de 16 ans. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25*bis* et 25*ter*.	57	98	57	41	—	—	—	—	—	5	15	—
Non-comparution d'un enfant. Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25 *quater*	46	50	3	4	—	—	—	—	—	8	35	—
Code forestier. L. du 19 décembre 1854.	1,557	1,672	130	114	1	12	4	—	43	528	840	—
Autres contraventions	184	185	27	1	—	—	—	—	—	69	88	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. du 4 octobre 1867	Code pénal	31,410	31,854	6,894	421	25	58	89	—	590	9,885	13,988	—
	Lois spéciales	8,103	8,116	265	15	—	9	1	—	5	5,712	4,113	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	38,701	39,564	7,081	858	5	91	25	47	618	11,888	18,933	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux.	46,486	47,249	2,135	750	4	25	1	—	5,420	10,041	30,253	—
	Lois spéciales et règlements généraux	46,296	47,560	2,040	1,257	7	41	13	5	89	13,318	29,890	—
	TOTAUX.	170,996	174,343	19,413	3,308	39	224	127	52	4,537	49,444	97,199	—
					3,347			4,716			146,643		
Lois électorales. Absence au vote.	Acquittés	61	83	83									
	Réprimandés	5											
	Condamnés à l'amende	17											
	TOTAUX.	171,079	174,426										

(1) Voir note p. 40.

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	JUGEMENTS INFIRMÉS par acquittement.	JUGEMENTS INFIRMÉS par diminution de peine.	JUGEMENTS INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	155	92	31	21	307
Louvain	32	8	6	8	54
Nivelles	9	—	2	8	19
Anvers	40	33	7	10	90
Malines	32	17	7	3	59
Turnhout	5	1	1	2	9
Mons	30	17	3	12	62
Charleroy	62	25	7	22	114
Tournai	18	6	1	8	30
Gand	47	21	8	9	85
Audenarde	18	7	—	8	33
Termonde	28	6	6	7	44
Bruges	31	26	7	9	73
TOTAUX.	499	257	96	127	979

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	JUGEMENTS INFIRMÉS par acquittement.	JUGEMENTS INFIRMÉS par diminution de peine.	JUGEMENTS INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Report.	499	257	96	127	979
Courtrai	28	12	11	18	109
Furnes	10	4	3	3	20
Ypres	16	14	4	3	37
Liége	125	26	36	73	260
Huy	6	10	4	8	28
Verviers	39	15	1	3	58
Tongres	6	1	—	6	13
Hasselt	12	4	4	7	27
Arlon	11	8	4	4	27
Marche	5	3	1	2	11
Neufchâteau	9	8	10	4	31
Namur	30	17	13	11	73
Dinant	12	7	2	6	27
TOTAUX.	806	386	194	307	1,693

XVI. — Lois électorales, absence au vote, résultat des poursuites.

OBJET DES ÉLECTIONS.	NOMBRE DES INCULPÉS ACQUITTÉS.	NOMBRE DES INCULPÉS RÉPRIMANDÉS.	NOMBRE DES INCULPÉS CONDAMNÉS à l'amende.	Nombre total des inculpés.
1	2	3	4	5
Élections législatives	20	—	—	20
Élections provinciales	32	1	6	39
Élections communales	9	4	11	24
TOTAUX.	61	5	17	83

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849) ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer les articles 72, 73 et 76 du Code pénal, concernant les délinquants âgés de moins de 16 ans et les sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, art. 2, 3 et 6) ;

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou de peine de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois de prison et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	Affaires pendantes au commencement de l'année.	Renvoyées devant le tribunal par : la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	Portées devant le tribunal par : citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	Terminées par jugement : au fond.	d'incompétence.	par radiation du rôle.	Affaires restant à juger à la fin de l'année.	Nombre des affaires jugées : contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles . .	3,151	1,602	19	—	3,841	45	226	5,863	—	—	3,109	4,116	1,550	210	5,865
Louvain . . .	935	250	—	2	677	7	20	1,061	—	—	517	921	112	15	1,081
Nivelles . . .	108	185	—	—	557	—	10	683	1	1	175	580	71	25	683
Anvers . . .	2,580	1,144	3	—	2,804	7	40	2,628	3	20	3,021	2,015	525	88	2,628
Malines . . .	207	185	2	2	445	—	4	540	2	5	206	452	62	26	540
Turnhout . .	96	91	—	—	929	—	61	1,021	—	4	153	748	204	69	1,021
Mons	1,155	608	—	2	704	1	6	1,802	—	—	760	1,457	285	82	1,802
Charleroi . .	591	1,247	—	—	2,057	3	51	2,900	—	—	1,029	2,201	538	158	2,900
Tournai . . .	174	301	2	3	448	3	10	881	2	—	58	716	138	27	881
Gand	905	576	4	—	2,016	1	54	3,004	—	—	582	2,748	887	269	3,904
Audenarde. .	501	252	1	1	690	1	5	924	—	—	527	752	105	67	924
Termonde . .	480	421	2	—	2,078	3	17	2,311	—	—	690	1,815	352	144	2,311
Bruges . . .	585	561	1	—	1,745	—	6	2,117	4	4	775	1,471	426	220	2,117
Courtrai. . .	512	559	3	—	1,751	1	10	2,255	3	—	378	1,652	446	157	2,255
Furnes . . .	140	161	2	—	458	—	6	533	2	—	250	422	87	26	535
Ypres	155	282	—	—	621	—	5	868	—	—	195	657	139	72	868
Liége	900	1,189	1	—	1,357	10	152	2,739	—	—	870	2,171	460	108	2,739
Huy.	71	90	1	3	171	4	88	372	—	—	56	306	47	19	372
Verviers. . .	187	258	—	—	528	—	52	785	—	—	42	558	185	40	783
Tongres . . .	100	81	—	—	370	—	55	497	—	—	89	352	109	56	497
Hasselt . . .	201	92	1	—	619	1	47	842	—	—	110	551	210	51	842
Arlon	52	95	1	—	170	—	125	407	—	6	17	275	104	28	407
Marche . . .	20	37	—	—	186	—	51	255	—	1	18	196	55	4	255
Neufchâteau .	31	36	—	—	205	1	56	281	—	1	45	217	61	3	281
Namur . . .	340	462	—	4	661	—	97	1,285	3	—	308	894	280	70	1,253
Diuant . . .	134	155	—	—	574	1	118	825	1	—	178	540	266	17	823
Totaux.	13,647	10,797	43	15	27,667	89	1,315	38,567	21	48	14,937	28,778	7,712	2,077	38,567

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu					TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				des art. 72 et 76 du Code pénal.		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 févr. 1897.				EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A					EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A		
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
											sans condition									sans condition							
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Crimes correctionnalisés.																										
Infanticide, 396	8	1	1	—	—	—	—	7	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 295	7	2	2	—	—	—	—	5	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	4	1	1	—	—	—	—	3	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	32	5	4	—	1	—	—	27	17	—	15	4	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. Obstacle à la circulation des convois, 400	4	2	—	2	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	153	30	20	6	4	—	—	123	71	15	36	22	—	—	—	58	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—
Id. id. 373, § 2	89	32	20	9	3	—	—	57	31	8	8	15	—	—	—	20	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol, 375	96	26	25	—	1	—	—	70	(1) 33	2	20	11	—	—	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition d'enfant dans un lieu solitaire, 360	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression d'enfant, 365	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 352	3	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins-chirurgiens, etc., 348, 353	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	3	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	5	—	—	—	—	—	—	5	5	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512, 513	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	9	—	—	—	—	—	—	9	6	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	379	68	66	1	1	—	—	311	185	86	40	58	—	—	—	5	2	5	1	—	4	—	—	—	—	—
Id. et usage de faux par un fonctionnaire, 195	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	6	—	—	—	—	—	—	6	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de poinçons, timbres, marques nationaux, 180, 181	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	63	10	10	—	—	—	—	53	31	9	6	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1,673	474	261	127	83	2	1	1,199	515	234	76	200	5	—	7	3	20	22	3	6	13	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	13	1	1	—	—	—	—	12	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																										
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 257	2	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	1,017	229	213	1	15	—	—	788	416	124	52	178	62	20	—	—	3	18	4	2	6	2	4	—	—	—
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	3	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1,026	180	180	—	—	—	—	846	521	245	1	235	21	19	—	—	—	32	10	—	20	1	1	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. L. du 15 juin 1894	845	66	66	6	—	—	—	779	486	84	—	76	249	77	—	—	—	13	2	—	5	2	4	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	106	31	24	3	4	—	—	75	48	14	15	18	1	—	—	30	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. avec violence sur un enfant de plus de 14 ans, 373 §, 1er	208	48	40	2	—	—	—	160	102	52	18	32	—	—	—	44	—	5	1	2	2	—	—	1	4	—

(1) Dont un condamné en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6 Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A		
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Crimes correctionnalisés.																												
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	6	6	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer (obstacle à la circulation des convois), 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	14	8	6	—	—	12	—	10	9	7	—	—	16	—	13	13	—	—	3	10	—	8	8	—	—	1	8	—
Id. id. 373, § 2	7	5	2	—	—	7	—	8	7	1	—	—	8	—	9	8	1	—	1	8	—	2	2	—	—	1	2	—
Viol, 375	15	14	1	—	—	14	—	12	9	3	—	—	11	—	6	5	1	—	—	4	—	4	4	—	—	—	4	—
Exposition d'enfant dans un lieu solitaire, 360	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression d'enfant, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 348, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, la nuit, 512, 513	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces en réunion ou en bande, 529	—	—	—	—	—	—	—	35	13	22	—	—	—	—	30	14	10	—	—	1	—	24	18	0	—	2	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 104 à 107	32	8	23	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. et usage de faux par un fonctionnaire, 105	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de poinçons, timbres, marques nationaux, 180, 181	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—	—	—	6	3	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	10	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	184	62	122	—	13	2	—	207	118	89	—	20	7	—	127	96	31	—	32	4	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	144	42	102	—	8	1	—	4	4	—	—	1	1	—	3	3	—	—	1	1	—	2	2	—	—	1	1	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																												
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	112	—	89	23	—	—	—	109	8	98	3	—	—	1	100	13	82	5	—	—	—	33	11	20	2	1	—	—
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	134	—	114	20	—	—	—	116	1	104	11	—	—	—	38	—	33	3	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—
Armes prohibées. (Port d'), 317 (L. du 15 juin 1894)	120	—	61	59	—	—	—	81	—	49	32	—	—	—	64	1	54	9	—	—	—	15	1	11	3	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	7	3	4	—	—	4	—	5	2	8	—	—	5	1	12	10	2	—	1	11	—	3	2	1	—	—	3	—
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1er	21	6	15	—	—	11	—	18	7	11	—	—	10	—	11	6	5	—	—	0	—	3	1	2	—	—	3	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu					TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				des art. 72 et 73 du Code pénal.		de l'article 23 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.				EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A					EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A		
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	sans condition plus de 6 mois	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379.	58	15	15	—	—	—	—	43	27	6	12	8	1	—	2	22	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	7	—	—	—	—	—	—	7	4	—	3	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	68	5	5	—	—	—	—	63	22	1	—	10	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loi du 20 janvier 1905. Art. 1.	51	1	1	—	—	—	—	50	50	3	—	1	35	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 385.	768	138	127	4	7	—	—	630	361	92	12	141	67	40	1	8	3	11	4	1	4	1	1	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2.	7	—	—	—	—	—	—	7	6	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351.	55	9	8	—	1	—	—	46	38	7	20	11	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	35	9	9	—	—	—	—	26	22	13	1	3	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 285, 286, 287.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 443, 444.	492	148	146	2	—	—	—	344	163	28	—	13	90	32	—	—	—	14	1	—	—	3	10	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422.	24	9	9	—	—	—	—	15	14	1	—	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	413	105	104	1	—	—	—	308	213	36	—	38	97	42	—	—	—	14	1	—	1	2	10	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4.	322	57	56	1	—	—	—	265	203	—	—	—	110	84	—	—	—	5	—	—	—	1	4	—	—	—
Concussion. Intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245.	17	14	14	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	38	1	1	—	—	—	—	37	22	—	—	1	10	11	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184.	7	2	2	—	—	—	—	5	5	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, coupons de transport. Enlèvement de marque indiquant qu'ils ont servi, 190.	3	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410.	15,277	2,849	2,707	47	5	—	—	12,428	6,207	1,591	151	659	3,063	743	1	—	—	310	30	6	90	51	127	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279.	10	—	—	—	—	—	—	10	4	1	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	1,005	30	30	—	—	—	—	975	361	124	1	74	133	27	—	—	—	43	10	—	17	8	8	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282.	32	4	4	—	—	—	—	28	10	3	—	3	4	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 320.	494	157	153	4	—	—	—	337	240	10	—	6	193	29	—	—	—	10	—	—	—	5	5	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143.	4	—	—	—	—	—	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 144.	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445.	59	13	13	—	—	—	—	46	24	6	—	4	12	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 323, 324.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 320.	55	10	10	—	—	—	—	45	20	8	—	5	3	4	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 327.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces. 328.	18	4	4	—	—	—	—	14	7	4	—	3	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de : plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de : plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de : plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de : plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	20	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	4	2	2	—	1	3	—	6	3	3	—	—	6	—	2	2	—	—	1	2	—	2	2	—	—	1	1	—
id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	2	1	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 385, 384.	24	—	5	19	—	—	—	10	—	4	6	—	—	—	6	—	3	3	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Loi du 20 janvier 1903, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 385	100	—	70	30	—	—	—	86	1	68	17	—	3	1	61	12	44	5	—	7	—	11	4	7	—	—	2	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351.	1	1	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	3	—	1	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 443, 444.	76	—	25	51	—	—	—	54	—	27	27	—	—	—	30	1	15	14	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	43	—	22	21	—	—	—	27	—	17	10	—	—	—	10	1	5	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	53	—	5	48	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption. Menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	6	—	3	3	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 100.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	239	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410	2,764	62	1,154	1,548	—	—	—	1,897	58	1,110	720	—	—	—	1,037	46	728	263	3	—	—	213	14	152	47	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 270.	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	186	6	132	48	—	—	—	209	4	196	9	—	—	—	140	4	132	4	—	—	—	36	4	32	—	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	5	1	3	1	—	—	—	9	5	4	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	52	—	15	39	—	—	—	24	—	3	21	—	—	—	7	—	1	6	—	—	—	4	—	1	3	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 145	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	10	—	8	2	—	—	—	8	—	6	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	12	—	8	4	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905,

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal.		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.		
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533.	3	—	—	—	—	—	—	3
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	77	29	24	3	2	—	—	48
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	22	6	6	—	—	—	—	16
Id. de clôtures, 545, 546	1,123	210	208	1	1	—	—	913
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	9	1	1	—	—	—	—	8
Divulgation méchante, 449	2	—	—	—	—	—	—	2
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	152	31	31	—	—	—	—	121
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	4	—	—	—	—	—	—	4
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	48	7	7	—	—	—	—	41
Duel. Provocation, 423.	1	—	—	—	—	—	—	1
Effets de commerce fictifs, 599	7	2	2	—	—	—	—	5
Enlèvement de mineurs, 368, 370.	11	—	—	—	—	—	—	11
Epizootie, 319 à 321	3	—	—	—	—	—	—	3
Escroquerie, 496	517	104	98	3	3	—	—	413
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367	14	1	1	—	—	—	—	13
Evasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens, 333, 334, 336, 337	1	1	1	—	—	—	—	—
Id. id par coopération d'autres personnes, 335 à 337.	1	1	1	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350 à 358	26	4	4	—	—	—	—	22
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 355 à 359	8	1	1	—	—	—	—	7
Faillites (fraudes dans les), 490	9	—	—	—	—	—	—	9
Fausses clefs (fabrication de), 488	1	—	—	—	—	—	—	1
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169.	24	8	8	—	—	—	—	16
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	16	2	2	—	—	—	—	14
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	30	1	1	—	—	—	—	29
Faux témoignage en justice, 218 à 220	75	24	24	—	—	—	—	51
Faux serment en matière civile, 226.	16	7	7	—	—	—	—	9
Homicide provoqué, 411 à 414.	10	—	—	—	—	—	—	10
Id. involontaire, 419.	117	56	53	3	—	—	—	61
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 209	25	2	2	—	—	—	—	23
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514.	4	2	2	—	—	—	—	2

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.								2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
	TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS							TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
		EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A			
		L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE					L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
		conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	12	—	3	7	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
7	2	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
372	60	—	61	184	67	—	—	1	22	5	—	2	4	13	—	—	—
7	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
55	18	—	13	19	5	—	—	1	2	—	—	1	—	1	—	—	—
3	—	—	1	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
23	4	—	3	16	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	1	1	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
190	57	16	90	17	10	—	1	—	7	—	—	7	—	—	—	—	—
9	—	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	3	—	11	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	1	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
8	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	3	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	—	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	3	—	8	5	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
37	15	9	11	—	2	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—
8	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
54	11	3	1	38	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	—	—	—	17	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	13	—	9	4	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	3	—	3	—	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	208	1	94	113	—	—	—	179	2	115	61	—	—	—	112	1	74	37	—	—	—	20	1	15	4	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	30	1	18	11	—	—	—	15	—	10	5	—	—	—	13	2	10	1	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442.	5	—	—	5	—	—	—	9	—	6	3	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel. Provocation, 423.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 500	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370.	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Epizootie, 310 à 321.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 406	44	1	38	5	—	—	—	68	7	50	2	—	1	—	76	14	61	1	—	1	—	28	6	22	—	1	2	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 301, 302, 303 à 307	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens, 333, 334, 336, 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération d'autres personnes, 335 à 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 336, à 338	1	—	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 335 à 339.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de) 488	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	2	—	2	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—
Id. Reçue pour bonne (émission de), 170	3	—	—	3	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	3	—	3	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	9	3	4	—	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	3	—	1	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	3	—	—	3	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 311 à 314	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition			L'AMENDE	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition			L'AMENDE	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
										conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins	conditionnelle.	simple.					conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins,	conditionnelle.	simple.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Incendie involontaire, 319	8	3	1	2	—	—	—	5	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	5	—	—	—	—	—	—	5	4	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Violation de tombeaux ou de sépulture), 455	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	222	65	65	—	—	—	—	157	113	8	—	10	85	10	—	—	—	4	—	—	1	1	2	—	—	—
Inondation, 549-550	6	1	1	—	—	—	—	5	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 505	64	2	2	—	—	—	—	62	30	4	—	2	12	12	—	—	—	5	—	—	4	—	1	—	—	—
Id. Loi du 24 octobre 1902	66	9	9	—	—	—	—	57	20	—	—	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	56	12	12	—	—	—	—	44	28	1	—	1	23	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	4	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 527 à 531	894	131	129	1	1	—	—	763	319	90	2	81	110	30	—	—	1	17	3	—	10	1	3	—	—	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	116	17	16	1	—	—	—	99	52	4	1	44	3	—	—	—	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	59	16	16	—	—	—	—	43	32	11	—	9	8	4	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	248	36	34	—	2	—	—	212	117	33	1	17	34	12	—	—	—	5	—	—	3	1	1	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	190	20	20	—	—	—	—	170	70	14	—	12	30	14	—	—	—	8	1	—	2	1	4	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	3,474	260	255	5	—	—	—	3,214	1,253	107	—	100	700	236	—	—	—	138	7	—	28	27	76	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277	1	—	—	5	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	217	23	23	—	—	—	—	194	66	7	—	4	42	13	—	—	—	14	2	—	6	1	5	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1,435	86	85	—	1	—	—	1,349	512	145	10	104	203	51	—	—	—	52	8	—	21	5	18	—	—	—
Recèlement des choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1,005	308	291	11	5	—	—	697	364	131	20	86	83	24	3	1	1	13	3	—	9	1	—	—	—	—
Registre des logeurs et aubergistes, 240	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338	182	4	4	—	—	—	—	178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	4	2	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	4	3	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. ; (Maladie causée volontairement, 421)	2	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	30	2	2	—	—	—	—	28	14	1	1	6	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202	6	1	1	—	—	—	—	5	2	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	296	5	5	—	—	—	—	291	180	8	—	97	44	31	—	—	1	3	—	—	1	—	2	—	—	—
Vol, 403, 404, 460	5,434	1,331	949	250	173	—	—	4,103	(1) 2,134	747	69	633	536	140	1	—	29	82	15	—	42	11	14	—	—	1
Maraudage avec circonstances aggravantes, 387, 6°, 403	307	51	45	4	1	1	—	256	172	15	—	21	86	30	—	—	—	4	1	—	1	—	2	—	—	—
Contraventions de police.																										
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	17	1	1	—	—	—	—	16	15	—	—	—	9	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1,124	219	217	—	1	1	—	905	505	8	—	4	301	192	—	—	—	28	—	—	1	2	23	—	—	—

(1) Dont 3 condamnés en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

XVIII (suite). Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	20	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 318	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (violation de tombeaux ou de sépulture), 455	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	22	—	1	21	—	—	—	12	—	5	7	—	—	—	6	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inondation, 549, 550	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	16	—	5	11	—	—	—	7	—	5	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Id. L. du 24 octobre 1902	15	—	5	10	—	—	—	14	—	9	5	—	—	—	6	—	2	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 140	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	10	—	—	10	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	177	3	122	52	—	—	—	136	—	110	26	—	—	—	87	2	80	5	—	—	—	27	—	23	2	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	12	—	12	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	12	—	12	—	—	—	1	6	—	6	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	3	—	2	1	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	41	1	19	21	—	—	—	30	—	25	5	—	—	—	15	—	15	—	—	—	—	4	2	2	—	1	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	48	—	20	28	—	—	—	26	1	15	12	—	—	—	13	—	10	3	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	755	—	270	485	—	—	—	599	1	383	215	—	—	—	375	—	294	81	—	—	—	84	—	70	13	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	50	1	30	19	—	—	—	37	2	29	6	—	—	—	22	1	21	—	—	—	—	5	3	2	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	258	3	184	69	—	—	—	263	7	211	45	—	—	—	218	13	193	12	—	—	—	46	3	38	3	2	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	111	6	70	20	1	—	—	106	13	84	9	2	—	—	75	13	56	6	2	—	—	28	13	13	—	2	—	—
Registre des logeurs et aubergistes, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 558	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	37	—	37	—	—	—	—	140	14	126	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (maladie causée involontairement), 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	6	—	3	3	—	—	—	5	—	3	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	25	—	7	18	—	—	—	30	—	25	7	—	—	—	44	—	37	7	—	—	—	9	—	6	3	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	592	6	417	169	—	—	4	594	31	488	75	2	—	1	501	87	387	27	7	2	—	200	68	129	3	17	1	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537, 6°, 463	39	—	11	28	—	—	—	27	—	19	8	—	—	—	9	—	7	2	—	—	—	5	—	4	1	1	—	—
Contraventions de police.																												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	187	—	4	183	—	—	—	121	—	6	115	—	—	—	52	—	7	45	—	—	—	12	—	2	10	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT — sans condition — plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT — sans condition — 6 mois et moins.	L'AMENDE — conditionnelle.	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A — la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A — l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A — la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — conditionnel	L'EMPRISONNEMENT — sans condition — plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT — sans condition — 6 mois et moins.	L'AMENDE — conditionnelle	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A — la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A — l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A — la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Infractions prévues par des lois spéciales.																										
Code civil, art. 192, 193	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code pénal de 1810, art. 307, 375, 401, 405	3	—	—	—	—	—	—	3	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1870	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	98	25	25	—	—	—	—	73	43	—	—	—	36	7	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1880, art. 22 à 27	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1887	2,696	580	563	16	—	1	—	2,116	1,030	—	—	7	932	91	—	—	—	15	—	—	—	6	9	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1838, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	29	3	3	—	—	—	—	26	15	—	—	—	10	5	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	10	3	3	—	—	—	—	7	4	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1870	9	5	5	—	—	—	—	4	2	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Emigrants (loi sur les) 14 décembre 1876, art. 1er	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888. A. R. du 21 septembre 1894	159	34	34	—	—	—	—	125	84	—	—	—	61	23	—	—	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—
Étrangers (expulsion des). Loi 12 février 1897	348	2	2	—	—	—	—	346	83	1	—	82	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Faux bilans. L. 30 décembre 1881, art. 1er	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	13	2	2	—	—	—	—	11	9	—	—	—	2	7	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	317	64	63	1	—	—	—	253	152	13	4	21	3	111	—	—	—	4	2	—	1	—	1	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1880	3	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Échardonnage. — Échenillage. — Conservation des grenouilles	37	9	4	5	—	—	—	28	16	—	—	1	9	6	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	939	110	110	—	—	—	—	829	249	3	—	5	102	139	—	—	—	41	—	—	—	11	1	20	—	—
Jurés défaillants C. i. c. 196-396	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limites du royaume. L. 5 avril 1887, 7 août 1843	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	44	4	4	—	—	—	—	40	33	1	—	5	16	13	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	27	1	1	—	—	—	—	26	16	5	—	1	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	42	5	5	—	—	—	—	37	15	4	—	2	8	1	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	41	20	20	—	—	—	—	21	16	12	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	172	2	2	—	—	—	—	170	86	1	—	—	59	26	—	—	—	23	—	—	—	5	18	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	1,116	151	139	10	—	2	—	965	615	5	—	1	350	61	—	—	—	21	—	—	—	10	5	—	—	—
Police maritime	177	19	18	1	—	—	—	158	127	33	—	03	8	1	—	—	115	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	6	4	4	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	8	1	1	—	—	—	—	7	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891	276	17	17	—	—	—	—	259	149	1	—	—	122	20	—	—	—	11	—	—	—	1	10	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831, LL. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	14	11	11	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Infractions forestières.

(y compris celles jugées en degré d'appel.)

Acquittés	193
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel	17
Id. id. sans condition	21
Id. à l'amende conditionnelle	848
Id. id. sans condition	1,022
TOTAL DES PRÉVENUS	2,104

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Code civil, art. 192, 193	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code pénal de 1810, art. 307 à 375, 401, 403	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). Loi du 26 mai 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1878, 9 juillet 1888. A. R. 31 mai 1883 et 1er mars 1888	17	—	1	16	—	—	—	7	—	1	6	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	611	—	109	502	—	—	—	246	—	67	179	—	—	—	155	—	58	97	—	—	—	59	—	17	42	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	6	—	—	6	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (loi sur les), 14 décembre 1876, art. 1er	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	27	—	—	27	—	—	—	8	—	—	8	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	25	—	25	—	—	—	—	89	—	89	—	—	—	1	120	4	110	—	—	—	5	28	4	24	—	—	—	—
Faux bilans. L. 26 décembre 1881, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	66	8	19	39	—	—	—	19	2	4	13	—	—	—	9	2	—	7	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales, Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	6	—	—	6	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	153	—	37	116	—	—	—	201	—	86	115	—	—	—	161	—	92	69	—	—	—	24	—	15	9	—	—	—
Jurés défaillants. C. i. c., 193, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limites du royaume. L. 5 avril 1887 et 7 août 1843	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	5	—	1	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1889	8	—	1	7	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	9	—	8	1	—	—	—	6	—	5	1	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	2	—	2	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	43	—	2	41	—	—	—	12	—	1	11	—	—	—	6	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883 et 5 juillet 1899	197	—	6	191	—	—	—	80	—	—	80	—	—	—	41	—	2	39	—	—	—	11	—	—	11	—	—	—
Police maritime	15	—	11	4	—	—	10	9	1	8	—	—	—	7	6	—	0	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id Rage canine. A. R. 10 juin 1891	60	—	—	60	—	—	—	27	—	—	27	—	—	—	10	—	—	10	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905,

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	10	—	—	—	—	—	—	10
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 23 mars 1891	8	4	4	—	—	—	—	4
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1899	14	2	2	—	—	—	—	12
Id. communaux	129	43	43	—	—	—	—	86
Id. id. sur la police des filles publiques	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. provinciaux	3	—	—	—	—	—	—	3
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, L. 21 août 1903	61	11	11	—	—	—	—	50
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	38	9	9	—	—	—	—	29
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	19	8	8	—	—	—	—	11
Télégraphes et téléphones. A. R. 15 octobre 1870	2	—	—	—	—	—	—	2
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	33	3	3	—	—	—	—	30
Tramways, A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	3	1	1	—	—	—	—	2
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 déc. 1889	74	11	11	—	—	—	—	63
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	5	2	2	—	—	—	—	3
Voirie, roulage et messageries	30	9	9	—	—	—	—	21
RÉCAPITULATION.								
Crimes correctionnalisés	2,563	665	424	145	93	2	1	1,898
Délits prévus par le Code pénal	39,229	7,026	6,459	345	221	1	—	32,203
Contraventions de police	1,141	220	218	—	1	1	—	921
Infractions prévues par des lois spéciales	7,039	1,178	1,142	33	—	3	—	5,861
TOTAUX.	49,972	9,089	8,243	523	315	7	1	40,883
Infractions forestières	2,102	191	191	—	—	—	—	1,911
TOTAUX.	52,074	9,280	8,434	523	315	7	1	42,794
Inculpés jugés en degré d'appel (y compris les infractions forestières)	1,874	583						1,291
TOTAUX.	53,948	9,863						44,085

Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en première instance et en degré d'appel aux prévenus condamnés conditionnellement.

6 mois et moins	330
1 an	1,490
2 ans	1,223
3 ans	6,580
4 ans	188
5 ans	4,764
TOTAL.	14,387

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18
5	—	—	1	2	2	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—
10	—	—	—	8	2	—	—	—
57	—	—	—	37	20	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—
2	1	—	—	1	—	—	—	—
38	1	—	3	30	4	—	—	—
22	—	—	—	17	5	—	—	—
11	—	—	—	9	2	—	—	—
2	—	—	—	2	—	—	—	—
19	—	—	—	—	19	—	—	—
2	—	—	—	2	—	—	—	—
46	—	—	—	35	11	—	—	—
3	—	—	—	3	—	—	—	—
13	—	—	—	9	4	—	—	—
921	354	225	335	8	2	7	107	32
16,001	4,013	416	2,070	6,660	1,033	8	112	44
520	8	—	4	310	108	—	—	—
3,007	101	5	101	2,109	601	—	—	118
20,449	4,476	646	3,509	9,084	2,734	15	219	191

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
10	20	21	22	23	24	25	26	27
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—
2	—	—	—	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	2	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—
29	4	8	17	—	—	—	1	—
878	114	13	301	132	318	1	5	2
28	—	—	1	2	25	—	—	—
139	4	—	13	34	86	—	—	—
1,074	122	21	334	168	429	1	6	2

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1905, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A		
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	3	—	—	3	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. L. 23 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier. L. 15 juin 1806	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	17	—	—	17	—	—	—	8	—	1	7	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897. L. 21 août 1903	10	—	1	9	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 135, 134.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	5	—	—	5	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1881, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	12	—	—	12	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries.	7	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Crimes correctionnalisés	233	89	143	1	8	34	—	268	110	158	—	14	30	—	279	107	111	1	34	31	—	168	131	37	—	37	19	—
Délits prévus par le Code pénal	6,263	116	3,102	3,045	2	20	4	4,899	160	3,358	1,375	4	28	4	3,185	233	2,435	517	14	30	1	977	138	720	90	26	14	—
Contraventions de police	187	—	4	183	—	—	—	122	—	6	116	—	—	—	52	—	7	45	—	—	—	12	—	2	10	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1,319	8	223	1,088	—	—	10	736	3	240	494	—	—	8	527	6	270	242	—	—	7	133	6	60	67	—	—	—
TOTAUX. . .	8,002	213	3,472	4,317	10	54	14	6,025	279	3,791	1,955	18	67	12	4,043	406	2,832	805	48	61	8	1,290	295	828	167	63	33	—

RÉCAPITULATION D'APRÈS LA NATURE DES PEINES.

(non compris les prévenus jugés en degré d'appel.)

Condamnés	à l'emprisonnement	sans condition	conditionnel	4,615
			de 6 mois et plus	1,860
			de moins de 6 mois	14,780
	à l'amende		conditionnelle	10,100
			simple	11,429
TOTAL DES CONDAMNÉS. . .				42,784

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				
		TOTAL.	ACQUITTÉS.	Renvoyé des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	En vertu de la loi du 27 novembre 1891 modifié par la loi du 15 février 1897. réprimandés.	En vertu de la loi du 27 novembre 1891 modifié par la loi du 15 février 1897. mis à la disposition du gouvernement.		TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes correctionnalisés.												
Vol à l'aide d'effraction ou d'escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470.	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—
Délits.												
Armes prohibées, port, 317, L. 15 juin 1894	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { outrages publics aux mœurs, 385.	2	1	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	131	47	47	—	—	—	84	57	—	36	1	20
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410	344	78	77	—	1	—	266	185	3	117	1	64
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Id. involontaires, 420.	28	8	8	—	—	—	20	15	—	10	—	5
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Id. de clôtures, 345-346	27	5	5	—	—	—	22	20	—	17	—	3
Domicile (violation de) par un particulier, 450.	2	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Escroquerie, 406.	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission, 170	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés anonymes, 200.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Injures par faits, 448	22	3	3	—	—	—	19	10	—	7	1	2
Jeux de hasard. Loi du 24 octobre 1902	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées	3	—	—	—	—	—	3	3	—	3	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329.	7	3	3	—	—	—	4	4	—	4	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508.	3	1	1	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	4	1	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	28	8	8	—	—	—	20	14	—	8	1	5
Id. des jurés ou témoins, 282	3	1	1	—	—	—	2	2	—	1	—	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 503.	3	—	—	—	—	—	3	2	—	2	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	2	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Vol, 463-464-466.	26	19	9	—	5	(1) 5	7	5	—	2	—	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537 6°, 463.	7	4	3	—	1	—	3	2	—	1	—	1
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications).	4	3	3	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Autres contraventions.	643	198	196	1	1	—	445	297	3	190	7	93

NATURE DES INFRACTIONS.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.					3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Vol à l'aide d'effraction ou d'escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317, L. 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { outrages publics aux mœurs, 385.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	4	—	—	1	3	16	2	14	4	—	4	3	—	3	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410	9	—	3	2	4	48	2	40	14	1	13	9	2	7	1	—	1
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420.	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 345-346	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, 450.	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 406.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés anonymes, 200.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, 448	4	—	—	—	4	3	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Loi du 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	1	—	1	—	—	2	—	2	2	—	2	1	—	1	—	—	—
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 503.	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463-464-466.	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537 6°, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	20	—	2	7	11	70	10	60	37	11	26	17	8	9	4	3	1

(1) Dont 2 individus mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du Code pénal).

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels,

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				
		TOTAL.	ACQUITTÉS.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	En vertu de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1895.			TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement		CONDAMNÉS sans condition	
					réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			à l'emprisonnement.	à l'amende.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Chasse. L. 28 février 1882.	6	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1838, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891.	29	4	4	—	—	—	25	21	—	14	—	(1) 7
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1
Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888.	7	1	1	—	—	—	6	4	—	1	—	3
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890.	16	3	3	—	—	—	13	8	—	7	—	1
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles.	39	16	16	—	—	—	23	17	—	10	1	6
Ivresse publique. L. 16 août 1887	30	8	7	—	1	—	22	15	—	7	—	8
Margarine. L. 4 mai 1900.	6	1	1	—	—	—	5	3	—	3	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	2	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Organisation militaire.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883 et 5 juillet 1899.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	6	3	3	—	—	—	3	—	—	—	—	1
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	3	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Police d'audience.	6	—	—	—	—	—	6	2	—	2	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets).	68	38	38	—	—	—	30	23	1	8	2	12
Id. id. (police des filles publiques)	14	1	1	—	—	—	13	7	1	3	2	1
Id. id. (autres objets)	127	56	56	—	—	—	71	31	—	(1) 13	—	18
Id. provinciaux	70	22	21	1	—	—	48	36	1	(2) 7	1	(3) 27
Saccharine. L. du 27 août 1903.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. du 1er mars 1851 et 11 juin 1855.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. (Art. 30.).	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	4	2	1	—	—	—	2	1	—	—	—	1
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889.	7	2	2	—	—	—	5	3	—	1	—	2
Voirie, roulage et messageries	117	20	2	—	1	—	97	67	—	(5) 33	(6) 1	(7) 33
RÉCAPITULATION.												
Crimes correctionnalisés.	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	657	189	176	—	7	6	468	328	3	215	4	108
Contraventions de police.	647	201	199	1	1	—	446	298	5	191	7	95
Infractions prévues par des lois spéciales	567	191	188	1	2	—	376	242	3	112	7	120
TOTAUX	1,872	581	563	2	10	6	1,291	869	12	518	18	321
Infractions forestières.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,874	583	565	2	10	6	1,291	869	12	518	18	321

(1) Dont 1 condamné à 20 francs.
(2) Id. 5 condamnés à id.
(3) Id. 6 id. id.
(4) Id. 4 id. id.
(5) Id. 8 id. id.

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.					3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement		CONDAMNÉS sans condition		TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS	
	à l'emprisonnement.	à l'amende.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	4	—	4	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	1	4	—	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	(6) 1	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	2	—	2	1	—	1
—	—	—	—	—	3	2	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—
7	—	1	—	6	19	3	16	9	—	9	4	—	4	1	—	1
—	—	—	—	—	10	— (4)	10	1	—	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
4	—	—	(6) 1	3	19	1	(3) 18	4	—	4	2	—	2	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	—	4	3	12	83	6	77	24	1	23	13	2	11	1	—	1
20	—	2	7	11	70	10	60	37	11	26	17	8	9	4	3	1
13	—	1	1	11	79	9	70	26	1	25	11	—	11	5	1	4
52	—	7	11	34	232	25	207	87	13	74	(8) 41	10	31	(9) 10	4	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
52	—	7	11	34	232	25	207	87	13	74	41	10	31	10	4	6

(6) Dont 1 condamné à plus de 8 jours d'emprisonnement.
(7) Id. 3 condamnés à 26 francs.
(8) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(9) Id. 1 individu id. id. id. id.

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Crimes correctionnalisés.																								
Infanticide, 398	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2			
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401.	1	5	6	—	1	1	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Chemin de fer : obstacle à la circulation des convois, 403.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable. 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Attentat à la pudeur, 372, § 2	1	12	13	—	5	5	—	1	1	4	14	18	—	2	2	1	1	2	2	9	11	2	17	19
Id. 375, § 2	2	3	5	1	3	4	3	3	6	—	4	4	1	4	5	—	—	—	1	3	4	—	2	2
Viol, 375.	—	6	6	1	1	2	—	4	4	8	12	17	—	1	1	2	2	4	—	6	6	2	2	4
Exposition d'enfant dans un lieu solitaire, 360	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression d'enfant, 363.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins chirurgiens, etc., 348, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas la nuit, 512, 513.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197.	20	119	139	1	6	7	2	5	7	7	34	41	1	1	2	—	2	2	—	14	14	2	28	30
Faux et usage de faux par un fonctionnaire, 193.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—
Contrefaçon de poinçons, timbres, marques nationaux, 180, 181.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	2	12	14	—	2	2	—	—	—	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	4	4	3	7	10
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	78	256	334	8	42	50	4	20	24	80	115	195	3	15	18	4	7	11	45	121	166	61	126	187
Id. à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	—	1
Délits.																								
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 257.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	72	249	321	—	9	9	5	7	12	51	91	145	—	2	2	4	5	9	14	40	54	19	34	53
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389.	33	199	234	1	7	8	2	11	13	19	100	119	1	—	1	—	2	2	11	73	84	41	182	223
Armes prohibées : Port, 317. L. du 15 juin 1891	—	47	47	3	36	39	3	15	18	4	22	26	—	3	3	2	28	30	1	18	19	21	217	271
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de *moins de* 14 ans, 372, § 1.	4	6	10	—	1	1	—	—	—	3	9	12	—	1	1	1	3	4	—	8	8	2	5	7
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	—	7	7	—	8	8	—	6	6	2	13	17	3	4	7	3	1	4	3	16	19	2	13	15

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Meurtre, 393	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	2	2	—	2	2	1	2	3	—	—	—	1	—	1	—	1	1
Chemin de fer, obstacle à la circulation des convois, 406	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	—	3	3	3	15	18	1	3	4	2	7	9	5	2	7	2	8	10	—	2	2	—	3	3	1	10	11
Id. 373, § 2	2	2	4	1	6	7	—	1	1	—	9	9	7	—	7	3	4	7	—	1	1	4	—	4	4	—	4
Viol, 375	—	2	2	2	7	9	1	2	3	—	3	3	—	3	3	—	4	4	1	—	1	2	2	4	3	2	5
Exposition d'enfant dans un lieu solitaire, 360	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression d'enfant, 363	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Id. par des médecins chirurgiens, etc., 348, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux habités, 510	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Destruction de construction, 521	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	1	7	8	6	14	20	—	3	3	—	6	6	5	15	20	—	3	3	1	1	2	1	1	2	7	34	41
Faux et usage de faux par fonctionnaire, 195	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de poinçons, timbres, marques nationaux, 180-181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	1	2	3	1	2	3	—	—	—	—	3	3	—	3	3	—	1	1	3	4	7	—	1	1	—	3	3
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	16	35	51	7	99	106	6	19	25	15	39	54	21	45	66	14	47	61	2	10	21	6	11	17	52	66	118
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	2	11	13	11	90	101	2	2	4	3	21	24	3	28	31	11	35	46	1	1	2	—	4	4	15	73	88
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	3	15	14	55	69	—	—	—	—	13	13	4	15	17	—	6	6	—	—	—	2	2	4	38	113	148
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1891	1	—	2	1	39	40	2	11	13	1	28	29	3	21	24	2	20	28	—	3	5	—	4	4	10	130	146
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	2	2	3	10	13	2	1	3	2	4	6	4	7	11	2	1	3	—	—	—	1	3	4	1	4	5
Id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 375, § 1	1	10	11	1	22	26	2	10	12	1	9	10	8	9	17	—	4	4	3	4	7	4	1	5	4	3	7

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Chemin de fer : obstacle à la circulation des convois, 406	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	—	2	2	2	1	3	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2	1	3	1	2	3
Id. 373, § 2	—	2	2	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	6	6	—	—	—
Viol, 375	1	2	3	2	4	6	—	1	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1
Exposition d'enfant dans un lieu solitaire, 360	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression d'enfant, 363	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 348, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	1	3	3	7	10	—	4	4
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	1	—	1	7	4	11	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux par fonctionnaire, 195	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de poinçons, timbres, marques nationaux, 180, 181	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	6	2	8	5	40	45	—	8	8	3	6	9	—	14	14	—	9	9	1	3	4	35	25	56	4	12	16
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus d'autorité, violence envers les personnes, 257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	—	5	5	4	21	25	—	1	1	2	6	8	—	5	5	—	4	4	2	3	5	4	32	36	1	9	10
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1	6	7	5	26	31	—	—	—	—	—	—	2	4	6	2	—	2	—	1	1	3	13	16	1	3	4
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1891	—	8	8	1	5	6	—	4	4	3	19	22	1	6	7	1	4	5	—	—	—	2	33	37	—	10	10
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1.	—	2	2	—	1	1	1	1	2	2	1	3	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	3	1	1	2
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1.	2	—	2	6	4	10	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	6	6	—	6	6

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	7	16	23	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Attentat aux mœurs — Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Attentat aux mœurs — Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	1	6	7	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	2	2	—	3	3	—	4	4
Attentat aux mœurs — Loi du 29 janvier 1905, art. 1er	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385	23	106	129	4	11	15	11	10	21	4	43	47	2	15	17	1	17	18	3	15	18	8	40	48
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	6	6	—	3	3	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	2	5	7	3	—	3
Banqueroute simple, 489	1	7	8	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	4	5	9
Bris de scellés, 285, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	7	22	29	1	5	6	6	4	10	17	8	25	10	17	27	2	5	7	5	12	17	5	—	5
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	1	3	4	—	1	1	—	—	—
Id. : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	26	8	34	—	—	—	—	1	1	7	19	26	—	2	2	3	5	8	38	117	155	7	67	74
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	10	41	51	2	5	7	—	3	3	9	20	29	—	6	6	—	3	3	4	14	18	14	42	56
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	3	3	—	6	6
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers, (usages de), 183, 184	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres poste, coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — simples, 398 à 400, 410	185	898	1,081	98	407	505	61	356	420	146	384	530	85	280	365	71	357	428	110	663	773	142	669	811
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	10	345	355	2	6	8	—	3	3	4	164	168	—	7	7	—	13	13	2	32	34	5	68	73
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	3	4	—	2	2	3	6	9
Coups et blessures — involontaires, 420	15	51	67	5	2	7	4	4	8	33	29	62	3	2	5	1	2	3	18	31	49	8	15	23
Culte — Entraves au libre exercice d'un, 142, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Culte — Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	3	5	2	8	10
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	3	3	6	—	2	2	1	5	6	3	6	9	1	—	1	—	1	1	—	2	2	—	3	3
Destruction — de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3	4

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379	1	5	6	2	8	10	—	—	—	1	—	1	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	1	1	—	9	9	—	—	—	—	8	8	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4
Loi du 29 janvier 1905, art. 1er.	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	27	27	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
Outrage public aux mœurs, 385	1	19	20	7	69	76	3	3	6	8	81	89	23	41	64	4	35	39	—	5	5	9	14	23	7	39	46
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	1	—	1	1	2	3	—	—	—	—	4	4	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
Banqueroute simple, 489	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	2	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Bris de scellés, 285, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Calomnie envers des particuliers, 444	—	4	4	15	45	53	10	25	35	1	47	48	33	28	61	5	18	23	2	17	19	1	5	6	20	38	58
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	2	2	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Coalition atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	—	1	1	12	40	58	1	3	4	—	3	3	1	9	10	3	12	15	—	—	—	—	—	—	—	5	5
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4.	—	2	2	4	39	43	—	—	—	—	10	10	5	16	21	6	9	15	—	—	—	—	11	11	3	15	18
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	—	3	3	—	3	3	—	1	1	—	2	2	—	4	4	—	3	5	1	1	2	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
Contrefaçon. Timbres-postes, coupures de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	30	244	274	384	1,391	1,775	125	541	664	186	1,332	1,518	457	1,010	1,476	228	1,158	1,386	55	222	257	108	339	447	125	556	659
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	—	15	15	2	192	194	—	8	8	—	16	16	1	10	11	—	23	25	—	1	1	—	1	1	—	21	21
à des jurés ou témoins, 282.	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2
involontaires, 420.	1	8	9	6	24	30	3	7	10	1	10	11	12	25	37	2	10	12	—	5	5	3	4	7	22	46	68
Culte Entrave au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages aux objets d'un, 144.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445.	—	3	3	—	6	6	1	—	1	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	5	5
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	5	5	—	2	2	—	3	3	—	3	3	1	—	1	1	1	2
de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	2	2	2	4	6	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résulat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	7	—	—	—
Attentat aux mœurs. Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	8	12	—	1	1
Attentat aux mœurs. Loi du 29 janvier 1903, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 383.	—	5	5	5	7	12	1	4	5	—	10	10	1	1	2	1	2	3	2	1	3	9	26	35	1	11	12
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10	11	—	2	2
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	1	1
Banqueroute simple, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 285, 285, 287,	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444.	1	5	6	1	9	10	2	3	5	3	7	10	—	1	1	—	1	1	—	4	4	1	15	14	—	3	3
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	2	2
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	—	—	—	4	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	2	9	11
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	2	2	—	—	—	—	6	6	—	7	7	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	9	9	—	1	1
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, coupons de transport, enlèvement de marque indiquant qu'ils ont servis, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Coups et blessures. simples, 398 à 400, 410	10	86	96	55	183	218	58	278	336	46	201	337	18	102	120	8	67	75	7	60	67	74	385	459	20	120	140
Coups et blessures. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	—	1	1	—	9	9	—	3	3	—	10	10	—	1	1	—	2	2	—	—	—	4	15	19	—	7	7
Coups et blessures. à des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Coups et blessures. involontaires, 420	3	1	4	2	20	22	2	4	6	2	1	3	—	—	—	1	1	2	2	3	5	7	23	32	3	2	5
Culte. Entrave au libre exercice d'un, 142, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 141	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	3	4	7	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	1	3	4	—	1	1
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526.	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 555 à 557	1	2	3	1	2	3	—	—	—	—	3	3	1	6	7	3	2	5	6	1	7	—	1	1
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	4	5	1	3	4
Id. de clôtures, 543, 540	—	27	27	5	32	37	6	32	38	17	12	69	2	13	15	3	31	36	8	49	57	10	58	68
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	9	10	—	2	2	—	4	4	3	4	7	5	1	6	2	8	10	2	8	10	—	6	6
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	2	3	—	4	4	—	—	—
Duel : Provocation, 425	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 508 à 570	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	2	2
Epizootie, 510 à 521	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Escroquerie, 496	24	87	111	1	4	5	4	8	12	27	36	63	—	4	4	—	9	9	3	24	27	12	20	32
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens, 333, 334, 336, 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par coopération d'autres personnes, 333, 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 336, 337, 338	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	1	1
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 333 à 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de) 488	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	4	4
Faux témoignage en justice, 218 à 220	2	5	7	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	3	4	7	8	9	17
Faux serment en matière civile, 226	2	4	6	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	2	3
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	3	3
Id. involontaire, 410	2	6	8	—	3	3	1	—	1	17	6	23	—	—	—	—	—	—	11	13	24	3	3	6
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	2	9	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	2	2
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	—	—	—	2	7	9	4	3	7	9	7	16	—	7	7	1	4	5	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Id. de clôtures, 545, 546	3	8	11	16	81	97	8	32	40	33	115	148	23	83	106	28	97	125	2	26	28	1	19	20	2	43	45
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	10	11	—	12	12	—	3	3	—	10	10	8	16	24	2	7	9	—	3	3	—	1	1	6	2	8
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	2	1	3	—	6	6	1	16	17	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	2	2	—	—	—
Duel. Provocation, 423	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	3	6	9	5	59	64	1	2	3	2	17	19	3	14	17	3	15	18	2	3	5	—	7	7	6	46	52
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens, 333, 334, 336, 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par coopération d'autres personnes, 335, 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350, 357, 358	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	2	2	1	2	3
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 333 à 339.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Faillites (fraudes dans les), 490	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169.	—	1	1	1	1	2	—	—	—	1	2	3	1	—	1	2	2	4	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	1	—	1	—	1	1	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	1	1	—	6	6	1	3	4	1	3	4	—	—	—	—	2	2	—	6	6	1	—	1	6	—	6
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Homicide provoqué, 411 à 414.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	1	2	3	2	3	5	3	—	3	—	1	1	—	—	—	3	2	5	—	1	1	—	—	—	3	6	11
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 269	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 543, 546	2	3	5	1	17	18	13	18	31	11	25	36	6	14	20	1	1	2	—	7	7	4	19	23	1	13	14
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	2	2	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	4	4	—	2	2
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Duel. Provocation, 425	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	2	3	5	1	16	17	—	1	1	1	4	5	—	3	3	1	2	3	—	3	3	2	14	16	1	6	7
État civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
Évasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens, 353, 354, 356, 357	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par coopération d'autres personnes, 355, 357	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 354, 356, 357, 358	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 355 à 359	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraude dans les), 490	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de). 170	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	3	3
Faux témoignage en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	—	1	3	7	11	3	2	5
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 311 à 314	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. violation de tombeaux ou de sépulture, 455.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	6	6	—	3	3	19	16	35	—	2	2	—	—	—	1	1	2	2	6	8	1	1	2
Inondation, 349, 350	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305.	—	13	13	—	3	3	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	—	—
Id. L. du 24 octobre 1902	1	17	18	—	1	1	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Loteries non autorisées, 302, 305	—	3	3	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	5	11	—	5	5
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	3	49	54	2	10	12	2	17	19	6	34	40	7	9	16	—	24	24	11	45	56	13	91	104
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	4	26	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	2	1	3	—	9	9
Objets saisis : d struction, détournement, 307.	1	12	13	—	2	2	—	—	—	8	12	20	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	1	1
Objets trouvés, trésor : détournement, 308	6	44	50	1	1	2	—	—	—	9	9	18	—	7	7	—	14	14	1	17	18	2	21	23
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	23	23	2	12	14	—	4	4	1	4	5	3	10	13	—	5	5	3	10	13	—	16	16
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	31	789	840	3	82	85	4	48	52	23	220	254	8	46	54	5	96	101	3	87	90	11	220	231
Id. id. des corps constitués, 277.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282.	2	9	11	2	12	14	—	5	5	—	1	1	—	4	4	1	19	20	—	20	20	4	26	30
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	7	281	288	1	37	10	—	7	7	51	150	161	10	27	37	4	33	37	—	25	25	7	97	104
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	41	125	167	6	24	30	3	7	10	63	67	130	1	8	9	8	27	35	17	41	58	18	46	64
Registre des logeurs et aubergistes. 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels. 458, 459.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Rupture de ban, 558.	1	68	69	—	3	3	—	—	—	2	12	14	—	1	1	—	12	12	—	2	2	1	16	17
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. maladie causée involontairement, 421.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	7	7	—	1	1	1	—	1	1	1	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202.	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	48	48	—	5	5	—	6	6	1	37	38	—	—	—	2	—	10	10	—	8	8	1	32	33
Vol, 463, 464, 466	226	707	933	26	72	98	47	100	147	217	417	634	25	55	58	20	81	104	56	285	341	121	411	535
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465.	2	8	10	2	78	80	—	22	22	4	6	10	—	—	—	0	15	24	2	11	13	1	2	3
Contraventions de police.																								
Contraventions à l'article 331, 2° et 3° (falsifications)	—	7	7	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	9	41	50	8	33	41	1	7	8	16	25	41	16	19	35	6	42	48	3	23	26	3	25	28

XXI (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. violation de tombeaux ou de sépulture, 455	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	8	8	1	20	21	—	1	1	5	5	10	—	1	1	23	53	76	1	3	4	—	2	2	3	8	11
Inondations, 349, 350	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	2	2	—	1	1	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	1	1	2	2	4
Id. L. du 24 octobre 1902	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	7	7	4	6	10	—	—	—	1	1	2	—	1	1
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	1	5	6
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	6	10	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	6	7	12	76	88	4	38	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	5	5	—	3	3	—	1	1	6	75	81	27	38	65	10	56	66	—	24	24	—	16	16	10	53	63
Objets saisis : destruction, détournement, 307	—	—	—	1	3	4	1	—	1	—	11	11	—	3	3	—	3	3	2	1	3	6	4	10	2	6	8
Objets trouvés, trésor : détournement, 308	2	3	5	3	20	23	—	1	1	—	1	1	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	3	18	21	—	2	2	—	11	11	3	11	16	—	7	7	—	—	—	2	4	6	—	9	9
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	3	33	36	42	349	391	12	44	56	—	8	8	1	6	7	—	16	16	—	13	15	—	—	—	—	6	6
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	160	174	18	197	215	9	202	211	1	36	37	—	60	60	14	175	189
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	7	8	—	24	24	4	7	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	14	14	4	157	161	1	8	9	2	9	11	1	5	6	1	6	7	1	6	7	—	4	4	1	10	11
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	12	10	22	13	81	94	3	12	15	1	65	66	8	144	152	5	75	80	—	24	24	—	37	37	5	91	96
Registres des logeurs et aubergistes, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	48	57	31	56	87	12	43	55	4	3	7	3	9	12	10	33	51
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338	—	1	1	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	15	15	—	—	—	—	3	3	—	23	23
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. id. id., maladie causée involairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	1	1	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	3	3	2	22	24	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	20	84	104	116	592	708	18	53	71	—	6	6	—	7	7	1	18	19	—	1	1	—	2	2	—	40	40
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	3	3	—	3	3	6	12	18	82	178	260	63	211	274	38	152	190	17	53	72	23	69	92	86	343	429
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	1	1	2	—	—	—	—	—	—	5	15	20	—	8	8	1	10	11	—	6	6	—	1	1	8	30	38
Autres contraventions	1	7	8	20	81	101	17	30	47	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
										14	130	164	33	139	194	17	76	93	2	14	16	5	32	37	26	43	69

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Incendie involontaire, 549	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 545	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Violation de tombeaux ou de sépulture, 455	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	3	—	3	1	7	8	—	—	—	—	3	3	3	6	11	—	—	—	—	3	3	—	—	—
Inondation, 549, 550	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	11	—	—	—
Id. Loi du 24 octobre 1902	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10	11	—	1	1
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du Gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Maisons de prêt sur gages, 506 à 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	2	7	9	—	14	14	4	10	14	4	5	9	1	4	5	—	6	6	1	6	7	2	20	31	1	21	22
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	3	3	—	—	—	1	11	12	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	4	1	5	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	2	2	3	12	15	—	3	3	—	4	4	—	4	4	—	2	2	—	2	2	—	4	4	2	—	2
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	3	3	10	—	1	1	—	1	1	—	1	1	2	3	7
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	2	11	13	2	63	65	3	36	39	5	42	47	4	16	20	1	9	10	4	19	23	11	91	102	3	54	59
Id. id. des corps constitués, 277	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	—	3	3	—	2	2	2	1	3	—	4	4	—	—	—	—	1	1	1	1	2	—	8	8	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1	6	7	—	23	23	—	—	—	1	10	11	—	3	3	—	4	4	—	4	4	—	32	32	—	15	15
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	4	2	6	11	24	35	—	6	6	4	8	12	4	1	5	1	3	4	1	—	1	18	28	46	2	5	7
Registre des logeurs et aubergistes, 210	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 558	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	4	4
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. , maladie causée involontairement, 421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 252	—	3	3	—	9	9	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	9	9	—	11	11
Vol, 463, 464, 466	7	23	30	23	117	140	12	45	57	9	56	65	4	19	23	6	11	20	3	16	19	62	140	202	3	25	28
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	2	2	—	7	7	—	4	4	4	1	5	—	3	3	—	—	—	—	—	—	7	7	14	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 501, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Autres contraventions	—	2	2	3	26	31	—	7	7	3	10	15	3	4	7	1	2	3	1	6	7	4	35	37	1	8	9

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Code civil, art. 192, 193.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code pénal de 1810, art. 347, 373, 401, 407	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888.	3	10	13	—	1	1	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	4	4	1	4	5
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882.	48	117	165	15	81	96	23	83	106	49	119	168	13	32	45	13	88	103	29	97	126	20	159	179
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	—	2	2	—	—	—	—	2	2	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879.	1	2	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Emigrants (loi sur les), 14 décembre 1876, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	2	35	37	1	4	5	—	3	3	9	14	23	—	—	—	—	—	—	—	8	8	4	6	10
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897.	—	53	53	—	6	6	—	4	4	—	42	42	—	1	1	—	2	2	—	26	26	—	27	27
Faux bilans. L. 20 décembre 1851, art. 1er.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	1	—	1	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	3	3
Garde civique. L. 9 septembre 1897.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	10	17	27	2	4	6	1	5	6	12	21	33	—	4	4	1	18	19	1	7	8	1	10	11
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1880	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	1	1	2	5	7	—	—	—	—	5	5	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	1	158	159	—	3	3	1	1	2	5	12	17	1	1	2	2	40	42	—	6	6	7	32	39
Jurés défaillants. C. i. c. 106, 306	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limite du royaume. L. 5 août 1845, 5 avril 1887.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1000	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	3	1	4	1	9	10	—	6	6	
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	7	7
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	—	15	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	6	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	9	27
Organisation militaire.	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 3 juillet 1899	24	41	65	6	23	29	—	2	2	9	95	104	9	18	27	11	44	55	1	18	19	9	122	131
Police maritime	—	1	1	—	—	—	—	—	—	18	152	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. id. id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891.	—	3	3	1	5	6	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	6	6	—	4	4	—	3	3
Postes. L. 30 mai 1879	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	7	1	8	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Code civil, art. 192, 193	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code pénal 1810, art. 307, 375, 401, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 24 germinal an XI. L. 12 mars 1818. L. 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885. A. R. 1er mars 1888	—	1	1	3	7	10	—	2	2	—	3	3	14	20	34	—	1	1	—	—	—	1	1	2	2	6	8
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	11	64	75	40	179	219	13	19	32	17	87	104	20	73	93	21	50	71	22	79	101	34	121	155	21	105	124
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1880 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885. L. 29 juillet 1891	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	4	4	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Emigrants (loi sur les), 14 décembre 1876, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	1	—	1	3	4	9	2	3	5	1	5	6	—	2	2	1	9	10	—	—	—	—	5	3	7	15	20
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	45	45	—	7	7	—	1	1	—	2	2	1	4	5	—	13	13	—	5	5	—	8	8	—	28	28
Faux bilans. L. 26 décembre 1881, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	2	4	6	12	51	63	—	3	3	2	7	9	1	15	16	1	8	9	—	5	5	1	2	3	4	25	27
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	4	1	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	5	5	5	125	130	5	25	30	8	72	80	51	109	160	11	64	75	5	12	15	1	23	24	6	30	36
Jurés défaillants. Code instr. crim., 190, 598	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limites du royaume. L. 7 août 1845, 5 avril 1887	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	14
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et L. 15 février 1897	—	4	4	—	1	1	—	—	—	1	2	3	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10
Organisation militaire	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	4	4
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	8	39	47	2	37	39	3	8	11	5	72	77	1	38	39	5	10	21	2	22	24	2	13	15	21	110	131
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	25	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	43	44	—	14	14	—	6	6	—	2	2	—	—	—	—	1	1
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Code civil, art. 192, 193	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—
Code pénal de 1810, art. 307, 373, 401, 405	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (Port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	2	2	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	16	59	75	8	53	61	30	53	83	15	53	68	24	25	49	7	43	50	19	44	63	22	86	108	30	147	177
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 51 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle, C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emigrants (loi sur les), 14 décembre 1876, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	2	2	—	3	3	1	—	1	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	1	1
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	1	1	1	14	15	—	2	2	—	6	6	—	6	6	—	7	7	—	4	4	—	17	17	—	15	15
Faux bilans. L. 26 décembre 1881, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	3	—	3	1	12	13	—	11	11	1	10	11	4	5	9	1	—	1	2	1	3	1	4	5	—	6	6
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	1	1	1	48	49	—	2	2	—	8	8	—	—	—	6	6	—	1	1	1	43	44	1	2	3
Jurés défaillants. C. I. C., 190, 390	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Limites du royaume. L. 7 août 1845, 5 avril 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	2	2	1	2	3	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	4	4	—	—	—	2	156	158	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	1	12	13	2	14	16	1	12	13	2	16	18	7	39	46	2	30	32	0	36	45	4	20	33	5	59	64
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	13	2	52	54
Id. id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	—	—	1	2	3	—	—	—	12	101	113	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an V. 28 mai 1888.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	1	—	1
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1899	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	1	2	3	2	—	2	—	1	1	6	1	7	—	—	—	—	1	1	2	2	4	—	4	4
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897. 21 août 1903	3	1	4	—	4	4	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	4	6
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	1	1	—	—	—	—	—	—	8	11	19	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. A. R. du 10 octobre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Témoins défaillants, C. I. C., art. 80	3	18	21	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Tramways. A. R. 21 avril 1884, 30 août 1897	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	2	26	28	—	—	—	—	3	3	—	8	8	—	—	—	—	—	—	3	3	6	—	1	1
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	2	4	6	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
RÉCAPITULATION.																								
Crimes correctionnalisés	108	422	527	11	60	71	9	33	42	97	187	284	5	28	33	7	15	22	48	165	213	75	185	256
Délits prévus par le Code pénal	785	4,458	5,243	168	958	1,126	190	722	912	741	2,005	2,747	160	519	685	151	862	1,013	558	1,776	2,132	518	2,559	3,057
Contraventions de police	9	48	57	8	33	41	1	8	9	16	25	41	10	19	35	6	42	48	3	23	26	5	23	28
Infractions prévues par des lois spéciales	119	522	641	28	144	172	25	112	137	120	475	599	27	64	91	34	211	245	42	202	244	65	412	475
TOTAUX	1,018	5,450	6,468	215	1,195	1,410	225	875	1,100	983	2,688	3,671	214	630	844	198	1,130	1,328	449	2,166	2,615	657	3,159	3,816
Infractions forestières	7	219	226	26	246	272	2	38	40	4	16	20	2	8	10	18	211	229	—	12	12	11	64	75
Affaires jugées en degré d'appel	83	246	329	25	43	68	5	20	25	55	56	71	39	24	63	1	16	17	23	44	67	42	73	115
TOTAUX	1,108	5,915	7,023	284	1,486	1,750	232	933	1,165	1,022	2,740	3,762	255	662	917	227	1,357	1,584	472	2,222	2,694	710	3,296	4,008

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 187 ; 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	13	—	13	4	6	10	—	—	—	—	15	15	9	29	38	5	5	10	—	5	5	1	—	1	—	1	1
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, du 21 août 1905	2	2	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	3	3	—	4	4	—	1	1	—	1	1
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 151, 155, 134	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8
Télégraphes et téléphones. A. R. du 10 octobre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Tramways. A. R. 21 avril 1884, 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	2	2	4	3	—	3	—	4	4	—	1	1	—	4	4	—	—	—	1	3	4	—	1	1
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	1	—	1	—	1	1	3	5	8	—	4	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	22	57	79	25	157	180	8	28	36	10	72	91	38	73	111	20	69	89	8	27	35	14	18	32	73	122	195
Délits prévus par le Code pénal	84	397	681	702	3,427	4,129	218	853	1,071	383	2,408	2,791	782	2,004	2,816	410	2,172	2,582	73	492	565	166	658	804	423	2,008	2,433
Contraventions de police	2	8	10	20	81	101	17	30	47	14	150	164	33	104	139	17	77	94	2	14	16	5	32	37	20	43	69
Infractions prévues par des lois spéciales	41	169	210	73	430	505	20	63	91	30	320	365	101	338	439	40	100	236	27	130	166	42	177	219	63	373	438
TOTAUX	149	831	980	820	4,095	4,915	269	976	1,245	455	2,956	3,411	926	2,639	3,565	493	2,508	3,001	110	672	782	227	865	1,092	587	2,548	3,135
Infractions forestières	—	5	3	1	53	54	1	1	2	2	12	14	—	4	4	—	2	2	—	3	3	—	1	1	4	71	75
Affaires jugées en degré d'appel	9	26	35	40	76	116	10	25	35	5	40	43	41	46	90	22	102	124	5	14	19	32	19	51	70	221	291
TOTAUX	158	860	1,018	861	4,224	5,085	280	1,002	1,282	460	3,008	3,468	970	2,689	3,659	515	2,612	3,127	115	689	804	259	885	1,144	661	2,840	3,501

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Protection de l'enfance. L. 27 brumaire an v, 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 28 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	6	6
Id. Id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1807, du 21 août 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	18	22	—	9	9
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	2	2
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones, A. R. du 10 octobre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, 30 août 1897	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	8	10	18	20	53	73	1	12	13	5	8	13	3	16	19	1	10	11	4	7	11	38	42	80	5	24	29
Délits prévus par le Code pénal	37	200	237	114	624	738	100	448	548	100	550	650	46	214	260	28	139	167	28	146	174	232	1,042	1,274	30	384	414
Contraventions de police	—	2	2	5	26	31	—	7	7	5	10	15	3	4	7	1	2	3	1	6	7	4	34	38	1	8	9
Infractions prévues par des lois spéciales	22	78	100	14	164	178	32	80	112	30	370	400	38	80	118	11	90	110	30	90	120	37	214	281	40	307	347
Totaux.	67	290	357	153	867	1,020	133	547	680	140	918	1,058	90	314	404	41	250	291	63	249	312	311	1,362	1,673	96	703	799
Infractions forestières	23	144	167	9	31	40	2	27	29	12	85	97	23	155	178	9	44	53	17	67	84	12	224	236	4	172	176
Affaires jugées en degré d'appel	7	19	26	36	42	78	2	16	18	3	23	26	13	19	32	3	8	11	13	17	30	18	55	73	2	19	21
Totaux.	97	453	550	198	940	1,138	137	590	727	155	1,026	1,181	126	486	614	53	302	355	93	333	426	341	1,641	1,982	102	894	996

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Crimes correctionnalisés.																																						
Vol à l'aide d'effraction ou d'escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																						
Armes prohibées, port, 317. L. 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	8	26	34	—	—	—	—	—	—	3	4	7	7	4	11	—	—	—	2	4	6	—	3	3	—	2	2	9	6	15	—	2	2	—	—	—	10	7	17
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10	—	—	—	2	13	15	7	18	25	—	2	2	3	7	10	—	1	1	—	1	1	3	5	10
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	17	68	85	2	7	9	1	9	10	—	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Id. involontaires, 420	3	10	13	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	—	—	2	4	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. de clôtures, 543, 540	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, 439	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission de, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés anonymes, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, 448	1	7	8	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Loi 42 octobre 1902	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	2	1	2	3	—	1	1	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des Jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 461, 466	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 465	—	—	—	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																						
Contraventions à l'article 501, 2° et 3° (falsifications)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	22	57	79	5	14	19	1	6	7	16	8	24	15	11	26	—	—	—	5	18	23	16	27	43	5	5	10	8	26	34	7	19	26	2	21	23	15	11	24
Infractions prévues par des lois spéciales.																																						
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1833, 24 juin 1883, 20 juillet 1891	2	3	5	—	—	—	—	1	1	2	1	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	4	4

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Crimes correctionnalisés.												
Vol à l'aide d'effraction ou d'escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.												
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Attentat aux mœurs : écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	6	9	—	—	—	—	1	1	3	10	13
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	3	18	21	—	2	2	11	5	16	14	52	66
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Destruction de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 353 à 357	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 518, 516	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1
Domicile (violation de) par un particulier, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Fausse-monnaie (reçue pour bonne), émission, 170	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés anonymes, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, 448	—	3	3	—	—	—	—	—	—	4	4	
Jeux de hasard. Loi 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	4	5
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8
Id. des jurés ou témoins, 282	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Rebellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	3	16
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 4°, 463	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 561, 2° et 5° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Autres contraventions	9	28	37	1	5	6	16	10	26	29	89	118
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. Oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Crimes correctionnalisés.																											
Vol à l'aide d'effraction ou d'escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	—	1	1	1	2	—	2	2	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	—	5	5	1	13	14	2	4	6	—	4	4	1	4	5	—	1	1	1	4	5	1	6	7	—	6	6
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 353 à 357	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 518, 516	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse-monnaie (reçue pour bonne), émission, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés anonymes, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Injures par faits, 448	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Jeux de hasard. Loi 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 4°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 5° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Autres contraventions	5	5	8	7	7	14	—	7	7	1	10	11	5	11	17	—	5	5	8	11	19	6	25	31	—	6	6
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—
Id. Oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	6	6	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	1	1	1	4	5	—	1	1	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. Loi 19 janvier 1883, 5 juillet 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	1	1	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	4	4	8	—	2	2	—	—	—	1	1	2
Id. id. (sur la police des filles publiques)	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	15	22	35	9	1	10	—	—	—	5	1	6
Règlements provinciaux	3	9	12	2	4	6	—	—	—	2	2	4
Saccharine. L. 27 août 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1853	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	1	3	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	3	10	13	1	4	5	1	1	2	1	7	8
RÉCAPITULATION.												
Crimes correctionnalisés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	31	116	147	4	11	15	3	11	14	4	15	19
Contraventions de police	23	57	80	5	14	19	1	6	7	17	8	25
Infractions prévues par des lois spéciales	29	75	102	14	20	34	1	3	4	14	13	27
TOTAUX	83	246	329	23	45	68	5	20	25	35	36	71
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	83	246 (1)	329	23	45	68	5	20	25	35	36	71

(1) Non compris 2 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

NATURE DES INFRACTIONS.	MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	4	1	5	—	—	—	3	—	3	1	1	2	—	—	—	1	4	5	—	2	2	—	2	2	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	2	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	1	1	1	1	2
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. Loi 19 janvier 1883, 5 juillet 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	3	3
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	—	—	—	3	3	6	—	6	1	—	1	—	—	—	6	2	8	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	2	—	2	—	—	—	1	2	3	7	4	11	—	2	2	1	5	6	—	—	—	1	6	7	9	2	11
Règlements provinciaux	—	1	1	—	—	—	2	2	4	3	10	13	—	4	4	4	2	6	1	1	2	—	1	1	1	1	2
Saccharine. L. 27 août 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1853	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	2	2	—	3	3	—	1	1	1	2	3	—	—	—	2	5	7	—	—	—	—	1	1	1	7	8
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	16	8	23	—	9	9	5	20	25	8	25	33	4	12	16	18	22	40	—	3	3	—	1	1	18	14	32
Contraventions de police	18	11	26	—	—	—	5	18	23	10	27	43	5	5	10	8	26	34	7	19	26	2	21	23	15	11	24
Infractions prévues par des lois spéciales	9	5	14	1	7	8	13	6	19	18	21	39	—	8	8	14	28	42	1	3	4	1	18	19	15	21	34
TOTAUX	39	24	63	1	16	17	23	44	67	42	73	115	9	26	35	40	76	116	8	25	33	3	40	43	44	46	90
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	39	24	63	1	16	17	23	44	67	42	73	115	9	26	35	40	76	116	10	25	35	3	40	43	44	46	90

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1905, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Collectes non autorisées. A. R. du 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	2	1	3	—	1	1	1	—	1	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	8	9	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 8 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	8	8	1	—	1	—	—	—	—	1	1
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	—	3	3	1	2	3	—	1	1	1	11	12
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
Saccharine. L. 27 août 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Témoins défaillants. C. I. C. Art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	1	20	21	1	4	5	—	1	1	1	13	14
RÉCAPITULATION.												
Crimes correctionnalisés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	9	30	39	—	2	2	15	7	22	37	84	121
Contraventions de police	9	28	37	1	5	6	16	10	26	20	90	110
Infractions prévues par des lois spéciales	4	44	48	4	7	11	1	2	3	4	47	51
TOTAUX	22	102	124	5	14	19	32	19	51	70	221	291
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	22	102	124	5	14	19	32	19	51	70	221 (1)	291

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Collectes non autorisées. A. R. du 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 8 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	—	—	17	1	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	—	—	—	6	1	7	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	1	1
Id. provinciaux	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	2
Saccharine. L. 27 août 1905	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. Art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	1	1	—	5	5	—	—	—	—	1	1	2	—	2	1	1	2	1	—	1	3	6	9	—	2	2
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	3	11	14	2	19	21	2	8	10	—	10	10	4	5	9	1	1	2	2	3	7	3	12	15	1	7	8
Contraventions de police	3	5	8	7	7	14	—	7	7	1	10	11	3	14	17	—	5	5	8	11	19	7	25	32	—	6	6
Infractions prévues par des lois spéciales	1	3	4	27	16	43	—	1	1	2	3	5	6	—	6	2	2	4	3	1	4	8	18	26	1	6	7
TOTAUX	7	19	26	36	42	78	2	16	18	3	23	26	13	19	32	3	8	11	13	17	30	18	55	73	2	19	21
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	7	19	26	36	42	78	2	16	18	3	23	26	13	19	32	3	8	11	13	17	30	18	55	73	2	19	21

(1) Non compris 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1905.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							CONDAMNÉS																								CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
			Total des prévenus non condamnés.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS. Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Répri-mandés.	Mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 20.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS A L'EMPRISONNEMENT CONDITIONNEL de 6 mois.	de 3 mois à moins de 6 mois.	de 1 mois à moins de 3 mois.	de 8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	SIMPLE de 5 ans et plus.	de 3 ans à moins de 5 ans.	de 1 an à moins de 3 ans.	de plus de 6 mois à moins de 1 an.	de 3 mois à 6 mois.	de 1 mois à moins de 3 mois.	de 8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	A L'AMENDE CONDITIONNELLE de 26 frs et plus.	moins de 26 frs.	SIMPLE de 26 frs et plus.	moins de 26 frs.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement, L. du 27 novembre 1891. Art. 14	Art. 26	l'emprisonnement.	l'interdiction.	la surveillance.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Bruxelles.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,720	5	145	244	406	2	4	12	58	49	159	175	191	1	804	201	204	62	—	23	—	21	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,730	—	*2*	*41*	*16*	—	*11*	*25*	*121*	*118*	*359*	*595*	*818*	*3*	*16*	*2*	*542*	*61*	—	*3*	—	*28*	*32*
	Total.	6,694	1,025	7	880	66	72	—	—	5,669	219	5,450	5	147	255	422	2	15	37	179	197	518	768	1,009	4	820	203	746	123	—	28	—	49	35
Louvain.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	588	2	32	42	103	—	—	—	14	16	25	31	20	3	175	37	40	41	—	0	—	10	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607	—	—	*1*	*1*	—	*2*	*8*	*17*	*15*	*48*	*91*	*215*	*4*	—	—	*164*	*43*	—	—	—	*2*	*42*
	Total.	1,682	241	26	193	9	12	1	—	1,441	246	1,195	2	32	43	104	—	2	8	31	31	73	122	242	7	173	37	204	84	—	6	—	12	12
Nivelles.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	535	—	8	28	46	—	—	—	5	5	12	52	40	—	225	15	60	25	—	1	—	5	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	340	—	—	—	—	—	—	*4*	*9*	*5*	*20*	*48*	*71*	*1*	—	*1*	*165*	*18*	—	—	—	*10*	*5*
	Total.	1,140	227	2	200	16	8	1	—	913	38	875	—	8	28	46	—	—	4	12	8	32	80	111	1	223	56	225	41	—	1	—	13	6
Anvers.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,376	9	109	139	87	65	2	7	39	45	67	125	122	8	537	75	118	26	1	11	115	8	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,312	—	*1*	*3*	*1*	*1*	*11*	*10*	*62*	*65*	*147*	*275*	*300*	*13*	*12*	*11*	*357*	*57*	*1*	*3*	*14*	*21*	*2*
	Total.	3,691	987	4	851	58	74	—	—	2,704	16	2,688	9	110	142	88	66	13	17	101	106	214	396	422	21	349	86	475	83	2	14	127	29	2
Malines.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	272	—	8	15	32	—	—	1	2	1	15	19	14	—	125	17	20	3	—	3	—	6	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	358	—	—	—	—	—	*1*	*1*	*4*	*14*	*19*	*57*	*138*	—	—	—	*114*	*10*	—	—	—	*5*	—
	Total.	854	216	2	196	15	3	—	—	638	8	630	—	8	15	32	—	1	2	6	15	34	76	152	—	125	17	134	13	—	3	—	11	—
Turnhout.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	526	—	12	30	104	—	—	1	2	7	6	22	41	1	110	89	47	45	—	—	—	5	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604	—	—	—	*1*	—	—	*2*	*5*	*14*	*32*	*88*	*276*	*5*	—	—	*102*	*79*	—	—	—	*1*	*3*
	Total.	1,557	216	18	184	10	4	—	—	1,341	211	1,139	—	12	30	105	—	—	3	7	21	38	110	317	6	119	89	149	124	—	—	—	4	3
Mons.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,237	3	91	183	187	1	1	5	18	18	100	99	66	—	360	20	71	15	—	1	—	24	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	929	—	*5*	*5*	*10*	—	*4*	*4*	*22*	*44*	*150*	*266*	*259*	*1*	*9*	—	*164*	*11*	—	—	—	*11*	*5*
	Total.	2,627	449	—	415	26	8	—	—	2,178	12	2,166	3	97	188	197	1	2	7	40	60	250	365	305	1	369	20	235	26	—	1	—	35	3
Charleroi.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,564	2	65	113	175	—	1	2	14	20	135	145	105	1	535	79	150	50	—	5	—	20	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,595	—	—	*5*	*10*	—	—	*10*	*57*	*61*	*271*	*446*	*561*	*1*	*12*	—	*511*	*57*	*4*	—	—	*22*	*25*
	Total.	3,891	668	11	587	56	13	1	—	3,223	64	3,159	2	63	118	185	—	1	12	51	81	406	589	464	2	565	79	474	67	4	3	—	42	28
Tournai.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	485	—	20	37	88	—	1	3	12	5	50	80	51	1	137	9	25	4	—	2	—	14	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	346	—	*1*	*2*	*2*	—	—	*3*	*9*	*8*	*45*	*76*	*120*	*1*	*2*	—	*74*	*3*	—	—	—	*6*	*1*
	Total.	983	149	—	127	12	8	2	—	834	3	831	—	21	39	90	—	1	6	21	13	81	132	171	2	139	9	99	7	—	2	—	20	1

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1905.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							CONDAMNÉS		
			Total des prévenus non condamnés.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS. du chef d'infractions forestières.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS. du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 20.
1		2	3	4	5	5	6	7	8	10	11	12
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,789
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,306
	TOTAL	4,969	821	1	800	12	8	—	—	4,148	53	4,095
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	524
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	452
	TOTAL	1,247	270	1	267	1	1	—	—	977	1	976
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,555
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,401
	TOTAL	3,425	457	2	412	22	21	—	—	2,968	12	2,956
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,170
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,469
	TOTAL	3,569	926	—	876	32	18	—	—	2,643	4	2,639
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,162
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,346
	TOTAL	3,003	493	—	472	12	9	—	—	2,510	2	2,508
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	298
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	374
	TOTAL	785	110	—	101	7	1	—	1	675	3	672
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	396
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	469
	TOTAL	1,093	227	—	216	1	10	—	—	836	1	865
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,365
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,183
	TOTAL	3,210	591	4	514	45	28	—	—	2,619	71	2,548
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	175
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	115
	TOTAL	524	90	23	63	4	—	—	—	431	141	290

CONDAMNÉS — DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS — A L'EMPRISONNEMENT — CONDITIONNEL de					A L'EMPRISONNEMENT — SIMPLE de								A L'AMENDE — CONDITIONNELLE de		A L'AMENDE — SIMPLE de		CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
6 mois.	5 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 5 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	la mise à la disposition du gouvernement, L. du 27 novembre 1891. Art. 14	la mise à la disposition du gouvernement, L. du 27 novembre 1891. Art. 26	l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
4	65	102	188	—	2	7	15	30	73	86	91	—	708	168	149	45	—	4	—	18	—
—	*1*	*5*	*4*	—	*21*	*15*	*42*	*56*	*190*	*109*	*657*	—	*29*	*2*	*751*	*126*	—	*1*	—	*40*	*25*
4	64	107	192	—	23	20	57	86	263	495	718	—	827	170	900	169	—	5	—	58	25
2	10	47	87	—	—	—	8	10	15	19	21	—	228	20	59	11	—	—	—	3	—
—	—	—	*5*	—	*1*	*6*	*10*	*9*	*30*	*76*	*117*	—	*5*	—	*166*	*51*	—	—	—	*2*	*3*
2	19	47	90	—	1	6	18	19	43	95	138	—	231	20	205	42	—	—	—	5	3
1	15	25	15	—	1	0	12	14	47	60	91	—	597	120	432	93	—	1	—	14	—
—	—	—	—	—	—	—	*8*	*27*	*51*	*162*	*345*	*2*	*2*	*1*	*682*	*150*	—	—	—	*15*	—
1	15	23	43	—	1	6	20	41	101	222	404	2	599	121	1,114	243	—	1	—	29	—
—	29	59	159	2	1	1	11	15	48	84	93	—	525	129	128	93	—	6	2	4	—
—	—	—	*2*	—	*2*	*5*	*20*	*35*	*91*	*262*	*493*	*8*	*1*	—	*592*	*160*	—	*1*	*7*	*8*	*5*
—	29	59	152	2	3	4	31	50	139	346	586	8	326	129	520	255	—	7	9	12	3
1	30	99	115	0	—	0	24	20	50	57	44	—	449	61	145	80	—	2	—	14	2
—	—	*5*	*5*	*1*	*5*	*5*	*21*	*42*	*100*	*195*	*360*	*7*	*2*	—	*486*	*115*	—	*1*	—	*11*	*10*
1	36	102	118	7	3	11	48	62	136	252	404	7	431	81	631	195	—	3	—	25	12
—	15	21	45	—	—	5	6	4	15	15	12	—	95	25	54	12	—	1	—	5	—
—	—	—	—	—	—	2	*9*	*16*	*52*	*60*	*115*	*1*	—	—	*121*	*48*	—	—	—	2	*3*
—	13	21	45	—	—	5	15	20	45	75	127	1	95	25	155	30	—	1	—	7	3
—	2	11	12	—	—	—	2	1	8	22	20	1	222	41	44	10	—	—	—	4	—
—	—	—	—	—	—	—	2	*8*	*28*	*56*	*78*	—	*5*	*1*	*241*	*50*	—	—	—	*4*	—
—	2	11	12	—	—	—	4	9	36	78	98	1	227	42	285	60	—	—	—	8	—
3	50	71	151	1	4	9	16	16	81	136	155	—	490	68	114	19	2	1	—	17	4
—	*1*	2	*9*	—	*1*	2	*25*	*21*	*118*	*212*	*371*	—	*16*	*4*	*355*	*45*	*1*	—	—	*11*	*9*
3	51	73	163	1	5	11	39	40	199	348	504	—	506	72	469	64	3	1	—	28	13
—	2	6	25	1	—	1	—	2	4	11	9	—	80	20	8	—	—	1	—	3	—
—	—	—	*1*	—	*1*	*1*	*1*	*1*	*7*	*17*	*18*	—	*1*	—	*58*	*9*	—	—	—	*4*	—
—	2	6	26	1	1	2	1	3	11	28	27	—	87	20	66	9	—	1	—	7	—

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1905.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							CONDAMNÉS		
			Total des prévenus non condamnés.	dont du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS. Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	dont du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 20.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	406
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	461
	Total	1,060	162	9	136	12	5	—	—	898	31	867
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	273
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	274
	Total	709	135	2	130	2	1	—	—	574	27	547
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	489
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	429
	Total	1,155	152	12	139	—	1	—	—	1,003	85	918
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	194
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	120
	Total	582	115	25	90	—	—	—	—	467	153	314
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	122
	Total	344	50	9	39	1	1	—	—	294	44	250
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	139
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110
	Total	396	80	17	61	1	1	—	—	316	67	249
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	694
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	668
	Total	1,909	323	12	210	96	5	—	—	1,586	224	1,362
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	389
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	314
	Total	975	100	4	84	7	3	2	—	875	172	703
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,449
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,434
	Total	52,074	9,280	191	8,243	523	315	7	1	42,794	1,911	40,883

CONDAMNÉS DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS — A L'EMPRISONNEMENT — CONDITIONNEL de						SIMPLE de								A L'AMENDE — CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
	6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891. Art. 14	la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891. Art. 26	l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Verviers	1	16	15	37	—	—	—	2	2	21	16	33	—	172	46	33	8	—	2	—	4	—
	—	—	—	*2*	—	—	—	*3*	*7*	*40*	*61*	*134*	*2*	*4*	—	*170*	*38*	—	—	—	*5*	*4*
	1	16	15	39	—	—	—	5	9	61	77	169	2	176	46	205	46	—	2	—	9	4
Tongres	1	7	3	28	—	—	—	1	1	3	9	15	—	128	25	49	5	—	1	—	2	—
	—	—	—	—	—	—	—	*4*	*4*	*4*	*50*	*103*	—	*1*	—	*114*	*11*	—	—	—	*1*	—
	1	7	3	28	—	—	—	5	5	7	39	118	—	129	23	163	19	—	1	—	3	—
Hasselt	1	7	9	80	—	—	1	—	—	1	3	8	—	166	159	22	32	—	—	—	4	—
	—	—	—	*2*	—	—	—	*3*	*5*	*7*	*23*	*101*	—	*8*	*5*	*153*	*122*	—	—	—	*3*	*2*
	1	7	9	82	—	—	1	3	5	8	26	109	—	174	164	175	154	—	—	—	7	2
Arlon	—	4	3	4	—	—	—	1	4	12	10	13	—	110	9	20	4	—	—	—	1	—
	—	—	—	—	—	—	—	*4*	*1*	*11*	*15*	*20*	—	*7*	*1*	*53*	*8*	—	—	—	—	—
	—	4	3	4	—	—	—	5	5	23	25	33	—	117	10	73	12	—	—	—	1	—
Marche	—	3	3	8	1	—	1	1	—	2	5	6	2	54	32	8	2	—	1	—	1	—
	—	*1*	*1*	*1*	—	—	—	*1*	—	*5*	*7*	*23*	—	*4*	—	*59*	*20*	—	—	—	—	—
	—	4	4	9	1	—	1	2	—	7	12	29	2	58	32	67	22	—	1	—	1	—
Neufchâteau	1	4	3	2	—	—	—	8	—	1	3	5	—	86	12	14	3	—	—	—	3	—
	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	*5*	*7*	*23*	—	*1*	—	*61*	*9*	—	—	—	*1*	—
	1	4	3	2	—	—	—	6	—	6	10	28	—	87	12	78	12	—	—	—	4	—
Namur	—	14	12	45	1	—	4	6	1	22	24	24	—	300	86	55	12	—	1	—	10	—
	—	—	*1*	*3*	—	—	*2*	*3*	*3*	*31*	*63*	*168*	—	*13*	—	*326*	*51*	—	—	—	*5*	—
	—	14	13	48	1	—	6	9	4	56	87	192	—	404	86	379	63	—	1	—	15	—
Dinant	—	2	4	10	—	—	1	5	1	6	18	22	—	230	43	41	3	—	—	—	3	—
	—	—	—	—	—	—	*2*	*3*	*1*	*19*	*23*	*92*	—	*1*	—	*117*	*21*	—	—	—	*3*	—
	—	2	4	10	—	—	3	8	2	25	43	114	—	231	43	191	27	—	—	—	6	—
Récapitulation	38	777	1,323	2,261	80	17	69	277	285	946	1,276	1,269	18	7,457	1,647	2,055	681	5	75	115	219	15
	—	*10*	*39*	*71*	*2*	*55*	*103*	*117*	*609*	*1,866*	*3,629*	*5,722*	*49*	*450*	*18*	*6,564*	*1,309*	*6*	*9*	*21*	*221*	*140*
	38	787	1,361	2,332	82	72	172	724	892	2,812	4,896	6,991	67	7,587	1,665	8,617	1,990	9	82	136	440	155

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1905).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL.	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 5 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	152	—	4	3	87	(1) 58
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	(2) 94	—	—	(3) 9	—	(1) 83
	Total	329	83	—	83	—	—	—	246	—	4	12	87	143
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	31	—	1	1	(4) 23	6
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	3	—	11
	Total	68	23	—	23	—	—	—	45	—	1	4	23	17
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	9	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	2	—	(1) 5
	Total	25	5	—	5	—	—	1	20	—	—	2	9	9
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	27	—	—	—	16	11
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	1	—	8
	Total	71	35	—	35	—	—	—	36	—	—	1	16	19
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	13	—	1	—	(1) 5	7
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	1	—	10
	Total	63	39	—	38	—	1	—	24	—	1	1	5	17
Turnhout	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	12	3
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	17	1	—	1	—	—	—	16	—	—	—	12	4
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	37	—	—	—	26	(1) 11
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	(3) 2	—	5
	Total	67	23	—	22	1	—	—	44	—	—	2	26	16
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	48	—	1	2	(1) 21	24
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	3	1	(1) 21
	Total	115	42	—	42	—	—	—	73	—	1	5	22	45
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	24	—	1	—	15	(1) 10
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	1
	Total	35	9	—	8	1	1	—	26	—	1	1	13	11

(1) Dont 1 individu condamné à 26 francs.
(2) Non compris 2 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(3) Dont 1 individu condamné à 8 jours d'emprisonnement et plus.
(4) Dont 3 individus condamnés à 26 francs.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1905).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 5 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	40	—	1	1	22	(1) 16
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	36	—	—	6	—	(1) 30
	Total	116	40	—	39	—	—	(1) 1	76	—	1	7	22	46
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	11	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	1	—	9
	Total	35	10	2	7	1	—	—	25	—	—	1	11	13
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	27	—	—	—	14	13
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	1	—	12
	Total	43	3	—	3	—	—	—	40	—	—	1	14	25
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	30	—	—	1	16	13
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	16	—	—	3	—	13
	Total	90	44	—	44	—	—	—	46	—	—	4	16	26
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	77	—	2	3	34	38
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	1	—	24
	Total	124	22	—	22	—	—	—	102	—	2	4	34	62
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	1	(3) 4	(4) 4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	—	4
	Total	19	5	—	5	—	—	—	14	—	—	2	4	8
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	9	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	8
	Total	51	32	—	32	—	—	—	19	—	—	—	9	10
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	148	—	1	(4) 3	(3) 103	(3) 30
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	(5) 73	—	—	23	—	(3) 18
	Total	291	70	—	58	—	7	(2) 5	221	—	1	30	103	87
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	12	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	2	(4) 4
	Total	26	7	—	7	—	—	—	19	—	—	—	14	5

(1) Dont 1 individu condamné à 26 francs.
(2) Id. 1 individu mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du Code pénal.
(3) Id. 2 individus condamnés à 26 francs.
(4) Id. 1 individu condamné à plus de 8 jours d'emprisonnement.
(5) Non compris 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1905).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL.	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 5 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 27 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	31	—	—	—	16	(1) 15
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	1	(2) 10
	Total	78	36	—	36	—	—	—	42	—	—	—	17	25
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	9	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3
	Total	18	2	—	2	—	—	—	16	—	—	—	9	7
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	11	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	1	7
	Total	26	3	—	3	—	—	—	23	—	—	—	12	11
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	8	6
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	3	3
	Total	32	13	—	12	—	1	—	19	—	—	1	9	9
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1	3	3
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
	Total	11	3	—	3	—	—	—	8	—	—	2	3	3
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	6	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	1	6
	Total	30	13	—	13	—	—	—	17	—	—	—	7	10
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	31	—	—	—	(2) 16	(2) 15
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	24	—	—	1	—	(3) 23
	Total	73	18	—	18	—	—	—	55	—	—	1	16	38
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	12	6
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	21	2	—	2	—	—	—	19	—	—	—	12	7
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	869	—	12	18	518	321
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	(4) 422	—	—	63	7	352
	Total	1,874	583	2	563	2	10	6	1,291	—	12	81	525	673

(1) Dont 3 individus condamnés à 26 francs.
(2) Id. 1 id. id. à 26 francs.
(3) Id. 2 id. id. à 26 francs.
(4) Non compris 3 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XXI. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires (non compris les infractions au Code forestier) (année 1905).

CATÉGORIES DE PRÉVENUS.	EMPRISONNEMENT													AMENDE CONDITIONNELLE DE		AMENDE SIMPLE DE		Totaux.
	CONDITIONNEL DE					SANS CONDITION DE												
	6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Prévenus sans antécédents judiciaires	30	777	1,522	2,261	80	17	69	277	283	946	1,276	1,269	18	7,457	1,647	2,055	681	20,449
Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende	—	10	59	71	2	1	—	6	14	59	103	109	3	150	18	320	100	1,074
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois	—	—	—	—	—	6	23	89	93	423	951	2,081	17	—	—	3,611	706	8,002
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois	—	—	—	—	—	15	17	77	170	565	1,505	1,911	14	—	—	1,615	342	6,025
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans	—	—	—	—	—	19	26	140	221	570	902	1,270	12	—	—	669	158	4,043
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle	—	—	—	—	—	14	37	133	109	242	301	282	5	—	—	142	25	1,290
Totaux	30	787	1,361	2,332	82	72	172	724	892	2,812	4,896	6,991	67	7,587	1,665	8,417	1,990	40,883

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende	—	8	11	267	18	359	703
Emprisonnement de : 8 jours à moins de 1 mois	—	5	5	202	6	225	443
Id. 1 mois à moins de 3 mois	—	2	7	102	9	134	254
Id. 3 mois à moins de 6 mois	—	—	3	48	4	55	110
Id. 6 mois et plus	—	1	1	14	2	40	58
TOTAL	—	16	29	633	39	851	1,568

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	3 mois et moins.	plus de 3 mois à 6 mois.	plus de 6 mois à 1 an.	plus de 1 an à 2 ans.	plus de 2 ans à 5 ans.	plus de 5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	—	61	27	6	8	105
Id. conditionnelle	—	3	85	50	9	7	154
Emprisonnement simple	—	7	59	25	6	6	101
Id. conditionnel	—	6	78	23	4	3	113
TOTAL	—	16	283	125	25	24	473

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, Limbourg, Luxembourg et Namur. Chaque cour est divisée en un certain nombre de chambres, qui, en matière répressive, rendent arrêt au nombre fixe de trois conseillers (loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4).

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	restant à juger au 1er janvier 1903.	portées devant la cour durant l'année 1903.	TOTAL.	terminées par jugement.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	TOTAL.	restant à juger à la fin de l'année 1903.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles .	503	1,600	1,974	1,333	31	1,384	390	1,322	178	83	1,333	1,013	340	119
Gand . . .	123	1,036	1,139	1,018	—	1,018	141	797	86	135	1,018	671	347	65
Liége . . .	40	921	961	885	—	885	76	764	91	30	885	565	320	173
Totaux. .	531	3,563	4,094	3,456	31	3,487	607	2,883	355	218	3,456	2,249	1,207	357

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	NOMBRE des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		CONFIRMATIFS DE JUGEMENTS			INFIRMATIFS QUI AMENDENT OU MODIFIENT					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . .	2,110	221	1,181	—	98	177	212	212	3	6
Gand.	1,825	307	1,003	5	49	138	115	145	—	3
Liége.	1,252	162	670	1	46	138	35	134	1	1
Totaux. . .	5,187	690	2,922	6	193	453	378	511	4	10

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396.	—	—	—	—	3	—	3
Meurtre, 393.	3	1	—	—	—	—	4
Coups et blessures avec préméditation ayant causé la mort, 401.	6	1	3	—	4	1	15
Chemin de fer. Obstacles à la circulation des convois, 406 . . .	—	1	—	—	1	—	2
Attentat à la pudeur, 372, § 2.	4	5	12	5	5	2	33
Attentat à la pudeur, 373, § 2.	9	1	2	1	2	1	16
Viol, 375, 376	6	6	3	1	3	1	22
Avortement du consentement de la femme par des médecins, chirurgien ayant causé la mort, 352, 353	1	—	2	—	—	—	3
Incendie de lieux habités, 510.	—	—	1	—	1	—	2
Id. id. inhabités, 511	1	—	—	—	—	—	1
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512.	1	1	—	—	—	—	2
Destruction de constructions, 520	1	—	—	—	—	—	1
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	37	18	6	7	11	5	84
Fausse monnaie. Contrefaçon ou émission de monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, 160, 161, 164, 168.	3	1	2	1	—	—	7
Banqueroute frauduleuse, 480.	7	2	2	—	—	2	13
Détournement par fonctionnnaire public de deniers à lui confiés, 240	—	—	—	—	—	1	1
Vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, 467 à 470	78	35	23	14	20	15	185
Vol avec violence ou menaces, circonstances aggravantes, 471 à 474	5	2	0	0	—	—	19
Faux bilans. L. du 26 décembre 1881.	—	1	—	—	—	—	1
Délits.							
Abus de confiance, 491.	43	13	12	11	13	11	103
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	25	7	6	2	19	8	66
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1804	6	3	5	1	12	5	32
Attentat à la pudeur, 372, § 1er	7	2	5	5	5	—	24
Id. id. 373, § 1er	8	7	4	5	9	1	34
Attentat aux mœurs. Excitation à la débauche de mineurs, 379 . . .	3	3	3	2	2	4	19
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images : vente, impression, 383, 384 .	4	3	1	2	1	2	13
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385.	10	11	12	8	8	5	63
Avortement, 348 § 2, à 351.	4	2	—	1	3	4	14
Banqueroute simple, 480	1	—	2	—	1	—	4
Calomnie envers des particuliers, 443, 444	7	7	9	8	15	9	53
Chemin de fer ; accident involontaire, 422.	—	—	—	—	2	—	2
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	4	2	2	1	1	—	10
Comestibles (falsification), 800, 501	12	3	2	3	1	1	23
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243 à 245	1	—	1	—	1	—	3
Corruption. Essais de corrompre un fonctionnaire, 252.	—	1	—	—	—	—	1

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Contrefaçon : papier, coupons, sceaux, timbre contrefait (usage de), 185, 184	1	2	—	—	—	—	3
Coups et blessures : simples, 398 à 400, 410	195	159	285	132	80	77	922
Coups et blessures : à un membre des Chambres législatives, ministre ou magistrat, 178, 270	2	—	—	—	—	—	2
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	25	10	1	1	3	9	49
Coups et blessures : involontaires, 420	28	12	8	2	28	—	78
Cris (outrage au ministre d'un), 144	1	—	—	—	—	—	1
Dénonciation calomnieuse, 445	4	4	2	3	1	—	14
Destruction : de tombeaux, monuments, objets d'art, 520	3	1	—	—	1	—	5
Destruction : de propriétés mobilières à l'aide de violences, 528	—	1	—	—	—	—	1
Destruction : de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 533 à 537	—	3	—	—	1	—	4
Destruction : d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	1	—	—	—	2	3
Destruction : de clôtures, 543, 546	15	3	15	6	7	4	46
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	1	—	1	—	—	2
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439, 442	2	1	—	—	1	2	6
Enlèvement de mineurs, 368, 370	3	—	—	—	—	—	3
Escroquerie, 490	23	9	15	4	9	6	66
Exposition d'enfants, 334 à 339	2	—	1	—	—	1	4
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	1	—	1
Id. reçues pour bonne (émission de), 170	1	—	—	—	—	—	1
Faux et usage de faux, 198, 207 à 209	1	—	—	—	2	2	5
Faux témoignage en justice, 218 à 220	12	4	2	6	3	3	30
Faux serment en matière civile, 226	4	2	—	—	—	—	6
Homicide involontaire, 419	10	9	1	4	8	4	36
Imprimés anonymes, 299	1	—	—	—	—	—	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	1	—	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	1	4	—	—	2	9
Inondation, 510, 550	—	—	—	—	1	—	1
Jeux de hasard. Maisons non autorisées. 305	3	1	—	—	2	1	7

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Loterie non autorisée, 302, 303	—	—	—	—	—	1	1
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557[4], 463	—	—	—	—	1	1	2
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	12	11	12	6	13	10	64
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	2	1	—	—	2	3	8
Objets saisis : destruction, détournement, 507	1	1	—	—	—	—	2
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	6	3	—	—	2	3	14
Outrages : envers un député, ministre, magistrat, 275	8	3	4	1	5	1	22
Outrages : envers un officier ministériel, agent de l'autorité, 276	27	19	20	8	21	10	111
Outrages : envers des jurés ou témoins, 282	7	4	2	1	—	1	15
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	25	14	3	4	14	7	67
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	21	13	10	5	3	3	55
Rupture de ban de surveillance, 338	6	3	11	1	6	1	28
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	3	—	2	—	—	—	5
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	1	—	—	2	1	4
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	4	1	—	—	3	1	9
Vol, 463 à 466	126	52	62	41	39	35	375
Contraventions de police	3	—	—	—	1	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Code pénal de 1810, art. 401	—	—	—	—	—	1	1
Armes à feu (banc d'épreuve des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	1	1
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	4	1	2	1	1	2	11
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	3	—	—	—	—	—	3
Chasse. L. 28 février 1882	30	33	44	22	38	28	235
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	1	1	2
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888. Protection des ouvriers contre les accidents du travail. A. R. 21 septembre 1894	1	—	—	—	3	1	5
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	12	3	—	—	4	1	20
Forêts (Code forestier)	2	1	—	—	5	—	8
Impôts (lois et règlements concernant les)	28	14	10	7	23	2	95

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÈGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	2	2	—	—	7	4	15
Jeux. L. 24 octobre 1902	—	—	4	1	1	—	6
Margarine. L. 4 mai 1900.	—	—	—	—	2	—	2
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	1	1	—	—	1	1	4
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	4	1	5
Organisation militaire	1	—	—	—	2	2	5
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883, 5 juillet 1890	2	4	7	1	9	1	24
Police maritime	6	4	—	1	—	—	11
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	3	—	—	—	1	—	4
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 28 mars 1891	1	—	—	—	—	—	1
Saccharine. L. 21 août 1903.	1	2	—	1	2	2	8
Salaires (payement des). L. 16 août 1887.	1	4	1	—	—	—	6
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	1	—	—	1	—	1	3
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1889	2	1	—	—	—	—	3
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	1	—	—	—	—	1
Voirie de roulage.	1	—	—	—	—	—	1
Règlements communaux.	—	—	—	—	—	2	2
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	162	73	66	33	50	28	414
Id. Délits	726	396	528	277	388	240	2,555
Id. Contraventions de police.	3	—	—	—	1	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	122	71	77	33	126	31	482
TOTAUX.	1,013	540	671	347	585	320	3,456

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES.	Nombre total des affaires.	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugés contradictoirement.	jugés par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	13	11	—	1	1	19
Anvers	10	10	—	—	—	19
Hainaut	18	17	1	—	—	28
Flandre orientale	12	11	—	1	—	(1) 22
Flandre occidentale	16	15	1	—	—	29
Liége	4	4	—	—	—	5
Limbourg	3	3	—	—	—	3
Luxembourg	5	4	—	1	—	5
Namur	9	8	1	—	—	9
Le royaume.	90	83	3	3	1	139

(1) Dont un contumax repris; il avait été condamné le 30 janvier 1902 à 10 ans de travaux forcés.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES.													Délits politiques et de presse.			
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT.										ACCUSÉS jugés par contumace.			Nombre total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS	
	Nombre total.	Acquittés.	CONDAMNÉS A LA PEINE								Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.			à l'emprisonnement.	à l'amende.
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la réclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	15	6	1	2	2	1	3	—	—	—	—	—	—	4	2	(1) 2	—
Anvers	19	4	1	1	2	1	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	25	4	—	6	4	6	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
Flandre or.	19	3	—	2	0	1	3	1	—	—	—	—	—	3	2	—	1
Flandre occ.	28	8	—	2	10	2	3	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Liége	5	1	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	4	—	—	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Namur	8	1	—	3	1	—	2	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—
Le royaume.	126	29	3	18	29	12	23	10	—	2	5	—	5	8	4	2	2

(1) Condamnés tous deux par contumace.

XXVII. — Affaires jugées

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication

contradictoirement.

de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT			FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Crimes contre les personnes.																											
Assassinat, 394.	4	1	3	1	—	1	4	1	3	3	—	3	1	—	1	4	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. (tentative d'), 394, 52	1	1	—	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Infanticide d'enfant illégitime avec préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1
Id. id. id. sans id. 396	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative de), 393, 52	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393.	1	—	1	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. (tentative de), 393, 52	3	—	3	2	1	1	1	—	1	1	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475.	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Viol sur enfant de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Délits contre les personnes.																											
Homicide provoqué, 411, 414.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. Loi du 15 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Crimes contre les propriétés.																											
Incendie de lieux habités, la nuit, 510, 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—
Id. id. id. (complicité d'), 510, 515, 67, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (tentative d') 510, 515, 52.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités, la nuit, 511, 515	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. id. id. la nuit (tentative d'), 512, 515, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 528, 529, 530, 471.	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques par un fonctionnaire ou officier public, 194, 195, 197	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467.	—	—	—	3	1	4	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	6	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes (complicité de), 471, 67, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public, 472.	—	—	—	—	—	—	3	—	3	4	—	(1) 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. (complicité de), 472, 67, 69.	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les propriétés.										2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées à l'aide d'un crime, 505.	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. Loi du 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Crimes et délits contre les personnes	9	2	7	10	2	8	14	3	11	7	1	6	9	3	6	3	1	4	1	1	—	3	—	3	7	1	6
Id. id. les propriétés.	6	4	2	9	2	7	11	1	10	12	2	10	10	5	14	—	—	—	2	1	1	1	—	1	1	—	1
TOTAUX.	15	6	9	19	4	15	25	4	21	19	3	16	28	8	20	5	1	4	3	2	1	4	—	4	8	1	7

(1) Dont un contumax repris.

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE des INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										CONDAMNÉS à la peine accessoire	
				de MORT.	des TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	des TRAVAUX FORCÉS de 15ans et plus.	des TRAVAUX FORCÉS de 10ans à moins de 15ans	de la RÉCLUSION de 10ans et plus.	de la RÉCLUSION de 5ans à moins de 10ans	de L'EMPRISONNEMENT de 5ans et plus.	de L'EMPRISONNEMENT de 6mois à moins de 5 ans.	de L'EMPRISONNEMENT de moins de 6mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Crimes contre les personnes.															
Assassinat, 304	24	3	21	2	12	4	2	—	—	1	—	—	—	20	—
Id. (tentative d'), 304, 52	8	2	6	—	2	—	1	—	2	—	—	—	1	3	—
Infanticide sur enfant illégitime avec préméditation, 306	8	4	4	—	—	—	1	—	2	1	—	—	—	1	—
Parricide, 303	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. (tentative de), 303, 52	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 303	8	1	7	—	2	2	1	1	—	1	—	—	—	6	—
Id. (tentative de), 303, 52	9	2	7	—	—	2	—	—	3	1	—	—	1	3	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	3	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
TOTAUX.	66	14	52	3	18	10	5	2	7	5	—	—	2	40	—
Crimes contre les propriétés.															
Incendie de lieux habités, la nuit, 510, 513	6	3	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	2	—
Id. id. inhabités, 511	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. la nuit, 511, 513	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. id. (tentative d'), 511, 513, 52	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Incendie de récoltes coupées mis en tas, 512	2	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—
Faux en écritures authentiques et publiques par fonctionnaire ou officier public, 194, 195	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 407.	9	2	7	—	—	—	—	3	3	1	—	—	—	3	3
Id. avec violences ou menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	19	1	15	—	—	12	1	—	1	1	—	—	—	14	7
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes (complicité), 471, 67	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée (tentative de), 471, 52	4	—	4	—	—	3	(1) 1	—	—	—	—	—	—	2	2
Vol avec violences ou menaces sur chemin public, 472	3	—	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3	—
Vol avec violences ou menaces sur chemin public (complicité), 472, 67	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Vol avec violences ou menaces sur chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472.	6	3	3	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	4	—
Délits contre les propriétés.															
Recel (connexe à un vol avec effraction), 503	5	2	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2	2
TOTAUX.	60	15	45	—	—	19	7	3	11	4	1	—	—	37	15
Crimes contre les personnes	66	14	52	3	18	10	5	2	7	5	—	—	2	40	—
Id. et délits contre les propriétés	60	15	45	—	—	19	7	3	11	4	1	—	—	37	15
TOTAUX GÉNÉRAUX.	126	29	97	3	18	29	12	5	18	9	1	—	2	77	15

(1) Contumax repris.

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	A ADMIS L'ACCUSATION sans modification.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
Crimes contre les personnes.					
Assassinat, 304	3	14	6	1	—
Id. (tentative d'), 304, 52	2	3	2	1	—
Infanticide sur enfant illégitime avec préméditation, 306	4	2	2	—	1
Parricide, 303	—	1	—	—	—
Id. (tentative de), 303, 52	1	—	1	—	—
Meurtre, 303	1	3	2	—	—
Id. (tentative de), 303, 52	2	6	—	1	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	—	3	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1.	—	—	1	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 1, 377.	1	1	—	—	—
TOTAUX.	14	35	14	3	1
Crimes contre les propriétés.					
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513	3	2	1	—	—
Id. id. inhabités, 511	—	—	1	—	—
Id. id. id. la nuit, 511, 513.	—	1	—	—	—
Id. id. id. id (tentative d'), 511, 513, 52.	—	—	1	—	—
Id. de récoltes coupées mises en tas, 512.	—	2	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques par fonctionnaire ou officier public, 194, 195.	1	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407	2	7	—	—	—
Id. avec violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	4	13	2	—	—
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes (complicité), 471. 67.	—	1	—	—	—
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52	—	4	—	—	—
Vol avec violences ou menaces sur un chemin public, 472	—	3	—	—	—
Id. id. id. id. (complicité) 472, 67.	—	1	—	—	—
Id. id. id. id. avec circonstances aggravantes, 471, 472,	3	3	—	—	—
Délits contre les propriétés.					
Recel (connexe à un vol avec effraction), 503	2	3	—	—	—
TOTAUX.	15	40	5	—	—
Crimes contre les personnes	14	35	14	3	1
Id. et délits contre les propriétés	15	40	5	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	29	75	19	3	1

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. — *Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.*

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL DES condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								
		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	d'emprisonnement	d'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes contre les personnes.										
Assassinat, 304	15	8	—	7	1	—	—	—	8	—
Id. (tentative d'), 304, 52	3	2	—	—	2	—	—	—	2	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 306	2	2	—	—	1	1	—	—	1	—
Id. id. sans id. 306	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Parricide, 303	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 303	11	6	—	1	5	—	—	—	6	—
Id. (tentative de), 303, 52	8	3	—	—	1	1	1	—	1	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Viol sur enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Crimes contre les personnes.										
Homicide provoqué, 411, 414	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. L. du 15 juin 1894	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—
TOTAUX	51	27	—	9	10	4	3	1	20	—
Crimes contre les propriétés.										
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (tentative d') 510, 513, 52	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités pendant la nuit, 511, 513	2	1	—	—	1	—	—	—	1	—
Id. de récoltes coupées mis en tas, 512	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. , la nuit (tentative d') 512, 513, 52	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 528, 529, 530, 471	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407	7	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	13	3	—	—	3	—	—	—	3	1
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes (complicité de), 471, 67	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, (tentative de), 471, 52	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans un chemin public, 472	3	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Id. id. id. (complicité de) 472, 67	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Id. id. id. avec circonstances aggravantes, 471, 472	3	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Délits contre les propriétés.										
Recel de choses enlevées à l'aide d'un crime, 505	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. Loi du 28 janvier 1882	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	46	12	—	—	4	6	2	—	8	1
Crimes et délits contre les personnes	51	27	—	9	10	6	3	1	20	—
Id. id. propriétés	46	12	—	—	4	4	2	—	8	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	97	39	—	9	14	10	5	1	28	1

(1) Dont un contumace repris.

ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																														
soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.										à un emprisonnement de 6 mois et plus.										à une peine criminelle.									
Total des condamnés.	Condamnés à la peine							Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire	
	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	d'emprisonnement.	d'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	d'emprisonnement.	d'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	d'emprisonnement	d'amende	de l'interdiction.	de la surveillance.	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38				
3	1	1	1	—	—	—	3	—	4	1	2	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3	—	2	1	—	—	—	3	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3	—	—	—	3	—	—	1	—	2	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2	1	1	—	—	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
14	2	5	2	3	2	—	11	—	10	1	4	3	2	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	1	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
6	—	—	6	—	—	—	6	2	4	—	—	4	—	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	1	—	—	—	1	1	3	—	—	(1) 3	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2	—	—	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
16	—	—	10	3	2	1	13	5	18	—	—	12	5	1	—	16	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
14	2	5	2	3	2	—	11	—	10	1	4	3	2	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
16	—	—	10	3	2	1	13	5	18	—	—	12	5	1	—	16	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
30	2	5	12	6	4	1	24	5	28	1	4	15	7	1	—	25	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—				

XXXI. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Ambition	1	—	—	—	1
Brutalité	—	—	2	—	2
Cupidité	6	—	4	1	11
Désir de se faire emprisonner	—	—	—	1	1
Haine et vengeance	6	1	9	5	21
Haine contre un fonctionnaire public à l'occasion de l'exercice de ses ses fonctions	—	—	1	—	1
Jalousie	3	—	5	—	8
Misère	2	—	—	—	2
Paresse	—	—	—	1	1
Passion charnelle	—	—	1	—	1

XXXII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
HAINAUT.											
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	3	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—
FLANDRE OCCIDENTALE.											
Faux en écritures authentique et publique par un fonctionnaire ou officier public, 193, 196, 197	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
NAMUR.											
Assassinat, 394	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—

XXXIII. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT				Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 5 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 5 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.		de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRABANT.									
Attaque à la force obligatoire des lois. Décret du 20 juillet 1831, art. 2	2	(1) 2	—	—	—	—	—	—	—
Vente, exposition ou distribution d'un écrit imprimé contraire aux bonnes mœurs, 383, 384	2	—	—	—	2	—	—	2	—
FLANDRE ORIENTALE.									
Attaque à la force obligatoire des lois. Décret du 20 juillet 1831, art. 2	3	2	—	—	—	—	1	—	—
LUXEMBOURG.									
Injures, 443, 444, 448. Décret du 20 juillet 1831, art. 10	1	—	—	—	—	—	1	—	—

(1) Dont 1 individu mis hors cause.

CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

La loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre Ier du Code de procédure pénale militaire s'exprime ainsi en son article 34, alinéa 1er :

« Les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, instituant la condamnation conditionnelle sont rendues applicables, pour les peines autres que les peines militaires, aux infractions commises par les personnes qui appartiennent à l'armée ou qui sont justiciables de la juridiction militaire. »

Les tableaux ci-après permettent de se rendre compte de la façon dont les juridictions militaires ont, en vertu de cet article, appliqué les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, pendant l'année 1905.

Un premier tableau répartit les condamnés par conseils de guerre; un second classe les condamnés d'après la nature des infractions commises. Un dernier tableau concerne les décisions rendues par la cour militaire.

XXXIV. — Conseils de guerre.

Condamnés classés par conseils de guerre.

CONSEILS DE GUERRE DES PROVINCES DE	INFRACTIONS PRÉVUES																			
	PAR LE CODE PÉNAL MILITAIRE mais punies conformément au code pénal ordinaire.				PAR LE CODE PÉNAL ORDINAIRE.												PAR DES LOIS SPÉCIALES.			
					CRIMES (CORRECTIONNALISÉS).				DÉLITS.				CONTRAVENTIONS.							
	Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Brabant	1	—	—	—	1	—	—	—	43	21	9	11	—	—	8	2	2	—	5	4
Anvers et Limbourg	—	—	—	—	4	—	—	—	60	14	16	13	2	—	4	1	—	—	3	3
Hainaut	27	4	—	—	5	2	—	1	25	8	13	4	—	—	5	—	1	—	—	—
Flandre occidentale	5	3	2	—	2	—	—	—	11	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale	—	—	—	—	14	2	—	—	20	34	11	20	1	—	3	1	1	—	1	1
Liége et Luxembourg	—	—	—	—	4	1	—	—	24	3	1	3	—	—	1	1	—	—	2	1
Namur	1	—	—	—	—	—	—	—	7	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	2
TOTAL	34	7	2	—	30	5	—	1	208	77	53	65	3	—	21	5	4	—	11	13

XXXV. — Conseils de guerre. — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉE 1905.			
	EMPRISONNEMENT		AMENDE	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5
Code pénal militaire.				
Violences envers des supérieurs	1	—	—	—
Outrages envers id.	1	—	—	—
Désertion	10	—	—	—
Vol ou détournement au préjudice de l'Etat, de militaires, de particuliers	22	7	2	—
TOTAL	34	7	2	—
Code pénal ordinaire.				
CRIMES.				
Rebellion par plusieurs	1	—	—	—
Attentat à la pudeur et viol	2	—	—	—
Faux en écritures	1	1	—	—
Faux témoignage en matière criminelle	1	—	—	—
Vol avec effraction, violences, menaces	21	4	—	1
Extorsion de titres avec violences	4	—	—	—
TOTAL	30	5	—	1
DÉLITS.				
Abus de confiance	32	5	2	3
Armes prohibées (Port d')	—	—	1	1
Attentat aux mœurs	3	2	2	2
Outrages aux id.	4	2	4	1
Calomnie et diffamation envers particuliers	2	—	—	2
Coups et blessures	30	20	20	25
Coups à un officier ministériel ou un agent de l'autorité	5	2	2	1
Coups involontaires	—	—	1	3
Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces	—	1	—	—
Destruction de plantations	4	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques	2	—	—	—
Destruction de clôtures	26	2	3	7
Escroquerie	6	1	—	2

XXXV (suite). — Conseils de guerre. — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉE 1905.			
	EMPRISONNEMENT		AMENDE	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5
DÉLITS (suite).				
Faux certificat	1	1	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes	4	1	—	—
Objets trouvés (Détournement d')	6	3	4	5
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat	1	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique	6	2	—	3
Rébellion par une ou plusieurs personnes	11	3	2	2
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit	2	1	—	—
Usurpation de nom	4	—	2	—
Vol	59	29	4	8
TOTAL	208	77	53	65
Contraventions.				
Injures	1	—	0	1
Bruits ou tapages nocturnes	—	—	1	1
Voies de fait, violences légères, etc.	—	—	4	1
Dommages aux propriétés mobilières d'autrui	1	—	9	1
Mauvais traitements envers les animaux	1	—	1	1
TOTAL	3	—	21	5
Lois spéciales.				
Achat d'effets militaires (*L.* du 24 mars 1810)	3	—	—	1
Ivresse publique	—	—	11	10
Provocation aux crimes et aux délits	1	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. (Loi du 30 décembre 1882, arrêté royal du 10 juin 1891.)	—	—	—	2
TOTAL	4	—	21	13
TOTAL GÉNÉRAL	279	89	87	84

XXXVI. — Cour militaire. — Année 1905.

Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	ARRÊTS											
	QUI CONFIRMENT DES JUGEMENTS					QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT DES JUGEMENTS						
	d'acquittement ou d'absolution.	de condamnation.	de condamnation conditionnelle.	en accordant le sursis.	en supprimant le sursis.	condamnant des acquittés		acquittant des condamnés.	aggravant la peine		diminuant la peine	
						sans sursis.	avec sursis.		sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Code pénal militaire.												
Abandon de poste	5	2	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—
Insubordination	5	26	—	—	—	7	—	5	1	—	1	—
Violences envers supérieurs	1	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Outrages id. id.	1	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Désertion	2	39	—	—	—	2	—	3	11	—	2	—
Vol ou détournement au préjudice de l'Etat, de militaires, de particuliers	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	11	80	—	—	—	10	—	10	13	—	30	—
Code pénal ordinaire. Crimes.												
Attentat à la pudeur	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Faux en écritures	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Vol avec effraction, violences, menaces	—	16	—	—	—	2	—	4	—	—	—	—
Extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou menaces	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	2	18	—	—	—	2	—	5	—	—	—	—
Délits.												
Abus de confiance	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Outrages aux mœurs	—	1	—	—	—	—	1	2	—	—	1	1
Calomnies, diffamation	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Coups et blessures	10	2	—	—	—	1	—	1	2	1	2	2
Id. id. à un officier ministériel ou à un agent de l'autorité	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—
Destruction de clôture	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Faux témoignage	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—
Escroquerie	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés (Détournement d')	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un témoin	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Rébellion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vol	11	16	1	—	1	3	—	11	2	1	2	1
TOTAL	23	30	1	—	2	10	1	20	5	2	9	3
Contraventions.												
Violences légères	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dommage aux propriétés mobilières	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	36	129	2	—	2	22	1	35	24	2	39	3

Il y a en plus 4 arrêts confirmant des jugements rendus sur compétence.

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 483 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXVII. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	ARRÊTS de DÉSISTEMENT.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5	6
Arrêts statuant au fond rendus en matière :	criminelle	cassation	1	—	1	—		
		rejet	—	23	1	22		
	correctionnelle	cassation	12	—	6	6	4	34
		rejet	—	148	3	145		
	de police	cassation	22	—	6	16		
		rejet	—	27	1	26		
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—	1
		rejet	—	24	—	24		
	de garde civique	cassation	4	—	2	2	—	9
		rejet	—	67	9	58		
	de milice	cassation	12	—	12	—	—	—
		rejet	—	7	4	3		
	électorale	cassation	10	—	—	10	—	—
		rejet	—	470	—	470		
	fiscale	cassation	3	—	—	3	—	—
		rejet	—	15	4	9		
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	—		
		rejet	—	—	—	—		
	correctionnelle	cassation	2	—	2	—	—	—
		rejet	—	—	—	—		
	de police	cassation	1	—	1	—		
		rejet	—	—	—	—		
TOTAUX			76	779	52	803	4	44
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	22	—	22	—	—	4
		rejet	—	—	—	—	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. du 25 mars 1870)	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	Faites en vertu de l'article 441, C. I. C. et la loi du 27 ventôse an VIII, art. 80.	admission	4	—	4	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	Faites en vertu de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894).	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	1	—	1	—	
TOTAUX			26	1	26	1	—	4
Arrêts de désistement			4		—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL			886		78	804	4	48

N. B. La cour de cassation a, en outre : 1° rejeté un pouvoir contre une ordonnance du juge d'instruction rendue conformément à l'article 80 du Code d'instruction criminel ; 2° accueilli, en matière civile, un pourvoi dans l'intérêt de la loi. (Loi du 27 ventôse, an VIII, art. 88, loi du 4 août 1832, art. 29.

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ; *b*) les infractions commises par *négligence* ou défaut de prévoyance ;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557_6), les voies de fait (art. 563_2), les *dégradations de clôtures* (art. 563_2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, *en outre*, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de *l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte*.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les *autres tableaux de la statistique criminelle*, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1905. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de *huit jours de prison* pour escroqueries est dépouillé dix fois ; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays ont été divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population au 31 décembre 1903.

Première catégorie. — Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus : Anvers et ses faubourgs (Berchem et Borgerhout), Bruxelles et ses faubourgs (Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek), Gand, Liége. — Population totale : 1,280,812 habitants.

Deuxième catégorie. — Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants : Alost, Bruges, Charleroi, Courtrai, Jumet, Louvain, Malines, Mons, Namur, Ostende, Saint-Nicolas, Seraing, Tournai, Verviers. — Population totale : 528,108 habitants.

Troisième catégorie. — Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants : Arlon, Ath, Binche, Boom, Boussu, Châtelet, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Dison, Dour, Eeckloo, Forest, Frameries, Genthrugge, Gheel, Gilly, Grammont, Grivegnée, Hal, Hamme, Hasselt, Herstal, Hoboken, Hornu, Huy, Iseghem, Jemappes, Jemeppe, Jette, La Louvière, Ledeberg, Lessines, Lierre, Lokeren, Maldegem, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Menin, Merxem, Montigny-sur-Sambre, Mont-Saint-Amand, Mouscron, Nivelles, Ougrée, Pâturages, Poperinghe, Quaregnon, Renaix, Roulers, Saint-Trond, Soignies, Tamise, Termonde, Thielt, Thouront, Tirlemont, Turnhout, Uccle, Vilvorde, Wasmes, Wetteren, Willebroeck, Ypres, Zele. — Population totale : 958,173 habitants.

Quatrième catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants (2,521 communes). — Population totale : 4,218,126 habitants.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 35.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	0.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	N°s d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	Art. C. P. 101 à 153, 142 à 150. Arrêté sur l embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 3. Loi concernant l'établissement et l'exploitation de réseaux téléphoniques, 11 juin 1885, art, 2. Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 à 216 et du 12 septembre 1902, art. 84.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . .	2	Art. C. P. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 23.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 194 à 214. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Loi sur le faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, 26 décembre 1881, art. 1. Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 5. Loi électorale du 12 avril et 28 juin 1894, art. 18 § 2.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle ou correctionnelle*	7	Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295, § 1, 297 et 298, 309 à 314.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers . . . . . B. *Frappés d'une peine de police*	8	Loi sur l'hypnotisme, art. 3.
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 23 mars 1891, art. 1. Loi sur le vagabondage et la mendicité, 27 novembre 1891, art. 39. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360.
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols. . A. *Frappés d'une peine criminelle.* . . .	14	
Attentats à la pudeur et viols. . B. *Id. id. correctionnelle.* .	15	Id. 372 à 378.
Attentats à la pudeur et viols. . C. *Id. id. de police*	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Art. C. P. 372 à 382.
Outrages publics aux bonnes mœurs . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	18	Id. 383 à 386.
Outrages publics aux bonnes mœurs . . . . . B. *Id. id. de police*	19	Loi complétant les articles 383 et 386 (paroles obcènes), 20 janvier 1903.
Adultère et bigamie	20	Art. C. P. 387 à 391.
Meurtre . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	21	
Meurtre . . . . . B. *Id. id. correctionnelle* .	22	Id. 393 à 397, 475.
Lésions corporelles volontaires. A. *Frappées d'une peine criminelle* . . .	23	
Lésions corporelles volontaires. B. *Id. id. correctionnelle* .	24	Id. 398 à 414, 503, § 3.
Lésions corporelles volontaires. C. *Id. id. de police* . . .	25	
Duel.	26	Id. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures . . . . . A. *Frappées d'une peine correctionnelle* .	28	
Calomnies et injures . . . . . B. *Id. id. de police* . . .	29	Id. 443 à 452.
Violation de sépulture.	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 434 à 437.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 51.
Vols et maraudages. . . . . A. *Frappées d'une peine criminelle* . . .	34	
Vols et maraudages. . . . . B. *Id. id. correctionnelle* .	35	Art. C. P. 463 à 474, 537, § 6.
Vols et maraudages. . . . . C. *Id. id. de police.* . . .	36	
Banqueroute.	37	Id. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	38	Art. C. P. 491 à 501, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1840, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, 18 mai 1875, art. 131 à 134. (L. 22 mai 1886.)
Abus de confiance, escroqueries, tromperies . . . . . B. *Id. id. de police*	39	Loi sur la falsification des denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 409 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie . . . . . A. *Frappé d'une peine criminelle.* . . .	41	
Incendie . . . . . B. *Id. id. correctionnelle.* .	42	Id. 510 à 518.
Destructions et dommages. . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	43	
Destructions et dommages. . . B. *Id. id. correctionnelle* .	44	Id. 520 à 530, 563, § 2.
Destructions et dommages. . . C. *Id. id. de police*	45	

XXXVIII. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉS.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	11	8	3	10	8	9	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	44	28	16	41	27	14	3	1	2
Faux en écritures	3	269	160	109	248	151	97	21	9	12
Faux témoignage et faux serment	4	50	33	17	50	33	17	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	406	234	172	362	227	135	44	7	37
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	20	12	8	20	12	8	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	5,446	1,829	3,617	4,826	1,751	3,075	620	78	542
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine de police	8	1,612	1,109	603	1,495	962	533	117	47	70
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1,673	590	1,083	1,372	558	814	301	52	249
Avortement	10	9	5	4	9	5	4	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	15	7	8	14	6	8	1	1	—
Enlèvement de mineurs	13	5	4	1	5	4	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	475	274	201	456	267	189	19	7	12
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	19	9	10	19	9	10	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	572	287	285	527	277	250	45	1	55
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	94	67	27	87	65	21	7	4	3
Adultère et bigamie	20	472	227	245	441	221	220	31	6	25
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	37	15	22	37	15	22	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	8	3	5	8	3	5	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	10,916	4,715	6,201	9,860	4,502	5,358	1,056	215	841
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	10,315	5,889	4,426	9,261	5,571	3,690	1,054	318	736
Duel	26	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	191	99	92	172	89	83	19	10	9
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	337	159	178	308	154	154	29	5	24
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	1,170	703	467	1,088	682	406	82	21	61
Violation de sépulture	30	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	30	7	23	30	7	23	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	4,166	1,800	2,366	3,671	1,674	1,997	495	126	369
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	1,414	893	521	1,301	858	443	113	37	76
Banqueroute	37	66	43	23	65	43	22	1	—	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	1,368	691	677	1,197	678	519	171	43	128
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	91	65	26	86	63	23	5	2	3
Recel	40	537	220	317	477	208	269	60	12	48
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	8	3	5	8	3	5	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	10	2	8	9	2	7	1	—	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	965	365	600	815	344	471	150	21	129
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	1,142	657	485	977	595	382	165	62	103
TOTAUX		43,969	21,116	22,853	39,358	20,024	19,334	4,611	1,092	3,519

XXXVIII (suite). — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉES.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	10	5	5	9	5	4	1	—	1
Faux en écritures	3	48	40	8	48	40	8	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	12	5	7	12	5	7	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	76	57	19	73	56	17	3	1	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	493	206	287	447	198	249	46	8	38
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	414	280	134	385	273	112	29	7	22
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	180	97	83	167	92	75	13	5	8
Avortement	10	46	38	8	46	38	8	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	16	12	4	12	9	3	4	3	1
Destruction ou supposition d'état	12	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	7	6	1	6	5	1	1	1	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	32	16	16	32	16	16	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	128	82	46	123	80	43	5	2	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	22	13	9	20	12	8	2	1	1
Adultère et bigamie	20	344	239	105	336	235	101	8	4	4
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	6	6	—	6	6	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	11	10	1	11	10	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	872	497	375	832	488	344	40	9	31
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	4,413	3,081	1,332	4,208	2,996	1,212	210	85	125
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	8	3	5	8	3	5	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	147	90	57	139	88	51	8	2	6
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	1,400	1,017	383	1,321	980	341	79	37	42
Violation du secret des lettres	33	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	1,089	652	437	989	606	383	100	26	74
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	3,067	1,875	1,192	2,684	1,774	910	383	101	282
Banqueroute	37	9	6	3	8	5	3	1	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	351	212	112	327	236	91	27	6	21
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	49	40	9	48	40	8	1	—	1
Recel	40	224	132	92	208	128	80	16	4	12
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	41	23	18	37	23	14	4	—	4
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	157	102	55	141	96	45	16	6	10
TOTAUX		13,686	8,857	4,829	12,689	8,548	4,141	997	309	688

XXXIX. — Etat civil. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		Veufs sans enfants.		Veufs avec enfants.		Mariés sans enfants.		Mariés avec enfants.		État civil inconnu.	
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	7	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	6	—	—	—	1	6	3	9	4	1	—
Faux en écritures	3	69	49	—	4	—	2	16	15	60	27	6	—
Faux témoignage et faux serment	4	10	7	—	—	—	—	2	2	12	8	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	175	68	1	1	3	2	9	21	32	42	7	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	3	1	—	—	—	—	1	2	8	5	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	1,072	1,416	9	30	21	62	120	517	518	1,250	5	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	408	155	4	4	25	13	70	67	388	265	1	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	320	435	4	15	6	14	40	91	147	276	12	5
Avortement	10	1	—	—	—	1	1	1	1	2	2	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	—	—	1	—	—	—	1	8	—	—
Enlèvement de mineurs	13	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	170	96	5	7	10	5	13	17	67	61	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	—	—	1	—	3	1	3	1	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	191	133	1	1	2	7	18	26	51	50	3	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	51	8	—	—	—	1	1	—	8	15	—	—
Adultère et bigamie	20	101	83	2	7	3	5	33	41	59	81	1	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	12	12	—	—	—	1	1	1	2	8	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	3	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	3,132	2,638	12	29	30	39	239	492	1,001	2,138	8	2
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	3,082	1,396	18	21	63	66	433	418	1,940	1,786	3	—
Duel	26	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	74	33	—	1	1	7	2	9	12	11	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	82	51	3	—	2	4	10	22	51	74	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	344	125	1	5	11	10	66	48	237	217	3	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	4	3	—	1	—	—	1	2	2	12	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	1,172	1,086	10	32	16	30	102	207	332	639	22	3
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	457	155	4	4	15	15	62	44	338	249	—	—
Banqueroute	37	8	3	2	—	1	1	0	7	20	9	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	312	209	9	11	8	13	78	71	232	214	9	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	20	1	—	—	—	—	3	4	20	18	—	—
Recel	40	102	91	—	3	3	3	17	30	86	140	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	3	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	—	2	—	—	—	1	—	1	2	3	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine criminelle	43	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — id. correctionnelle.	44	288	281	—	3	1	3	8	36	45	143	2	1
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	440	182	4	3	0	4	25	39	114	151	2	—
Totaux du tableau		12,232	8,778	92	190	237	333	1,449	2,042	5,925	7,975	89	16
Nombre total des condamnations individuelles.		13,056	10,842	93	222	245	373	1,508	2,383	6,124	9,015	90	18

XXXIX (suite). — Etat civil. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		Veuves sans enfants.		Veuves avec enfants.		Mariées sans enfants.		Mariées avec enfants.		État civil inconnu.	
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Faux en écritures	3	18	1	—	—	1	—	7	1	14	6	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	1	1	1	—	1	1	1	3	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	20	9	2	—	3	2	4	1	15	5	3	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	55	46	1	5	9	6	25	40	107	152	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	61	23	1	1	12	5	30	18	109	65	—	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	24	13	—	2	4	3	7	9	33	48	2	—
Avortement	10	16	—	—	1	—	—	6	—	10	7	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	1	—	—	1	—	—	—	4	2	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	—	—	1	3	3	5	8	7	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	47	12	1	1	2	1	8	5	22	24	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	5	—	—	—	—	—	—	—	7	8	—	—
Adultère et bigamie	20	—	1	—	—	—	1	70	51	163	65	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	9	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	149	42	1	6	6	10	42	51	200	255	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	817	169	16	10	100	51	270	152	1,781	827	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	1	—	—	—	—	—	—	2	4	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	28	5	1	—	—	1	7	—	52	45	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	212	29	3	1	47	15	91	46	625	250	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	335	122	4	6	10	15	40	50	201	192	7	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	552	151	4	3	50	53	138	79	1,020	611	1	—
Banqueroute	37	—	3	1	—	—	—	—	—	4	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	69	18	2	4	12	4	20	14	130	51	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	12	1	1	1	—	—	7	—	20	6	—	—
Recel	40	24	3	1	1	12	8	13	7	78	59	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	6	1	1	—	1	2	—	2	13	9	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	25	7	—	—	3	3	8	4	62	31	—	—
Totaux du tableau		2,512	666	43	43	289	164	809	520	4,878	2,748	17	—
Nombre total des condamnations individuelles.		2,619	845	44	53	291	183	839	596	5,047	3,152	17	—

XL. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	2	1	—	—	—	—	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	1	2	—	—	1	2	—	—
Faux en écritures	3	5	26	1	—	4	25	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	1	3	—	—	1	2	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	19	52	3	1	3	11	13	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres du culte	6	1	3	—	—	1	2	—	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	641	1,968	30	21	60	644	542	1,500
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	291	231	40	11	44	72	198	138
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	79	312	12	10	18	217	49	85
Avortement	10	—	1	—	—	—	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	3	—	—	1	3	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	14	63	2	1	12	52	—	10
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	2	—	—	1	2	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	35	138	4	4	8	74	23	60
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	10	11	14	1	1	1	7	9	6
Adultère et bigamie	20	15	64	—	—	13	62	—	2
Meurtres frappés — d'une peine criminelle	21	—	4	—	—	—	4	—	—
Meurtres frappés — id. correctionnelle	22	—	1	—	—	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	487	2,065	101	88	108	1,506	101	471
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	622	1,121	174	49	207	831	241	238
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	20	38	7	1	6	28	7	9
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	5	43	1	—	3	35	1	8
Calomnies et injures frappées. — id. de police	20	29	53	10	4	14	41	5	5
Violation de sépulture	30	—	1	—	—	—	1	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	1	—	—	—	1	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle	34	—	7	—	—	—	7	—	—
Vols et maraudages frappés. — id. correctionnelle	33	71	669	3	1	60	641	8	27
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	52	114	16	1	30	108	6	5
Banqueroute	37	2	6	—	—	2	6	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	34	160	—	4	30	151	4	5
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police	39	3	8	—	—	1	7	2	1
Recel	40	11	90	—	—	10	90	1	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	4	—	—	—	4	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	4	—	—	—	3	—	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	61	247	5	2	10	150	37	95
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	165	194	47	17	23	85	93	94
TOTAUX DU TABLEAU		2,678	77,14	467	219	781	4,913	1,480	2,582
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		2,656	9,665	478	244	864	6,336	1,514	3,085

XL (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	2	—	—	1	2	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle	7	24	96	2	—	5	37	10	39
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — id. de police	8	16	16	—	—	2	4	14	12
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	9	—	—	1	8	—	1
Avortement	10	—	1	—	—	—	1	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	1	—	—	1	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	6	12	—	—	2	8	4	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	1	—	—	—	1	1	—
Adultère et bigamie	20	2	5	—	—	2	5	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle	24	1	34	—	—	—	26	1	8
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	34	83	11	6	18	65	5	12
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	2	9	—	—	—	7	2	2
Calomnies et injures frappées — id. de police	20	3	11	—	1	1	9	2	1
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	33	7	25	—	—	6	21	1	4
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2	9	—	—	—	9	2	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle	38	1	8	—	—	—	8	1	—
Recel	40	—	4	—	—	—	4	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle	44	3	3	—	—	2	2	1	1
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	4	8	—	—	—	5	4	5
TOTAUX DU TABLEAU		110	337	13	7	39	221	58	106
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		111	409	13	7	40	270	58	132

XLI. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																				Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	10	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	1	—	4	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	4	—	4	3	6	5	7	4	1	1	2	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.
Faux en écritures	3	—	—	6	1	11	5	20	12	20	23	23	20	21	14	13	13	7	5	2	5	5	5	3	—	1	—	1	—	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	2	—	6	1	1	3	7	5	9	—	3	4	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	23	—	39	8	66	25	41	33	22	25	13	20	6	8	7	8	2	6	5	4	5	1	—	—	—	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	2	—	1	3	3	3	1	1	1	1	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	3	4	73	25	320	188	376	518	361	684	211	497	133	384	80	329	69	206	41	122	35	66	32	48	6	6	2	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	—	—	42	5	122	51	165	75	156	83	130	108	100	70	67	56	40	39	43	35	32	25	40	9	6	3	1	—	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	—	36	1	98	41	90	116	103	191	51	139	39	114	41	68	19	72	18	47	18	19	15	18	—	5	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	1	—	1	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	2	—	1	—	1	1	2	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	—	43	4	40	8	35	21	37	30	21	29	18	20	10	19	12	15	10	15	9	10	26	11	6	4	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	1	1	1	3	1	—	2	—	2	1	1	—	2	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	5	—	18	—	63	17	85	53	42	51	22	30	20	38	14	29	12	15	10	13	10	7	4	6	2	2	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	21	—	13	—	12	5	5	5	—	3	3	4	2	5	—	2	2	—	2	—	1	2	—	—	—	—	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	3	—	9	1	40	26	59	63	48	45	18	39	20	21	13	9	8	9	1	3	—	3	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	3	2	6	5	1	2	2	3	—	4	—	1	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	Meurtre frappé. — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	44	—	314	54	1,033	311	1,216	1,188	788	1,360	410	853	230	547	134	376	105	252	85	105	48	60	32	47	11	6	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	—	—	303	57	1,009	271	1,173	640	1,030	835	607	702	470	470	321	308	197	200	150	121	104	66	95	57	22	7	—	—	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	3	—	23	3	33	20	12	18	10	12	2	11	2	9	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	—	13	1	24	4	23	16	21	29	17	15	10	22	12	24	11	20	7	10	5	7	5	8	2	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	48	5	83	16	109	29	106	77	83	70	74	65	51	50	44	39	34	21	21	15	25	18	6	3	—	—	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	2	1	—	4	—	7	2	7	2	2	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	47	1	286	45	369	192	290	376	251	463	137	317	99	205	63	191	53	88	36	57	9	37	17	29	5	1	1	—	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	—	113	4	149	25	112	49	131	89	86	82	60	56	30	42	33	30	29	21	26	22	39	19	10	6	—	—	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	2	2	13	5	9	5	6	3	3	1	3	3	2	—	—	1	2	2	1	1	—	—	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	5	—	11	6	75	26	101	61	113	101	92	117	75	94	45	60	40	43	23	26	11	7	20	7	1	1	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	2	—	11	—	12	3	9	6	11	4	4	2	3	1	4	2	1	2	2	1	1	2	—	—	—	—	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	4	—	18	—	38	21	26	35	28	57	27	42	10	34	17	31	9	15	11	16	3	7	7	6	1	4	—	—	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	1	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	2	—	38	4	86	48	101	101	52	129	29	86	14	29	8	30	6	21	4	9	2	5	2	8	2	1	—	—	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	60	9	160	57	149	74	103	80	40	69	22	47	19	21	11	18	9	14	8	7	10	5	4	1	—	—	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		114	5	1,603	194	3,830	1,464	4,261	3,444	3,519	4,430	2,142	3,299	1,468	2,309	1,013	1,702	715	1,116	529	659	356	373	381	287	88	52	5	—		TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		118	5	1,758	245	4,160	1,682	4,511	4,868	3,680	5,314	2,226	3,835	1,516	2,616	1,033	1,946	726	1,238	543	736	360	410	391	304	89	54	5	—		NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XLI (suite). — Âge. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.																				Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	31	32
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	1	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	1	—	3	—	9	—	4	—	7	4	3	1	6	—	2	1	1	—	—	—	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	2	1	2	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	2	—	12	1	7	4	9	4	8	2	6	1	4	5	2	1	4	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	—	—	11	1	17	13	22	20	30	26	27	45	23	52	21	33	15	25	11	15	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	—	—	9	1	23	8	21	8	38	17	44	12	33	21	11	10	4	12	6	6	4	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	—	1	1	9	3	8	8	16	10	14	10	14	9	2	5	5	—	—	—	1	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	3	—	7	—	6	—	4	—	7	1	4	1	—	—	1	—	—	—	—	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	1	1	—	2	—	2	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	—	—	—	3	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	2	—	—	—	3	2	1	3	1	4	3	2	2	2	—	3	—	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	—	10	—	18	5	12	8	7	7	8	5	10	6	1	9	9	1	2	1	—	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	3	—	2	—	1	—	—	—	1	1	2	2	1	2	—	—	1	—	—	id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	8	2	30	12	63	19	69	29	37	18	20	7	7	5	1	8	—	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	3	—	4	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	5	—	21	—	58	18	85	50	73	55	83	67	65	52	20	46	56	55	17	10	15	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	—	—	175	10	343	60	491	131	558	237	477	210	205	108	220	145	185	96	157	41	68	id. de police.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	—	5	—	7	—	13	5	17	4	13	6	7	12	7	8	8	8	6	5	2	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	35	2	77	9	101	30	171	46	159	52	133	66	102	55	83	55	61	27	32	id. de police.
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	14	—	60	8	140	28	114	56	75	70	43	65	50	33	41	47	31	30	16	15	9	id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	—	174	9	250	60	245	134	239	133	248	176	182	112	139	85	105	69	67	39	34	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	—	—	10	2	10	1	20	6	28	12	33	15	27	15	32	18	26	8	11	7	8	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	4	—	2	—	7	—	9	1	7	1	3	2	2	1	3	2	1	—	1	id. de police.
Recel	40	—	—	3	—	11	2	16	9	10	7	15	11	10	16	16	8	12	15	8	7	5	Recel.
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	—	—	—	—	1	—	3	—	2	1	1	3	3	3	4	2	3	1	2	3	1	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	3	—	8	3	18	3	11	9	9	9	13	2	10	3	8	8	4	3	1	id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		23	—	537	36	1,008	213	1,249	520	1,392	688	1,266	757	935	637	711	504	577	365	384	200	224	TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		23	—	565	56	1,060	259	1,310	640	1,428	816	1,320	878	958	750	742	563	589	403	391	227	227	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.												Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.					
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.				
1	2	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.		
Faux en écritures	3	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	3	Faux en écritures.		
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	1	2	1	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.		
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	4	2	1	4	—	—	1	1	—	1	—	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.	7	11	15	12	11	5	6	—	2	—	—	—	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — id. de police.	8	20	5	12	6	8	6	1	1	—	—	—	—	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	6	6	4	5	5	1	2	—	—	—	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	5	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.	18	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — id. de police.	19	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	1	8	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.	21	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé. — id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.	24	4	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police.	25	96	55	18	11	2	—	—	—	—	—	—	—	25	id. de police.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police.	29	27	7	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	29	id. de police.
Violation du secret des lettres.	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	34	Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	16	15	9	7	7	4	1	—	—	—	—	—	35	id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police.	36	67	59	34	25	66	33	10	3	—	—	—	—	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.	38	11	7	8	7	8	3	1	1	—	1	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police.	39	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	39	id. de police.
Recel	40	8	7	5	2	5	5	3	—	—	—	—	—	40	Recel.
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle.	44	1	2	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police.	45	4	3	5	1	1	—	1	—	—	—	—	—	45	id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU.		384	200	224	120	199	88	42	13	1	—				TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		391	227	227	130	200	94	43	13	1	—				NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XLII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Total des condamnés.	BRUXELLES. Hommes. Primaires	BRUXELLES. Hommes. Récidivistes.	BRUXELLES. Femmes. Primaires	BRUXELLES. Femmes. Récidivistes.	LOUVAIN. Total des condamnés.	LOUVAIN. Hommes. Primaires	LOUVAIN. Hommes. Récidivistes.	LOUVAIN. Femmes. Primaires	LOUVAIN. Femmes. Récidivistes.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	15	9	5	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	111	57	38	14	2	5	2	1	2	—
Faux témoignage et faux serment	4	11	6	2	2	1	1	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	76	37	20	17	2	9	6	5	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	2	—	—	—	2	2	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. d'une peine correctionnelle	7	1,189	412	675	47	55	137	47	74	7	9
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. id. de police	8	275	103	59	41	12	25	17	5	3	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	225	77	117	18	13	17	6	10	1	—
Avortement	10	7	—	1	5	1	5	—	—	4	1
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. id. correctionnelle	15	32	11	21	—	—	15	13	2	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	15	4	5	5	5	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle	18	95	41	43	7	4	13	6	5	2	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	10	5	4	1	—	5	4	1	—	—
Adultère et bigamie	20	192	67	49	56	20	5	1	3	1	—
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	4	1	3	—	—	3	1	2	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle	22	2	1	—	1	—	1	1	—	—	—
Meurtre frappé d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. id. correctionnelle	24	805	305	401	49	47	434	210	192	14	18
Lésions corporelles volontaires frappées. id. de police	25	1,989	842	661	321	162	155	85	51	31	10
Duel	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	23	15	8	—	—	1	—	1	—	—
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle	28	32	12	11	7	2	5	3	2	—	—
Calomnies et injures frappées id. de police	29	404	103	88	102	49	37	17	8	9	3
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle	35	880	281	397	140	62	111	28	33	19	31
Vols et maraudages frappés id. de police	36	67	14	10	33	10	309	23	11	220	55
Banqueroute	37	15	10	3	—	—	2	2	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle	38	393	176	151	41	19	18	10	8	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	11	4	1	6	—	2	2	—	—	—
Recel	40	109	30	50	13	10	22	5	7	0	4
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle	42	5	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle	44	31	0	22	—	—	32	10	14	2	—
Destructions et dommages frappés id. de police	45	99	30	32	14	3	10	6	3	1	—
TOTAUX DU TABLEAU		7,121	2,756	2,885	1,003	477	1,381	511	417	322	131
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		7,778	2,901	3,312	1,042	523	1,468	531	463	331	143

NIVELLES. Total des condamnés.	NIVELLES. Hommes. Primaires	NIVELLES. Hommes. Récidivistes.	NIVELLES. Femmes. Primaires	NIVELLES. Femmes. Récidivistes.	ANVERS. Total des condamnés.	ANVERS. Hommes. Primaires	ANVERS. Hommes. Récidivistes.	ANVERS. Femmes. Primaires	ANVERS. Femmes. Récidivistes.	MALINES. Total des condamnés.	MALINES. Hommes. Primaires	MALINES. Hommes. Récidivistes.	MALINES. Femmes. Primaires	MALINES. Femmes. Récidivistes.	TURNHOUT. Total des condamnés.	TURNHOUT. Hommes. Primaires	TURNHOUT. Hommes. Récidivistes.	TURNHOUT. Femmes. Primaires	TURNHOUT. Femmes. Récidivistes.	MONS. Total des condamnés.	MONS. Hommes. Primaires	MONS. Hommes. Récidivistes.	MONS. Femmes. Primaires	MONS. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	6	3	3	—	—	2
6	4	1	—	1	33	21	8	3	1	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—	16	10	5	1	—	3
—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	2	—	1	—	1	4
9	7	1	1	—	45	35	5	5	—	8	4	2	—	—	8	5	2	1	—	17	9	7	—	1	5
6	5	5	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	6
56	18	35	1	2	455	158	256	12	29	85	14	65	2	4	118	42	67	5	4	277	113	146	9	9	7
31	10	9	8	4	73	12	21	8	2	45	27	15	2	3	45	10	11	7	5	140	38	53	19	10	8
35	14	16	3	2	77	17	48	8	4	29	16	15	—	—	43	14	23	3	3	92	30	57	2	3	9
—	—	—	—	—	5	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	1	—	3	2	10
1	—	—	1	—	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
13	7	4	2	—	53	24	27	2	—	12	8	4	—	—	6	4	2	—	—	39	28	11	—	—	15
2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	17
9	8	—	1	—	47	18	29	—	2	17	8	7	2	—	18	5	12	1	—	18	6	10	2	—	18
1	—	—	—	1	16	11	3	1	1	4	2	1	1	—	3	3	—	—	—	3	—	2	1	—	19
11	4	2	3	2	92	20	32	22	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	68	15	20	23	8	20
—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	3	2	1	—	—	2	1	—	1	—	3	2	1	—	—	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	22
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
295	135	132	15	13	332	147	150	20	15	271	103	152	8	3	251	104	138	7	2	607	276	269	37	25	24
382	144	118	83	37	998	301	245	264	98	253	110	62	51	21	210	100	51	33	12	1,008	435	260	223	90	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
5	2	—	2	1	2	1	1	—	—	5	2	3	—	—	8	4	4	—	—	13	3	7	—	1	27
14	6	3	4	1	8	1	4	2	1	17	2	12	1	2	3	1	1	—	1	18	5	7	3	3	28
48	14	2	20	12	207	37	30	104	36	101	28	11	53	9	9	1	2	5	1	108	18	8	45	37	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	30
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	34
100	45	30	15	10	470	199	199	47	25	46	17	22	6	1	70	21	12	7	—	362	141	131	50	37	35
215	18	15	139	45	36	12	6	15	3	28	13	6	8	1	114	20	16	53	16	650	113	75	233	226	36
4	3	1	—	—	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	4	3	—	1	37
18	7	8	3	—	153	83	40	21	9	26	12	4	7	3	33	13	13	3	2	83	33	27	10	4	38
—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	9	3	4	—	—	2	1	1	—	—	13	4	3	3	3	39
8	3	3	—	2	64	20	21	9	5	8	3	3	1	1	30	7	13	7	3	35	8	8	12	7	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
31	11	16	3	1	50	18	31	1	—	17	7	10	—	—	26	10	15	1	2	55	20	21	2	—	44
34	17	12	4	1	41	23	10	5	1	36	28	6	1	1	30	23	7	—	—	93	46	33	7	5	45
1,335	481	410	308	136	3,277	1,302	1,178	553	244	1,027	423	406	149	49	1,035	419	427	138	51	3,752	1,395	1,178	701	478	
1,433	500	467	319	147	3,588	1,383	1,368	563	274	1,100	442	453	152	53	1,174	443	532	140	59	4,242	1,486	1,415	738	603	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Total des condamnés.	CHARLEROI. Hommes. Primaires.	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes.	CHARLEROI. Femmes. Primaires.	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes.	TOURNAI. Total des condamnés.	TOURNAI. Hommes. Primaires.	TOURNAI. Hommes. Récidivistes.	TOURNAI. Femmes. Primaires.	TOURNAI. Femmes. Récidivistes.	GAND. Total des condamnés.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes.	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes.	AUDENARDE. Total des condamnés.	AUDENARDE. Hommes. Primaires.	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes.	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes.	TERMONDE. Total des condamnés.	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes.	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes.	BRUGES. Total des condamnés.	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes.	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total des condamnés.	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	4	2	—	1	1	5	3	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	3	1	1	2
Faux en écritures	3	24	10	11	3	—	7	3	3	1	—	18	8	5	2	1	4	4	—	—	—	4	1	2	1	—	9	2	4	2	1	3	2	1	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	17	9	5	1	1	1	1	—	—	—	7	3	1	—	1	3	2	1	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	52	22	20	5	5	4	4	—	—	—	35	14	16	3	2	11	5	5	3	1	9	4	3	1	1	14	8	6	—	—	23	10	10	2	1	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	6
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	462	158	260	12	32	85	31	50	4	—	621	172	305	18	26	64	17	35	2	2	224	89	117	7	11	329	103	200	15	9	292	96	174	8	14	7
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	175	69	61	24	18	52	27	16	9	—	188	85	70	19	14	31	15	8	9	1	11	6	2	3	—	50	32	9	7	2	85	56	16	8	5	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	164	49	101	5	9	64	25	31	5	3	142	45	93	3	3	36	22	15	—	1	75	24	45	4	2	59	28	25	3	3	78	19	53	1	5	9
Avortement	10	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	4	1	—	3	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	40	20	18	1	1	14	9	5	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	1	—	1	6	1	1	2	2	51	26	25	—	—	21	13	8	—	—	29	13	16	—	—	22	14	8	—	—	22	15	7	—	—	13
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	45	13	16	8	6	16	8	2	5	1	11	3	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	15	7	3	3	2	6	3	1	2	—	73	26	35	6	6	3	—	1	2	—	97	31	21	17	2	43	10	13	9	2	35	14	10	5	6	18
Adultère et bigamie	20	168	43	44	30	35	13	6	—	5	2	8	5	3	2	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—	15	13	2	—	—	6	6	—	—	—	19
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	4	1	3	—	—	3	1	1	1	—	48	8	21	12	7	—	—	—	—	—	12	4	3	3	2	10	2	3	4	1	6	1	2	2	1	20
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	1	—	1	—	—	2	—	1	1	—	21
	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	22
	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	24	635	200	396	20	19	190	105	57	21	7	1,127	472	587	42	26	509	247	229	28	5	1,150	347	512	61	30	871	317	496	39	19	981	386	511	23	26	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	25	2,312	790	712	317	293	542	208	151	80	31	765	300	252	168	45	198	103	56	46	11	211	78	49	73	11	372	170	78	91	33	500	190	107	139	44	25
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Duel	27	9	4	5	—	—	13	7	4	—	2	7	2	3	—	1	8	3	3	—	—	23	13	10	—	—	16	9	7	—	—	13	8	5	—	—	27
Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	28	8	3	2	3	—	13	7	4	1	1	51	17	15	14	5	21	4	10	4	3	41	10	11	13	5	28	8	14	4	3	60	33	18	5	4	28
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	29	249	43	40	108	58	77	21	15	28	13	215	70	50	83	12	48	14	9	20	5	25	6	4	14	1	205	68	56	72	29	134	41	27	31	15	29
Calomnies et injures frappées — id. de police	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Violation de sépulture	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Id. du secret des lettres	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	35	7	3	4	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	4	—	4	—	—	5	—	5	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	36	453	143	200	63	47	122	49	41	20	9	403	113	232	31	25	67	22	35	9	1	185	80	71	21	13	225	83	109	21	12	178	73	89	11	4	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	37	716	134	111	269	202	67	16	11	31	9	114	58	28	23	5	15	4	4	6	1	49	26	9	12	2	28	13	4	8	1	30	13	6	7	4	36
Banqueroute	38	11	7	3	1	—	6	4	—	2	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	3	3	—	—	—	3	2	—	—	1	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	39	111	31	34	35	13	21	9	8	4	—	172	55	73	32	12	5	1	2	2	—	55	30	16	7	2	68	21	31	10	6	62	24	21	12	2	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	40	19	8	4	6	1	2	—	—	1	1	13	3	3	6	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	2	1	9	5	2	2	—	39
Recel	41	60	10	18	14	9	11	7	2	2	—	81	17	11	13	5	13	2	6	5	—	39	13	17	3	4	32	12	13	3	4	37	10	16	10	1	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	43	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
	45	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	59	20	36	2	1	12	4	7	—	1	66	36	29	—	1	25	10	15	—	—	110	52	52	2	4	81	30	51	—	—	78	36	40	2	—	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	148	68	59	11	10	52	32	11	5	1	88	47	33	1	7	27	14	8	2	3	17	9	7	1	—	43	33	9	1	—	104	43	48	9	4	45
TOTAUX DU TABLEAU		5,973	1,880	2,172	1,165	756	1,406	651	429	239	87	4,332	1,595	2,038	493	208	1,112	506	435	138	33	2,391	1,070	976	254	91	2,539	992	1,125	298	127	2,763	1,099	1,210	315	139	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		8,666	1,981	2,549	1,227	915	1,569	682	549	243	95	5,024	1,697	2,547	518	262	1,189	528	482	143	36	2,663	1,133	1,171	259	100	2,810	1,047	1,319	307	137	3,075	1,178	1,422	321	154	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Total des condamnés.	FURNES. Hommes. Primaires	FURNES. Hommes. Récidivistes.	FURNES. Femmes. Primaires	FURNES. Femmes. Récidivistes.	YPRES. Total des condamnés.	YPRES. Hommes. Primaires	YPRES. Hommes. Récidivistes.	YPRES. Femmes. Primaires	YPRES. Femmes. Récidivistes.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	6	2	2	2	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	1	—	—	—	6	4	2	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	73	30	34	4	5	79	23	47	6	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	5	2	2	1	—	17	10	5	2	—
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	26	9	13	2	2	31	8	20	2	1
Avortement	10	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	7	6	1	—	—	12	7	5	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	4	2	2	—	—	14	6	7	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	4	1	1	2	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	200	81	101	8	10	293	108	175	4	6
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	90	33	17	33	7	258	118	74	44	22
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	1	—	—	3	—	3	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	17	1	10	3	3	4	—	3	1	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	11	3	1	7	—	76	49	8	11	5
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	65	30	20	6	9	66	27	28	5	6
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	12	6	1	5	—	19	2	2	14	1
Banqueroute	37	6	1	5	—	—	1	—	1	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	5	1	3	1	—	18	10	6	1	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Recel	40	2	—	2	—	—	8	1	5	—	2
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	27	11	15	1	—	14	5	7	2	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	2	1	1	—	—	49	23	21	4	1
TOTAUX DU TABLEAU		565	222	232	75	36	976	405	420	103	48
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		603	232	256	77	38	1,105	440	509	104	52

LIÉGE. Total des condamnés.	LIÉGE. Hommes. Primaires	LIÉGE. Hommes. Récidivistes.	LIÉGE. Femmes. Primaires	LIÉGE. Femmes. Récidivistes.	HUY. Total des condamnés.	HUY. Hommes. Primaires	HUY. Hommes. Récidivistes.	HUY. Femmes. Primaires	HUY. Femmes. Récidivistes.	VERVIERS. Total des condamnés.	VERVIERS. Hommes. Primaires	VERVIERS. Hommes. Récidivistes.	VERVIERS. Femmes. Primaires	VERVIERS. Femmes. Récidivistes.	TONGRES. Total des condamnés.	TONGRES. Hommes. Primaires	TONGRES. Hommes. Récidivistes.	TONGRES. Femmes. Primaires	TONGRES. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total des condamnés.	HASSELT. Hommes. Primaires	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
30	11	10	8	1	1	1	—	—	—	4	3	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
50	20	21	8	1	4	—	2	2	—	17	13	1	1	2	2	2	—	—	—	2	1	—	—	1	5
2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
269	80	137	20	16	14	4	9	1	—	87	17	67	2	1	37	12	20	1	4	51	23	20	3	3	7
185	101	47	23	11	59	20	15	12	3	58	28	21	7	2	12	8	3	—	1	30	14	8	7	1	8
79	40	26	6	7	14	4	6	2	2	35	11	20	2	2	13	6	7	—	—	11	1	6	2	2	9
5	1	1	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
21	15	6	—	—	6	4	2	—	—	10	5	5	—	—	2	2	—	—	—	3	3	—	—	—	15
4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	17
36	15	12	6	3	5	2	2	1	—	6	3	3	—	—	5	3	1	—	1	7	3	2	1	1	18
2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
100	27	25	31	17	6	2	1	2	1	24	6	8	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
3	—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
460	150	259	38	21	68	34	31	2	1	135	53	71	4	7	217	108	95	7	7	232	102	115	10	5	24
1,168	404	211	340	123	234	103	59	54	16	311	138	79	60	34	104	62	16	14	12	207	70	56	52	30	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
3	2	1	—	—	2	—	2	—	—	2	1	1	—	—	5	3	2	—	—	2	1	1	—	—	27
42	12	14	8	8	4	2	—	1	1	12	4	6	2	—	8	3	1	2	—	5	—	2	1	2	28
145	45	17	68	17	33	9	4	13	7	39	13	8	14	4	9	1	7	1	—	54	20	6	13	6	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
376	157	124	58	37	22	9	7	3	1	121	38	61	13	7	44	12	15	10	7	48	17	15	10	6	35
597	160	59	244	126	303	28	8	184	83	12	9	3	1	—	52	9	6	27	10	194	56	18	99	41	36
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	37
134	67	48	14	5	6	—	3	2	1	35	20	10	2	3	3	—	2	1	—	18	6	4	4	4	38
13	8	3	1	1	12	4	1	7	—	2	2	—	—	—	1	—	—	1	—	2	2	—	—	—	39
52	14	12	13	13	2	—	2	—	—	17	3	8	2	2	7	3	1	1	2	8	4	3	—	1	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45
39	16	21	2	—	3	2	1	—	—	11	—	11	—	—	17	4	12	1	—	23	7	14	—	2	44
74	33	29	8	2	17	7	5	4	1	12	7	4	1	—	13	0	3	2	—	28	18	4	6	—	45
3,898	1,468	1,107	904	419	818	247	158	294	119	959	377	389	125	68	554	249	191	70	44	928	318	275	210	95	
4,291	1,527	1,298	937	529	864	254	178	299	133	1,114	408	501	129	76	598	258	220	73	47	998	366	318	21 6	98	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Total des condamnés.	ARLON. Hommes. Primaires	ARLON. Hommes. Récidivistes.	ARLON. Femmes. Primaires	ARLON. Femmes. Récidivistes.	MARCHE. Total des condamnés.	MARCHE. Hommes. Primaires	MARCHE. Hommes. Récidivistes.	MARCHE. Femmes. Primaires	MARCHE. Femmes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Total des condamnés.	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes.	NAMUR. Total des condamnés.	NAMUR. Hommes. Primaires	NAMUR. Hommes. Récidivistes.	NAMUR. Femmes. Primaires	NAMUR. Femmes. Récidivistes.	DINANT. Total des condamnés.	DINANT. Hommes. Primaires	DINANT. Hommes. Récidivistes.	DINANT. Femmes. Primaires	DINANT. Femmes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Total des condamnés.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	2	*1*	—	—	—	—	—	—	—											1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	*4*	1	—	4	4	*9*	—	—	—	—	—	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	4	1	*1*	2	—	1	1	—	—	—	2	1	*1*	—	—	13	5	4	4	—	15	8	*5*	1	*1*	—	—	—	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	26	7	*19*	—	—	16	6	*9*	1	—	19	8	*11*	—	—	129	29	*85*	7	*10*	78	29	*42*	4	*3*	1	1	—	—	—	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	58	27	*17*	12	2	26	17	*5*	6	—	35	18	*9*	7	*1*	107	52	*31*	12	*12*	62	29	*15*	17	*1*	—	—	—	—	—	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	42	21	*16*	5	—	21	9	*10*	1	*1*	10	5	7	—	—	72	23	*35*	9	7	48	19	*24*	5	—	1	—	*1*	—	—	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	3	—	6	*1*	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	2	—	—	—	3	3	—	—	—	3	1	2	—	—	14	9	5	—	—	10	5	5	—	—	—	—	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	3	3	—	—	—	2	1	*1*	—	—	1	1	—	—	—	27	8	*9*	4	*6*	11	4	*4*	1	2	—	—	—	—	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	—	*1*	12	—	2	—	—	1	*1*	1	1	—	—	—	2	1	*1*	—	—	2	1	—	—	*1*	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	3	—	*1*	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	*1*	11	3	*5*	3	—	3	2	—	—	*1*	—	—	—	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	2	1	—	2	—	*2*	—	—	3	1	2	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	89	50	*36*	3	—	41	15	*25*	1	*2*	61	31	*21*	2	*4*	325	140	*147*	17	*21*	99	40	*43*	3	*2*	14	10	*3*	1	—	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	223	97	*75*	40	*12*	129	71	*27*	28	*3*	136	75	*35*	21	*5*	420	161	*122*	92	*45*	293	157	*71*	73	*12*	1	1	—	—	—	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	1	—	1	—	2	1	*1*	—	—	3	1	2	—	—	7	2	5	—	—	2	—	*2*	—	—	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	6	6	—	—	—	3	2	*1*	—	—	6	5	—	1	—	17	4	*5*	4	*6*	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	24	4	*8*	11	*1*	33	17	*8*	11	*5*	10	4	2	4	—	86	10	7	47	*16*	16	11	—	5	2	—	—	—	—	—	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	26	15	*11*	—	2	16	9	*7*	—	—	19	10	*6*	2	*1*	134	41	*45*	26	*21*	32	12	*15*	4	*1*	19	1	*8*	3	3	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	47	25	*11*	11	2	22	15	—	6	*3*	21	10	*6*	4	*1*	195	48	*11*	82	*51*	69	20	*8*	34	7	—	—	—	—	—	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	—	—	2	1	*1*	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	11	7	*3*	—	—	7	5	*1*	1	—	5	1	*2*	2	—	52	10	25	7	*4*	15	7	*6*	1	*1*	7	3	*3*	1	—	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	6	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	39
Recel	40	11	8	*2*	1	—	3	1	*2*	—	—	1	1	—	—	—	19	2	*4*	8	*5*	4	1	*2*	1	—	2	—	—	—	—	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	10	5	*4*	1	—	1	—	*1*	—	—	5	1	*3*	—	—	14	1	*11*	1	*1*	13	4	*8*	—	*1*	2	—	2	—	—	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	41	21	*16*	3	*1*	8	4	*3*	—	*1*	12	8	*3*	—	—	18	10	*5*	3	—	22	11	*5*	3	*3*	—	—	—	—	—	45
TOTAUX DU TABLEAU		641	304	224	93	20	344	177	97	56	14	354	183	113	43	15	1,704	588	564	339	213	812	359	259	156	38	58	17	21	7	5	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		703	322	264	96	21	469	188	109	57	15	375	196	125	44	16	1,926	618	709	354	245	857	364	290	161	42	53	17	23	7	8	

XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.			5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU DELÀ. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	7	8	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	10	14	2
Faux en écritures	3	10	19	38	7	7	14	5	8	13	5	—	5	1	3	4	2	3	5	3	1	4	1	—	1	1	—	1	6	6	12	30	47	87	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	10	10	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	16	17	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	39	41	6	24	30	—	22	22	2	7	9	—	4	4	1	—	1	—	4	4	—	6	6	—	6	6	—	12	12	11	124	135	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	6	6	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	8	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine correctionnelle.	7	224	665	889	233	315	548	82	278	360	78	210	288	39	146	185	61	93	154	20	103	123	20	51	83	10	58	77	85	263	348	800	2,185	3,075	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés id. de police	8	55	225	280	45	68	111	12	47	59	5	19	24	1	30	31	2	7	9	1	6	7	1	4	5	—	1	1	—	6	6	120	413	533	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	36	211	247	27	108	135	22	80	102	11	55	66	13	39	52	10	36	46	4	32	36	2	11	13	3	15	20	21	93	117	93	680	834	9
Avortement	10	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	8	8	11
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.	15	21	55	76	5	25	30	4	20	30	4	14	18	2	8	10	—	4	4	—	6	6	—	4	4	—	—	—	1	10	11	37	152	189	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	2	2	—	—	—	—	1	1	1	1	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	8	10	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	8	73	81	11	45	56	6	27	33	2	17	19	—	14	14	1	9	10	2	9	11	—	12	12	—	3	3	—	11	11	30	220	250	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	10	10	—	6	6	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	24	19
Adultère et bigamie	20	8	84	92	6	42	48	2	32	34	—	15	15	—	10	10	—	3	3	—	5	5	—	2	2	—	5	5	—	8	8	16	204	220	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	2	6	8	—	4	4	1	1	2	1	—	1	1	4	5	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	1,275	720	1,995	887	194	1,081	393	203	596	317	103	420	181	105	286	156	76	232	93	69	162	78	43	121	48	48	96	209	160	369	3,637	1,721	5,358	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	1,099	688	1,787	617	168	785	224	166	390	185	49	234	80	55	142	65	39	102	35	25	58	21	19	40	22	15	37	61	56	117	2,414	1,276	3,690	25
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	37	37	—	12	12	—	9	9	—	3	3	—	4	4	—	5	5	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	8	8	—	83	83	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	6	44	50	9	16	25	3	22	25	1	13	14	—	5	5	—	2	2	—	7	7	—	3	3	—	3	3	2	18	20	21	133	154	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	17	182	199	4	81	85	2	43	45	1	21	22	1	13	14	—	14	14	—	6	6	—	4	4	—	6	6	—	11	11	25	381	406	29
Violation de sépulture	30	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	30
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	3	3	2	—	2	3	1	4	1	3	4	—	1	1	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	2	2	10	13	23	34
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	302	318	620	207	122	329	110	108	218	65	82	147	62	73	135	50	41	91	23	37	62	20	21	50	22	28	50	123	142	265	1,025	972	1,997	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	63	141	207	44	62	106	19	39	58	7	16	23	2	11	13	3	7	10	3	3	6	—	2	2	3	8	11	2	7	9	146	299	445	36
Banqueroute	37	—	7	7	2	6	8	—	2	2	1	1	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	19	22	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	99	101	200	65	42	107	30	34	64	31	19	50	14	14	28	9	3	12	10	6	16	8	11	19	7	4	11	23	19	42	206	253	549	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	3	10	13	3	1	4	—	—	—	1	1	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	8	15	23	39
Recel	40	29	71	100	10	27	43	14	18	32	9	7	16	4	13	17	7	3	10	4	3	7	3	3	8	4	3	7	7	22	39	97	172	269	40
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	4	5	41
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	43
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	15	139	152	17	82	99	5	56	61	—	37	37	2	30	32	1	18	19	—	18	18	1	6	7	—	9	9	—	37	37	59	452	471	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	16	162	178	15	68	81	1	41	42	1	22	23	—	16	16	1	7	8	—	7	7	—	4	4	—	7	7	—	16	16	32	350	382	45
TOTAUX DU TABLEAU		3,286	4,046	7,344	2,247	1,532	3,779	939	1,275	2,214	759	723	1,482	412	605	1,017	370	375	745	203	350	553	174	214	388	131	225	356	544	912	1,456	9,077	10,257	19,334	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,649	4,472	8,121	2,563	1,727	4,290	1,102	1,524	2,626	900	877	1,777	519	750	1,269	463	479	942	265	477	742	233	289	522	167	300	467	787	1,310	2,097	10,648	12,205	22,853	

XLIV (suite). — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Faux en écritures	3	1	2	3	1	1	2	1	—	1	1	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	1	2	3	1	—	1	—	2	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	6	8	—	2	2	—	2	2	—	1	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle.	7	10	77	87	24	33	57	6	30	36	4	8	12
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	12	55	67	6	17	23	—	6	6	—	2	2
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	10	27	37	4	14	18	1	3	4	—	4	4
Avortement	10	—	4	4	3	1	4	—	—	—	—	—	—
Exposition et délaissement d'enfants	11	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	10	10	—	2	2	—	1	1	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	1	23	24	2	9	11	—	6	6	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	4	4	—	—	—	—	3	3	—	—	—
Adultère et bigamie	20	9	47	56	4	21	25	—	12	12	—	6	6
Meurtre frappé d'une peine correctionnelle	22	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.	24	76	84	160	58	22	78	17	21	38	11	10	21
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	375	301	676	184	69	253	60	75	135	55	22	57
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	6	18	24	2	6	8	4	6	10	—	1	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	35	162	197	23	49	72	8	32	40	1	11	12
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	91	50	141	67	25	92	20	12	32	23	2	25
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	301	152	453	167	31	198	68	20	88	33	9	42
Banqueroute	37	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	31	16	47	12	5	17	10	4	14	5	—	5
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	3	3	1	2	3	—	—	—	—	—	—
Recel	40	10	10	38	8	3	13	2	7	9	1	2	3
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle.	44	—	5	5	1	1	2	—	3	3	—	1	1
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	3	18	21	3	11	14	1	2	3	—	2	2
TOTAUX DU TABLEAU		984	1,093	2,077	569	331	900	198	247	445	114	82	196
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,099	1,170	2,269	660	358	1,018	233	286	519	151	98	249

NATURE DES INFRACTIONS.	5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU-DELÀ. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	4	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	4	8	3
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	7	4
—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	15	17	5
1	11	12	1	8	9	—	4	4	3	2	5	1	3	4	6	17	23	59	193	249	7
—	3	3	2	3	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	3	4	21	91	112	8
—	1	1	1	2	3	—	—	—	—	—	—	1	5	6	2	—	2	10	56	75	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	15
—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	16	16	17
—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	40	43	18
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8	19
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	88	101	20
—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
9	6	15	7	3	10	5	1	6	2	—	2	1	1	2	3	7	12	180	133	344	24
11	23	34	7	8	15	5	9	14	2	5	7	—	2	2	4	15	19	683	529	1,212	25
																					27
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	30	51	28
—	3	3	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	29
—	6	6	—	5	5	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	4	4	67	274	341	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	31
11	7	18	11	4	15	5	2	7	8	3	11	8	3	11	27	4	31	271	112	383	33
23	8	36	20	2	22	23	3	26	7	1	8	8	—	8	28	1	29	683	227	910	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6	64	27	91	38
1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8	39
—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	39	40
1	1	2	2	3	5	2	—	2	—	2	2	1	—	1	3	2	5	39	41	80	41
—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	14	44
—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	7	38	45	45
62	76	138	55	45	100	41	33	74	22	14	36	20	15	35	81	59	140	1,246	1,995	4,141	
85	92	177	74	52	126	54	42	96	33	27	60	42	19	61	173	81	254	2,604	2,225	4,829	

XLV. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.

(Population au 31 décembre 1903 : 1,280,812 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER.		FÉVRIER.		MARS.		AVRIL.		MAI.		JUIN.		JUILLET.		AOÛT.		SEPTEMBRE.		OCTOBRE.		NOVEMBRE.		DÉCEMBRE.		FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS.		AVRIL A SEPTEMBRE.		FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée.		TOTAL.		Numéros de la nomenclature.
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	2	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	3	1	—	—	—	—	—	0	2	10	9	2
Faux en écritures	3	6	3	5	—	11	4	5	15	2	2	—	6	2	2	8	7	5	—	4	4	7	5	2	3	—	—	—	—	104	51	161	100	3
Faux témoignage et faux serment	4	3	—	1	—	3	1	1	2	1	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	1	—	10	8	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	11	21	14	9	11	14	10	5	10	11	10	7	18	11	15	12	19	16	21	8	10	9	6	6	—	—	—	—	33	23	194	152	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6
Crimes et délits contre l'ordre public } d'une peine correctionnelle.	7	51	126	50	151	75	158	68	175	51	136	90	216	101	217	103	202	101	188	97	158	67	145	67	121	—	—	—	—	5	5	926	1,989	7
commis par des particuliers, frappés } id. de police	8	21	12	33	17	26	15	26	14	32	9	40	9	42	12	42	20	30	15	34	15	16	4	10	14	—	—	—	—	—	—	334	151	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	8	37	14	23	7	32	12	33	19	21	13	21	11	32	15	37	11	27	11	19	7	27	12	15	—	—	—	—	10	6	148	333	9
Avortement	10	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	9	4	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	5	6	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	13
Attentats à la pudeur et viols frappés } d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés } id. correctionnelle.	15	2	1	7	—	6	2	2	5	4	1	2	5	8	8	5	6	4	6	2	4	—	1	1	—	—	—	—	—	4	43	47	82	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	5	17	9	17
Outrages publics aux bonnes mœurs } d'une peine correctionnelle.	18	0	7	6	7	4	15	4	12	8	13	7	20	13	18	7	9	16	13	12	7	10	6	5	6	—	—	—	—	8	37	100	170	18
Outrages publics aux bonnes mœurs } frappés. id. de police	19	—	—	—	1	1	1	1	1	2	—	2	1	3	3	—	1	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	16	11	4	7	15	10	13	9	19	5	17	6	20	11	11	7	12	8	11	13	10	8	10	5	1	—	—	—	51	63	210	163	20
Meurtre frappé. } d'une peine criminelle.	21	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	21
Meurtre frappé. } id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	22
Meurtre frappé. } id. de police	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	25
Lésions corporelles volontaires frappées } d'une peine criminelle.	24	51	71	30	38	29	35	36	39	33	113	37	94	76	126	37	120	55	85	80	123	52	79	52	79	—	—	—	—	15	12	634	1,164	24
Lésions corporelles volontaires frappées } id. correctionnelle.	25	141	121	140	138	138	129	135	112	232	139	210	136	223	153	175	166	169	101	157	119	172	120	151	99	—	—	—	—	4	4	2,099	1,550	25
Lésions corporelles volontaires frappées } id. de police	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
Duel	27	1	2	2	2	—	—	3	1	1	1	—	—	1	—	1	3	2	3	2	1	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	16	16	27
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	28	—	6	2	2	4	2	3	—	2	1	4	11	1	4	5	6	6	2	2	4	1	—	4	3	—	—	—	—	11	5	45	46	28
Calomnies et injures frappées } d'une peine correctionnelle.	29	25	19	20	18	41	15	38	18	33	26	39	24	29	21	31	25	31	17	31	14	31	15	22	21	—	—	—	1	4	6	382	241	29
Calomnies et injures frappées } id. de police	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Violation de sépulture	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret professionnel	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	33
Id. id. des lettres	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	34
Vols et maraudages frappés } d'une peine criminelle.	35	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	205	80	1,138	1,166	35
Vols et maraudages frappés } id. correctionnelle.	36	87	115	60	78	89	91	78	66	71	74	73	76	73	85	54	100	95	138	78	76	38	81	117	105	—	—	—	—	5	5	102	83	36
Vols et maraudages frappés } id. de police	37	10	10	7	6	12	18	8	18	8	5	3	5	8	—	4	3	17	4	5	2	2	2	13	5	—	—	—	—	11	5	14	9	37
Banqueroute	38	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés } d'une peine correctionnelle.	39	23	36	30	21	36	31	30	36	32	20	28	21	20	30	41	38	32	26	45	38	25	41	30	53	—	—	—	2	108	144	585	539	39
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés } id. de police	40	2	1	1	1	7	—	1	—	1	1	2	—	2	—	2	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	29	4	40
Recel	41	4	9	8	13	10	11	7	1	2	11	10	9	2	5	8	9	8	9	5	9	6	5	8	20	1	1	—	—	40	22	128	110	41
Incendie frappé } d'une peine criminelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	42
Incendie frappé } id. correctionnelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Incendie frappé } id. de police	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
Destructions et dommages frappés } d'une peine criminelle.	45	7	7	6	10	2	15	3	12	3	8	4	14	4	11	5	11	1	8	8	10	1	6	5	14	—	—	—	—	—	—	47	126	45
Destructions et dommages frappés } id. correctionnelle.	46	7	10	6	9	4	10	4	8	15	9	5	9	5	7	9	15	7	12	6	9	8	6	5	5	—	—	—	—	—	1	81	108	46
Destructions et dommages frappés } id. de police	47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47
TOTAUX		492	625	475	574	551	666	520	647	604	624	624	707	674	756	601	798	625	685	619	655	493	570	505	579	2	1	2	2	751	521	7,550	8,391	
		1,717		1,049		1,217		1,167		1,228		1,331		1,430		1,399		1,306		1,254		1,065		1,082		3		4		1,275		15,927		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1903 : 528,108 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	Récidivistes.	MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL. Primaires	Récidivistes.	MAI. Primaires	Récidivistes.	JUIN. Primaires	Récidivistes.	JUILLET. Primaires	Récidivistes.	AOÛT. Primaires	Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	2	1	2
Faux en écritures	3	2	—	2	1	2	1	1	1	—	1	—	2	1	—	—	1	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	104	6	110	19	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	2	—	—	1	3	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	7	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	4	8	3	2	2	4	3	6	4	3	6	3	3	4	10	4	4	1	7	3	5	9	3	—	—	—	—	9	2	63	36	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	7	11	38	20	68	40	68	30	52	27	66	24	65	36	71	22	95	17	86	19	52	19	49	20	57	—	—	—	—	—	—	30	755	7
d'une peine correctionnelle.	8	15	6	12	9	15	10	10	14	6	4	21	9	19	14	25	11	18	9	6	5	10	5	13	8	—	—	—	—	9	—	168	101	8
id. de police	9	4	14	5	15	4	3	5	15	4	8	8	8	5	13	9	16	4	15	8	12	7	17	2	8	—	—	—	—	—	7	65	171	9
Crimes et délits contre la sécurité publique	10	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	10
Avortement	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Exposition ou délaissement d'enfants	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Destruction ou supposition d'état	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	13
Enlèvement de mineurs	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés	d'une peine criminelle.	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	9	45	55	15
	id. correctionnelle.	16	2	—	2	1	1	—	1	—	1	3	2	4	8	9	—	3	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	4	7	5	9	17
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	15	103	73	18
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	d'une peine correctionnelle.	18	4	8	—	1	12	—	3	7	10	7	15	15	11	2	4	12	6	4	2	2	3	1	1	2	—	—	—	1	—	—	—	21	3	19
	id. de police	19	—	—	1	—	14	2	2	—	—	1	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	12	13	34	16	20
Adultère et bigamie	20	4	2	1	1	8	2	3	—	2	2	4	1	1	3	6	2	—	—	3	6	6	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	21
Meurtre frappé	d'une peine criminelle.	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
	id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées.	d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
	id. correctionnelle.	24	21	67	36	79	49	68	37	70	45	82	42	60	44	111	60	110	30	83	30	61	24	67	40	72	—	2	—	—	2	6	438	958	25
	id. de police	25	37	31	37	45	81	40	68	38	62	32	61	48	101	78	94	78	49	67	39	45	37	32	37	40	1	—	1	—	1	2	772	592	26
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	1	4	1	—	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8	28
Calomnies et injures frappées	d'une peine correctionnelle.	28	4	2	3	4	4	4	3	2	1	2	2	3	3	3	3	6	1	3	5	—	—	3	2	—	—	—	—	9	3	42	57	29
	id. de police	29	4	2	10	9	10	4	10	8	5	10	13	9	10	6	8	8	10	4	8	3	7	4	3	1	—	—	—	1	4	2	124	71	30
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés	d'une peine criminelle.	34	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35
	id. correctionnelle.	35	64	28	41	30	19	36	33	35	36	18	24	36	29	33	36	39	32	36	33	33	44	26	34	26	—	1	—	—	108	32	555	310	36
	id. de police	36	7	3	8	2	0	10	14	—	14	7	8	3	4	2	11	11	11	6	10	1	8	8	3	2	—	—	—	—	1	1	110	38	37
Banqueroute	37	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	2	15	3	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés	d'une peine correctionnelle.	38	6	9	3	10	9	17	17	8	3	11	3	8	6	16	21	6	11	15	14	8	12	4	24	9	—	—	—	1	129	34	262	155	39
	id. de police	39	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	1	—	1	1	1	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	15	2	40
Recel	40	3	7	2	1	—	8	2	8	1	—	1	2	4	1	2	7	2	4	6	6	2	8	3	6	—	—	—	—	—	—	55	15	65	71	41
Incendie frappé	d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
	id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
	d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
Destructions et dommages frappés	id. correctionnelle.	44	3	3	6	10	2	9	3	10	1	7	7	5	3	3	5	2	10	6	2	3	5	—	3	1	—	—	—	—	1	1	41	92	45
	id. de police	45	6	7	5	3	6	3	5	2	3	3	7	6	2	3	3	2	10	6	2	3	3	—	3	1	—	—	—	—	—	—	62	30	46
	TOTAUX		207	251	250	295	305	290	245	295	250	275	259	291	294	365	318	311	211	257	210	256	211	245	215	259	1	3	4	1	489	179	5,408	5,719	
			439		545		593		536		503		550		679		732		565		466		456		474		4		5		668		7,215		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1903 : 958,173 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.	JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	OCTOBRE A MARS. Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	TOTAL. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2	2
Faux en écritures	3	—	—	—	25	1	5	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	8	6	15	57	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	5	4	5	4	5	8	4	—	4	4	5	1	4	4	5	6	5	8	3	6	5	4	4	6	—	—	—	—	1	2	45	57	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle.	7	18	60	76	119	51	67	46	71	54	85	55	78	55	125	39	112	27	84	30	79	22	55	28	59	—	—	—	—	1	—	481	972	7
commis par des particuliers, frappés. { id. de police	8	19	8	20	19	16	15	15	15	17	16	12	20	14	18	20	11	15	12	10	17	14	12	9	9	—	—	—	—	—	—	170	168	8
	9	6	18	7	16	7	16	11	16	12	57	10	15	10	22	7	50	13	29	7	17	9	20	13	16	—	—	—	—	2	5	114	255	9
Crimes et délits contre la sécurité publique	10	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	1	10	3	10
Avortement	11	2	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	8	3	11
Exposition ou délaissement d'enfants	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Destruction ou supposition d'état	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13
Enlèvement de mineurs	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés, { d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	3	1	3	—	—	—	—	38	2	93	21	15
{ id. correctionnelle.	15	3	—	3	3	6	1	15	1	3	3	1	1	18	4	1	1	1	2	—	2	1	2	1	2	—	—	—	—	3	1	3	5	17
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs { d'une peine correctionnelle.	18	—	2	7	7	19	7	2	2	9	8	9	10	4	5	3	5	4	6	1	4	5	6	1	3	—	—	—	—	32	9	98	74	19
frappés { id. de police	19	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	1	1	1	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	11	4	20
Adultère et bigamie	20	8	5	6	5	3	6	6	8	11	4	6	2	1	—	3	5	10	4	8	2	4	6	3	3	—	1	—	—	25	19	97	68	20
Meurtre frappé { d'une peine criminelle.	21	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	1	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	21
{ id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées { d'une peine criminelle.	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
{ id. correctionnelle.	24	60	96	74	102	61	111	88	109	92	129	95	129	95	151	68	168	68	135	61	120	45	90	55	71	—	—	—	—	6	9	852	1,121	24
{ id. de police	25	91	85	155	107	145	99	144	129	180	121	216	155	236	175	180	126	170	126	168	135	125	89	128	90	1	—	—	—	9	5	1,955	1,129	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	2	3	2	1	3	2	2	—	1	1	7	1	—	3	2	1	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	16	20	27
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle.	28	—	3	11	3	2	2	1	6	3	2	—	3	9	13	3	3	3	3	4	5	—	2	1	2	—	—	—	—	3	2	46	51	28
{ id. de police	29	13	15	33	8	19	15	29	10	34	12	37	25	37	19	33	33	33	28	23	11	11	11	11	15	—	—	—	—	4	7	525	205	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	33
Vols et marandages frappés { d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
{ id. correctionnelle.	35	21	15	11	38	28	55	25	31	23	27	45	31	30	27	16	56	42	51	16	31	30	15	21	19	—	1	—	—	36	31	454	552	35
{ id. de police	36	14	10	35	29	28	39	60	62	85	57	51	38	30	32	32	11	61	38	30	56	24	32	21	31	2	—	—	—	2	5	581	191	36
	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	10	1	11	3	37
Banqueroute	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74	72	211	213	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés { d'une peine correctionnelle.	38	14	21	7	11	4	9	2	8	11	10	10	15	10	18	4	6	30	18	9	7	13	9	14	9	—	—	—	—	2	2	21	8	39
{ id. de police	39	2	1	2	—	7	2	—	1	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	2	—	2	1	—	—	1	—	—	—	2	2	9	21	60	87	40
Recel	40	2	8	3	3	10	3	3	4	1	3	9	8	—	6	7	6	4	3	1	3	4	2	3	10	—	—	—	—	—	—	2	—	41
Incendie frappé { d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	42
{ id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés { d'une peine criminelle	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45
{ id. correctionnelle.	44	2	18	7	25	16	11	20	22	8	19	7	16	8	16	9	8	7	21	7	17	4	15	3	11	—	—	—	—	1	—	99	201	44
{ id. de police	45	10	12	8	15	19	21	14	18	21	15	20	21	22	12	15	16	22	21	11	20	14	20	13	11	—	—	—	—	—	1	105	207	45
TOTAUX		291	410	485	558	507	512	484	525	552	557	598	579	604	651	508	619	552	602	439	556	357	410	349	388	4	2	2	1	287	228	5,952	6,578	
		701		1,023		1,019		1,009		1,109		1,177		1,255		1,127		1,134		995		747		707		6		3		515		12,530		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de moins de 10,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1903 : 4,218,126 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER.		FÉVRIER.		MARS.		AVRIL.		MAI.		JUIN.	
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	*1*	1	—	—	*2*	—	—	1	*1*	1	—
Faux en écritures	3	7	*1*	2	—	1	*1*	1	*2*	2	*3*	6	*2*
Faux témoignage et faux serment	4	5	*1*	1	—	2	*1*	2	*3*	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	*5*	8	*15*	15	*9*	14	*15*	20	*12*	14	*8*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	1	*1*	1	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine correctionnelle	7	51	*98*	120	*158*	75	*127*	70	*110*	76	*144*	95	*159*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : id. de police	8	42	*17*	64	*55*	47	*29*	32	*30*	34	*12*	38	*25*
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	28	*59*	38	*61*	39	*50*	42	*69*	38	*56*	32	*79*
Avortement	10	—	—	—	—	1	—	4	*1*	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	*1*	—	—	2	*1*	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés : d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés : id. correctionnelle.	15	4	*3*	8	*8*	8	*10*	12	7	26	*11*	21	*6*
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	5	*11*	12	*9*	8	*13*	8	*10*	20	*15*	26	*15*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : id. de police	19	1	*1*	4	*1*	1	—	—	*1*	2	*2*	7	*2*
Adultère et bigamie	20	5	*6*	6	*6*	6	*6*	5	*5*	7	*5*	7	*6*
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	1	—	1	*1*	7	*1*	1	*1*	1	—	1	—
Meurtre frappé : id. correctionnelle.	22	1	—	—	—	1	*1*	—	—	—	—	1	*1*
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées : id. correctionnelle.	24	245	*261*	201	*312*	262	*325*	225	*319*	267	*353*	316	*329*
Lésions corporelles volontaires frappées : id. de police	25	345	*190*	372	*250*	371	*227*	410	*250*	181	*261*	302	*215*
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	*9*	9	*4*	5	*7*	7	*5*	4	*10*	5	*8*
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	6	*10*	20	*8*	25	*11*	20	*12*	14	*6*	15	*10*
Calomnies et injures frappées : id. de police	29	78	*24*	80	*53*	65	*58*	88	*28*	80	*57*	98	*52*
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	—	*2*	2	*2*	—	—	—	*1*	2	*2*	1	*2*
Vols et maraudages frappés : id. correctionnelle.	35	70	*108*	105	*99*	110	*85*	70	*96*	71	*87*	106	*102*
Vols et maraudages frappés : id. de police	36	95	*80*	138	*111*	140	*100*	220	*115*	102	*115*	139	*85*
Banqueroute	37	—	—	1	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	26	*14*	30	*20*	28	*20*	25	*7*	31	*16*	33	*12*
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : id. de police	39	3	*2*	3	—	2	*3*	4	*1*	3	*2*	4	—
Recel	40	16	*15*	14	*11*	17	*25*	26	*8*	9	*4*	8	*5*
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	1	—	—	*1*	—	—	—	—	—	*1*
Incendie frappé : id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	*1*	—	*1*
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés : id. correctionnelle.	44	30	*57*	30	*61*	37	*19*	24	*48*	32	*34*	10	*41*
Destructions et dommages frappés : id. de police	45	25	*25*	67	*35*	51	*34*	61	*46*	36	*40*	31	*56*
TOTAUX		1,100	*1,005*	1,485	*1,214*	1,331	*1,189*	1,422	*1,230*	1,491	*1,262*	1,637	*1,188*
		2,114		2,699		2,531		2,652		2,753		2,825	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	DURANT LE MOIS DE JUILLET.		AOÛT.		SEPTEMBRE.		OCTOBRE.		NOVEMBRE.		DÉCEMBRE.		FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS.		AVRIL-A SEPTEMBRE.		FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée.		TOTAL.		Numéros de la nomenclature.
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	3	*1*	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	*1*	—	*1*	—	—	2	—	1	*1*	—	—	—	—	—	—	4	*2*	16	*9*	2
Faux en écritures	3	—	*1*	3	*3*	—	*3*	7	—	1	—	2	—	—	—	—	—	28	*8*	57	*30*	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	3	*1*	—	—	—	—	—	—	11	*7*	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	*17*	17	*10*	10	*21*	17	*18*	18	*9*	8	*9*	—	—	—	—	7	*9*	160	*158*	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*1*	10	*2*	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine correctionnelle	7	59	*150*	90	*195*	74	*189*	72	*167*	73	*105*	64	*114*	—	—	—	—	1	*6*	929	*1,719*	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : id. de police	8	81	*55*	65	*40*	75	*55*	62	*27*	40	*24*	44	*21*	—	—	—	—	—	*5*	682	*391*	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	63	*61*	31	*69*	50	*66*	34	*76*	45	*51*	55	*55*	1	—	1	—	3	*9*	556	*759*	9
Avortement	10	7	*1*	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	*2*	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	*1*	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	*3*	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Attentats à la pudeur et viols frappés : d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés : id. correctionnelle.	15	14	*15*	9	*16*	15	*9*	11	*8*	9	*5*	5	*6*	—	—	—	—	81	*51*	223	*137*	13
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*2*	1	*3*	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	31	*18*	21	*17*	15	*11*	8	*9*	7	*5*	5	*4*	—	—	—	—	38	*17*	207	*153*	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : id. de police	19	10	*4*	10	*2*	—	*2*	—	*1*	1	*2*	—	*2*	—	—	—	—	—	—	30	*29*	19
Adultère et bigamie	20	7	*6*	7	*7*	2	*5*	5	*4*	6	*2*	1	*2*	—	—	—	—	34	*19*	98	*75*	20
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	—	*1*	5	*2*	—	*1*	—	*5*	—	*1*	1	—	—	—	—	—	—	—	10	*11*	21
Meurtre frappé : id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	1	*1*	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	6	*5*	22
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées : id. correctionnelle.	24	332	*351*	385	*414*	351	*398*	352	*358*	290	*266*	212	*202*	1	—	—	—	21	*21*	3,574	*3,983*	24
Lésions corporelles volontaires frappées : id. de police	25	330	*272*	388	*308*	424	*215*	480	*226*	347	*195*	205	*118*	3	—	3	—	6	*6*	3,174	*2,801*	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	10	*10*	5	*8*	4	*7*	5	*4*	7	*5*	5	*5*	2	—	—	—	—	*3*	70	*83*	27
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	14	*17*	15	*17*	15	*11*	15	*15*	12	*9*	7	*7*	—	—	1	—	5	*4*	176	*111*	28
Calomnies et injures frappées : id. de police	29	74	*59*	110	*48*	91	*52*	70	*55*	48	*20*	38	*36*	5	—	14	*1*	7	*7*	985	*108*	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	*1*	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	33
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	*1*	3	*18*	34
Vols et maraudages frappés : id. correctionnelle.	35	90	*111*	113	*105*	105	*155*	91	*115*	61	*101*	52	*105*	—	—	1	—	120	*115*	1,199	*1,378*	35
Vols et maraudages frappés : id. de police	36	128	*72*	200	*112*	209	*138*	221	*125*	161	*82*	88	*68*	—	—	2	*1*	15	*7*	1,989	*1,205*	36
Banqueroute	37	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	*17*	11	*18*	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	20	*25*	20	*18*	15	*15*	10	*22*	9	*15*	17	*13*	—	—	1	—	71	*66*	316	*262*	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : id. de police	39	1	*1*	1	*2*	6	—	8	*1*	1	*1*	3	*2*	—	—	1	—	—	*1*	45	*17*	39
Recel	40	10	*10*	8	*12*	11	*20*	18	*6*	12	*11*	9	*7*	—	—	—	—	51	*57*	202	*170*	40
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*3*	41
Incendie frappé : id. correctionnelle.	42	—	—	1	*1*	1	—	—	*1*	—	—	—	*2*	—	—	—	—	—	—	2	*7*	42
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle.	43	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	43
Destructions et dommages frappés : id. correctionnelle.	44	27	*57*	35	*50*	40	*46*	55	*70*	28	*35*	38	*55*	—	—	—	—	—	—	417	*601*	44
Destructions et dommages frappés : id. de police	45	58	*55*	46	*51*	55	*50*	48	*25*	50	*35*	45	*27*	—	—	1	—	1	—	602	*401*	45
TOTAUX		1,027	*1,326*	1,708	*1,499*	1,549	*1,155*	1,581	*1,291*	1,255	*979*	1,015	*979*	12	2	21	*1*	481	*395*	17,820	*11,987*	
		2,953		3,297		2,984		2,875		2,214		1,994		14		26		876		32,807		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU (Récapitulation des quatre tableaux précédents.) — DURANT LES MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre le sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	4	2	—	—	—	—	—	1	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	4	2	4	5	3	3	1	—	3	3
Faux en écritures	3	19	35	27	23	10	16	10	25	10	22	18
Faux témoignage et faux serment	4	11	2	11	4	4	4	5	1	1	5	6
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	62	62	62	45	71	56	67	77	90	81	67
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	2	3	1	3	6	—	—	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	435	761	668	661	619	758	700	851	757	694	555
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	158	211	169	182	180	104	255	252	207	176	125
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	174	199	158	205	198	201	215	212	215	184	181
Avortement	10	2	3	3	8	4	—	0	3	1	—	4
Exposition ou délaissement d'enfants	11	3	4	1	3	—	2	2	4	2	2	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	19	31	31	41	31	42	82	42	30	27	19
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	1	2	3	3	1	3	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	46	49	70	48	88	146	102	81	75	45	45
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	2	8	22	3	7	17	22	20	3	4	4
Adultère et bigamie	20	37	36	36	31	33	49	30	49	41	40	48
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	2	8	4	4	3	3	3	1	4	3
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	1	—	2	—	1	3	3	—	1	2	1
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	873	1,011	996	985	1,135	1,146	1,204	1,382	1,215	1,148	915
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	1,040	1,228	1,231	1,320	1,324	1,382	1,708	1,715	1,365	1,304	1,128
Duel	26	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	16	21	16	25	20	14	34	19	25	16	16
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	51	55	57	47	55	48	64	58	47	46	27
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	180	226	209	233	257	277	235	309	219	204	145
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	3	3	—	1	4	3	4	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	345	401	301	455	407	315	398	315	351	400	319
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	229	351	455	301	477	356	206	431	484	169	310
Banqueroute	37	—	4	—	1	3	1	1	3	2	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	149	151	151	157	151	152	167	137	160	137	151
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	15	15	22	8	10	9	7	6	8	10	7
Recel	40	66	57	86	62	51	50	41	59	64	56	55
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	1	1	—	1	1	1	—	2	—	1
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	1	—	1	1	2	2	1	1	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	127	158	158	142	116	131	133	136	135	160	93
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	102	147	157	130	103	107	145	147	145	124	134
TOTAUX		4,374	5,316	5,360	5,384	5,593	5,883	6,317	6,555	5,989	5,590	4,482

DÉTERMINÉ. Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Primaires	Récidivistes.	à l'étranger. Primaires	Récidivistes.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		23
1	—	—	—	10	3	—	—	—	13	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteintte aux droits politiques garantis par la Constitution.
1	—	—	18	57	—	—	—	—	57	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
10	—	—	312	535	146	39	—	1	721	3	Faux en écritures.
3	—	—	2	64	—	—	—	—	64	4	Faux témoignage et faux serment.
31	—	—	86	887	19	12	—	1	919	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
—	—	—	4	20	2	1	—	—	23	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes
500	—	—	16	8,069	10	4	1	1	8,085	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
128	—	—	3	2,200	—	—	—	—	2,200	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
172	1	1	42	2,359	6	8	—	1	2,374	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
3	—	—	10	47	2	—	—	—	49	10	Avortement.
3	—	—	3	33	—	—	—	—	33	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	12	Destruction ou supposition d'état.
1	—	—	—	7	—	—	—	—	7	13	Enlèvement de mineurs.
—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
17	—	—	234	684	1	2	—	1	688	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
—	—	—	30	50	2	1	—	—	53	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
27	—	—	188	989	12	—	—	—	1,001	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
2	—	1	1	120	—	—	—	—	120	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
37	2	1	233	811	2	3	—	—	816	20	Adultère et bigamie.
1	—	—	—	40	—	—	1	2	43	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
4	—	—	—	18	—	—	—	—	18	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
850	3	—	92	13,027	7	8	6	11	13,059	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
988	3	4	38	16,355	2	—	1	—	16,358	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	26	Duel.
15	2	—	4	237	—	—	—	—	237	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
26	—	1	44	584	1	2	—	—	587	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
170	3	17	41	2,739	3	2	—	—	2,744	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	30	Violation de sépulture.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Id. du secret professionnel.
—	—	—	1	4	—	—	—	—	4	33	Id. id. des lettres.
8	—	—	1	31	—	—	—	—	31	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
507	2	1	790	6,810	31	11	8	11	6,937	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
259	2	3	41	4,622	—	—	—	—	4,622	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
3	—	—	65	84	6	4	—	2	96	37	Banqueroute.
169	1	3	788	2,573	121	96	5	10	2,803	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
3	2	1	11	141	6	—	—	—	147	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
66	2	4	225	923	14	21	—	6	967	40	Recel.
—	—	—	—	8	—	—	—	—	8	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
2	—	—	—	11	—	—	—	—	11	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
151	—	—	3	1,624	—	1	—	2	1,627	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
110	—	1	3	1,699	—	—	—	—	1,699	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
4,237	27	38	3,334	68,479	396	251	20	82	69,228		TOTAUX.

XLVI. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — et des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1902.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	communes de moins de 10,000 habitants. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	FAITS COMMIS à l'étranger. Tri-maires.	Récidivistes.	Total.	TOTAUX.
1		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	2	4	10	—	10	7	—	7	1,530	1	1,531	—	—	—	—	—	—	—	24
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	14	14	28	17	5	22	8	5	13	2,589	4	2,593	—	—	—	—	—	—	—	82
Faux en écritures	3	165	55	220	58	4	62	26	4	30	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	503
Faux témoignage et faux serment	4	16	3	19	12	—	12	5	—	5	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	57
Corruption de fonctions, de titres ou de rang	5	197	125	320	103	19	122	53	6	59	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	842
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires	6	12	—	12	32	—	32	6	—	6	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	38
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des ministres des cultes	7	1,157	2,208	3,365	3,247	—	3,247	1,878	—	1,878	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	9,320
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : de police	8	514	169	483	1,164	120	1,284	784	120	904	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	2,284
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	184	344	528	1,427	162	1,589	650	157	807	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	2,589
Avortement	10	12	3	15	23	30	53	6	—	6	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	53
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	7	11	10	18	28	4	—	4	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	28
Destruction ou suppression d'état	12	—	—	—	3	1	4	3	—	3	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	4
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	2	5	7	2	—	2	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	7
Attentats à la pudeur et viols, frappés : d'une peine criminelle	14	1	—	1	375	4	379	115	1	116	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	683
de police	15	64	51	115	37	5	42	18	2	20	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	42
Prostitution ou corruption de la jeunesse	16	17	8	25	312	74	386	52	55	107	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	886
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés : d'une peine correctionnelle	17	156	154	310	101	596	697	16	13	29	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	697
de police	18	11	3	14	16	13	29	7	3	10	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	29
Adultère et bigamie	19	215	138	353	7	3	10	1	3	4	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	10
Meurtre, frappé : d'une peine criminelle	20	2	1	3	1,322	380	1,702	8,530	172	8,702	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	15,601
correctionnelle	21	1	—	1	8,118	—	8,118	8,530	172	8,702	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	16,466
Lésions corporelles volontaires, frappées : d'une peine criminelle	22	—	—	—	1,322	1	1,323	2,624	4,503	7,127	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	2,695
correctionnelle	23	2,695	1,047	3,742	1,327	1,327	1,327	3,175	2,589	5,764	1,427	23	1,450	—	—	—	—	—	—	—	3,742
de police	24	2,526	1,196	3,722	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	26	14	17	31	22	16	38	35	43	78	1,089	964	2,053	151	342	493	—	—	—	—	240
Calomnies et injures, frappées : d'une peine correctionnelle	27	52	77	129	90	158	248	324	169	493	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	644
de police	28	287	318	605	248	—	248	324	—	324	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	2,933
Violation de sépulture	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des lettres	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages, frappés : d'une peine criminelle	32	7	—	7	1	3	4	1,089	—	1,089	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	3
correctionnelle	33	2,768	1,570	4,338	758	420	1,178	617	1,296	1,913	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	9	7	16	—	20
de police	34	149	109	258	157	44	201	381	40	421	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	7	1	8	—	7,295
Banqueroute	35	49	41	90	403	13	416	172	8	180	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	17	2	19	—	4,603
Abus de confiance, escroquerie, vols, tromperies, frappés : d'une peine correctionnelle	36	1,368	657	2,025	15	11	26	358	711	1,069	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	12	5	17	—	3,340
de police	37	40	51	91	27	5	32	326	19	345	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	3	2	5	—	152
Recel	38	304	156	460	192	48	240	20	168	188	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	1	1	2	—	940
Incendie, frappé : d'une peine criminelle	39	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	8
correctionnelle	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	10
Destructions et dommages, frappés : d'une peine criminelle	41	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	—	—	—	—	1
correctionnelle	42	260	187	447	98	90	188	718	465	1,183	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	7	2	9	—	2,215
de police	43	249	116	365	180	98	278	605	191	796	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	17	2	19	—	2,067
TOTAUX		3,269	1,943	5,212	7,112	3,843	10,955	6,386	6,529	12,915	1,089	964	2,053	1,440	1,586	3,026	410	569	979	33	74,906

XLVII. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1905, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus	91	96	89	104	135	131	136	133	136	108	84	97	8	1,366
25,000 à moins de 100,000 habitants	30	19	45	58	61	49	59	78	65	42	45	54	1	624
10,000 à moins de 25,000 habitants	79	59	85	89	84	92	120	97	90	82	72	46	2	995
Moins de 10,000 habitants	100	102	129	166	159	175	193	208	179	157	124	114	1	1,867
TOTAUX	300	376	346	417	437	447	508	536	470	389	323	291	12	4,852
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus	557	497	596	684	676	685	675	597	739	685	568	549	12	7,516
25,000 à moins de 100,000 habitants	161	219	209	169	245	220	279	284	219	210	205	213	4	2,679
10,000 à moins de 25,000 habitants	168	197	225	227	308	258	306	255	242	209	221	218	4	2,964
Moins de 10,000 habitants	251	274	286	329	357	324	407	394	401	289	257	241	7	3,836
TOTAUX	1,117	1,187	1,314	1,439	1,566	1,493	1,665	1,528	1,701	1,487	1,251	1,220	27	16,995
Total des deux catégories ci-dessus :														
100,000 habitants ou plus	648	593	685	788	809	816	809	730	875	791	652	646	20	8,882
25,000 à moins de 100,000 habitants	191	238	254	227	306	275	338	362	284	252	248	247	5	3,303
10,000 à moins de 25,000 habitants	247	256	310	316	392	350	426	350	332	291	293	264	6	3,959
Moins de 10,000 habitants	351	376	415	495	496	499	600	602	640	446	381	355	8	5,703
TOTAUX	1,417	1,563	1,660	1,826	2,003	1,940	2,173	2,064	2,171	1,876	1,574	1,511	39	21,847

XLVII (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1903 :														
100,000 habitants ou plus.	129	106	74	75	108	97	100	95	100	88	94	88	—	1,156
25,000 à moins de 100,000 habitants.	47	47	54	58	59	65	41	66	55	58	44	47	—	579
10,000 à moins de 25,000 habitants.	111	67	59	82	95	110	106	116	91	77	61	62	2	1,040
Moins de 10,000 habitants.	201	212	131	110	186	199	180	214	169	190	121	153	—	2,086
TOTAUX.	488	432	318	303	446	469	433	489	415	393	323	350	2	4,861
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1904 :														
100,000 habitants ou plus	87	95	74	105	105	109	118	125	110	110	86	97	7	1,224
25,000 à moins de 100,000 habitants.	47	55	47	69	47	60	71	81	55	44	40	54	5	651
10,000 à moins de 25,000 habitants .	47	102	82	100	77	101	105	94	77	80	72	46	—	981
Moins de 10,000 habitants.	115	205	161	157	181	209	198	250	212	166	125	115	1	2,077
TOTAUX.	296	453	364	429	410	479	490	536	452	400	323	290	11	4,933
Faits d'ivresse commis isolément en 1903 :														
100,000 habitants ou plus	817	624	507	509	594	599	576	609	599	610	775	610	6	7,433
25,000 à moins de 100,000 habitants.	152	145	139	156	150	146	177	184	198	192	227	176	3	2,005
10,000 à moins de 25,000 habitants.	347	284	326	256	326	297	421	416	349	299	156	187	4	3,638
Moins de 10,000 habitants.	518	335	300	257	299	322	302	381	312	366	268	328	5	3,891
TOTAUX.	1,644	1,388	1,272	1,138	1,369	1,364	1,536	1,590	1,488	1,437	1,424	1,301	18	16,967
Faits d'ivresse commis isolément en 1904 :														
100,000 habitants ou plus	658	599	506	512	597	602	581	657	812	971	620	556	5	7,636
25,000 à moins de 100,000 habitants.	135	167	202	207	252	284	275	302	257	259	250	209	4	2,823
10,000 à moins de 25,000 habitants.	172	210	218	242	259	265	264	285	259	274	224	225	5	2,860
Moins de 10,000 habitants.	320	346	325	345	399	445	460	457	455	401	269	240	6	4,454
TOTAUX.	1,285	1,322	1,249	1,366	1,467	1,595	1,586	1,661	1,741	1,905	1,343	1,234	20	17,773
Total des 2 catégories pour 1903 :														
100,000 habitants ou plus	946	730	581	582	702	696	682	702	699	698	867	698	6	8,589
25,000 à moins de 100,000 habitants.	179	192	175	174	209	206	218	250	285	250	271	225	5	2,584
10,000 à moins de 25,000 habitants.	458	351	385	338	419	407	527	552	440	546	220	249	6	4,678
Moins de 10,000 habitants.	649	547	431	547	485	521	542	595	511	556	389	481	5	5,977
TOTAUX.	2,132	1,820	1,590	1,441	1,815	1,833	1,969	2,079	1,993	1,830	1,747	1,651	18	21,828
Total des 2 catégories pour 1904 :														
100,000 habitants ou plus	725	692	580	615	702	711	699	762	922	1,081	706	655	12	8,860
25,000 à moins de 100,000 habitants.	202	222	249	256	279	344	346	385	290	305	270	245	7	3,474
10,000 à moins de 25,000 habitants.	219	312	300	342	316	366	367	379	316	354	296	269	5	3,841
Moins de 10,000 habitants.	455	549	484	502	580	632	661	675	665	567	391	359	7	6,531
TOTAUX.	1,581	1,775	1,613	1,795	1,877	2,073	2,076	2,197	2,193	2,305	1,666	1,524	31	22,706

XLVIII. — Table de décompte. — *Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année 1905.*

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . .	2	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
Faux en écritures.	3	17	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	35	2	7	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	44	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	d'une peine correctionnelle	7	449	20	115	10	30	3	10	1	3	2	—	—	1 (1)	1	620	46
	d'une peine de police	8	107	27	9	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	117	29
Crimes et délits contre la sûreté publique.		9	241	12	49	1	8	—	3	—	—	—	—	—	—	—	301	13
Exposition ou délaissement d'enfants. .		11	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle		15	16	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés	d'une peine correctionnelle	18	35	4	6	1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	45	5
	d'une peine de police	19	6	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2
Adultère et bigamie.		20	23	7	4	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	8
Lésions corporelles volontaires frappées. .	d'une peine correctionnelle	24	828	30	136	6	46	2	10	1	3	1	2	—	—	—	1,056	40
	d'une peine de police	23	923	101	103	18	20	2	3	1	1	—	—	—	—	(2) 1	1,054	210
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers		27	16	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	—
Calomnies et injures frappées.	d'une peine correctionnelle	28	24	6	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	8
	d'une peine de police	29	63	62	13	12	2	4	—	1	—	—	—	—	—	—	82	79
Vols et maraudages frappés	d'une peine correctionnelle	35	339	65	100	11	24	8	6	3	3	1	2	3	1	(3) 9	495	100
	d'une peine de police	36	103	262	7	60	3	10	—	11	—	7	—	4	—	(4) 20	113	383
Banqueroute		37	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés	d'une peine correctionnelle	38	141	17	18	6	10	1	2	2	—	1	—	—	—	—	171	27
	d'une peine de police	39	5	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1
Recel		40	42	13	10	2	6	1	2	—	—	—	—	—	—	—	60	16
Incendie frappé d'une peine correctionnelle.		42	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Destructions et dommages frappés . . .	d'une peine correctionnelle	44	118	3	27	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	150	4
	d'une peine de police	45	143	14	17	2	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	165	16
TOTAUX.			3,705	752	658	131	174	42	53	21	13	13	5	7	3	31	4,611	997
																	5,608	

(1) Dont 1 condamnée ayant encouru 12 condamnations.
(2) Dont 1 id. id. 9 id.
(3) Dont : 2 condamnées ayant encouru 11 condamnations.
2 id. id. 12 id.
2 id. id. 14 id.
2 id. id. 15 id.
2 id. id. 16 id.

(4) Dont : 5 condamnées ayant encouru 9 condamnations.
4 id. id. 10 id.
2 id. id. 11 id.
3 id. id. 13 id.
1 condamnée id. 14 id.
1 id. id. 15 id.
1 id. id. 16 id.
1 id. id. 17 id.
1 id. id. 18 id.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1904-1905

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par les greffiers des tribunaux (l'année judiciaire va du 1er août au 31 juillet). Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans des registres statistiques qui sont divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

1° JUSTICES DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 222 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 83, celui de Gand 65, celui de Liége, 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une triple mission; ils agissent : 1° comme conciliateurs; 2° comme juges; 3° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce triple point de vue sont consignés dans les tableaux I et II.

Bureau de conciliation.

Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, n'est reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix ou que les parties n'y aient volontairement comparu. (Code de procédure civile, art. 48.)

Un certain nombre de contestations sont dispensées du préliminaire de la conciliation; nous citerons notamment : les demandes qui intéressent l'Etat, les communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les demandes qui requièrent célérité, les demandes en matière de commerce, les demandes de mise en liberté, celles en mainlevée de saisie-opposition, en payement de loyer, fermages ou arrérages, en vérification d'écritures, en désaveu, etc., etc. (Code de procédure civile, art. 49 et suivants.)

Juridiction contentieuse.

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs. Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 467, dans celui de Gand, de 354, et dans celui de Liége, de 303; soit pour les 222 cantons de justice de paix, un total de 1,105 notaires.

La création de nouveaux cantons de justice de paix dans ces dernières années a permis d'augmenter sensiblement le nombre des notariats.

JUSTICE DE PAIX

XLIX. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — 1904-1905. — *Actes notariés.* — 1905.

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du Juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles 1er canton	4	50	9	—	—	—	4	50	9	123	525	500	5	953	656	10	—	666	779	840	54	213	27	57	5	7	49	20	—	110				
Id. 2e id.	14	84	9	—	—	—	14	84	9	171	294	537	2	804	1,011	—	—	1,011	1,182	633	91	200	47	58	—	15	148	20	—	70	15,973	4,015,581 70		
Id. 3e id.	1	59	5	—	—	—	1	59	5	203	622	784	—	1,669	1,267	—	—	1,267	1,530	1,406	71	203	48	59	—	19	63	34	—	157				
Anderlecht	—	30	—	—	—	—	—	30	—	92	305	104	22	583	860	—	—	860	952	491	66	200	10	10	—	21	3	21	—	137	1,623	263,095 30		
Asschc	1	4	—	—	—	—	1	4	—	14	70	10	5	99	93	—	—	93	107	85	10	140	2	20	—	2	1	27	—	105	1,486	74,303 09		
Hal	—	12	—	—	—	—	—	12	—	54	85	10	1	128	371	1	—	372	405	95	36	172	16	35	—	4	4	26	—	123	1 836	122,074 42		
Ixelles	—	128	10	—	—	—	—	128	10	54	689	539	1	1,283	734	—	—	734	788	1,229	178	277	30	35	1	14	105	30	—	240	1,753	287,309 70		
Laeken	1	17	1	—	—	—	1	17	1	55	146	81	4	286	1,375	1	—	1,376	1,430	232	28	171	22	17	—	3	17	6	—	147	1,456	312,040 17		
Lennick-Saint-Quentin	4	5	3	—	—	—	4	5	3	40	81	2	2	104	381	—	—	381	430	55	41	111	2	16	1	2	5	57	—	84	1,840	97,750 02		
Molenbeek-Saint-Jean	—	21	—	—	—	—	—	21	—	57	145	101	5	288	1,664	1	—	1,665	1,701	252	55	208	21	16	—	10	27	14	—	169	1,119	100,469 97		
Saint-Gilles	4	50	3	—	—	—	4	50	3	143	278	220	7	656	1,274	1	—	1,275	1,419	512	89	206	52	10	1	15	71	12	—	152	2,266	455,675 01		
Saint-Josse-ten-Noode	—	57	13	—	—	—	—	57	13	133	301	152	8	594	542	—	—	542	675	461	72	221	20	38	1	13	114	28	—	127	3,112	647,081 77		
Schaerbeek	3	61	5	—	—	—	3	61	5	77	324	170	7	578	1,216	1	—	1,217	1,293	502	94	285	45	27	1	31	97	31	—	138	2,864	494,588 41		
Uccle	5	20	5	—	—	—	5	20	5	99	104	57	7	267	718	—	—	718	817	188	11	168	15	22	—	15	56	26	—	100	1,452	210,540 56		
Vilvorde	1	7	3	1	9	—	2	16	3	36	38	20	—	91	580	—	—	580	616	55	6	172	—	21	3	—	2	16	—	134	1,261	70,350 27		
Wolverthem	—	3	2	3	—	—	3	5	2	30	32	4	—	66	82	—	—	82	112	36	17	109	1	15	—	2	28	11	—	101	1,165	74,283 41		
TOTAUX. . .	38	610	68	4	9	—	42	619	68	1,412	3,804	3,157	76	8,449	12,824	15	—	12,839	14,236	7,052	917	3,159	343	402	11	174	768	391	—	2,125	39,006	7,330,600 95		
Louvain, 1er canton	—	17	2	—	—	—	—	17	2	30	33	28	—	91	573	—	—	573	603	61	10	185	2	15	—	3	45	10	—	193	4,749	598,409 70		
Id. 2e id.	—	15	—	—	—	3	—	15	3	31	45	41	—	135	687	1	—	688	738	85	15	202	7	49	2	6	60	35	—	155				
Aerschot	—	2	—	—	—	—	—	2	—	18	17	8	—	40	93	—	—	93	108	25	7	80	2	18	—	2	—	14	—	72	1,012	60,510 82		
Diest	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	40	4	1	54	394	—	—	394	394	54	14	58	4	19	—	2	2	21	21	40	1,077	69,165 77		
Glabbeek	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	8	2	5	15	90	—	—	90	90	15	4	49	1	7	—	—	18	14	—	53	377	21,320 01		
Haecht	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	9	—	—	9	230	—	—	230	230	9	3	84	1	31	—	—	20	25	—	53	599	27,305 71		
Léau	1	1	1	—	—	—	1	1	1	3	9	2	1	15	189	—	—	189	192	12	4	50	—	10	—	—	—	12	—	19	447	19,031 70		
Tirlemont	1	6	—	3	—	4	4	6	4	80	21	21	—	92	415	—	—	415	465	42	15	111	2	32	—	2	60	28	—	78	1,865	134,925 70		
TOTAUX. . .	2	49	3	3	—	7	5	49	10	149	189	106	7	451	2,671	1	—	2,672	2,820	303	70	803	19	181	2	15	218	166	21	553	10,126	737,298 56		
Nivelles	—	8	7	—	—	—	—	8	7	140	85	55	1	279	842	—	—	842	982	139	33	154	4	47	—	4	7	42	2	117	2,656	180,514 20		
Genappe	—	5	—	3	—	9	5	3	9	25	11	15	—	47	471	—	—	471	494	24	6	70	2	22	—	—	1	18	—	54	1,626	98,468 55		
Jodoigne	1	2	—	—	—	1	1	2	—	31	32	14	1	78	382	—	—	382	413	47	15	98	5	30	—	9	—	33	—	89	2,059	100,317 82		
Perwez	—	4	—	3	3	13	3	9	14	16	50	20	—	81	377	—	—	377	393	65	12	70	4	31	1	3	2	15	—	65	1,157	56,051 46		
Wavre	—	9	3	—	—	—	—	9	3	44	138	31	—	213	874	1	—	875	918	170	65	135	4	39	—	14	102	33	—	200	2,337	142,033 52		
TOTAUX. . .	1	26	10	8	5	22	9	31	32	254	305	137	2	699	2,946	1	—	2,947	3,200	445	129	547	19	189	1	32	112	139	2	525	9,845	585,217 64		
Anvers, 1er canton	3	49	7	—	—	—	3	49	7	144	171	172	5	492	1,605	6	—	1,611	1,749	354	104	335	15	32	—	3	80	42	—	201				
Id. 2e id.	5	68	11	—	—	—	3	68	11	287	257	212	3	759	1,655	6	—	1,659	1,940	458	70	228	22	30	1	7	70	17	—	105	11,601	2,810,125 47		
Id. 3e id.	3	15	3	—	—	—	3	55	3	130	200	188	10	658	1,631	8	—	1,639	1,790	505	80	301	11	35	—	7	69	20	—	241				
Boom	—	2	—	—	—	—	—	2	—	8	20	2	1	37	143	—	—	143	151	29	4	128	2	10	—	4	36	6	—	143	774	35,218 88		
Borgerhout	1	34	—	—	—	—	1	34	—	77	198	93	7	377	1,941	5	—	1,947	2,021	303	45	270	5	26	—	9	85	20	—	105	1,457	215,925 72		
Brecht	1	2	—	—	—	—	1	2	—	8	8	—	1	17	15	—	—	15	23	9	2	59	1	18	—	—	—	8	40	35	835	58,459 14		
Contich	—	6	—	—	—	—	—	6	—	6	65	4	—	73	88	—	—	88	94	67	18	70	2	1	—	10	1	21	4	57	827	76,588 54		
Eeckeren	—	9	—	—	—	—	—	9	—	11	31	14	—	56	121	—	—	121	132	45	7	98	4	19	—	3	—	15	—	62	1,070	121,878 37		
Santhoven	—	1	2	1	—	1	1	1	3	9	7	3	1	20	64	—	—	64	73	11	3	49	—	45	—	6	—	10	48	40	829	53,140 70		
TOTAUX. . .	13	226	23	1	—	1	14	226	24	709	1,040	690	28	2,467	7,264	23	—	7,287	7,973	1,781	331	1,544	57	190	1	49	351	185	92	1,207	17,393	3,391,162 88		

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	—	10	—	—	—	—	—	10	—	12	114	26	—	152
id. 2e id.	—	8	1	—	—	—	—	8	1	88	79	61	1	229
Duffel	—	2	—	140	45	25	140	47	25	7	26	12	—	45
Heyst-op-den-Berg	—	—	1	—	—	—	—	—	1	8	17	2	—	27
Lierre	—	5	—	—	—	—	—	5	—	11	21	2	—	34
Puers	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2	19	2	—	23
TOTAUX	—	26	2	140	45	25	140	71	27	128	276	105	1	510
Turnhout	—	3	—	—	—	—	—	3	—	32	21	4	—	57
Arendonck	—	1	—	—	—	—	—	1	—	13	15	—	—	28
Herenthals	2	—	—	6	1	4	8	1	4	5	9	1	—	15
Hoogstraeten	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Moll	3	1	—	—	—	—	3	1	—	20	8	8	—	45
Westerloo	—	3	—	—	—	—	—	3	—	2	38	2	2	64
TOTAUX	5	8	—	6	1	4	11	9	4	81	112	15	2	210
Mons	—	28	5	—	—	—	—	28	5	147	157	246	—	550
Boussu	—	13	1	—	—	—	—	13	1	140	173	184	—	497
Chièvres	2	3	—	—	—	—	2	3	—	16	41	6	—	63
Dour	—	10	4	—	—	—	—	10	4	95	78	65	2	238
Enghien	—	2	—	—	—	—	—	2	—	4	17	9	—	30
La Louvière	—	9	1	—	—	—	—	9	1	34	236	70	—	340
Lens	—	3	—	7	13	11	7	16	11	24	116	85	2	225
Pâturages	1	7	—	—	—	—	1	7	—	21	39	39	—	102
Rœulx	—	6	—	—	—	—	—	6	—	21	38	7	1	70
Soignies	1	10	2	—	—	—	1	10	2	57	69	10	3	139
TOTAUX	4	95	13	7	13	11	11	108	24	563	995	728	8	2,254
Charleroi, 1er canton	—	11	—	—	—	—	—	11	—	44	188	202	1	435
Id. 2e id.	—	2	2	—	—	—	—	2	2	77	146	162	—	385
Beaumont	—	3	—	—	—	—	—	3	—	9	23	4	2	38
Binche	3	16	1	—	—	—	3	16	1	51	154	140	9	363
Châtelet	—	14	1	—	—	—	—	14	1	44	303	293	5	645
Chimay	1	2	—	—	—	—	1	2	—	9	23	9	—	43
Fontaine-l'Évêque	3	24	3	62	44	11	65	68	16	117	302	382	5	808
Gosselies	—	9	—	4	33	4	4	42	4	31	149	107	1	288
Jumet	—	8	—	—	—	—	—	8	—	—	120	60	—	192
Merbes-le-Château	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	20	16	—	42
Seneffe	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	127	71	—	198
Thuin	—	4	—	—	—	—	—	4	—	14	25	10	—	49
TOTAUX	7	102	9	66	77	15	73	179	24	396	1,594	1,471	23	3,484

CONTENTIEUSE. TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
101	—	—	101	113	140	22	100	1	8	—	3	28	8	—	96	3,304	325,717 86
347	—	—	347	435	141	6	169	2	24	—	1	18	23	—	141		
185	—	—	185	192	38	4	73	1	0	—	1	34	11	—	64	285	19,486 03
12	—	—	12	20	18	7	71	5	11	—	3	14	10	—	47	892	64,088 05
331	—	—	331	342	23	9	85	1	7	—	3	25	7	—	58	806	77,423 84
10	—	—	10	12	21	—	73	1	14	—	2	2	12	—	52	967	44,892 04
986	—	—	986	1,114	382	48	578	11	73	—	13	118	71	—	458	6,256	532,509 62
225	—	—	225	257	25	3	77	1	6	—	0	1	14	—	55	942	77,668 63
134	—	—	134	147	15	11	44	—	8	—	—	44	1	—	68	438	20,248 80
67	—	—	67	72	10	2	63	—	20	—	2	—	15	—	49	1,056	61,736 61
42	—	—	42	42	1	—	42	—	11	—	2	—	5	—	19	530	35,021 61
271	—	—	271	300	16	4	96	—	23	—	2	62	18	43	121	1,387	81,081 44
16	—	—	16	18	62	12	61	2	15	—	4	—	16	22	30	846	41,049 59
755	—	—	755	836	129	32	385	3	85	—	19	107	69	65	349	5,199	319,303 68
2,393	—	—	2,393	2,540	403	85	267	17	76	1	4	29	27	—	190	3,238	345,043 71
1,871	—	—	1,871	2,011	357	52	180	14	67	—	2	72	10	—	161	2,133	102,320 11
307	—	—	307	328	47	18	62	7	18	—	—	3	12	—	34	1,031	62,002 64
1,694	—	—	1,694	1,787	145	18	120	16	34	—	—	1	21	—	224	1,244	73,020 24
146	—	—	146	150	26	12	49	3	7	1	—	2	10	—	33	1,082	67,875 93
166	—	—	166	200	306	27	110	7	42	—	3	3	28	—	89	2,004	138,165 74
278	—	—	278	302	201	33	75	6	14	—	—	1	13	—	58	1,212	66,312 32
476	—	—	476	500	78	9	127	7	30	—	2	8	17	—	110	1,734	78,346 83
169	—	—	169	193	46	14	97	7	21	—	2	1	22	—	112	605	102,312 45
291	—	—	291	348	82	32	113	14	24	—	2	10	9	—	60	1,631	123,090 38
7,791	—	—	7,791	8,354	1,691	288	1,200	98	393	2	15	130	175	—	1,080	15,974	1,150,508 53
753	—	—	753	797	391	49	231	7	30	—	11	12	37	—	188	3,827	330,343 15
1,098	—	—	1,098	1,175	308	16	168	3	58	—	3	—	21	—	114		
190	—	—	190	199	29	1	37	2	12	—	2	—	10	—	28	1,025	58,551 15
1,053	—	—	1,053	1,104	312	39	161	7	43	—	3	1	17	—	127	1,790	100,456 15
5,730	—	—	5,730	5,774	601	106	142	1	45	—	6	6	38	—	81	1,833	107,460 06
245	—	—	245	254	34	16	56	2	18	—	—	—	15	—	33	1,424	80,159 80
672	1	—	673	789	690	86	261	7	85	—	3	30	30	—	221	1,978	140,140 11
608	—	—	608	639	257	105	179	7	47	—	11	—	24	—	163	2,014	120,849 15
1,167	—	—	1,167	1,157	192	12	101	3	27	1	8	—	11	—	138	1,632	108,381 68
193	—	—	193	193	42	10	45	4	12	—	—	1	8	—	52	1,075	75,412 74
—	1	—	1	—	199	26	125	9	22	—	1	—	11	—	123	1,997	126,109 36
248	—	—	248	262	35	15	60	7	14	—	1	5	6	—	45	1,079	72,202 11
11,959	2	—	11,961	12,355	3,090	479	1,565	52	394	1	51	55	228	—	1,291	19,674	1,396,756 39

XLIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	AFFAIRES SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	—	8	—	—	—	2	—	8	2	11	72	95	4	182
Antoing	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	41	7	—	48
Ath	—	5	—	—	—	—	—	3	—	14	41	7	—	65
Celles	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	16	6	—	22
Flobecq	—	1	1	26	7	4	26	8	5	8	20	5	—	33
Frasnes	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	11	—	1	13
Lessines	—	4	—	40	30	20	49	34	20	23	57	18	1	99
Leuze	1	1	—	—	—	—	1	1	—	3	15	8	—	26
Péruwelz	2	1	—	—	—	—	2	1	—	14	24	7	2	47
Quevaucamps	—	6	—	10	9	—	10	15	—	20	20	9	—	64
Templeuve	—	3	—	—	—	—	—	3	—	5	11	2	—	18
TOTAUX	3	33	1	85	46	26	88	79	27	105	340	164	8	617
Gand, 1er canton	2	56	4	30	11	4	32	47	8	37	82	39	2	150
Id. 2e id.	—	10	6	25	45	—	25	62	6	44	72	38	1	155
Id. 3e id.	3	14	1	13	23	12	16	37	13	25	20	10	1	69
Assenede	—	6	—	—	—	—	—	6	—	4	6	2	—	12
Capryeke	—	2	—	7	14	2	7	16	2	5	6	2	1	12
Cruyshautem	—	5	—	—	—	—	—	5	—	6	20	8	—	34
Deynze	—	—	—	2	1	1	2	1	1	5	18	1	—	22
Eecloo	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	7	5	—	18
Evergem	1	7	—	—	—	—	1	7	—	9	7	6	1	23
Ledeberg	3	5	2	—	—	—	3	5	2	11	26	22	2	64
Loochristy	—	3	—	2	3	—	2	6	—	14	15	5	1	35
Nazareth	—	4	—	2	4	—	2	8	—	5	5	—	—	10
Nevele	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	15	1	—	17
Oosterzeele	—	10	1	—	—	—	—	10	1	3	15	17	2	39
Somergem	1	2	—	—	—	—	1	2	—	3	17	1	—	21
Waerschot	1	2	—	—	—	—	1	2	—	3	3	1	—	7
TOTAUX	11	116	14	81	99	18	92	218	33	180	310	187	11	688
Audenarde	—	3	—	—	—	—	—	5	—	34	47	11	1	93
Grammont	—	2	—	—	—	—	—	2	—	1	27	2	—	30
Herzele	—	3	—	—	—	—	—	5	—	6	20	1	—	36
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	3	1	0	3	6	9	6	7	—	20	1	—	21
Nederbrakel	—	6	—	—	—	—	—	6	—	1	32	1	—	34
Ninove	—	3	—	—	—	—	—	5	—	3	78	12	2	95
Renaix	—	6	—	—	—	—	—	6	—	13	37	6	—	58
Sottegem	2	3	1	—	—	—	2	5	1	13	36	11	4	64
TOTAUX	2	37	2	9	3	6	11	40	8	73	306	45	7	431

2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. TERMINÉES SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
118	—	—	118	129	171	14	121	13	14	—	3	5	18	—	70	2,635	349,768 48
299	—	—	299	299	48	14	100	7	19	1	—	2	14	—	83	969	93,384 05
304	—	—	304	318	51	15	61	5	15	—	4	40	9	—	74	870	49,373 04
13	1	—	14	13	23	3	42	3	2	—	—	1	4	2	22	593	33,870 71
225	2	—	227	233	27	9	39	2	10	—	3	28	16	—	33	896	60,000 06
37	—	—	37	38	12	2	50	2	8	—	7	1	11	—	20	770	61,010 50
226	1	—	227	249	77	13	80	4	25	—	3	3	32	—	30	1,448	124,510 20
227	—	—	227	230	23	13	60	8	5	—	—	—	8	13	22	864	44,036 68
326	—	—	326	340	33	12	56	11	14	—	2	6	9	—	34	1,626	73,039 75
333	2	—	355	379	40	18	67	11	18	—	1	1	9	—	30	778	39,094 80
210	8	—	218	215	21	5	48	8	15	—	1	37	6	—	33	668	29,823 40
2,338	14	—	2,352	2,443	526	116	730	74	148	1	24	124	136	15	524	12,317	962,323 33
330	—	—	330	367	113	15	105	9	16	—	7	111	19	—	120		
380	—	—	380	404	111	16	151	25	48	—	5	167	29	—	72	5,773	1,069,670 57
285	—	—	285	308	46	9	103	11	15	—	3	41	15	—	125		
107	—	—	107	111	8	—	30	1	8	—	2	—	7	—	33	673	53,103 14
109	—	—	109	112	9	1	33	1	2	—	2	1	6	—	23	400	24,285 43
215	—	—	215	221	28	5	48	5	7	—	2	2	8	—	30	369	32,377 30
20	—	—	20	23	19	0	67	2	—	—	2	4	—	—	51	447	92,100 33
196	—	—	196	202	12	2	72	1	15	—	0	5	8	—	54	676	51,166 33
199	—	—	199	208	14	1	87	4	9	—	4	25	12	—	60	683	57,200 85
306	—	—	306	320	50	15	95	5	12	—	6	—	11	—	63	456	74,473 04
60	—	—	60	74	21	2	78	1	4	—	—	—	6	—	53	563	37,572 04
92	—	—	92	97	5	1	48	2	3	—	1	—	9	—	20	514	30,831 70
140	—	—	140	141	16	5	68	1	4	—	3	—	5	14	47	393	26,335 08
193	—	—	193	198	34	15	87	2	14	—	—	3	15	—	109	623	51,481 75
45	—	—	45	48	18	—	57	—	3	—	—	—	8	—	23	532	28,404 31
28	—	—	28	31	4	—	20	3	7	—	2	—	8	—	16	291	24,820 63
2,685	—	—	2,685	2,865	508	92	1,337	71	169	—	48	359	166	14	941	12,393	1,663,034 63
381	—	—	381	415	59	11	110	3	20	—	14	4	23	—	62	1,169	138,308 47
296	—	—	296	297	29	17	85	—	16	—	2	2	15	—	53	1,348	112,039 04
374	—	—	374	380	30	16	102	1	17	—	2	—	13	—	72	966	91,683 41
340	—	—	340	340	21	4	42	—	9	—	1	31	7	—	64	566	32,867 83
42	—	—	42	43	33	17	48	2	7	—	3	1	11	6	52	468	35,063 49
112	—	—	112	115	92	26	103	3	22	—	—	5	14	—	77	1,345	73,039 18
70	—	—	70	85	43	9	63	1	6	—	3	—	4	—	40	638	57,178 11
97	1	—	98	110	52	20	81	3	10	—	—	1	9	—	55	915	49,450 01
1,712	1	—	1,713	1,785	359	120	636	15	113	—	27	44	98	6	455	7,435	588,633 47

XLIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Termonde	—	5	6	—	—	—	—	5	6	24	18	13	1	56	261	16	—	277	285	48	16	130	7	20	—	1	6	18	—	98	1,206	89,966 18
Alost	—	10	—	—	—	—	—	10	—	23	58	10	—	91	1,040	—	—	1,040	1,063	68	25	238	6	23	—	8	143	46	—	143	2,448	171,551 74
Beveren	—	4	—	—	—	—	—	4	—	7	14	8	1	30	280	—	—	280	287	23	6	106	7	17	—	1	28	15	—	59	1,120	62,083 27
Hamme	—	2	—	—	—	—	—	2	—	3	15	5	—	23	214	—	—	214	217	20	3	79	1	4	—	1	21	11	—	37	509	24,288 07
Lokeren	—	18	—	15	—	—	13	18	—	12	39	10	—	61	314	2	—	316	326	51	6	89	2	4	—	—	8	10	—	90	769	68,449 22
Saint-Gilles-Waes	1	3	—	—	—	—	1	3	—	6	41	18	—	65	119	—	—	119	125	59	6	90	6	7	—	11	—	18	1	84	896	119,113 82
Saint-Nicolas-Waes	—	7	—	—	—	—	—	7	—	5	23	8	1	37	248	—	—	248	253	32	6	128	—	11	—	11	2	12	—	104	646	40,030 01
Tamise	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	24	3	1	29	150	—	—	150	151	28	8	89	2	3	—	—	2	7	—	94	902	33,839 80
Wetteren	2	1	1	7	9	—	9	10	1	8	15	3	—	26	278	—	—	278	286	18	7	77	1	5	—	2	1	22	—	59	902	33,839 80
Zele	—	5	—	—	—	—	—	5	—	4	14	3	—	21	193	—	—	193	197	17	—	91	7	10	—	4	18	13	—	62	763	48,444 99
TOTAUX	3	56	7	20	9	—	23	65	7	93	261	81	4	439	3,097	18	—	3,115	3,190	364	83	1,117	39	108	—	39	231	172	1	847	10,255	740,750 75
Bruges, 1er canton	—	20	—	—	—	—	—	20	—	20	37	17	3	77	670	—	—	679	699	57	15	139	6	6	—	13	70	12	—	84	4,680	648,669 66
Id. 2e id.	2	20	—	—	—	4	2	20	4	30	41	22	2	115	812	1	—	813	862	66	5	130	10	15	—	17	2	20	—	67		
Id. 3e id.	—	15	—	—	—	—	—	13	—	21	47	5	—	73	520	—	—	520	541	52	10	71	4	7	—	3	44	9	—	27	523	40,479 57
Ardoye	—	2	—	—	—	—	—	2	—	11	13	2	—	26	200	—	—	209	220	15	5	30	2	7	—	4	39	9	—	17	884	76,405 43
Ghistelles	—	5	—	—	—	—	—	3	—	11	13	4	1	31	213	—	—	213	224	20	6	97	1	8	—	2	4	3	—	54	1,311	203,214 14
Ostende	—	20	8	—	—	—	—	20	8	61	106	60	7	234	721	—	1	722	782	174	61	172	7	21	1	5	—	10	—	92	346	10,104 88
Ruysselede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	—	—	13	88	—	—	88	89	12	7	38	1	3	—	3	21	5	—	30	389	37,100 15
Thielt	1	4	—	6	2	9	7	6	9	4	15	1	—	20	165	—	—	165	169	16	4	52	11	1	—	—	37	3	—	41	1,392	175,376 48
Thourout	1	8	—	1	—	—	2	8	—	18	20	4	2	44	384	—	—	384	402	28	9	139	14	19	—	2	—	20	—	85		
TOTAUX	4	90	8	7	2	13	11	92	21	197	306	115	15	633	3,791	1	1	3,793	3,988	438	115	868	56	87	1	49	237	93	—	506	9,525	1,254,829 30
Courtrai, 1er canton	—	8	—	—	—	—	—	8	—	1	16	2	—	19	81	—	—	81	82	18	5	76	3	7	—	7	1	12	—	51	1,797	302,922 85
Id. 2e id.	7	10	1	—	—	—	7	10	1	32	14	6	—	52	385	—	—	385	417	20	9	118	2	3	—	5	—	7	—	72		
Avelghem	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	8	—	—	14	215	—	—	215	221	8	12	48	1	8	—	—	—	12	—	38	426	51 401 20
Harlebeke	—	3	—	8	8	—	8	13	—	10	9	—	—	28	195	—	—	195	214	9	5	67	1	6	—	1	—	8	—	44	467	38,180 88
Iseghem	—	7	—	—	—	—	—	7	—	1	12	4	—	17	87	—	—	87	88	16	16	80	4	3	—	2	—	5	—	55	480	58,476 51
Menin	—	5	—	—	—	—	—	5	—	47	37	4	1	89	654	—	—	654	701	42	5	111	4	10	—	—	3	8	—	73	872	81,626 94
Meulebeke	—	2	1	—	—	—	—	2	1	—	5	—	—	5	16	—	—	16	16	5	—	38	—	3	—	—	26	4	—	30	365	39,406 00
Moorseele	—	3	—	—	—	—	—	3	—	8	8	1	—	17	31	—	—	31	39	9	5	36	—	4	—	3	—	2	2	27	330	22,309 52
Mouscron	—	15	—	—	—	—	—	15	—	—	29	2	1	32	164	—	—	164	164	32	8	98	1	2	—	3	1	6	—	54	1,131	76,508 59
Oostroosbeke	—	4	—	—	—	—	—	4	—	3	2	—	—	5	160	—	—	160	163	2	3	19	1	1	—	1	18	3	—	32	212	10,647 27
Roulers	—	13	—	—	—	—	—	13	—	8	36	23	1	68	316	—	—	316	324	60	19	107	2	9	—	8	3	10	—	60	613	86,610 10
TOTAUX	7	73	2	8	8	—	15	81	2	125	176	42	3	346	2,304	—	—	2,304	2,429	221	80	804	19	56	—	30	52	77	2	545	6,693	774,748 36
Furnes	1	1	—	2	3	—	3	6	—	8	19	11	1	39	246	—	—	246	254	31	15	71	8	14	—	3	—	11	—	40	1,053	104,326 80
Dixmude	—	—	1	—	—	—	—	—	1	6	7	2	1	16	458	—	—	458	464	10	4	65	2	12	—	2	2	11	—	52	605	45,919 95
Haringhe	—	—	—	3	—	—	3	—	—	1	6	2	—	9	63	—	—	63	64	8	—	43	0	6	—	3	—	7	2	25	574	60,137 31
Nieuport	—	—	—	4	2	—	4	2	—	3	8	6	1	20	186	—	—	186	191	15	3	56	3	7	—	2	1	9	—	41	292	27,010 21
TOTAUX	1	1	1	9	7	—	10	8	1	20	40	21	3	84	953	—	—	953	973	64	22	235	22	39	—	12	3	38	2	138	2,524	235,423 17

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite comme.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite comme.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite comme.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite comme.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite comme.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite comme.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Vente de biens.	d'adoption.	émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Ypres, 1er canton	—	1	—	—	—	—	—	1	—	5	7	1	—	13	142	—	—	142	147	8	5	61	1	5	—	1	1	7	—	32	1,397	225,191 07
Id. 2e id.	—	5	—	8	5	4	8	6	4	2	5	5	—	12	123	—	—	123	125	10	4	60	2	4	—	10	2	5	—	44	399	34,567 85
Hooglede	—	—	2	—	—	—	—	—	2	4	17	2	1	24	27	—	—	27	31	20	9	61	—	18	—	5	—	11	—	40	523	40,852 66
Messines	—	5	—	—	—	—	—	3	—	4	11	8	2	25	106	—	—	106	110	21	6	60	2	6	—	1	—	3	3	50	423	35,276 80
Passchendaele	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	12	2	—	20	57	—	—	57	63	14	1	45	—	9	—	5	—	10	—	33	384	74,147 94
Poperinghe	—	1	—	2	—	2	2	1	2	2	—	—	—	2	85	—	—	85	87	—	2	55	5	5	—	2	7	6	—	11	384	45,015 10
Wervicq	—	2	—	—	—	1	—	2	1	1	25	—	2	26	291	—	—	291	292	25	—	58	2	9	—	7	25	7	—	55	481	
TOTAUX	—	11	2	10	3	7	10	14	9	21	75	18	5	122	831	—	—	831	855	98	18	378	12	52	—	29	35	51	3	231	3,607	449,233 02
Liége, 1er canton	3	27	1	—	—	—	5	27	1	71	315	408	9	804	1,220	—	—	1,220	1,294	730	106	262	29	47	2	14	4	22	—	185	7,229	1,120,527 84
Id. 2e id.	1	70	3	—	—	—	1	70	3	192	442	421	4	1,059	1,680	24	—	1,704	1,872	891	70	296	57	61	—	7	—	25	15	314	823	47,506 80
Dalhem	—	4	1	—	—	—	—	4	1	6	31	8	1	46	—	—	—	—	6	40	52	40	8	7	1	—	3	1	—	60	1,159	60,757 95
Fexhe-Slins	—	5	—	—	—	—	—	5	—	6	92	12	1	111	332	—	—	332	338	105	21	96	5	14	—	6	25	6	—	103	1,280	77,930 03
Fléron	1	7	—	—	—	1	1	7	—	6	90	64	—	161	1,101	1	—	1,102	1,107	156	9	147	4	16	1	2	4	12	—	103	1,280	31,182 05
Grivegnée	1	6	—	—	—	—	1	6	—	51	100	38	—	190	852	1	—	833	866	157	—	111	6	21	—	7	102	5	—	176	1,166	74,492 40
Hollogne-aux-Pierres	—	9	—	—	—	—	—	9	—	23	275	67	—	365	1,860	—	—	1,860	1,883	342	39	251	8	30	—	5	5	18	—	76	830	72,748 40
Herstal	—	9	—	—	—	—	—	9	—	25	68	58	—	151	1,206	—	—	1,206	1,231	126	11	84	4	17	—	12	24	7	—	67	609	20,075 30
Louveigné	1	2	—	—	—	1	1	2	—	2	65	17	—	82	510	11	—	521	512	91	51	44	1	11	—	2	40	7	—	67	700	70,205 67
Saint-Nicolas	2	11	—	5	25	1	5	36	1	11	70	124	1	209	1,405	1	—	1,416	1,429	196	16	106	1	9	—	—	1	—	—	126	2,280	240,057 15
Seraing	—	15	1	—	—	—	—	15	1	20	187	210	4	421	2,560	1	—	2,561	2,580	402	22	208	8	52	—	5	1	20	—	206	2,280	59,429 45
Waremme	—	2	—	—	—	—	—	2	—	8	51	55	—	77	401	—	—	401	409	69	10	40	6	12	—	2	—	6	—	55	729	
TOTAUX	11	167	6	3	25	1	14	192	7	410	1,765	1,481	20	3,676	13,117	39	—	13,156	13,527	3,305	387	1,703	115	277	4	60	207	127	13	1,689	17,160	1,899,513 96
Huy	1	11	—	3	—	10	4	11	10	10	80	75	2	171	707	1	—	708	717	162	51	155	8	50	—	2	1	10	5	81	2,045	150,715 15
Avennes	—	5	—	—	—	—	—	3	—	10	55	8	—	57	405	—	—	405	421	41	6	74	5	17	1	2	1	21	—	48	1,125	94,515 80
Ferrières	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2	2	—	—	4	67	2	—	69	69	4	1	15	—	4	—	—	—	—	—	12	378	15,048 00
Héron	2	1	—	—	—	2	1	—	6	55	25	—	62	12	—	—	12	18	56	6	55	7	15	—	—	1	4	—	40	631	24,816 51
Jehay-Bodegnée	—	5	—	—	1	2	—	4	2	16	7	3	—	28	139	—	—	139	155	12	5	50	2	10	—	—	1	12	—	57	963	55,576 70
Lauden	5	5	—	4	1	—	7	4	—	9	15	5	1	33	222	—	—	222	231	21	8	58	1	10	—	—	2	14	—	55	844	62,527 77
Nandrin	—	8	—	—	—	—	—	8	—	9	25	5	2	41	145	—	—	143	152	32	10	57	1	10	—	1	—	7	—	24	629	24,097 01
TOTAUX	6	30	—	7	2	12	13	32	12	68	201	119	5	393	1,695	3	—	1,698	1,763	328	70	418	22	106	1	5	6	77	5	286	6,615	411,593 58
Verviers	—	11	—	—	—	—	—	14	—	10	152	157	2	307	1,815	—	—	1,815	1,861	291	17	155	6	20	—	34	1	15	—	95	3,278	289,588 01
Aubel	—	7	—	—	—	—	—	7	—	1	15	7	1	24	49	1	—	50	50	24	10	59	5	—	1	5	1	—	—	17	639	42,045 88
Dison	—	4	—	—	—	—	—	4	—	6	18	6	—	30	290	—	—	296	302	24	2	67	2	15	—	5	21	12	—	48	510	55,055 47
Herve	—	5	—	—	—	—	—	5	—	10	15	7	1	31	255	—	—	253	263	21	4	25	4	8	—	1	—	1	—	140	435	40,501 52
Limbourg	—	6	—	—	—	—	—	6	—	4	42	8	—	54	257	—	—	237	241	50	12	55	4	11	—	7	1	2	—	54	725	40,220 27
Spa	—	11	—	—	—	—	—	11	—	11	77	36	2	126	624	—	—	624	635	115	51	90	5	15	—	15	4	8	—	80	768	61,910 69
Stavelot	2	5	—	—	5	3	2	8	3	9	59	4	—	52	65	—	—	63	72	43	9	58	—	12	—	2	15	9	—	20	863	57,080 00
TOTAUX	2	50	—	—	5	3	2	55	3	57	336	205	6	624	3,367	1	—	3,368	3,424	568	85	445	22	86	1	67	43	50	—	440	7,018	561,015 84

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tongres	—	4	2	—	—	—	—	4	2	20	23	13	—	56	576	—	—	576	596	36	5	72	3	11	1	3	3	26	—	51	1,288	64,686 30
Bilsen	3	1	—	3	—	—	6	1	—	20	12	3	1	42	67	—	—	67	93	16	6	44	—	14	1	—	2	6	—	32	843	25,072 82
Brée	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	17	3	—	20	151	—	—	151	151	20	1	34	1	11	—	—	—	13	—	25	480	10,213 09
Looz	7	12	—	—	—	—	7	12	—	35	21	3	—	59	253	—	—	253	288	24	2	59	—	21	—	—	—	21	—	41	1,217	69,103 13
Maeseyck	—	4	—	—	—	—	—	4	—	1	13	4	—	18	135	—	—	135	136	17	1	50	—	14	—	—	1	12	—	32	802	20,001 91
Mechelen	1	4	—	—	—	—	1	4	—	6	33	11	—	52	305	—	—	395	401	46	4	67	—	14	—	—	15	7	—	55	526	19,805 62
Sichen-Sussen-Bolré	—	6	—	—	—	—	—	6	—	3	14	5	1	23	102	—	—	192	195	20	3	53	1	11	—	—	15	7	—	55		
TOTAUX	11	32	2	3	—	—	14	32	2	91	135	42	2	270	1,769	—	—	1,769	1,860	179	22	379	5	96	2	5	23	93	—	296	5,870	255,403 25
Hasselt	—	6	—	—	—	—	—	6	—	16	33	19	2	70	421	—	—	421	437	54	9	82	3	17	2	2	9	5	—	62	1,292	115,577 43
Achel	2	2	—	1	—	—	3	2	—	8	2	—	1	11	58	—	—	58	66	3	—	34	1	11	—	—	—	11	—	23	432	23,408 58
Beeringen	—	2	—	3	4	6	5	6	6	3	43	10	—	60	345	—	—	345	350	55	10	60	—	17	—	2	—	7	—	40	719	26,450 18
Herck-la-Ville	1	3	—	—	—	—	1	3	—	9	17	10	—	36	96	—	—	96	105	27	8	53	1	13	—	—	—	10	—	38	658	23,271 02
Peer	—	—	—	3	3	1	3	3	1	7	4	—	—	11	71	2	—	73	78	6	2	54	—	12	—	—	—	—	—	40	770	38,750 33
Saint-Trond	3	14	2	—	—	—	3	14	2	20	87	16	1	124	372	—	—	372	392	104	33	113	3	27	—	1	6	13	—	73	1,213	103,036 38
TOTAUX	6	27	2	11	7	7	17	34	9	65	188	55	4	312	1,563	2	—	1,565	1,628	249	64	404	10	97	2	5	16	51	—	305	5,084	390,074 82
Arlon	2	2	—	—	—	—	2	2	—	38	118	23	2	181	371	—	—	371	609	143	15	72	3	28	—	2	—	15	—	38	1,370	73,108 77
Etalle	1	2	1	—	—	—	1	2	1	12	33	6	2	53	138	—	—	138	150	41	10	45	1	24	—	—	28	7	—	26	781	31,035 30
Fauvillers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	22	5	2	38	70	—	—	70	79	29	14	10	—	3	—	1	—	—	12	17	269	8,706 66
Florenville	3	1	—	—	—	—	3	1	—	15	63	5	2	87	295	—	—	295	310	72	33	40	—	17	—	2	1	9	2	23	491	14,826 63
Messancy	—	3	—	—	—	—	—	3	—	22	46	11	2	81	199	—	—	199	221	59	13	31	3	9	—	—	1	5	—	16	702	42,804 36
Virton	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	53	14	—	76	551	—	—	551	560	67	16	28	9	31	—	—	1	6	—	36	911	40,208 41
TOTAUX	6	8	1	—	—	—	6	8	1	105	337	64	10	516	1,824	—	—	1,824	1,929	411	131	235	16	112	—	5	31	42	14	156	4,524	219,890 13
Marche	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	30	16	—	47	309	—	—	309	310	46	12	37	2	13	—	—	27	3	—	21	715	49,537 57
Durbuy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	22	—	29	71	—	—	71	72	28	—	27	1	5	—	—	2	—	—	21	508	23,633 25
Erezée	—	—	—	—	1	—	—	1	—	3	8	3	—	14	98	—	—	98	101	11	2	20	—	5	—	—	—	3	38	13	201	8,214 64
Houffalize	1	2	—	—	—	—	1	2	—	18	50	14	1	83	51	—	—	51	69	71	17	51	2	10	—	—	3	6	—	33	850	27,427 31
Laroche	—	1	—	1	1	—	1	2	—	12	10	5	—	27	115	—	—	115	127	15	1	41	—	18	—	—	1	6	—	28	721	10,123 84
Nassogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	5	43	2	—	45	43	7	1	18	—	5	—	5	—	2	—	12	456	16,520 61
Vielsalm	—	1	—	—	—	—	—	1	—	16	5	6	—	27	201	—	—	291	307	11	4	33	1	—	—	1	2	—	—	21	477	27,401 71
TOTAUX	1	7	—	1	2	—	2	9	—	51	117	69	1	238	978	2	—	980	1,029	189	37	229	6	56	—	6	35	20	38	152	3,928	171,889,93
Neufchâteau	1	1	—	—	—	—	1	1	—	23	38	22	—	83	103	—	—	195	218	60	33	43	—	17	—	3	1	3	—	32	1,066	68,457 67
Bastogne	—	3	—	—	—	—	—	3	—	18	33	15	—	66	381	—	—	381	399	48	13	23	1	8	—	5	—	4	—	13	605	42,547 55
Bouillon	—	4	—	—	—	—	—	4	—	21	20	10	—	51	8	—	—	8	29	30	31	31	2	7	—	—	1	4	1	11	613	32,333 83
Paliseul	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	77	16	5	98	36	—	—	36	36	98	67	41	1	10	—	2	1	3	—	25	451	33,231 62
Saint-Hubert	1	3	—	—	—	—	1	3	—	14	38	15	3	70	233	—	—	233	247	56	10	30	1	18	—	1	3	6	—	20	741	50,933 23
Sibret	1	1	—	—	—	—	1	1	—	12	9	3	—	24	78	—	—	78	90	12	3	34	—	8	—	—	—	6	—	14	412	17,126 57
Wellin	—	5	—	—	—	—	—	5	—	6	10	8	2	26	5	—	—	5	11	20	3	27	—	1	—	—	—	2	—	20	381	10,980 47
TOTAUX	3	22	—	—	—	—	3	22	—	94	227	87	10	418	936	—	—	936	1,030	324	191	241	5	72	—	11	6	28	1	135	4,269	255,829 96

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Namur, 1er canton	—	22	4	—	—	5	—	22	9	80	84	141	1	306	1,500	—	—	1,500	1,580	226	47	164	9	61	—	34	139	22	—	241	4,278	520,589 52
Id. 2e id.	—	22	3	30	67	44	50	89	47	61	101	50	2	223	938	—	—	938	999	162	17	82	6	24	—	2	139	16	—	101	1,159	81,970 12
Andenne	—	6	—	—	—	—	—	6	—	16	22	85	3	126	206	—	—	206	222	110	8	76	—	26	—	1	37	12	—	102	1,206	45,813 35
Eghezée	1	3	5	—	—	—	1	3	5	20	13	9	—	42	555	—	—	555	575	22	4	64	3	55	1	1	4	20	—	30	1,206	45,813 35
Fosses	—	0	—	—	—	—	—	9	—	50	175	76	—	287	579	1	—	580	615	252	8	147	3	52	—	3	93	19	—	147	1,947	159,317 90
Gembloux	—	0	—	—	—	—	—	9	—	33	105	39	1	178	613	—	—	613	646	145	38	90	4	66	—	2	19	21	—	103	1,786	182,210 04
TOTAUX.	1	71	12	50	67	49	51	138	61	246	500	409	7	1,162	4,391	1	—	4,392	4,637	917	122	623	25	264	1	48	451	119	—	823	10,376	969,919 90
Dinant	—	1	—	—	—	—	—	1	—	42	4	17	—	63	581	—	—	581	623	21	7	84	6	34	—	4	20	18	—	81	1,733	146,054 04
Beauraing	—	1	—	5	—	9	5	1	9	8	24	9	—	41	141	—	—	141	149	33	11	41	2	22	—	3	—	5	—	38	773	28,148 04
Ciney	—	8	—	—	2	1	—	10	1	20	13	33	1	67	61	—	—	61	81	47	8	66	1	28	—	7	21	12	—	43	1,392	125,692 12
Couvin	—	3	—	—	—	—	—	3	—	7	18	9	—	34	163	—	—	163	170	27	7	41	3	10	—	2	3	8	—	21	1,245	75,502 48
Florennes	—	—	1	—	—	—	—	—	1	23	23	8	2	60	186	—	—	186	211	35	6	38	1	15	—	6	20	10	5	40	804	76,218 50
Gedinne	1	4	—	—	—	—	1	4	—	10	24	3	—	37	188	—	—	188	198	27	5	28	—	15	—	—	—	4	—	15	472	17,745 86
Philippeville	1	—	2	—	—	—	1	—	2	1	17	1	—	19	103	—	—	103	104	18	3	31	1	12	—	3	22	5	—	43	656	40,478 62
Rochefort	—	1	2	—	—	—	—	1	2	8	22	57	2	89	379	—	—	379	387	81	10	44	5	11	—	10	18	8	—	51	755	41,102 03
Walcourt	2	3	—	11	—	18	13	3	18	8	31	23	—	64	259	—	—	259	267	56	—	33	3	—	—	11	—	—	—	34	925	62,011 09
TOTAUX.	4	21	5	16	2	28	20	23	33	129	178	162	5	474	2,061	—	—	2,061	2,190	345	57	408	22	145	—	46	119	70	5	360	8,755	623,033 38

RÉCAPITULATION.

XLIX (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

ARRONDISSEMENTS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles	38	610	68	4	0	—	42	619	68	1,412	3,804	3,157	76	8,449	12,824	15	—	12,839	14,236	7,052	917	5,159	343	402	11	174	768	391	—	2,128	39,006	7,330,600 93
Louvain	2	49	3	5	—	7	5	49	10	149	189	106	7	451	2,671	1	—	2,672	2,820	303	70	865	19	181	2	15	218	166	21	353	10,126	737,298 56
Nivelles	1	26	10	8	5	22	9	31	32	234	305	137	2	698	2,946	1	—	2,947	3,200	445	120	547	10	189	1	32	112	139	2	528	9,845	583,217 04
Anvers	13	220	25	1	—	1	14	226	24	709	1,040	690	28	2,467	7,264	23	—	7,287	7,978	1,781	331	1 544	57	190	1	49	331	165	92	1,207	17,393	3,391,162 88
Malines	—	26	2	140	45	25	140	71	27	128	276	105	1	510	986	—	—	986	1,114	382	48	578	11	75	—	13	118	71	—	488	6,256	552,500 02
Turnhout	5	8	—	6	1	4	11	9	4	81	112	15	2	210	735	—	—	755	836	129	52	585	3	85	—	19	107	69	65	349	5,199	310,505 68
Mons	4	95	15	7	13	11	11	108	24	563	955	728	8	2,254	7,791	—	—	7,791	8,354	1,691	298	1,210	98	335	2	15	130	175	—	1,080	15,974	1,180,508 55
Charleroi	7	102	9	66	77	15	73	179	24	396	1,594	1,471	25	3,484	11,959	2	—	11,961	12,355	3,090	479	1,565	52	594	1	51	55	228	—	1,201	19,674	1,596,756 39
Tournai	3	35	1	85	46	26	88	79	27	105	340	161	8	617	2,338	14	—	2,352	2,443	526	116	750	74	148	1	24	124	150	15	524	12,317	962,325 35
Gand	11	110	14	81	99	19	92	218	33	180	310	187	11	688	2,685	—	—	2,685	2,865	508	92	1,337	71	160	—	48	359	166	14	941	12,393	1,665,034 65
Audenarde	2	37	2	0	3	6	11	40	8	75	306	45	7	431	1,712	1	—	1,713	1,785	359	120	936	13	115	—	27	44	98	6	455	7,435	588,055 47
Termonde	3	56	7	20	0	—	23	65	7	95	261	81	4	439	3,097	18	—	3,115	3,190	364	85	1,117	39	108	—	39	231	172	1	847	10 255	740,750 75
Bruges	4	90	8	7	2	15	11	92	21	197	306	115	15	633	3,791	1	1	3,793	3,988	438	115	868	56	87	1	49	257	95	—	500	9,525	1,251,820 50
Courtrai	7	75	2	8	8	—	15	81	2	125	176	42	3	346	2,304	—	—	2,304	2,429	221	80	804	19	56	—	30	52	77	2	545	6,693	774,748 56
Furnes	1	1	1	9	7	—	10	8	1	20	40	21	3	84	953	—	—	953	973	64	22	235	22	30	—	12	5	38	2	138	2,524	235,425 17
Ypres	—	11	2	10	3	7	10	14	9	24	75	18	5	122	831	—	—	831	855	98	18	378	12	52	—	29	35	51	3	231	3,607	449,255 02
Liége	11	167	6	3	25	1	14	192	7	410	1,765	1,481	20	3,676	13,156	39	—	13,156	13,527	3,305	587	1,705	115	277	4	60	207	127	13	1,089	17,160	1,809,515 06
Huy	6	30	—	7	2	12	13	32	12	68	201	119	5	393	1,698	3	—	1,698	1,763	328	70	418	22	106	1	5	6	77	5	280	6,815	411,595 58
Verviers	2	50	—	—	5	5	2	55	3	57	356	205	6	624	3,368	1	—	3,368	3,424	568	85	445	22	86	1	67	45	50	—	440	7,018	581,015 84
Tongres	11	32	2	3	—	—	14	32	2	91	135	42	2	270	1,769	—	—	1,769	1,860	179	22	370	5	96	2	5	25	95	—	290	5,870	235,405 25
Hasselt	6	27	2	11	7	7	17	34	9	65	188	55	4	312	1,565	2	—	1,565	1,628	249	64	401	10	97	2	5	16	51	—	505	5,084	590,074 82
Arlon	6	8	1	—	—	—	6	8	1	103	337	64	10	516	1,824	—	—	1,824	1,929	411	151	255	16	112	—	5	51	42	14	156	4,524	210,890 15
Marche	1	7	—	1	2	—	2	9	—	51	117	69	1	238	978	2	—	980	1,029	189	57	220	6	56	—	6	55	20	38	152	3,928	171,889 05
Neufchâteau	3	22	—	—	—	—	3	22	—	94	227	87	10	418	936	—	—	936	1,030	324	191	241	5	72	—	11	6	28	1	135	4,269	235,829 90
Namur	1	71	12	50	67	40	51	138	61	240	500	400	7	1,162	4,392	1	—	4,392	4,637	917	122	625	25	264	1	48	451	119	—	825	10,376	969,919 90
Dinant	4	21	5	16	2	28	20	23	33	129	178	162	5	474	2,061	—	—	2,061	2,190	345	57	408	22	145	—	46	110	70	5	360	8,755	625,033 38
Cour d'appel de Bruxelles	73	1,175	120	320	196	111	393	1,371	240	5,707	8,615	6,573	155	19,140	49,550	56	—	49,590	53,331	15,399	2,420	10,511	670	1,995	19	502	1,085	1,540	105	8,112	135,790	10,455,681 58
Cour d'appel de Gand	28	387	36	141	131	45	172	518	81	712	1,474	500	48	2,743	15,394	1	—	15,394	16,085	2,052	553	5,375	251	624	1	251	961	695	28	3,605	52,432	5,700,052 70
Cour d'appel de Liége	31	435	28	91	110	100	142	545	128	1,316	4,001	2,695	70	8,083	31,749	48	—	31,749	33,017	6,815	1,166	5,085	248	1,311	11	258	957	677	76	4,642	73,599	5,738,161 75
TOTAUX GÉNÉRAUX	152	1,997	193	555	437	256	707	2,434	449	5,825	14,093	9,775	273	29,966	96,608	124	1	96,733	102,433	24,266	4,116	20,971	1,158	3,930	31	884	3,881	2,912	299	16,417	281,821	27,900,499 03

L. — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix.			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles, 1er canton	28	—	24	25	111	15	—	11	—	—	—	104	24	110
Id. 2e id.	9	10	19	3	35	16	—	15	—	—	—	51	4	52
Id. 3e id.	39	1	42	26	257	50	—	14	—	—	—	502	6	225
Anderlecht	19	6	40	49	152	12	—	6	—	—	—	77	5	101
Assche	8	—	8	8	45	1	—	3	—	—	—	—	2	48
Hal	3	—	15	15	45	12	14	2	—	—	—	115	2	49
Ixelles	17	3	57	179	542	51	2	3	—	—	—	401	22	111
Laeken	58	4	12	9	46	9	6	8	—	—	—	75	4	76
Lennick-Saint-Quentin	4	2	8	14	68	8	15	3	—	—	—	97	10	76
Molenbeek-Saint-Jean	52	1	27	26	108	9	—	3	—	—	—	53	3	87
Saint-Gilles	84	1	55	40	100	53	2	9	—	—	—	519	17	176
Saint-Josse-ten-Noode	86	1	50	68	201	59	—	12	—	—	—	582	8	158
Schaerbeek	43	1	50	55	129	31	1	6	—	—	—	449	40	121
Uccle	15	—	2	15	55	23	1	3	—	—	—	207	10	74
Vilvorde	7	1	14	—	41	6	—	2	—	—	—	147	2	62
Wolvertheim	5	2	5	5	25	10	2	5	—	—	—	10	1	75
TOTAUX	439	33	368	515	1,760	308	41	105	—	—	—	3,178	165	1,577
Louvain, 1er canton	5	2	—	16	54	1	—	2	—	—	—	135	10	65
Id. 2e id.	8	2	10	10	90	2	—	3	—	—	—	424	19	74
Aerschot	3	—	3	4	16	2	—	2	—	—	—	4	1	60
Diest	6	—	10	8	39	—	2	3	—	—	—	—	—	77
Glabbeek	2	—	1	2	8	—	—	—	—	—	—	4	1	60
Haecht	2	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	3	2	56
Léau	1	1	3	2	20	—	—	—	—	—	—	8	—	55
Tirlemont	3	1	6	4	37	2	1	3	—	—	—	67	1	68
TOTAUX	30	6	33	46	264	9	3	16	—	—	—	667	34	584
Nivelles	17	—	9	16	68	4	3	9	—	—	—	501	7	51
Genappe	3	—	—	2	6	2	—	—	—	—	—	11	3	98
Jodoigne	—	—	2	6	20	2	1	1	—	—	—	33	1	45
Perwez	1	—	4	8	28	2	2	6	—	—	—	26	1	72
Wavre	46	—	12	24	102	17	2	9	—	—	—	168	6	112
TOTAUX	69	—	27	56	224	57	8	25	—	—	—	539	18	378
Anvers, 1er canton	19	1	18	36	106	24	—	9	—	—	—	930	9	52
Id. 2e id.	38	4	15	12	52	17	3	15	—	—	—	444	27	141
Id. 3e id.	19	3	12	20	80	33	—	16	—	—	—	300	7	38
Boom	4	—	2	4	14	2	1	3	—	—	—	17	4	40
Borgerhout	7	1	31	16	172	30	1	26	—	—	—	38	3	17
Brecht	—	—	2	—	7	1	—	—	—	—	—	11	—	105
Contich	6	—	8	4	26	—	—	2	—	—	—	59	—	24
Eeckeren	—	—	3	2	14	—	2	—	—	—	—	17	2	80
Santhoven	—	—	—	—	—	15	—	—	—	—	—	3	—	92
TOTAUX	93	11	89	100	460	172	7	71	—	—	—	1,340	52	657

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	18	—	9	15	83	3	3	3	—	—	—	—	—	91
Id. 2e id.	18	—	6	21	61	11	—	3	—	—	—	11	—	91
Duffel	2	—	—	4	9	—	—	2	—	—	—	14	—	40
Heyst-op-den-Berg	2	—	—	6	16	3	2	3	—	—	—	7	—	68
Lierre	6	—	4	—	10	3	—	8	—	—	—	17	2	104
Puers	1	—	—	3	4	—	1	1	—	—	—	3	—	37
TOTAUX	47	—	19	52	183	20	8	24	—	—	—	52	2	439
Turnhout	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	8	3	72
Arendonck	2	—	4	7	27	3	—	2	—	—	—	19	—	45
Herenthals	1	—	—	2	3	10	2	3	—	—	—	2	1	70
Hoogstraeten	—	—	—	1	10	—	—	—	—	—	—	4	—	6
Moll	—	—	2	1	32	—	1	1	—	—	—	10	—	10
Westerloo	4	1	1	3	11	—	—	7	—	—	—	33	—	51
TOTAUX	8	1	7	16	83	18	4	13	—	—	—	81	4	299
Mons	9	—	7	21	30	1	1	2	—	—	—	1,028	37	181
Boussu	46	—	22	12	136	1	6	6	—	—	—	220	2	51
Chièvres	3	2	6	8	33	4	3	1	—	—	—	39	4	118
Dour	14	6	7	7	34	6	16	1	—	—	—	62	8	103
Enghien	2	2	4	—	10	9	8	8	—	—	—	8	3	18
La Louvière	3	—	6	9	36	8	3	6	—	—	—	112	1	90
Lens	6	—	12	4	33	4	2	21	—	—	—	60	2	80
Pâturages	—	—	10	11	42	3	1	2	—	—	—	33	—	40
Rœulx	—	—	—	1	4	1	0	—	—	—	—	22	1	58
Soignies	3	2	3	11	42	7	0	3	—	—	—	11	1	85
TOTAUX	88	12	79	87	474	48	82	56	—	—	—	1,625	59	789
Charleroi, 1er canton	10	1	17	27	103	10	2	10	—	—	—	90	2	37
Id. 2e id.	6	—	3	11	28	3	—	7	—	—	—	38	1	61
Beaumont	1	—	—	—	—	11	—	2	—	—	—	21	12	78
Binche	4	—	10	30	89	14	3	8	—	—	—	155	4	52
Châtelet	3	—	20	45	265	3	6	10	—	—	—	345	3	110
Chimay	9	—	2	8	31	6	1	5	—	—	—	17	—	81
Fontaine-l'Evêque	15	—	24	34	174	13	9	14	—	—	—	300	30	52
Gosselies	2	—	25	13	105	—	10	8	—	—	—	110	—	24
Jumet	7	—	20	18	60	3	3	10	—	—	—	34	3	30
Merbes-le-Château	1	—	1	1	8	3	—	1	—	—	—	0	—	87
Seneffe	7	—	4	18	30	1	2	—	—	—	—	21	—	85
Thuin	2	—	8	7	47	2	—	3	—	—	—			20
TOTAUX	65	1	161	214	1,066	81	47	90	—	—	—	1,177	57	650

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	9	—	2	6	25	—	—	2	—	—	—	147	2	69
Antoing	—	—	4	—	5	—	8	—	—	—	—	—	—	51
Ath	5	—	5	6	47	2	5	4	—	—	—	34	1	90
Celles	1	—	4	5	17	—	—	—	—	—	—	5	—	58
Flobecq	9	—	7	6	36	2	5	2	—	—	—	72	23	60
Frasnes	2	—	2	—	19	—	—	—	—	—	—	4	4	10
Lessines	8	5	8	10	81	2	4	5	2	—	—	27	5	97
Leuze	5	—	2	6	17	4	5	—	—	—	—	1	—	60
Péruwelz	4	—	6	4	20	2	2	—	—	—	—	—	—	61
Quevaucamps	—	—	9	7	29	—	—	2	—	—	—	27	—	55
Templeuve	2	—	6		9	—	—	—	—	—	—	5	5	65
TOTAUX.	43	3	53	48	312	12	25	15	2	—	—	320	40	626
Gand, 1er canton	19	4	6	5	18	2	1	2	—	—	—	55	1	104
Id. 2e id.	30	30	6	11	58	9	—	5	—	—	—	521	6	104
Id. 3e id.	15	2	6	2	20	—	2	1	—	—	—	54	8	104
Assenede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	92
Caprycke	1	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	6	19	56
Cruyshautem	2	1	2	5	9	1	—	2	—	—	—	12	—	136
Deynze	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	16	—	55
Eecloo	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	14	7	52
Evergem	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	51	1	105
Ledeberg	4	1	5	4	19	1	—	2	—	—	—	51	5	82
Loochristy	1	—	1	—	5	1	—	1	—	—	—	20	—	40
Nazareth	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	6	1	100
Nevele	4	—	1	2	5	—	—	—	—	—	—	5	1	49
Oosterzeele	8	—	5	—	21	5	1	1	—	—	—	14	1	50
Somergem	—	—	2	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	84
Waerschot	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	19
TOTAUX.	87	38	34	29	145	23	5	17	—	—	—	594	51	1,150
Audenarde	6	1	6	10	26	5	1	2	—	—	—	—	—	58
Grammont	1	—	8	6	29	4	4	2	—	—	—	25	28	52
Herzele	5	2	8	2	24	2	2	—	—	—	—	5	—	110
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	—	2	5	12	—	1	1	—	—	—	8	1	102
Nederbrakel	—	2	4	12	56	—	11	1	—	—	—	55	—	105
Ninove	4	1	26	10	49	10	19	7	—	—	—	60	5	134
Renaix	—	—	—	6	7	—	2	—	—	—	—	60	—	60
Sottegem	5	1	4	7	25	5	8	2	—	—	—	55	15	92
TOTAUX.	17	7	58	56	206	33	48	15	—	—	—	253	47	740

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	3	—	2	2	8	2	—	3	—	—	—	55	8	153
Alost	1	1	—	10	20	—	—	2	—	—	—	58	8	46
Beveren	3	—	1	4	10	2	1	1	—	—	—	65	—	130
Hamme	3	—	—	2	3	—	—	2	—	—	—	8	1	72
Lokeren	7	—	4	3	14	—	2	4	—	—	—	20	10	103
Saint-Gilles-Waes	3	—	2	3	21	—	4	2	—	—	—	24	2	81
Saint-Nicolas-Waes	—	2	—	2	6	—	1	3	—	—	—	148	—	150
Tamise	4	1	3	—	11	1	2	—	—	—	—	8	—	100
Wetteren	1	—	4	2	33	3	—	—	—	—	—	33	3	57
Zele	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	—	151
TOTAUX.	27	4	18	30	135	8	10	17	—	—	—	466	32	1,118
Bruges, 1er canton	10	—	3	6	23	6	1	1	—	—	—	77	2	128
Id. 2e id.	—	—	4	3	20	—	2	2	—	—	—	74	3	91
Id. 3e id.	1	1	6	—	15	3	2	2	—	—	—	47	2	117
Ardoye	—	—	1	1	13	—	3	2	—	—	—	41	2	101
Ghistelles	—	—	1	—	1	—	4	—	—	—	—	31	—	68
Ostende	6	—	20	17	103	9	2	9	—	—	—	—	—	152
Ruysselede	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	100
Thielt	3	—	4	5	32	1	—	—	—	—	—	20	2	108
Thourout	2	—	4	6	13	—	1	1	—	—	—	20	22	116
TOTAUX.	24	1	51	39	233	19	15	17	—	—	—	319	33	987
Courtrai, 1er canton	1	—	—	2	4	1	1	3	—	—	—	22	3	101
Id. 2e id.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	189	25	89
Avelghem	1	—	4	6	22	—	—	—	—	—	—	16	—	50
Harlebeke	4	—	4	—	11	1	1	—	—	—	—	15	1	78
Iseghem	3	—	1	—	3	—	—	3	—	—	—	16	2	114
Menin	2	3	1	3	20	—	—	1	—	—	—	33	—	150
Meulebeke	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	15
Moorseele	1	—	6	2	38	1	—	—	—	—	—	30	—	87
Mouscron	—	—	4	6	19	7	15	4	—	—	—	15	3	46
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	52
Routers	4	—	8	9	30	2	1	4	—	—	—	137	3	30
TOTAUX.	18	4	28	30	167	12	6	11	—	—	—	496	35	828
Furnes	1	1	1	3	13	1	2	4	—	—	—	13	—	106
Dixmude	3	—	—	2	4	1	12	—	—	—	—	29	—	111
Haringhe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54
Nieuport	1	—	6	—	24	2	—	1	—	—	—	9	—	60
TOTAUX.	5	1	7	7	43	4	4	5	—	—	—	51	—	331

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres, 1er canton	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	17	1	33
Id. 2e id.	—	—	2	4	17	—	2	4	—	—	—	35	4	94
Hooglede	1	—	4	—	20	—	2	—	—	—	—	20	—	104
Messines	—	—	4	2	15	2	—	3	—	—	—	18	—	58
Passchendaele	2	—	—	1	2	—	—	3	—	—	—	45	3	58
Poperinghe	—	—	4	—	15	—	—	—	—	—	—	8	—	63
Werviq	—	—	3	1	12	2	—	1	—	—	—	20	6	106
TOTAUX.	3	—	17	8	81	4	5	11	—	—	—	161	16	536
Liége, 1er canton	20	—	27	43	170	11	3	10	—	—	—	333	3	91
Id. 2e id.	24	—	10	16	136	20	9	10	—	—	—	306	6	86
Dalhem	3	—	10	3	51	3	11	3	—	—	—	12	1	51
Fexhe-Slins	7	—	12	3	48	4	3	6	—	—	—	120	4	71
Fléron	2	—	3	4	7	—	5	2	—	—	—	22	3	63
Grivegnée	10	2	3	3	24	—	11	4	—	—	—	231	2	66
Hollogne-aux-Pierres	17	—	10	25	112	—	6	0	—	—	—	66	1	92
Herstal	7	—	9	4	36	—	2	—	—	—	—	484	9	74
Louveigné	3	—	13	9	69	20	11	3	—	—	—	53	—	66
Saint-Nicolas	10	—	7	7	30	—	1	3	—	—	—	102	3	59
Seraing	3	—	11	15	69	11	3	3	—	—	—	173	2	146
Waremme	3	—	7	—	20	—	1	4	—	—	—	117	—	62
TOTAUX.	130	2	142	132	810	69	68	68	—	—	—	2,045	34	930
Huy	2	1	20	3	88	20	6	3	—	—	—	47	2	86
Avennes	1	—	2	6	18	—	3	3	—	—	—	20	2	67
Ferrières	—	—	—	2	2	3	1	—	—	—	—	1	—	30
Héron	3	—	2	3	21	1	2	3	—	—	—	51	—	51
Jehay-Bodegnée	4	—	1	—	4	—	2	—	—	—	—	9	—	51
Landen	—	—	2	—	4	—	1	1	—	—	—	58	17	43
Nandrin	1	—	4	—	11	11	3	4	—	—	—	23	2	48
TOTAUX.	11	1	31	16	148	35	20	14	—	—	—	220	23	376
Verviers	9	1	4	8	34	3	3	6	—	—	—	212	—	176
Aubel	—	—	3	2	27	4	3	—	—	—	—	23	1	71
Dison	2	—	2	2	9	—	—	1	—	—	—	13	4	53
Herve	1	—	4	—	23	—	—	1	—	—	—	14	—	52
Limbourg	1	1	3	—	13	1	—	—	—	—	—	40	—	68
Spa	2	—	—	15	42	—	23	4	—	—	—	157	—	112
Stavelot	3	1	3	9	30	3	4	7	—	—	—	16	—	72
TOTAUX.	20	3	21	36	180	13	35	19	—	—	—	477	5	604

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	6	—	3	3	28	—	—	3	—	—	—	18	—	138
Bilsen	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	—	10	—	104
Brée	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	63
Looz	2	—	2	3	17	—	—	—	—	—	—	9	3	107
Maeseyck	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56
Mechelen	10	2	4	—	11	1	—	6	—	—	—	33	1	33
Sichen-Sussen-Bolré	6	—	2	—	6	1	—	—	—	—	—	11	1	82
TOTAUX.	24	2	11	14	68	2	1	9	—	—	—	81	7	605
Hasselt	4	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	10	2	63
Achel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	93
Beeringen	—	2	—	6	10	1	—	4	—	—	—	—	—	48
Herck-la-Ville	1	—	3	—	17	—	1	—	—	—	—	7	—	103
Peer	4	—	2	—	11	2	—	7	—	—	—	11	—	63
Saint-Trond	22	1	10	24	71	4	8	8	—	—	—	154	4	37
TOTAUX.	31	3	15	30	109	7	11	22	—	—	—	215	7	433
Arlon	1	—	10	28	133	10	9	1	—	—	—	230	4	63
Etalle	—	—	14	8	68	10	8	7	—	—	—	136	2	46
Fauvillers	—	—	3	1	10	10	3	—	—	—	—	30	—	26
Florenville	—	—	9	7	47	10	3	3	—	—	—	88	3	21
Messancy	—	—	20	10	42	7	6	12	—	—	—	63	4	47
Virton	3	—	4	3	17	3	3	1	—	—	—	41	—	84
TOTAUX.	4	—	62	85	328	71	32	24	—	—	—	590	13	287
Marche	1	—	4	6	28	3	1	2	—	—	—	31	4	51
Durbuy	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	—	1	—	30
Erezée	—	—	1	—	3	4	—	1	—	—	—	10	—	26
Houffalize	—	—	1	10	30	1	1	5	—	—	—	74	2	56
Laroche	—	—	—	3	7	—	—	3	—	—	—	14	—	58
Nassogne	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	12	—	56
Vielsalm	1	—	2	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	52
TOTAUX.	3	—	8	20	89	20	2	11	—	—	—	151	6	329
Neufchâteau	—	—	18	26	72	9	5	11	—	—	—	151	—	40
Bastogne	1	—	4	4	32	2	3	5	—	—	—	32	—	47
Bouillon	—	—	3	4	50	2	8	4	—	—	—	51	2	46
Paliseul	1	—	12	16	70	7	22	18	—	—	—	30	—	24
Saint-Hubert	—	—	6	7	67	1	—	7	—	—	—	31	1	63
Sibret	1	—	6	8	26	—	3	3	—	—	—	8	—	36
Wellin	—	—	1	2	4	—	—	2	—	—	—	36	1	30
TOTAUX.	3	—	52	67	330	21	41	52	—	—	—	351	4	295

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton.	11	—	2	7	23	9	5	2	—	—	—	490	7	52
Id. 2e id.	0	—	22	10	85	17	3	8	—	—	—	205	42	50
Andenne	—	—	2	6	14	14	7	—	—	—	—	10	2	92
Eghezée	—	—	—	4	6	—	—	—	—	—	—	4	1	78
Fosses	2	—	—	4	9	3	2	14	—	—	—	51	—	40
Gembloux	15	—	9	16	112	5	10	8	—	—	—	105	2	107
TOTAUX	35	—	35	47	247	48	25	32	—	—	—	865	54	428
Dinant	—	—	2	6	27	—	—	—	—	—	—	101	—	53
Beauraing	—	—	4	15	54	8	—	1	—	—	—	37	24	55
Ciney	1	—	6	—	14	21	3	—	—	—	—	35	—	77
Couvin	—	—	—	5	23	5	1	—	—	—	—	7	3	31
Florennes	—	—	—	4	6	17	2	—	—	—	—	15	1	50
Gedinne	—	—	1	2	0	1	—	—	—	—	—	50	3	25
Philippeville	—	—	4	2	31	3	1	1	—	—	—	10	1	20
Rochefort	3	—	2	4	12	45	4	5	—	—	—	4	—	87
Walcourt	—	—	2	—	5	2	—	1	—	—	—	17	2	52
TOTAUX	4	—	21	38	181	102	11	8	—	—	—	366	34	459

RÉCAPITULATION.

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	439	33	368	515	1,760	308	41	103	—	—	—	3,178	163	1,577
Louvain	30	6	55	46	264	9	5	16	—	—	—	667	34	384
Nivelles	69	—	27	56	224	57	8	25	—	—	—	559	18	378
Anvers	95	11	89	100	460	172	7	71	—	—	—	1,340	52	637
Malines	47	—	10	52	185	20	8	24	—	—	—	51	2	429
Turnhout	8	1	7	16	85	18	4	15	—	—	—	84	4	209
Mons	88	12	70	87	474	46	82	56	—	—	—	1,025	59	789
Charleroi	65	1	101	214	1,066	81	47	90	—	—	—	1,177	57	650
Tournai	45	5	55	48	312	12	25	15	2	—	—	320	40	626
Gand	87	28	54	27	145	23	5	17	—	—	—	594	50	1,150
Audenarde	17	7	58	56	206	55	48	15	—	—	—	255	47	740
Termonde	27	4	18	50	155	8	10	17	—	—	—	466	52	1,118
Bruges	24	1	51	59	255	10	15	17	—	—	—	519	55	987
Courtrai	18	4	28	50	107	12	6	11	—	—	—	496	55	828
Furnes	5	1	7	7	45	4	4	5	—	—	—	51	—	551
Ypres	5	—	17	8	81	4	5	11	—	—	—	161	16	550
Liége	150	2	142	152	810	69	68	68	—	—	—	2,045	54	950
Huy	11	1	51	16	148	55	20	14	—	—	—	220	25	576
Verviers	20	3	21	56	180	15	55	19	—	—	—	477	5	601
Tongres	24	2	11	14	68	2	1	9	—	—	—	81	7	605
Hasselt	51	5	15	50	109	7	11	22	—	—	—	215	7	455
Arlon	4	—	62	65	528	71	52	24	—	—	—	590	15	287
Marche	5	—	8	20	80	20	2	11	—	—	—	151	6	520
Neufchâteau	5	—	52	67	550	21	41	52	—	—	—	551	4	205
Namur	55	—	55	47	247	48	25	52	—	—	—	865	54	428
Dinant	4	—	21	58	181	102	11	8	—	—	—	560	54	459
Cour d'appel de Bruxelles	882	67	850	1,154	4,826	725	225	417	2	—	—	8,084	451	5,089
Cour d'appel de Gand	181	55	215	197	1,110	105	95	95	—	—	—	2,540	215	5,690
Cour d'appel de Liége	265	11	508	465	2,490	548	240	259	—	—	—	5,561	187	4,740
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,528	155	1,447	1,796	8,526	1,214	564	769	2	—	—	16,685	851	16,425

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre Ier du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

LI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	NATURE DES AFFAIRES. — AFFAIRES A JUGER. — ANCIENNES — pendantes au commencement de l'année judiciaire.	ANCIENNES — remises au rôle.	ANCIENNES — sur opposition à des jugements par défaut.	Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire. — ordinaires.	Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire. — sommaires.	Nombre total des affaires à juger.	AFFAIRES TERMINÉES — PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES — sur plaidoiries	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.	par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrétement, transaction, abandonjonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	NOMBRE des affaires restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	3,968	16	40	1,508	1,028	7,260	755	160	—	982	1,895	577	293	2,765	4,495
Louvain	102	6	—	107	155	488	94	—	—	78	172	85	1	256	232
Nivelles	217	6	1	205	109	536	95	56	—	81	212	51	—	263	273
Anvers	1,690	—	5	407	766	2,868	592	115	—	250	757	576	172	1,305	1,563
Malines	128	3	—	102	56	289	51	8	—	57	96	44	11	151	138
Turnhout	22	—	—	21	29	72	25	5	—	10	38	11	2	51	21
Mons	725	—	—	427	181	1,334	172	42	—	166	380	107	10	497	837
Charleroi	655	19	8	469	490	1,621	242	100	—	411	753	174	18	945	676
Tournai	552	1	—	165	151	670	149	—	—	58	207	90	—	297	373
Gand	177	—	—	307	215	697	211	62	—	125	398	99	—	497	200
Audenarde	45	6	—	104	65	220	58	27	—	62	127	21	7	155	65
Termonde	52	—	—	26	127	185	85	—	—	61	144	2	—	146	39
Bruges	198	—	—	187	157	542	125	40	—	80	263	88	5	356	186
Courtrai	181	—	1	92	124	401	95	20	—	48	163	68	—	231	170
Furnes	28	4	—	30	30	92	26	16	—	15	57	15	1	73	19
Ypres	57	1	—	55	30	130	45	15	—	15	71	15	1	85	45
Liége	1,200	40	12	645	510	2,414	575	155	—	568	896	297	6	1,199	1,215
Huy	109	—	—	112	91	312	101	15	—	49	168	41	8	217	95
Verviers	187	5	—	157	201	528	125	56	—	122	283	70	2	364	164
Tongres	51	—	—	59	35	145	51	10	—	20	81	26	—	107	38
Hasselt	58	11	—	44	55	168	45	51	—	25	99	25	7	129	39
Arlon	120	—	—	116	75	315	91	1	4	40	139	22	11	172	143
Marche	55	—	2	61	52	128	25	16	—	27	68	14	—	82	46
Neufchateau	69	—	—	47	46	162	21	12	—	25	56	31	35	122	40
Namur	335	1	4	258	124	702	105	48	—	99	252	73	—	327	375
Dinant	207	15	1	121	110	452	60	18	—	65	149	81	15	245	207
Cour d'appel de Bruxelles	7,897	51	54	3,267	3,869	15,138	1,971	466	—	2,073	4,510	1,513	507	6,530	8,608
Cour d'appel de Gand	721	11	1	779	755	2,267	623	187	—	413	1,223	306	14	1,543	724
Cour d'appel de Liége	2,355	68	19	1,578	1,308	5,326	1,007	342	4	838	2,191	689	84	2,964	2,362
TOTAUX GÉNÉRAUX.	10,973	130	74	5,624	5,930	22,731	3,601	995	4	3,324	7,924	2,508	605	11,037	11,694

LII. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	Durée des instances à partir de l'inscription au rôle. — AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites — depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.	AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites — depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	769	344	345	410	20	1,895	931	951	1,207	1,250	155	4,495
Louvain	27	25	86	55	5	172	52	20	62	75	16	232
Nivelles	116	25	57	50	4	212	48	47	57	100	12	273
Anvers	315	172	171	90	9	757	258	320	452	414	119	1,563
Malines	56	10	25	24	1	96	22	24	31	45	16	138
Turnhout	20	5	7	5	1	38	9	4	1	5	4	21
Mons	189	29	58	85	19	380	97	141	151	306	162	837
Charleroi	457	51	176	71	18	753	148	152	127	159	110	676
Tournai	25	38	60	77	7	207	85	42	54	115	81	373
Gand	286	75	34	3	—	398	132	42	19	7	—	200
Audenarde	26	24	49	26	2	127	19	14	21	10	1	65
Termonde	91	35	8	10	—	144	15	8	8	8	—	39
Bruges	49	41	71	99	3	263	31	31	34	43	7	186
Courtrai	121	22	9	6	5	163	20	60	46	21	14	170
Furnes	36	2	9	10	—	57	9	2	2	6	—	19
Ypres	28	15	20	7	1	71	9	11	15	7	3	45
Liége	65	151	274	255	148	896	197	192	175	357	294	1,215
Huy	91	38	20	14	5	168	26	24	20	10	15	95
Verviers	145	30	38	57	4	283	41	35	32	48	7	164
Tongres	40	19	13	—	—	81	25	12	1	—	—	38
Hasselt	35	28	11	5	—	99	10	14	11	4	—	39
Arlon	15	37	61	26	—	139	25	35	46	21	—	143
Marche	21	20	12	2	1	68	20	16	9	1	—	46
Neufchâteau	20	9	9	9	—	56	11	9	8	8	4	40
Namur	126	45	35	41	9	252	37	37	115	97	69	375
Dinant	15	14	35	37	10	149	38	31	45	75	20	207
Cour d'appel de Bruxelles	1,934	617	963	825	91	4,510	1,648	1,693	2,122	2,472	673	8,608
Cour d'appel de Gand	637	214	200	161	11	1,223	264	168	163	102	27	724
Cour d'appel de Liége	612	410	546	446	177	2,191	451	421	462	619	409	2,362
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3,183	1,321	1,709	1,432	279	7,924	2,363	2,282	2,747	3,193	1,109	11,694

LIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public : de droit.	d'office.	sur ses conclusions : conformes.	sur ses conclusions : contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil (rectification, transcriptions, etc.)	9	9	—	4	5	9	—	9	—	9
TITRE V. — Mariage (opposition, nullité, autorisation maritale, etc.)	35	31	4	20	15	32	1	32	1	33
TITRE V. — Pension alimentaire	447	333	114	106	231	204	11	211	4	215
TITRE VI. — Divorce. Garde d'enfants.	1,151	934	217	372	779	1,151	—	1,112	39	1,151
TITRE VI. — Séparation de corps.	105	77	28	53	52	103	—	102	3	105
TITRE VII. — Paternité. Filiation	18	15	3	5	13	14	4	17	1	18
TITRE X. — Tutelle (nomination, destitution de tuteur, etc.).	6	4	2	5	1	6	—	6	—	6
TITRE X. — Reddition de compte de tutelle	18	10	8	17	1	8	—	6	2	8
TITRE XI. — Interdiction.	113	108	5	15	98	113	—	112	1	113
TITRE XI. — Conseil judiciaire	55	50	5	20	35	54	—	53	1	54
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière (revendication).	43	14	29	41	2	22	1	23	—	23
TITRE II. — Propriété mobilière (revendication).	96	42	54	81	15	15	3	15	3	18
TITRE IV. — Servitudes	22	9	13	21	1	4	2	6	—	6
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions. Partages et liquidations, licitations	747	661	85	402	235	451	15	438	11	469
TITRE II. — Donations entre vifs et testaments	54	37	17	33	19	34	—	31	—	31
TITRE III. — Conventions (exécution, résolution, interprétation).	109	65	41	93	16	27	2	20	—	29
TITRE III. — Payement de sommes	1,292	826	466	690	602	297	14	280	22	311
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (dommages-intérêts)	780	275	505	727	53	402	16	373	45	418
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparations de biens.	393	378	15	100	293	375	3	372	6	378
TITRE VI. — Ventes (nullité, résolution, rescision)	26	13	13	21	5	9	—	9	—	9
TITRE VIII. — Contrat de louage (baux à loyers, fermages)	443	329	114	201	239	84	5	85	4	89
TITRE XVIII. — Loi du 16 décembre 1851. Des privilèges et hypothèques (mainlevée, radiation, nullité).	52	45	7	10	12	39	1	40	—	40

LIII (suite). — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public : de droit.	d'office.	sur ses conclusions : conformes.	sur ses conclusions : contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	53	16	37	41	9	10	—	14	2	16
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	386	337	49	122	264	103	10	111	4	115
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	239	116	123	230	9	32	3	30	3	55
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	10	3	7	10	—	9	—	9	—	9
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	338	319	19	123	215	233	13	244	2	246
Loi du 17 avril 1833. — Expropriation pour cause d'utilité publique.	608	473	135	607	1	600	4	540	64	604
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers.	17	15	2	11	6	14	—	12	2	14
Autres matières	259	169	90	159	60	125	3	121	5	126
TOTAUX GÉNÉRAUX.	7,924	5,716	2,208	4,600	3,324	4,610	111	4,494	227	4,721
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Bruxelles	4,510	3,248	1,262	2,437	2,073	2,729	75	2,695	109	2,804
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Gand.	1,223	868	355	810	413	1,146	11	722	38	760
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Liége.	2,191	1,600	591	1,353	838	735	25	1,077	80	1,157
TOTAUX GÉNÉRAUX.	7,924	5,716	2,208	4,600	3,324	4,610	111	4,494	227	4,721

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 20 adoptions.

Sur les 780 jugements statuant sur des demandes en dommages-intérêts, renseignés au présent tableau :

208	concernent	les accidents de travail	(93	accueillent,	205 rejettent en tout ou en partie la demande).
74	id.	les accidents de chemins de fer	(26	id.	48 id. id.)
20	id.	les autres accidents	(7	id.	22 id. id.)
38	id.	les lésions corporelles	(11	id.	27 id. id.)
21	id.	les dégradations immobilières	(11	id.	10 id. id.)
21	id.	les injures et calomnies	(8	id.	13 id. id.)
94	id.	les délits de presse	(47	id.	47 id. id.)
6	id.	les contrefaçons de brevets, etc.	(1	id.	5 id. id.)
22	id.	l'inexécution de conventions de travaux	(10	id.	12 id. id.)
12	id.	les ruptures de bail	(5	id.	7 id. id.)
16	id.	les ruptures de promesse de mariage	(7	id.	9 id. id.)
149	id.	d'autres objets	(49	id.	100 id. id.)

LIV. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1904-1905.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	324	20	15	2	15	3	92	4	10	1	1	—	45	1	116	3	14	3	51	2	3	2
	rejetées	45	2	2	—	1	1	14	—	—	2	—	—	9	1	12	2	2	1	26	4	4	2
	abandonnées	72	5	5	1	1	1	1	—	—	—	—	—	4	—	21	—	1	—	7	—	1	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		439	27	22	3	15	5	107	4	10	3	1	—	56	2	149	5	17	6	84	6	10	4
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		867	55				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		23	—	2	—	—	—	4	—	—	—	—	—	3	—	4	—	—	—	2	—	1	—
ou réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		416	27	20	3	15	5	103	4	10	3	1	—	53	2	145	5	17	6	82	6	8	4
Total des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		780	55				
Demandes formées	par le mari	189	—	8	—	8	—	42	—	5	—	—	—	28	—	57	1	9	—	40	2	6	—
	par la femme	240	27	13	3	7	3	58	4	5	3	1	—	26	2	91	4	8	6	44	4	4	4
	par consentement mutuel	10	—	1	—	—	—	7	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		439	27	22	3	15	5	107	4	10	3	1	—	56	2	149	5	17	6	84	6	10	4
Situation de famille	ayant des enfants	160	18	16	1	12	3	60	2	7	1	1	—	35	2	80	4	5	3	30	2	6	3
	n'ayant pas ou plus d'enfants	245	9	4	2	3	2	41	2	3	2	—	—	16	—	59	1	8	2	25	4	3	—
	situation inconnue	11	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	—	4	1	7	—	—	1
		416	27	20	3	15	5	103	4	10	3	1	—	53	2	145	5	17	6	82	6	9	4
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	102	10	6	—	3	2	14	—	3	2	—	—	13	1	27	—	2	1	15	2	2	1
	De 5 à 10 ans	133	6	8	1	4	—	33	2	3	1	—	—	18	1	30	1	8	3	18	1	4	2
	De 10 à 20 ans	139	9	5	1	6	2	44	2	3	—	1	—	18	—	48	2	6	1	38	3	3	—
	De 20 à 30 ans	34	2	1	1	1	1	10	—	1	—	—	—	2	—	17	2	1	—	8	—	—	—
	De 30 à 40 ans	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	1	2	—	—	—
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		416	27	20	3	15	5	103	4	10	3	1	—	53	2	145	5	17	6	82	6	9	3
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	256	20	12	2	9	3	54	4	3	1	1	—	22	1	86	3	13	3	32	2	5	2
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	115	7	7	1	2	2	13	—	—	2	—	—	13	1	32	2	2	1	26	4	3	2
	Adultère du mari — accueillies	27	—	—	—	1	—	13	—	1	—	—	—	3	—	11	—	—	—	3	—	—	—
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
	Adultère de la femme — accueillies	48	—	2	—	—	—	16	—	4	—	—	—	14	—	13	—	1	—	13	—	—	—
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	5	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	10	—	1	—	—	—	7	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		439	27	22	3	15	5	107	4	10	3	1	—	56	2	149	5	17	6	84	6	10	4

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	3	2	5	3	7	1	1	1	3	4	128	11	7	4	45	4	1	—	1	1	2	1	2	—	2	—	19	1	4	1	912	77
	rejetées	—	—	1	—	2	2	1	—	—	—	21	5	2	—	4	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	1	—	146	23
	abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	4	1	—	5	4	—	—	1	—	12	12	—	—	—	—	—	—	1	2	145	19
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		3	2	6	3	9	3	2	1	3	4	173	20	10	4	50	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	20	2	6	3	1203	119
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										117	23																			270	41	1203	119
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	6	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47	2
ou réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	18	3
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		3	2	6	3	9	2	2	1	3	4	167	18	10	4	48	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	19	2	6	3	1155	116
Total des ménages en instance par ressort de cour d'appel										114	22																			261	39	1155	116
Demandes formées	par le mari	—	—	4	—	5	2	—	—	1	—	76	4	8	—	22	2	1	—	1	—	2	1	—	—	2	—	8	—	3	—	525	12
	par la femme	3	2	2	3	4	1	2	1	2	4	97	16	2	4	27	6	—	—	1	1	2	2	—	—	—	—	12	2	3	3	656	107
	par consentement mutuel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—
		3	2	6	3	9	3	2	1	3	4	173	20	10	4	50	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	20	2	6	3	1203	119
Situation de famille	ayant des enfants	—	—	—	1	4	1	—	—	2	2	108	12	7	3	35	7	—	—	—	—	2	1	2	—	—	—	10	1	4	2	606	69
	n'ayant pas ou plus d'enfants	2	—	3	1	2	—	1	1	1	2	57	6	3	1	13	1	1	—	2	1	2	2	—	—	2	—	9	—	2	1	508	42
	situation inconnue	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	5
		—	—	3	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1155	116
		3	2	6	3	9	2	2	1	3	4	167	18	10	4	48	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	19	2	6	3	1155	116
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—
	De 1 à 5 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	250	26
	De 5 à 10 ans	—	1	2	—	—	—	—	—	1	1	40	3	5	—	6	1	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	4	—	1	—	380	31
	De 10 à 20 ans	—	—	2	—	3	1	—	1	2	1	61	8	3	1	16	2	1	—	1	1	1	1	—	—	1	—	6	—	1	—	392	34
	De 20 à 30 ans	2	1	—	2	—	—	2	—	—	—	30	2	2	3	17	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4	1	3	1	101	18
	De 30 à 40 ans	1	2	—	—	—	—	—	—	2	—	10	6	—	—	7	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	1	2	16	4
	De 40 à 50 ans	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	9	3
		—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		3	2	6	3	9	2	2	1	3	4	167	18	10	4	48	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	19	2	6	3	1155	116
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	3	2	3	3	4	1	—	1	2	4	103	11	7	4	30	4	1	—	1	1	2	1	2	—	2	—	9	1	4	1	656	77
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	—	—	1	—	1	2	1	—	—	—	45	9	3	—	7	4	—	—	1	—	2	2	—	—	—	—	1	1	2	2	277	42
	Adultère du mari — accueillies	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	76	—
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
	Adultère de la femme — accueillies	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	12	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	139	—
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	11	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	par consentement mutuel — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		3	2	6	3	9	3	2	1	3	4	173	20	10	4	50	8	1	—	2	1	4	3	2	—	2	—	20	2	6	3	1203	119

LV. — Affaires sur requête. —

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		RECTIFICATION d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			AUTORISATIONS de vendre des biens	
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.		d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	de délibérations de conseils de famille concernant tous autres objets.	de mineurs.	d'interdits.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	2,038	90	2	2,136	1,350	83	51	3	55	8	282	5
Louvain	568	12	—	380	126	11	10	—	17	—	115	—
Nivelles	281	20	8	321	106	28	9	1	12	4	100	—
Anvers	815	14	—	829	457	12	34	2	56	4	210	—
Malines	198	2	7	205	72	2	8	—	2	6	61	2
Turnhout	118	4	3	125	15	4	8	—	4	6	81	—
Mons	762	15	16	793	409	15	20	—	15	11	179	1
Charleroi	413	5	1	421	3	—	52	2	10	20	188	—
Tournai	335	6	—	341	145	3	28	—	13	16	109	1
Gand	479	10	40	538	227	10	25	1	8	11	99	8
Audenarde	197	7	5	209	51	5	45	1	3	7	65	3
Termonde	226	20	6	252	60	14	18	9	17	2	70	—
Bruges	189	11	8	208	75	11	16	1	4	8	51	1
Courtrai	201	9	—	210	79	7	24	1	8	14	45	1
Furnes	62	4	—	66	11	2	7	—	1	3	22	—
Ypres	88	1	—	89	17	1	14	—	4	4	27	—
Liége	1,172	55	—	1,227	780	51	55	2	14	47	108	4
Huy	283	26	6	287	110	20	8	—	8	6	95	—
Verviers	396	10	—	406	245	7	8	—	2	12	5	—
Tongres	150	5	—	155	55	5	6	1	1	7	90	—
Hasselt	178	5	2	185	54	5	6	—	25	17	85	2
Arlon	182	14	—	196	44	11	24	—	11	—	88	—
Marche	110	2	—	121	15	2	9	—	15	—	58	—
Neufchâteau	105	6	—	109	17	6	6	—	8	—	46	—
Namur	333	2	—	335	106	2	15	2	27	10	138	3
Dinant	213	1	—	214	30	1	9	6	5	4	101	1
Cour d'appel de Bruxelles	5,331	183	37	5,551	2,639	160	226	8	193	75	1,324	9
Cour d'appel de Gand	1,442	62	68	1,572	506	50	145	16	45	51	388	13
Cour d'appel de Liége	3,101	126	8	3,235	1,434	119	124	11	114	105	885	10
TOTAUX.	9,874	371	113	10,358	4,579	329	495	35	352	231	2,597	32

Référés. — Ordonnances.

RÉFÉRÉS JUGÉS		ORDONNANCES d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		ORDONNANCES d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDRES d'arrestation par voie de correction paternelle contre		ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		ARRONDISSEMENTS.
contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		un fils.	une fille.	en matière civile.	en matière commerciale.	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1,074	358	864	363	11	120	40	16	27	—	Bruxelles.
18	5	62	70	2	22	1	—	—	—	Louvain.
15	8	84	62	5	23	—	—	—	—	Nivelles.
200	132	212	152	2	42	27	21	2	30	Anvers.
20	4	43	54	2	10	—	—	—	—	Malines.
1	—	11	82	—	0	2	—	—	—	Turnhout.
51	8	59	98	4	45	—	—	1	—	Mons.
102	89	151	140	2	37	3	3	—	—	Charleroi.
29	6	130	72	3	44	2	1	2	—	Tournai.
50	9	98	133	9	37	3	3	—	—	Gand.
6	2	11	44	2	13	2	1	—	—	Audenarde.
7	3	5	81	6	25	—	—	—	—	Termonde.
18	21	28	63	4	21	—	—	—	—	Bruges.
5	2	26	58	2	22	1	1	—	1	Courtrai.
3	1	28	25	1	7	—	—	—	—	Furnes.
4	4	10	40	4	—	—	—	—	—	Ypres.
116	46	370	169	3	64	11	15	4	—	Liége.
15	4	51	47	3	2	—	—	—	—	Huy.
9	4	47	49	2	8	—	1	2	—	Verviers.
4	—	5	20	—	5	—	—	—	—	Tongres.
8	1	24	29	2	7	—	—	—	—	Hasselt.
0	—	139	27	—	2	—	—	—	—	Arlon.
8	3	29	51	—	3	—	—	—	1	Marche.
2	—	46	15	—	2	—	—	—	—	Neufchâteau.
10	9	50	66	3	15	—	1	—	—	Namur.
15	3	75	67	2	10	—	—	—	—	Dinant.
1,504	610	1,622	1,029	31	372	77	44	35	30	Cour d'appel de Bruxelles.
93	42	206	462	28	127	8	5	—	1	Cour d'appel de Gand.
199	70	845	511	17	125	11	17	6	1	Cour d'appel de Liége.
1,796	722	2,671	2,002	76	624	96	66	41	32	TOTAUX.

LVI. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des jugements rendus.	JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.						
		contradictoires			par défaut.	sur requête.	Jugements par défaut suivis d'opposition.	Serments prêtés à l'audience			Enquêtes			Interrogatoires sur faits et articles.
		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.				déférés par l'une des parties à l'autre	référés.	déférés d'office.	sommaires.	devant juge commissaire directes.	devant juge commissaire contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,645	550	729	—	1,315	21	41	8	—	2	244	76	46	23
Louvain	171	115	13	—	43	—	—	5	3	2	7	6	4	5
Nivelles	141	45	68	—	28	—	1	3	—	1	6	12	9	4
Anvers	524	157	219	—	148	—	6	6	—	1	52	48	36	6
Malines	92	44	20	—	27	1	1	3	—	—	3	17	14	1
Turnhout	19	11	7	—	1	—	—	2	—	—	3	—	—	—
Mons	190	70	58	—	39	3	3	—	—	—	24	19	12	3
Charleroi	618	226	92	—	300	—	6	7	—	4	97	7	4	6
Tournai	170	90	—	—	55	30	1	1	—	—	14	8	4	2
Gand	402	116	63	—	202	21	2	22	—	—	57	20	25	9
Audenarde	66	17	41	—	6	2	1	1	—	—	—	10	9	3
Termonde	200	107	—	—	93	—	1	—	—	—	10	7	7	2
Bruges	148	49	59	—	39	21	4	—	—	—	—	9	5	1
Courtrai	68	25	26	—	4	13	2	5	—	—	—	4	3	5
Furnes	35	4	15	—	14	—	—	—	—	—	—	5	2	—
Ypres	49	16	20	—	13	—	1	1	—	—	—	8	3	4
Liége	1,280	162	344	—	580	—	12	—	—	—	—	120	37	12
Huy	101	31	28	—	9	10	3	3	—	2	3	12	7	10
Verviers	151	64	35	—	45	7	4	1	—	1	—	17	9	6
Tongres	30	10	9	—	—	2	—	—	—	—	2	3	1	2
Hasselt	65	48	15	—	2	—	—	2	—	2	—	6	3	8
Arlon	62	31	21	—	7	—	—	—	—	—	1	3	4	10
Marche	31	11	15	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1
Neufchâteau	30	17	12	—	1	—	2	1	—	—	3	7	7	—
Namur	98	45	36	—	10	—	4	—	—	—	2	20	13	4
Dinant	140	42	33	—	58	3	2	—	—	—	—	7	7	4
Cour d'appel de Bruxelles	4,577	1,108	1,206	—	2,202	61	59	35	3	10	452	193	129	52
Cour d'appel de Gand	966	334	204	—	371	57	11	29	—	—	67	72	52	24
Cour d'appel de Liége	1,994	494	770	—	708	24	32	7	—	5	11	99	90	57
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,537	1,936	2,180	—	3,279	142	102	71	3	15	530	364	271	133

LVII. — Procédure d'ordre et de contribution

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1904-1905.
	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler.	
	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	1	—	1	2	—	1	—	1	1	9	—	7	16	—	7	—	7	9	38
Louvain	1	—	3	4	1	3	—	4	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	11
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	21
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	5	—	—	—	—	5	18
Malines	—	2	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Mons	7	—	5	12	1	—	2	3	9	6	—	1	7	—	1	—	1	6	33
Charleroi	60	—	9	69	—	8	—	8	61	21	—	2	23	—	6	—	6	17	70
Tournai	—	—	2	2	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	4	—	—	—	—	4	15
Audenarde	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—	3
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Bruges	1	—	2	3	—	1	—	1	2	2	—	—	2	—	—	1	1	1	10
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	4
Furnes	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Liége	3	—	—	3	—	1	—	1	4	10	—	1	11	—	1	—	1	10	33
Huy	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	2	—	1	—	1	1	16
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	1	—	9
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	14
Hasselt	4	—	1	5	—	1	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Arlon	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	3	9
Marche	1	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Namur	2	—	14	16	10	—	—	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Dinant	3	—	1	4	—	2	—	2	2	2	—	—	2	—	1	—	1	1	26
Cour d'appel de Bruxelles	69	2	20	91	4	14	2	20	71	40	—	13	53	—	14	—	14	39	200
Cour d'appel de Gand	2	—	3	5	—	3	—	3	2	3	—	5	8	—	1	2	3	5	51
Cour d'appel de Liége	19	—	16	35	11	4	—	15	20	16	—	4	20	1	3	—	4	16	153
TOTAUX	90	2	39	131	15	21	2	38	93	59	—	22	81	1	18	2	21	60	404

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa).

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES.													
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							Causes restant à juger.
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES		TOTAL des causes à juger.	PAR JUGEMENTS			TOTAL.	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
								contradictoires							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles	2,820	1,725	116	12,366	1,763	19,890	5,762	157	6,592	12,511	—	5,688	16,199	2,791
	Louvain	174	—	2	394	42	612	61	55	160	276	156	43	475	137
Nivelles		107	—	5	389	14	575	124	51	163	328	80	10	422	153
	Anvers	3,076	118	57	4,874	412	8,537	3,143	378	896	4,417	727	346	5,490	3,047
Malines		260	2	4	497	82	845	135	3	244	380	100	119	599	246
Turnhout		18	—	—	62	10	90	11	4	27	42	25	4	71	19
	Mons	557	25	9	1,200	177	2,077	128	551	648	1,090	180	225	1,495	572
Charleroi		270	16	21	2,107	618	3,071	233	500	1,553	2,378	328	61	2,770	301
	Tournai	178	29	3	558	67	815	212	15	207	434	130	—	564	251
	Gand	995	—	26	2,124	80	3,225	746	110	594	1,480	220	47	1,747	1,478
Audenarde		31	—	—	188	6	225	20	41	75	143	55	14	190	35
	Alost	214	—	—	204	101	609	137	—	146	283	91	—	374	235
	Saint-Nicolas	58	—	1	300	55	374	133	75	59	265	32	12	309	65
Termonde		3	3	—	62	21	89	56	—	28	84	—	—	84	5
	Bruges	180	—	—	400	15	593	67	44	118	229	155	24	408	185
	Ostende	81	—	—	315	54	450	68	67	110	254	81	23	358	92
	Courtrai	370	1	5	689	52	1,101	150	57	252	459	217	12	688	413
Furnes		7	—	—	75	14	96	20	15	15	48	36	—	84	12
Ypres		57	—	—	30	27	123	20	25	10	53	37	—	90	33
	Liége	672	94	48	2,431	476	3,721	814	388	1,055	2,257	418	228	2,903	818
Huy		30	—	1	120	57	223	55	8	85	126	42	15	183	40
	Verviers	135	3	4	655	52	849	142	75	306	521	79	108	708	141
Tongres		10	—	—	88	41	148	25	10	65	98	29	—	127	21
Hasselt		25	2	—	225	14	266	55	55	147	217	14	7	238	28
Arlon		31	—	—	118	25	172	38	10	51	99	25	4	128	44
Marche		32	—	—	48	20	100	13	5	30	55	26	—	81	19
Neufchâteau		60	—	—	61	55	165	12	16	28	56	39	6	101	64
	Namur	615	—	—	705	120	1,438	45	185	255	485	205	205	895	545
Dinant		121	40	2	222	55	418	55	11	120	175	95	48	316	102
Cour d'appel de	Bruxelles	7,529	1,915	217	22,726	3,215	35,602	9,827	1,590	10,434	21,851	1,735	4,499	28,085	7,517
	Gand	1,962	4	30	4,506	385	6,885	1,426	458	1,414	3,298	902	132	4,332	2,553
	Liége	1,752	139	55	4,685	871	7,500	1,192	739	2,154	4,085	972	621	5,678	1,822
Tribunaux	civils	1,132	65	55	4,555	1,045	6,606	857	801	2,057	4,275	918	291	5,484	1,122
	de commerce	10,111	1,995	269	27,582	5,421	45,581	11,608	1,986	11 565	24,959	2,691	4,969	32,611	10,770
TOTAUX GÉNÉRAUX		11,245	2,058	320	31,915	4,469	49,987	12,445	2,787	14,002	29,234	3,609	5,252	38,095	11,892

LIX. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS.	DE COMMERCE.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles	10,945	714	510	308	12,511	949	309	412	1,121	2,791
	Louvain	204	30	27	15	276	51	16	32	38	137
Nivelles		82	31	35	155	323	45	20	37	42	153
	Anvers	1,010	358	1,702	311	4,417	860	1,010	907	180	3,047
Malines		313	26	20	21	380	50	20	24	152	246
Turnhout		38	2	1	1	42	8	3	3	5	19
	Mons	890	112	60	22	1,090	117	110	158	187	572
Charleroi		2,027	251	69	31	2,378	90	111	58	42	301
	Tournai	345	51	20	18	434	70	36	38	107	251
	Gand	877	290	160	147	1,480	299	464	457	258	1,478
Audenarde		37	30	62	8	143	11	5	9	10	35
	Alost	247	16	17	3	283	165	45	27	—	235
	Saint-Nicolas	194	37	27	7	265	27	15	8	15	65
Termonde		66	11	4	3	84	5	—	—	—	5
	Bruges	65	41	95	32	229	57	27	24	77	185
	Ostende	179	40	24	11	254	32	18	29	15	92
	Courtrai	304	44	45	68	459	96	57	68	212	413
Furnes		40	6	2	—	48	9	1	1	1	12
Ypres		32	9	11	1	53	10	8	5	10	33
	Liége	1,170	612	394	81	2,257	466	214	91	47	818
Huy		107	14	1	4	126	17	12	5	6	40
	Verviers	157	191	168	25	521	76	45	18	2	141
Tongres		87	10	1	—	98	14	2	3	2	21
Hasselt		169	29	11	8	217	12	8	6	2	28
Arlon		38	21	22	18	99	25	10	5	8	44
Marche		27	17	11	—	55	17	2	—	—	19
Neufchâteau		39	7	8	2	56	17	9	10	28	64
	Namur	220	211	57	15	483	194	220	121	10	545
Dinant		125	18	19	13	173	55	13	15	41	102
Cour d'appel de	Bruxelles	16,658	1,825	2,536	832	21,851	2,240	1,644	1,759	1,874	7,517
	Gand	2,039	530	449	280	3,298	711	618	628	596	2,553
	Liége	2,117	1,130	672	166	4,085	869	535	272	146	1,822
	TOTAL GÉNÉRAL	20,814	3,485	3,657	1,278	29,234	3 820	2,797	2,659	2,616	11,892
Tribunaux	civils	3,193	558	527	215	4,275	561	255	179	319	1,122
	de commerce	17,619	2,947	3,330	1,065	24,959	3,459	2,504	2,480	2,267	10,770

LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond 1904-1905. Actes d'instruction préparatoire 1904-1905. — Actes de société 1905 (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.							ACTES concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au *Recueil spécial*.
			Contradictoires					Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
													déféré d'office		
CIVILS.	DE COMMERCE.	Total.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	sur requête.		par écrit.	sans écrit.		déféré par la partie.	référé.	sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	877	675	—	4	200	795	29	67	19	21	10	98	22	2,242
	Louvain . . .	53	28	14	11	—	1	6	29	—	4	—	—	—	90
Nivelles. . .	. . . . .	52	32	—	—	—	6	1	21	—	1	—	—	1	60
	Anvers. . . .	600	461	84	47	8	72	9	25	5	14	—	—	20	1,124
Malines. . .	. . . . .	52	36	6	10	—	54	1	30	—	1	—	1	—	47
Turnhout . .	. . . . .	5	5	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	28
	Mons. . . .	60	60	—	—	—	19	1	11	—	7	—	1	—	210
Charleroi . .	. . . . .	159	110	41	8	—	48	11	99	2	10	—	6	2	478
	Tournai . . .	136	134	—	2	—	6	3	10	—	1	—	1	—	154
	Gand. . . .	194	107	20	—	7	42	15	—	7	10	—	1	3	241
Audenarde . .	. . . . .	32	14	18	—	—	1	6	—	—	1	—	1	—	24
	Alost. . . .	32	32	—	—	—	1	5	6	1	2	—	3	—	69
	Saint-Nicolas .	39	38	1	—	—	3	4	12	1	3	—	—	—	45
Termonde. . .	. . . . .	74	34	—	40	—	1	2	2	—	2	—	—	—	14
	Bruges . . .	19	14	3	—	—	4	1	8	—	1	—	1	—	49
	Ostende. . .	100	35	44	1	—	4	3	22	—	1	—	1	2	51
	Courtrai . . .	122	30	86	—	—	9	—	8	—	3	—	—	3	85
Furnes . . .	. . . . .	21	8	10	3	—	—	—	3	—	—	—	—	1	19
Ypres . . .	. . . . .	40	15	12	13	—	—	7	9	—	—	—	3	—	10
	Liége. . . .	531	200	327	—	4	152	57	104	3	3	—	1	—	651
Huy	. . . . .	34	28	6	—	—	3	1	6	3	1	—	1	1	80
	Verviers . . .	148	34	92	1	1	19	7	20	1	2	—	9	—	205
Tongres . . .	. . . . .	17	10	1	—	—	2	3	14	—	—	—	—	—	29
Hasselt . . .	. . . . .	37	24	12	1	—	3	4	1	3	4	—	—	1	45
Arlon	. . . . .	55	54	21	—	—	—	2	20	—	3	1	1	1	30
Marche . . .	. . . . .	14	4	10	—	—	1	—	3	2	1	—	—	—	19
Neufchâteau. .	. . . . .	27	15	14	—	—	—	6	—	1	2	—	—	—	15
	Namur . . .	37	25	12	—	—	59	34	—	—	3	—	—	—	140
Dinant . . .	. . . . .	49	20	28	—	1	6	4	15	2	—	—	—	—	82
	Bruxelles . . .	1,994	1,559	145	82	208	983	61	291	24	59	10	107	51	4,449
Cour d'appel de	Gand. . . .	673	413	196	57	7	65	45	70	9	23	—	12	9	585
	Liége	949	418	523	2	6	207	98	189	15	21	1	12	3	1,298
	Totaux . . .	3,616	2,390	864	141	221	1,255	204	550	48	103	11	131	63	6,332
Tribunaux . .	civils	568	515	170	75	1	109	48	250	15	26	1	15	7	976
	de commerce .	3,048	2,077	688	66	221	1,146	150	320	33	77	10	118	56	5,356

(1) *En ce qui concerne les actes de société*, les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1905 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire, les chiffres donnés depuis se rapportent à l'année civile.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut être également accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LXI. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de DEMANDES de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES		admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite sur aveu pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
			avant toute procédure.	pour défaut de majorité.			
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	69	31	—	—	—	24	14
Louvain	4	3	—	—			1
Nivelles	4	2	2	—	—	—	—
Anvers	62	37	—	8	—	2	15
Malines	15	7	1	2	—	1	2
Turnhout	1	1	—	—	—	—	—
Mons	7	2	3	1	—	—	1
Charleroi	16	7	1	8	—	—	—
Tournai	5	3	2	—	—	—	—
Gand	11	8	1	2	—	—	—
Audenarde	1	1	—	—	—	—	—
Alost	7	3	—	1	—	3	—
Saint-Nicolas	6	4	—	1	—	—	1
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	7	5	1	—	—	—	1
Ostende	7	4	1	—	—	2	—
Courtrai	6	3	1	1	—	—	1
Furnes	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	9	7	2	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	6	3	1	1	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	3	3	—	—	—	—	—
Arlon	2	1	—	1	—	—	—
Marche	2	1	—	—	—	1	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	20	18	1	1	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	181	93	9	19	—	27	33
Cour d'appel de Gand	45	28	4	5	—	5	3
Cour d'appel de Liége	42	34	4	3	—	1	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	268	155	17	—	—	33	36

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LXII. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF. Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	152	28	32	19	14	22	10	14	13
Louvain	6	—	3	2	—	—	1	—	—
Nivelles	6	—	—	2	2	1	—	—	1
Anvers	45	1	6	5	7	7	3	8	8
Malines	7	—	2	1	1	2	—	—	1
Turnhout	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Mons	39	4	15	8	5	1	—	1	5
Charleroi	66	9	18	10	11	7	2	3	6
Tournai	11	—	6	1	2	—	2	—	—
Gand	30	5	9	7	3	2	2	2	—
Audenarde	3	—	—	2	—	1	—	—	—
Alost	7	—	—	1	2	3	1	—	—
Saint-Nicolas	9	1	1	3	3	1	—	—	—
Termonde	7	2	2	1	1	—	—	1	—
Bruges	16	3	4	3	2	2	—	—	—
Ostende	13	—	3	1	2	3	1	3	—
Courtrai	18	1	3	4	6	3	1	—	—
Furnes	8	1	2	2	1	2	—	—	—
Ypres	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Liége	38	4	9	8	3	4	—	4	9
Huy	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	15	1	7	2	2	1	2	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	3	1	1	1	—	—	—	—	—
Arlon	5	1	—	1	2	1	—	—	—
Marche	8	3	2	2	1	—	—	—	—
Neufchâteau	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Namur	15	2	7	3	1	2	—	—	—
Dinant	5	1	2	—	1	1	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	338	42	83	48	42	40	18	26	34
Cour d'appel de Gand	113	13	28	26	20	17	5	6	—
Cour d'appel de Liége	92	14	28	14	10	9	2	4	11
TOTAUX GÉNÉRAUX	538	69	137	88	72	66	25	36	45

FAILLITES DÉCLARÉES.

LXIII. — Circonstances personnelles aux faillis.

ARRONDISSEMENTS.	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	FAILLITES PRONONCÉES sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers sur assignation.	sur requête.	d'office.	ORIGINE DES FAILLIS. Belge.	Etranger.	Inconnue.	RÉSIDENCE DES FAILLIS. Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	152	112	21	8	11	93	36	9	14	113	37	2	140	—	5	7
Louvain	6	5	1	—	—	5	—	1	—	6	—	—	—	3	—	3
Nivelles	6	5	1	—	—	—	3	1	2	6	—	—	—	—	—	6
Anvers	45	36	3	1	5	12	31	2	—	33	12	—	41	—	3	1
Malines	7	6	1	—	—	4	2	—	1	7	—	—	—	7	—	—
Turnhout	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Mons	39	35	4	—	—	16	9	11	3	38	1	—	—	8	18	13
Charleroi	66	58	6	—	2	12	28	14	12	66	—	—	—	13	26	27
Tournai	11	9	1	1	—	4	5	2	—	9	2	—	—	2	1	8
Gand	30	25	4	—	1	12	11	6	1	27	3	—	21	—	4	5
Audenarde	3	3	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—	—	3	—
Alost	7	6	1	—	—	4	2	—	1	7	—	—	—	4	2	1
Saint-Nicolas	9	9	—	—	—	3	1	1	4	9	—	—	—	4	3	2
Termonde	7	7	—	—	—	5	1	—	1	7	—	—	—	—	5	2
Bruges	16	13	2	1	—	9	3	3	1	16	—	—	—	8	—	8
Ostende	13	11	2	—	—	5	4	1	3	11	2	—	—	10	—	3
Courtrai	18	13	4	1	—	12	—	3	3	18	—	—	—	7	5	6
Furnes	8	8	—	—	—	3	—	2	3	6	2	—	—	—	—	8
Ypres	2	2	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1
Liége	38	32	3	2	1	5	23	8	2	31	7	—	18	1	6	13
Huy	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Verviers	15	15	—	—	—	2	7	2	4	12	3	—	—	9	—	6
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	3	3	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—	—	3	—
Arlon	5	4	—	—	1	—	4	—	1	5	—	—	—	—	2	3
Marche	8	8	—	—	—	5	2	—	1	6	2	—	—	—	—	8
Neufchâteau	2	1	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Namur	13	11	1	—	—	4	4	3	2	12	3	—	—	6	—	9
Dinant	5	5	—	—	—	—	4	—	1	5	—	—	—	—	—	5
Cour d'appel de Bruxelles	333	267	38	10	18	147	114	40	32	279	52	2	181	33	54	65
Cour d'appel de Gand	113	97	13	2	1	54	22	17	20	106	7	—	21	33	23	36
Cour d'appel de Liége	92	82	5	2	3	17	47	15	13	77	15	—	18	16	11	47
TOTAUX GÉNÉRAUX	538	446	56	14	22	218	183	72	65	462	74	2	220	82	88	148

LXIV. — Faillites déclarées.

RELEVÉ PAR PROVINCE.

Brabant	164	Liége	54
Anvers	53	Limbourg	3
Hainaut	116	Luxembourg	15
Flandre orientale	56	Namur	20
Flandre occidentale	57		

Pour le Royaume : **538.**

LXVI. — Faillites terminées.

Dividende distribué.

MONTANT DES DIVIDENDES.		1904-1905	MONTANT DES DIVIDENDES.		1904-1905
Dividendes des faillites terminées par concordat	Rien	—	Dividendes des faillites terminées par liquidation	Rien	23
	Moins de 10 °/₀	3		Moins de 10 °/₀	116
	De 10 à 20 °/₀	2		De 10 à 20 °/₀	57
	De 20 à 30 °/₀	14		De 20 à 30 °/₀	16
	De 30 à 50 °/₀	7		De 30 à 50 °/₀	21
	De 50 à 75 °/₀	7		De 50 à 75 °/₀	4
	75 °/₀ et plus	1		75 °/₀ et plus	3
	Paiement intégral	4		Paiement intégral	7
	Inconnu	5		Inconnu	1
Faillites révoquées		19			
Id. abandonnées faute d'actif		243			
Id. pendantes à la fin du mois de juillet 1903		806			

LXV. — Faillites terminées. — Durée de la procédure.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES FAILLITES TERMINÉES PAR					DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									
	révocation.	abandon à défaut d'actif.	concordat.	liquidation.	Total.	Moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 à 3 ans.	3 à 4 ans.	4 à 5 ans.	5 à 6 ans.	6 ans et plus.	Inconnue.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	—	95	11	69	175	14	26	18	11	5	3	4	1	—	80
Louvain	1	3	3	11	18	2	4	3	—	1	—	1	2	—	14
Nivelles	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	4	16	3	11	34	5	3	2	—	3	—	—	1	—	14
Malines	—	2	—	4	6	—	1	1	1	—	—	1	—	—	4
Turnhout	—	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2
Mons	—	21	1	21	43	3	6	3	2	2	—	—	2	—	22
Charleroi	2	28	6	11	47	3	4	4	3	1	—	1	1	—	17
Tournai	—	9	2	8	19	2	1	1	3	1	—	—	2	—	10
Gand	1	15	4	15	35	3	4	3	—	3	—	—	2	—	19
Audenarde	1	—	1	2	4	—	1	—	1	1	—	—	—	—	3
Alost	—	1	2	9	12	3	4	2	—	1	—	1	—	—	11
Saint-Nicolas	—	4	1	7	12	1	4	2	—	1	—	—	—	—	8
Termonde	—	—	—	9	9	2	3	2	—	—	—	—	—	—	9
Bruges	—	8	1	8	17	4	1	1	2	—	—	1	—	—	9
Ostende	—	4	3	12	19	3	6	3	1	—	—	—	—	—	15
Courtrai	1	3	1	8	15	2	3	—	3	1	—	—	—	—	19
Furnes	1	1	—	3	7	1	2	2	—	—	—	—	—	—	5
Ypres	—	—	1	4	5	2	1	1	—	1	—	—	—	—	5
Liége	2	10	1	18	37	4	7	7	—	—	1	—	—	—	19
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	2	3	1	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	4	—	2	6	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	2	2	1	9	14	2	3	1	3	1	—	—	—	—	10
Dinant	—	3	—	3	6	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
Totaux par ressort. Bruxelles	8	175	26	137	346	32	45	35	20	11	3	7	10	—	163
Totaux par ressort. Gand	4	38	14	79	135	25	31	18	7	8	—	2	2	—	93
Totaux par ressort. Liége	7	32	3	32	74	7	10	11	5	1	1	—	—	—	35
Totaux généraux	19	245	43	248	555	64	86	64	32	20	4	9	12	—	291

LXVI. — Faillites à terminer.

ARRONDISSEMENTS.	FAILLITES OUVERTES DEPUIS								TOTAUX.
	moins de 6 mois.	6 mois à 12 mois.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	57	19	23	11	6	3	4	8	131
Louvain	—	1	4	3	—	—	—	6	14
Nivelles	2	2	3	2	1	2	—	3	15
Anvers	11	17	11	4	3	4	1	1	52
Malines	3	3	4	3	1	—	—	4	18
Turnhout	1	1	4	1	1	1	—	—	9
Mons	11	8	6	4	7	2	3	12	53
Charleroi	33	8	26	16	3	3	3	87	181
Tournai	3	2	3	4	2	3	1	9	29
Gand	8	9	16	1	4	2	1	2	43
Audenarde	2	—	1	2	—	—	1	—	6
Alost	2	3	—	—	1	—	—	—	6
Saint-Nicolas	3	3	3	1	—	1	—	—	11
Termonde	1	3	1	—	—	—	—	—	4
Bruges	4	3	2	2	1	1	—	1	14
Ostende	3	3	3	1	1	—	—	—	13
Courtrai	7	3	6	3	2	4	—	3	32
Furnes	3	1	—	—	1	—	—	1	6
Ypres	—	1	1	2	1	—	—	—	5
Liége	12	10	8	3	1	2	—	1	37
Huy	1	—	—	—	—	—	—	1	2
Verviers	7	3	4	4	1	1	6	3	33
Tongres	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Hasselt	1	—	—	1	—	1	—	1	4
Arlon	2	2	—	4	2	—	—	3	13
Marche	3	1	1	—	1	—	—	—	6
Neufchâteau	1	1	2	1	—	—	1	8	14
Namur	3	3	4	10	4	4	1	10	41
Dinant	4	—	1	2	3	—	1	2	13
Totaux par ressort. Bruxelles	123	61	84	48	24	20	12	130	502
Totaux par ressort. Gand	33	33	32	14	11	8	2	7	140
Totaux par ressort. Liége	36	22	20	25	12	8	10	31	164
TOTAUX GÉNÉRAUX	192	116	136	87	47	36	24	168	806

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVII. — Causes introduites, terminées et restant à juger devant la Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
					PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE		TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.		
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		CONTRADICTOIRES confirmatifs	CONTRADICTOIRES INFIRMATIFS en tout.	CONTRADICTOIRES INFIRMATIFS en partie.	par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Bruxelles	344	278	622	17	127	34	35	21	215	37	25	62	277	345	Bruxelles.
Louvain	25	20	45	4	6	4	2	—	12	4	1	5	17	28	Louvain.
Nivelles	37	21	58	7	13	4	11	1	29	2	—	2	31	27	Nivelles.
Anvers	124	99	223	11	31	8	16	9	64	18	5	23	87	136	Anvers.
Malines	9	7	16	—	2	1	1	1	5	2	1	3	8	8	Malines.
Turnhout	9	4	13	1	4	—	—	—	4	1	1	2	6	7	Turnhout.
Mons	69	30	99	5	23	4	2	—	29	5	3	8	37	62	Mons.
Charleroi	136	64	200	11	33	14	7	5	59	8	9	17	76	124	Charleroi.
Tournai	55	20	75	2	15	2	7	—	24	5	1	6	30	45	Tournai.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Renvoyé après cassation.
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	Conseils de discipline.
Appels de jugements d'arbitres	17	7	24	—	2	—	1	—	3	—	—	—	6	18	Appels de jugements d'arbitres.
Référés	12	8	20	—	3	1	1	—	5	1	—	1	6	12	Référés.
Affaires portées directement devant la cour	2	2	4	—	4	1	1	—	6	1	1	2	8	12	Affaires portées directement.
					1	—	—	—	1	1	—	1	2	2	
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX															TRIBUNAUX DE :
DE PREMIÈRE INSTANCE. DE COMMERCE. Bruxelles	287	182	469	12	62	23	20	7	112	42	25	67	179	200	Bruxelles.
Nivelles Louvain	9	3	12	2	1	—	2	—	3	—	1	1	4	8	Louvain.
Malines Anvers	7	8	15	—	3	1	—	—	4	1	—	1	5	10	Nivelles.
Turnhout Mons	176	135	322	7	45	22	14	5	86	20	14	34	120	200	Anvers.
Charleroi Tournai	4	2	6	—	—	1	—	—	1	2	—	2	3	3	Malines.
	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Turnhout.
	17	10	27	—	5	1	1	—	7	—	—	—	7	20	Mons.
	62	23	85	2	13	3	5	—	21	3	1	4	25	60	Charleroi.
	12	17	29	2	4	2	1	1	8	5	1	6	14	15	Tournai.
Appels de jugements d'arbitres	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Appels de jugements d'arbitres.
Affaires portées directement devant la Cour	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	Affaires portées directement.
Référés	1	2	3	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	1	Référés.
TOTAUX. Affaires civiles	839	581	1,403	58	264	73	82	37	456	85	47	132	588	815	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	578	404	982	25	136	53	43	13	245	74	42	116	361	621	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,417	968	2,385	83	400	126	125	50	701	159	89	248	949	1,436	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	161	215	376	14	97	22	20	10	158	26	13	39	197	170	Première chambre.
Deuxième id.	223	186	409	16	63	20	15	6	104	8	47	55	159	250	Deuxième id.
Troisième id.	211	188	399	17	60	19	23	8	121	54	—	54	175	221	Troisième id.
Quatrième id.	216	184	400	9	59	15	14	8	96	22	6	28	124	276	Quatrième id.
Cinquième id.	215	166	379	17	53	20	36	5	123	32	14	46	169	210	Cinquième id.
Sixième id.	393	28	421	10	36	21	15	6	98	17	9	26	124	207	Sixième id.
Vacations.	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER				CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	Arrêts rendus avant de statuer au fond.	PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE		TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.				
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. — Gand	26	68	94	18	31	6	10	3	50	8	—	8	58	36	Gand.
Audenarde	4	10	14	3	3	1	2	—	6	1	—	1	7	7	Audenarde.
Termonde	9	19	28	6	9	11	2	2	24	1	—	1	25	3	Termonde.
Bruges	14	27	41	8	10	2	3	—	15	5	—	5	20	21	Bruges.
Courtrai	4	10	14	4	6	—	3	—	9	2	—	2	11	3	Courtrai.
Furnes	5	6	11	1	1	2	1	—	4	2	—	2	6	5	Furnes.
Ypres	1	8	9	2	3	—	2	—	5	—	—	—	5	4	Ypres.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. — DE COMMERCE. — Gand	10	46	65	14	17	5	7	1	30	6	—	6	36	29	TRIBUNAUX DE Gand.
Audenarde —	1	—	1	2	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	Audenarde.
Alost	5	4	9	—	2	—	—	—	2	2	—	2	4	5	Alost.
Saint-Nicolas	3	11	14	2	2	2	1	—	5	1	—	1	6	8	Saint-Nicolas.
Termonde —	7	6	13	2	1	—	1	—	2	2	—	2	4	9	Termonde.
Bruges	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	Bruges.
Ostende	4	6	10	4	4	1	—	—	5	1	—	1	6	4	Ostende.
Courtrai	6	4	10	1	5	—	1	—	6	3	—	3	9	1	Courtrai.
Furnes —	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	—	Furnes.
Ypres —	1	1	2	—	—	—	1	—	1	1	—	1	2	—	Ypres.
TOTAUX. Affaires civiles	63	148	211	40	63	22	25	3	113	19	—	19	132	70	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	48	81	129	25	32	9	11	1	53	17	—	17	70	59	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	111	229	340	65	95	31	36	6	168	36	—	36	202	136	TOTAUX GÉNÉRAUX
Première chambre	61	123	186	30	55	26	13	4	98	17	—	17	115	71	Première chambre.
Deuxième id.	50	104	154	26	40	5	21	2	68	19	—	19	87	67	Deuxième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond,	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE		TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.		
						CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.				
						confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.																**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance.	Liége	109	105	214	7	59	13	32	5	109	7	5	12	121	93	Liége.
	Huy	18	31	49	4	8	5	6	1	20	5	—	5	25	24	Huy.
	Verviers	16	36	52	4	10	5	3	2	20	5	1	6	26	20	Verviers.
	Tongres	8	7	15	1	3	3	1	1	8	—	—	—	8	7	Tongres.
	Hasselt	3	6	9	2	0	—	—	—	6	—	—	—	6	3	Hasselt.
	Arlon	13	27	40	2	14	4	3	—	21	4	—	4	25	15	Arlon.
	Marche	4	7	11	1	7	1	—	—	8	—	—	—	8	3	Marche.
	Neufchâteau	2	2	4	—	—	—	1	—	1	1	—	1	2	2	Neufchâteau.
	Namur	15	18	33	1	9	2	2	1	14	3	1	4	18	13	Namur.
	Dinant	11	16	27	—	7	4	1	—	12	2	—	2	14	13	Dinant.
Affaires commerciales.																**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.	TRIBUNAUX DE COMMERCE.															TRIBUNAUX DE :
	Liége	31	53	84	3	28	5	11	2	46	4	2	6	52	32	Liége.
Huy		6	3	9	—	2	1	1	—	5	—	—	—	5	4	Huy.
	Verviers	8	14	22	—	5	1	2	1	9	2	—	2	11	11	Verviers.
Tongres		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	Tongres.
Hasselt		1	2	3	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	Hasselt.
Arlon		1	3	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	Arlon.
Marche		1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Marche.
Neufchâteau		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Neufchâteau.
	Namur	8	8	16	2	7	—	1	1	9	—	—	—	9	7	Namur.
Dinant		5	2	7	—	1	—	—	1	2	1	—	1	3	4	Dinant.
TOTAUX.	Affaires civiles	100	258	454	22	125	37	40	10	219	27	7	34	253	201	Affaires civiles.
	Affaires commerciales	62	85	147	6	45	7	10	5	73	9	2	11	84	65	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.		261	340	601	28	168	44	65	15	292	36	9	45	337	264	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre		93	118	211	14	55	17	26	5	99	21	4	25	124	87	Première chambre.
Deuxième id.		82	114	196	1	60	11	10	8	95	8	3	11	106	90	Deuxième id.
Troisième id.		84	110	194	13	53	16	25	4	98	7	2	9	107	87	Troisième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.		
						CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
						confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	Tribunaux de première instance en matière civile	808	543	1,351	58	234	71	79	37	441	82	46	128	569	782	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	74	34	108	2	16	5	5	—	26	6	1	7	33	75	Id. (affaires commerciales.)
	Id. de commerce	501	365	866	23	117	48	38	13	216	67	41	108	324	542	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	19	7	26	—	3	1	1	—	5	1	—	1	6	20	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	2	5	7	—	3	—	—	—	3	1	—	1	4	3	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	15	10	23	—	5	1	1	—	7	2	1	3	10	13	Référés.
Gand	Tribunaux de première instance en matière civile	63	148	211	40	63	22	25	5	113	19	—	19	132	79	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	9	9	18	4	2	1	2	—	5	4	—	4	9	9	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	39	72	111	21	30	8	9	1	48	13	—	13	61	50	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Liége	Tribunaux de première instance en matière civile	190	253	454	22	125	37	40	10	219	27	7	34	253	201	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	15	10	25	1	5	1	2	1	9	3	—	3	12	13	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	47	75	122	5	40	6	14	4	64	6	2	8	72	50	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Totaux	Tribunaux de première instance en matière civile	1,070	946	2,016	120	440	130	151	52	773	128	55	181	954	1,062	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	98	55	151	7	23	7	9	1	40	13	1	14	54	97	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	587	512	1,099	49	187	62	61	18	328	86	43	129	457	642	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	19	7	26	—	3	1	1	—	5	1	—	1	6	20	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	2	5	7	—	3	—	—	—	3	1	—	1	4	3	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	15	10	23	—	5	1	1	—	7	2	1	3	10	13	Référés.
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,789	1,537	3,326	176	663	201	224	71	1,159	231	98	329	1,488	1,838	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Totaux par ressort.	Bruxelles	1,417	968	2,385	83	400	126	125	50	701	159	89	248	949	1,436	Bruxelles.
	Gand	111	229	340	65	95	31	34	6	166	36	—	36	202	138	Gand.
	Liége	261	340	601	28	168	44	65	15	292	36	9	45	337	264	Liége.

LXVIII. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE I. — Jouissance et privation des droits civils.	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE II. — Actes de l'état civil	5	3	—	5	—	3	—	2	3	5
TITRE III. — Domicile.	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE V. — Mariage. (Opposition — nullité — autorisation maritale)	3	—	3	2	1	3	—	3	—	3
TITRE V. — Pension alimentaire	8	3	5	7	1	2	—	1	1	2
TITRE VI. — Divorce (garde d'enfant)	86	38	48	63	23	83	—	81	4	85
TITRE VI. — Séparation de corps	8	3	5	8	—	8	—	8	—	8
TITRE VIII. — Adoption	13	13	—	13	—	13	—	13	—	13
TITRE X. — Tutelle	6	2	4	5	1	6	—	6	—	6
TITRE XI. — Interdiction et conseil judiciaire.	6	5	1	6	—	6	—	6	—	6
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété	6	2	4	6	—	2	—	2	—	2
TITRE III. — Usufruit	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
TITRE IV. — Servitudes	6	5	1	6	—	2	—	2	—	2
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions, partages et liquidations	45	23	22	43	—	31	—	29	2	31
TITRE II. — Dons	4	2	2	4	—	3	—	3	—	3
TITRE II. — Testaments	14	7	7	14	—	6	—	4	2	6
TITRE III. — Conventions. (Exécution, résolution, interprétation)	80	31	29	73	7	23	—	23	—	25
TITRE III. — Payement de sommes	104	53	51	95	9	44	—	39	5	44
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (dommages-intérêts)	211	100	111	203	8	100	8	101	7	108
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparation de biens.	7	7	—	7	—	6	—	5	1	6
TITRE VI. — Ventes. Nullité. Résolution. Rescision.	8	7	1	8	—	4	—	4	—	4
TITRE VIII. — Contrat de louage. (Baux et loyers. Fermages).	20	17	3	20	—	13	—	13	—	13
TITRE IX. — Contrat de société	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TITRE X. — Prêt	3	1	2	3	—	2	—	1	1	2
TITRE XI. — Dépôt et séquestre	2	—	2	2	—	1	—	1	—	1
TITRE XIII. — Mandat.	3	2	1	2	1	1	—	1	—	1
TITRE XVI. — Contrainte par corps en matière civile. (Loi du 21 mars 1859 et du 27 juillet 1871.)	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE XVIII. — Privilèges et hypothèques. (Loi 16 décembre 1851.)	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Code de procédure et lois spéciales.										
Ire PARTIE, LIVRE II, TITRE III. — Constitution d'avoués et défenses	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE IX. — Exceptions.	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE II, TITRE XIV. — Rapports d'experts.	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
LIVRE II, TITRE XXV. — Procédure devant les tribunaux de commerce	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE IV. — Redditions de comptes	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions.	6	3	3	6	—	4	—	3	1	4
LIVRE V, TITRE VIII. — Saisies-exécutions	12	8	4	12	—	6	—	6	—	6
IIe PARTIE, LIVRE I, TITRE V. — Voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte ou pour le faire réformer.	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE VII. — Autorisation de la femme mariée	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Brevets d'invention. Loi du 24 mai 1854.	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1870.	8	3	5	8	—	8	—	5	3	8
Contrainte (opposition à). Loi du 24 mars 1871.	3	2	1	3	—	3	—	3	—	3
Expropriation. Loi du 17 avril 1833.	73	26	47	73	—	72	—	65	7	72
Expulsion des locataires. Loi du 20 décembre 1891.	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Poursuites disciplinaires. Décret du 14 décembre 1810. Loi ventôse an XI	3	2	1	3	—	3	—	3	—	3
Presse. Décret 20 juillet 1851	3	2	1	3	—	3	—	3	—	3
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1851. Chapitre II et III	7	7	—	6	1	7	—	7	—	7
Succession (droits de). Loi 27 décembre 1817.	3	1	2	3	—	3	—	3	—	3
Autres matières	6	3	3	6	—	5	—	3	2	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	788	417	371	736	52	494	8	463	39	502

LXVIII (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires commerciales.										
Code de commerce.										
LIVRE Ier.										
Du commerce en général.										
TITRE I à V. — Des commerçants, etc.	321	188	133	306	15	109	2	108	3	111
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
TITRE IX. — Des sociétés	15	5	10	14	1	11	—	8	3	11
TITRES X et XI. — Des assurances	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II.										
Du commerce maritime.	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE III.										
Des faillites, banqueroutes et sursis.	32	10	13	20	3	21	—	18	3	21
TOTAL.	371	213	158	352	19	143	2	136	9	145
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	456	261	193	410	37	276	7	262	21	283
Cour d'appel de Gand	113	66	47	108	5	85	—	79	6	85
Cour d'appel de Liége	219	90	129	203	10	133	1	122	12	134
TOTAL.	788	417	371	736	52	494	8	463	39	502
Affaires commerciales.										
Cour d'appel de Bruxelles	245	150	93	232	13	88	—	83	5	88
Cour d'appel de Gand	53	31	19	52	1	28	—	25	3	28
Cour d'appel de Liége	73	29	44	68	5	27	2	28	1	29
TOTAL.	371	213	158	352	19	143	2	136	9	145
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME.	1,159	630	529	1,088	71	637	10	599	48	647

LXIX. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT à JUGER.
1	2	3	4	5	6
***A.* — En matière civile.**					
Depuis moins de 3 mois	48	9	14	71	239
— 3 à 6 mois	81	9	13	103	147
— 6 mois à 1 an	232	13	32	277	221
— 1 à 3 ans	307	10	104	430	374
— 3 à 5 ans	59	3	17	79	82
— 5 à 10 ans	6	—	5	11	32
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—
TOTAL	738	52	185	973	1,095
***B.* — En matière commerciale.**					
Depuis moins de 3 mois	26	2	13	41	139
— 3 à 6 mois	41	4	12	57	93
— 6 mois à 1 an	81	6	20	117	177
— 1 à 3 ans	102	3	69	236	270
— 3 à 5 ans	36	2	19	57	53
— 5 à 10 ans	5	—	2	7	9
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—
TOTAL	352	19	144	515	743
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	410	37	132	588	815
Cour d'appel de Gand	108	8	19	132	79
Cour d'appel de Liége	209	10	34	253	201
TOTAL	736	52	185	973	1,095
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	252	13	116	381	621
Cour d'appel de Gand	52	1	17	70	50
Cour d'appel de Liége	68	5	11	84	63
TOTAL	352	19	144	515	743
TOTAL GÉNÉRAL	1,088	71	329	1,488	1,838

COUR DE CASSATION (1re CHAMBRE).

LXX. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER pendantes au commencement de l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER introduites pendant l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER TOTAL.	ARRÊTS d'instruction.	ARRÊTS AU FOND Cassation.	ARRÊTS AU FOND Rejet.	ARRÊTS DÉCRÉTANT la déchéance.	ARRÊTS DÉCRÉTANT le désistement.	TOTAL des ARRÊTS.	Causes restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant en matière civile.										
Bruxelles	2	18	20	—	3	9	—	2	14	6
Bruxelles (de commerce)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	5	6	—	—	4	—	—	4	2
Gand (de commerce)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	4	5	9	—	—	2	—	1	3	6
Liége (de commerce)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux jugeant en première instance.										
Bruxelles	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Louvain	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	3	—	3	—	—	1	—	—	1	2
Tournai	1	2	3	—	3	—	—	—	3	—
Gand	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1
Ypres	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Liége	3	1	4	—	—	1	—	—	1	3
Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Verviers	2	1	3	—	—	—	—	—	—	3
Tongres	1	1	2	—	—	—	—	—	—	2
Hasselt	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Namur	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Tribunaux de commerce	2	2	4	—	—	4	—	—	4	—
Justices de paix	3	4	7	—	—	3	—	—	3	4
TOTAUX	29	45	74	—	7	25	—	3	35	39

LXXI. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.				ARRÊTS sur incidents.	ARRÊTS de désistement.	ARRÊTS de cassation.	ARRÊTS de rejet.	TOTAL par matière.	TOTAL général.
Code civil.									
Livre.	Titre.	Chapitre.							
I	II	—	De la propriété	—	—	—	1	1	
II	IV	—	Comment s'établissent les servitudes	—	—	1	—	1	
III	II	—	Des donations entre vifs et des testaments	—	—	—	1	1	
	III	I	De la cause	—	—	1	—	1	
	III	VI	Du titre authentique	—	1	—	2	3	10
	III	VI	De la preuve des obligations et de celle du payement	—	—	—	1	1	
	III	VI	De l'acte sous seing privé	—	1	—	—	1	
	XVIII	—	Des privilèges et hypothèques	—	—	—	1	1	
			Total des arrêts relatifs au code civil	—	2	2	6	10	
Code de procédure.									
1re partie Livre.									
I	V		Des jugements qui ne sont pas définitifs et de leur exécution	—	—	—	1	1	1
			Total des arrêts relatifs au code de procédure	—	—	—	1	1	
Code de commerce.									
Livre.	Titre.								
I	IX		Des sociétés. Loi du 18 mai 1875	—	—	—	4	4	4
			Total des arrêts relatifs au code de commerce	—	—	—	4	4	
Lois et matières diverses.									
Décret des 6-11-24 août 1790 sur le traitement du clergé				—	—	—	1	1	
Décret du 26 pluviôse et du 28 ventôse an II, interdisant provisoirement aux créanciers particuliers de faire des saisies, arrêts ou oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat				—	—	—	1	1	
Loi du 22 frimaire an VII. Sur l'enregistrement				—	—	—	2	2	
Constitution, art. 97 (de l'obligation de motiver les jugements)				—	1	1	2	4	
Loi du 17 avril 1833. Expropriation pour cause d'utilité publique				—	—	—	2	2	
Loi du 4 mars 1840. Entrepôts de commerce				—	—	—	1	1	20
Loi du 15 août 1851. Expropriation forcée				—	—	1	—	1	
Loi du 18 juin 1869. Organisation judiciaire				—	—	1	—	1	
Loi du 25 mars 1876. Compétence				—	—	1	2	3	
Loi du 1er avril 1879. Marques de fabrique et de commerce				—	—	—	1	1	
Loi du 28 février 1882. Chasse				—	—	1	1	2	
Loi du 28 décembre 1890. Taux de l'intérêt légal				—	—	—	1	1	
Total des arrêts relatifs aux lois et matières diverses				—	1	5	14	20	
Total général				—	3	7	25	35	

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1905

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction, page I.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXIX. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS	Capacité. CELLULES OU PLACES ordinaires. Hommes.	ordinaires. femmes.	d'infirmerie. Hommes.	d'infirmerie. femmes.	de pistole. Hommes.	de pistole. femmes.	pour delliers. Hommes.	pour delliers. femmes.	de désencombrement. Hommes.	de désencombrement. femmes.	TOTAL. Hommes.	TOTAL. femmes.	Population moyenne. Hommes.	Population moyenne. femmes.	maximum. Hommes.	maximum. femmes.	minimum. Hommes.	minimum. femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. Quartier commun des criminels	571	—	24	—	—	—	—	—	—	—	595	—	338	—	368	—	346	—
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	202	—	28	—	—	—	—	—	—	—	230	—	127	—	145	—	113	—
Prison centrale à Gand. Id. de discipline et des jeunes condamnés	68	—	6	—	—	—	—	—	—	—	74	—	68	—	98	—	49	—
TOTAUX	448	—	13	—	—	—	—	—	—	—	463	—	212	—	224	—	197	—
	1,289	—	73	—	—	—	—	—	—	—	1,362	—	965	—	1,035	—	907	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	325	—	29	—	—	—	—	—	—	—	552	—	238	—	427	—	122	—
Prison à Saint-Gilles	307	—	12	—	7	—	—	—	—	—	616	—	587	—	928	—	336	—
Id. à Bruxelles	162	88	5	8	—	2	—	—	15	15	165	113	77	37	148	81	12	36
Id. secondaire à Louvain	140	28	6	5	5	1	0	—	6	0	177	41	110	10	152	17	91	5
Id. à Nivelles	102	15	6	1	5	—	—	—	7	—	118	16	84	6	106	10	48	5
Id. à Anvers	358	62	9	5	5	2	1	—	20	—	393	67	321	57	391	61	284	24
Id. à Malines	64	13	4	2	2	1	4	—	1	—	74	18	54	12	78	18	20	7
Id. à Turnhout	144	15	9	1	3	—	—	—	4	—	156	16	113	8	137	13	77	0
Id. à Mons	220	41	8	4	3	1	4	—	1	—	284	72	201	26	245	38	133	16
Id. à Charleroi	108	20	4	1	3	2	1	—	23	0	115	23	90	15	140	22	69	0
Id. à Tournai	130	23	6	3	2	1	6	1	23	0	189	37	117	12	138	20	70	7
Id. secondaire à Gand	233	32	10	3	3	2	—	—	16	0	326	72	200	33	323	44	200	20
Id. à Termonde	117	28	4	2	4	2	—	—	10	—	135	32	98	11	120	20	63	4
Id. à Audenarde	63	0	3	2	1	—	—	—	—	—	67	11	51	1	81	5	17	—
Id. à Bruges	218	57	3	2	3	1	1	—	1	—	225	60	183	33	237	43	135	28
Id. à Courtrai	131	14	4	1	2	—	—	—	—	—	137	16	107	11	130	18	70	6
Id. à Furnes	31	8	2	—	1	1	1	—	2	2	36	9	20	6	42	10	17	2
Id. à Ypres	65	15	3	1	2	1	1	—	3	3	71	17	38	7	70	9	41	5
Id. à Liége	184	53	4	2	2	2	—	—	12	2	202	57	170	28	203	39	135	10
Id. à Verviers	134	24	2	1	2	2	—	—	10	2	264	37	114	10	150	20	80	4
Id. à Huy	30	13	2	1	2	1	8	—	8	2	42	18	25	3	34	8	10	4
Id. à Tongres	12	2	2	—	—	—	—	—	—	—	12	2	4	—	8	3	1	—
Id. à Hasselt	32	11	2	1	1	1	—	—	8	—	63	13	43	6	73	15	24	2
Id. à Arlon	62	16	3	2	2	1	1	—	6	2	74	21	40	5	80	6	30	1
Id. à Marche	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	7	—	14	1	1	—
Id. à Neufchâteau	10	7	1	1	1	1	—	—	—	—	27	9	20	1	33	4	13	—
Id. à Namur	62	26	5	2	2	1	4	—	2	2	104	32	61	12	98	20	41	6
Id. à Dinant	33	5	—	—	1	—	—	—	4	1	38	9	27	1	38	7	18	2
TOTAUX	4,101	652	144	46	61	28	32	5	337	89	4,675	820	3,292	356	4,332	551	2,413	222
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,390	652	217	46	61	28	32	5	337	89	6,037	820	4,257	356	5,367	551	3,320	222

LXX. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.		POPULATION au 31 décembre 1904. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Venant d'une autre prison ou réintégrés après évasion, libération provisoire ou translation dans un autre établissement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	TOTAL des entrées, y compris la population au 31 décembre 1904. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Transférés dans un autre établissement ou évadés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	TOTAL des sorties. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	POPULATION au 31 décembre 1905. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	JOURNÉES de détention. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	TOTAL.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Louvain.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	68	—	68	2	—	2	1	—	1	71	—	71	—	—	—	5	—	5	5	—	5	66	—	66	24,705	—	24,705
	Travaux forcés à perpétuité	64	—	64	13	—	13	1	—	1	78	—	78	—	—	—	4	—	4	4	—	4	74	—	74	25,112	—	25,112
	Travaux forcés à temps	235	—	235	37	—	37	23	—	25	297	—	297	33	—	33	30	—	30	63	—	63	234	—	234	85,070	—	85,070
	Reclusion	74	—	74	23	—	23	3	—	3	100	—	100	12	—	12	11	—	11	23	—	23	77	—	77	27,266	—	27,266
	Emprisonnement correctionnel	122	—	122	24	—	24	15	—	15	161	—	161	31	—	31	28	—	28	59	—	59	102	—	102	41,377	—	41,377
Prison centrale à Gand.	Quartier commun des criminels. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	52	—	52	—	—	—	3	—	3	55	—	55	7	—	7	7	—	7	14	—	14	41	—	41	16,529	—	16,529
	Travaux forcés à perpétuité	46	—	46	—	—	—	3	—	3	49	—	49	—	—	—	4	—	4	4	—	4	45	—	45	16,689	—	16,689
	Travaux forcés à temps	33	—	33	—	—	—	14	—	14	47	—	47	6	—	6	18	—	18	24	—	24	23	—	23	9,037	—	9,037
	Reclusion	14	—	14	—	—	—	7	—	7	21	—	21	5	—	5	9	—	9	14	—	14	7	—	7	4,101	—	4,101
	Quartier cellulaire. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	1	—	1	—	—	—	3	—	3	4	—	4	—	—	—	1	—	1	1	—	1	3	—	3	619	—	619
	Travaux forcés à perpétuité	2	—	2	—	—	—	4	—	4	6	—	6	—	—	—	1	—	1	1	—	1	5	—	5	1,439	—	1,439
	Travaux forcés à temps	11	—	11	—	—	—	12	—	12	23	—	23	—	—	—	9	—	9	9	—	9	14	—	14	5,383	—	5,383
	Reclusion	2	—	2	—	—	—	8	—	8	10	—	10	1	—	1	2	—	2	3	—	3	7	—	7	1,488	—	1,488
	Emprisonnement correctionnel	77	—	77	3	—	3	19	—	19	99	—	99	15	—	15	59	—	59	74	—	74	25	—	25	16,049	—	16,049
	Emprisonnement de police	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	1	23	—	23
	Quartier de discipline et des jeunes condamnés. Indisciplinés	—	153	153	—	10	10	—	85	85	—	248	248	—	106	106	—	15	15	—	121	121	—	167	167	—	63,115	63,115
	Jeunes condamnés	—	41	41	—	55	55	—	8	8	—	104	104	—	18	18	—	11	11	—	29	29	—	35	35	—	14,232	14,232
	TOTAUX	801	194	995	102	65	167	120	93	213	1,023	352	1,375	110	124	234	189	26	215	299	150	449	724	202	926	274,887	77,347	352,234

LXX (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 décembre 1904.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			TOTAUX DES ENTRÉES y compris la population au 31 décembre 1904.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	410	—	410	376	—	376	627	—	627	1,003	—	1,003	1,422	—	1,422
Prison à Saint-Gilles	508	—	508	1,904	—	1,904	2,325	—	2,225	4,217	—	4,217	4,815	—	4,815
Id. à Bruxelles	87	48	135	4,058	1,688	6,646	4,200	421	4,720	9,257	2,109	11,366	9,344	2,157	11,501
Id. secondaire à Louvain	110	15	134	851	118	969	442	8	450	1,293	126	1,419	1,412	141	1,553
Id. à Nivelles	100	7	107	287	29	316	309	14	323	596	43	639	690	50	740
Id. à Anvers	332	34	366	2,004	552	3,456	809	30	839	3,713	582	4,295	4,045	616	4,661
Id. à Malines	72	14	86	482	39	521	123	22	145	605	61	666	677	75	752
Id. à Turnhout	125	8	133	522	11	533	425	13	438	947	24	971	1,072	32	1,104
Id. à Mons	223	17	242	1,211	139	1,361	287	10	297	1,498	160	1,658	1,725	177	1,900
Id. à Charleroi	82	17	99	2,233	251	2,464	400	36	436	2,633	267	2,900	2,715	284	2,999
Id. à Tournai	130	19	149	817	77	894	220	7	227	1,037	84	1,121	1,167	103	1,270
Id. secondaire à Gand	245	29	274	3,142	293	3,435	1,640	100	1,740	4,782	393	5,175	5,027	422	5,449
Id. à Termonde	105	12	117	1,218	70	1,288	116	6	122	1,334	76	1,410	1,459	88	1,527
Id. à Audenarde	32	2	34	482	23	505	60	5	65	542	26	568	574	28	602
Id. à Bruges	199	35	234	1,765	126	1,891	462	51	513	2,227	177	2,404	2,426	212	2,638
Id. à Courtrai	98	7	105	2,155	161	2,316	361	16	377	2,516	177	2,693	2,614	184	2,798
Id. à Furnes	34	6	40	368	30	398	67	4	71	435	34	469	469	40	509
Id. à Ypres	60	8	68	454	27	481	88	4	92	542	31	573	602	39	641
Id. à Liége	145	24	169	2,071	376	2,447	787	49	836	2,858	425	3,283	3,003	449	3,452
Id. à Verviers	132	13	145	544	80	624	185	12	197	729	92	821	861	105	966
Id. à Huy	28	5	33	125	13	138	70	13	83	195	26	221	223	51	274
Id. à Tongres	1	1	2	27	5	32	17	3	20	44	8	52	45	9	54
Id. à Hasselt	48	6	54	709	56	765	131	10	141	840	66	906	888	72	960
Id. à Arlon	59	3	62	362	20	382	336	10	346	698	30	728	757	33	790
Id. à Marche	4	—	4	226	14	240	14	—	14	240	14	254	244	14	258
Id. à Neufchâteau	27	3	30	284	17	301	39	4	43	323	21	344	350	24	374
Id. à Namur	71	11	82	887	94	981	287	19	306	1,174	113	1,287	1,245	124	1,369
Id. à Dinant	20	6	35	291	27	318	44	2	46	335	29	364	364	33	399
TOTAUX	3,606	350	3,956	31,745	4,327	36,072	14,868	867	15,735	46,613	5,194	51,807	50,219	5,544	55,763

SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.			POPULATION au 31 décembre 1905.			JOURNÉES de détention.	
Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
800	—	800	364	—	364	1,164	—	1,164	238	—	238	80,908	—
1,740	—	1,740	2,476	—	2,476	4,216	—	4,216	599	—	599	214,362	—
7,579	1,080	8,659	3,372	413	3,785	9,271	2,093	11,364	73	64	137	28,169	20,728
828	335	1,163	576	21	597	1,274	130	1,404	138	11	149	43,350	3,575
497	159	656	147	8	155	644	43	687	93	7	102	30,659	2,226
2,815	1,452	4,267	1,514	82	1,596	4,329	588	4,917	504	28	532	117,279	15,527
501	170	671	193	25	218	694	66	760	49	9	58	19,624	4,476
548	410	958	417	7	424	965	26	991	135	6	139	41,880	3,045
1,220	410	1,630	427	17	444	1,647	153	1,800	220	24	253	75,584	9,351
1,668	1,162	2,830	1,217	55	1,272	2,885	266	3,151	96	18	114	32,820	5,345
706	526	1,232	556	10	566	1,132	128	1,260	128	10	138	42,651	4,491
5,380	2,672	8,052	2,788	116	2,904	5,174	241	8,078	54	275	94,961	11,962	
1,114	297	1,411	511	14	525	1,425	96	1,521	6	102	35,668	3,923	
338	189	527	109	10	119	557	45	602	—	45	11,157	510	
1,685	672	2,357	756	64	820	2,421	170	2,591	58	217	66,950	12,741	
1,562	1,057	2,619	1,100	49	1,149	2,668	119	2,787	11	130	38,934	3,982	
554	117	671	126	9	135	680	25	705	4	29	10,625	2,208	
401	159	560	169	10	179	570	64	634	7	71	21,153	2,372	
2,087	1,051	3,138	1,140	89	1,229	3,227	195	3,422	52	225	61,955	10 070	
490	207	697	527	30	557	826	151	977	9	140	41,547	5,577	
138	72	210	82	10	92	220	30	250	4	34	8,240	1,651	
23	26	49	29	3	32	52	2	54	—	2	1,511	90	
550	340	890	538	15	553	911	46	957	5	49	16,494	2,049	
312	204	516	218	14	232	730	57	787	5	60	17,729	1,109	
85	165	250	107	4	111	250	8	258	—	8	2,450	42	
116	222	338	251	9	260	347	24	371	5	27	7,210	107	
780	460	1,240	492	32	524	1,278	78	1,356	15	91	25,485	4,421	
278	104	382	112	8	120	370	27	397	2	29	9,055	1,588	
31,910	18,918	50,828	20,040	1,122	21,162	51,950	3,467	55,417	346	3 813	1,201,288	130,072	

LXXI. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail.	TOTAL des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
***A.* — Prisons centrales.**								
Prison centrale à Louvain	25,115	146,384	171,497	26,401	5,490	—	142	203,550
Prison centrale à Gand — Quartier commun des criminels.	7,650 1/4	27,898 3/4	35,549	6,004	4,466	251	105	46,356
Prison centrale à Gand — Quartier cellulaire	4,476	16,802	21,278	3,296	586	—	41	25,001
Prison centrale à Gand — Quartier de discipline	1,825	49,538	51,363	9,200	1,685	—	869	63,115
Prison centrale à Gand — Quartier des jeunes condamnés.	—	11,758	11,758	2,158	252	—	84	14,252
Totaux.	39,066 1/4	252,380 3/4	291,425	47,059	12,277	251	1,239	352,254
***B.* — Prisons secondaires.**								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	55,786	59,538	75,144	11,146	2,484	—	191	86,068
Prison à Saint-Gilles	26,927 1/2	155,898 1/2	160,826	48,511	4,952	—	93	214,562
Id. à Bruxelles	5,082 1/2	22,594 1/2	27,677	20,559	865	—	18	48,897
Id. secondaire à Louvain	5,250	50,714	55,944	8,585	2,503	66	25	47,125
Id. à Nivelles	5,042	22,529	27,571	5,119	575	—	—	32,865
Id. à Anvers	13,950	85,814	99,764	28,255	2,785	—	24	150,806
Id. à Malines	5,159	13,215	18,354	4,146	1,586	—	14	24,100
Id. à Turnhout	5,091	28,280	33,371	10,945	600	—	7	44,925
Id. à Mons	9,849 1/2	47,715	57,562 1/2	21,095 1/2	4,178	—	70	82,915
Id. à Charleroi	4,025	15,070	18,004	19,074	478	—	9	38,165
Id. à Tournai	5,986	31,256	35,242	10,025	495	449	15	47,122
Id. secondaire à Gand	11,073	66,578	77,651	25,001	5,355	—	18	108,025
Id. à Termonde	5,604	25,894	31,538	7,521	721	—	21	39,621
Id. à Audenarde	1,435 1/2	7,511	8,946 1/2	2,447 1/2	—	246	25	11,085
Id. à Bruges	9,644	48,590	58,054	21,000	425	210	2	79,671
Id. à Courtrai	4,372	24,572	29,144	13,709	66	—	17	42,936
Id. à Furnes	1,986	7,925	9,911	2,886	54	—	—	12,851
Id. à Ypres	5,190 1/2	16,549	19,748 1/2	5,579 1/2	526	—	51	25,705
Id. à Liége	7,502	42,031	49,533	20,892	577	855	152	72,009
Id. à Verviers	7,715 1/2	27,965 1/2	35,670	8,271	1,117	—	57	45,124
Id. à Huy	1,758 1/2	5,552 1/2	7,291	2,104	419	516	17	10,177
Id. à Tongres	560	562	922	709	6	—	—	1,057
Id. à Hasselt	1,718 1/2	12,107	15,825 1/2	4,607 1/2	110	—	—	18,545
Id. à Arlon	3,287	10,757	14,044	4,554	110	87	43	18,858
Id. à Marche	584	—	584	2,088	—	—	—	2,472
Id. à Neufchâteau	1,608	4,110	5,784	1,911	—	—	22	7,717
Id. à Namur	4,450	10,257	20,687	5,500	1,716	—	1	27,904
Id. à Dinant	1,527	7,501	8,628	2,661	—	—	32	11,521
Totaux.	183,851	705,059	878,870	318,658	50,659	2,250	914	1,551,560
Totaux généraux.	222,895 1/4	1,047,399 3/4	1,270,295	365,717	42,936	2,493	2,153	1,683,594

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXII. — Détenus par voie de correction paternelle. — Mouvement des entrées et sorties.

DÉSIGNATION DE L'AGE AU MOMENT DE L'INCARCÉRATION.	DÉTENUS au 1er janvier 1903.	Nombre d'enfants incarcérés pendant l'année, d'après la durée de la détention à subir. 8 jours.	10 jours.	15 jours.	20 jours.	21 jours.	1 mois.	3 semaines.	2 mois.	3 mois.	4 mois.	6 mois.	TOTAUX des entrées.	TOTAUX de la population au 1er janvier.	Nombre d'enfants sortis pendant l'année — par suite d'expiration du terme fixé.	par translation.	retirés par la famille.	TOTAUX des sorties.	DÉTENUS au 31 décembre 1903.
	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.	G. F.
	2 3	4 5	6 7	8 9	10 11	12 13	14 15	16 17	18 19	20 21	22 23	24 25	26 27	28 29	30 31	32 33	34 35	36 37	38 39	40 41
8 ans	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
9 ans	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
10 ans	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
11 ans	— —	— —	1 —	2 —	1 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	4 —	5 —	1 —	4 1	1 —	6 1	5 1	3 —
12 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2 —	5 —	2 —	5 1	1 —	8 1	5 1	2 —
13 ans	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	— —	4 —	5 —	2 —	4 1	1 —	7 1	5 1	2 —
14 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
15 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	4 1	2 —	7 1	5 1	3 —
16 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
17 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
18 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
19 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
20 ans	— —	— —	— —	1 —	1 —	1 —	1 —	1 —	— —	— —	— —	— —	5 —	5 —	1 —	5 1	2 —	8 1	5 1	2 —
Totaux.	— —	— —	1 —	10 —	8 —	8 —	6 —	6 —	— —	— —	— —	— —	40 —	50 —	12 —	51 8	20 —	71 8	50 —	20 —

LXXIII. — Détenus par voie de correction paternelle. — Durée de la détention subie par les enfants retirés avant l'expiration du terme fixé.

AGE.	Retirés le jour même de leur incarcération.		RETIRÉS APRÈS UNE DÉTENTION DE																TOTAUX.	
			1 jour.		2 à 8 jours.		9 à 15 jours.		plus de 15 jours à 1 mois.		plus de 1 à 2 mois.		plus de 2 à 3 mois.		plus de 3 à 4 mois.		plus de 4 à 5 mois.		plus de 5 à 6 mois.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9 ans	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
10 ans	—	—	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
11 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
12 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
13 ans	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
14 ans	—	—	—	—	4	—	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—
15 ans	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
16 ans	—	—	—	1	—	4	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	10
17 ans	—	—	—	1	—	12	1	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	18
18 ans	—	—	—	—	4	4	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7
19 ans	—	—	5	1	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
20 ans	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
TOTAUX.	—	1	4	2	17	23	11	10	8	4	3	3	2	2	—	—	—	—	—	—	45	45

LXXIV. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.*						B. — *Prisons secondaires.*					
	HOMMES fréquentant l'école à titre			JEUNES CONDAMNÉS ET INDISCIPLINÉS fréquentant l'école à titre			HOMMES fréquentant l'école à titre			FEMMES fréquentant l'école à titre		
	obligatoire.	facultatif.	TOTAL.	obligatoire.	facultatif.	TOTAL.	obligatoire.	facultatif.	TOTAL.	obligatoire.	facultatif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	541	—	541	194	—	194	777	25	800	65	11	76
Détenus admis à l'école pendant l'année	118	—	118	158	—	158	1,169	336	1,505	87	14	101
TOTAUX	659	—	659	352	—	352	1,946	359	2,305	152	25	177
Détenus sortis de l'école pendant l'année	165	—	165	150	—	150	1,152	337	1,489	102	11	113
Population de l'école au 31 décembre	494	—	494	202	—	202	794	22	816	50	14	64
Détenus dispensés de l'école pendant l'année	52	—	52	—	—	—	22	—	22	—	—	—
Id. exclus id. id.	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—

LXXVIII. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	ÉTAT DE L'EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE, SUIVANT LE DEGRÉ D'INSTRUCTION																					
	AVANT L'ENTRÉE.																		DEPUIS L'ENTRÉE.			
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS								Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris			
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Total.		à écrire.		à écrire et à calculer.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Condamnés { criminels.	90	—	146	—	105	—	56	—	375	—	2	—	56	—	28	—	1	—	141	—	88	—
Condamnés { correctionnels.	54	—	78	—	41	—	6	—	119	—	4	—	8	—	9	—	2	—	37	—	37	—
Élèves du quartier de discipline	—	30	—	114	—	5	—	—	—	167	—	5	—	3	—	19	—	35	—	55	—	19
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	17	—	18	—	—	—	—	—	35	—	1	—	1	—	12	—	2	—	16	—	—
TOTAUX	144	67	184	132	144	3	42	—	494	202	6	6	64	4	37	47	3	21	168	111	125	3

CATÉGORIES.	ÉTAT DE L'EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE, SUIVANT LE DEGRÉ D'INSTRUCTION																					
	AVANT L'ENTRÉE.																		DEPUIS L'ENTRÉE.			
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS								Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris			
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Total.		à écrire.		à écrire et à calculer.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Condamnés { criminels.	—	5	—	13	—	—	—	—	—	18	—	2	—	1	—	1	—	1	—	11	—	1
Condamnés { correctionnels.	156	9	486	27	148	7	22	—	812	43	28	1	32	4	44	4	121	3	301	19	150	6
Détenus par voie de correction paternelle { de police.	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—
Détenus par voie de correction paternelle	—	—	—	3	—	—	1	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	157	14	488	43	148	7	23	—	816	64	28	3	35	4	45	5	121	3	303	31	139	6

CATÉGORIES.	ÉTAT DE L'EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE, SUIVANT LE DEGRÉ D'INSTRUCTION																					
	AVANT L'ENTRÉE.																		DEPUIS L'ENTRÉE.			
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS								Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris			
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Total.		à écrire.		à écrire et à calculer.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Condamnés { criminels.	—	5	—	13	—	—	—	—	—	18	—	2	—	1	—	1	—	1	—	11	—	1
Condamnés { correctionnels.	156	9	486	27	148	7	22	—	812	43	28	1	32	4	44	4	121	3	301	19	150	6
Détenus par voie de correction paternelle { de police.	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—
Détenus par voie de correction paternelle	—	—	—	3	—	—	1	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	157	14	488	43	148	7	23	—	816	64	28	3	35	4	45	5	121	3	303	31	139	6

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	ÉTAT DE L'EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE, SUIVANT LE DEGRÉ D'INSTRUCTION																					
	AVANT L'ENTRÉE.																		DEPUIS L'ENTRÉE.			
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS								Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris			
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Total.		à écrire.		à écrire et à calculer.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Condamnés { criminels.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés { correctionnels.	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Détenus par voie de correction paternelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—

CATÉGORIES.	ÉTAT DE L'EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE, SUIVANT LE DEGRÉ D'INSTRUCTION																					
	AVANT L'ENTRÉE.																		DEPUIS L'ENTRÉE.			
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS								Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris			
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		Total.		à écrire.		à écrire et à calculer.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Condamnés { criminels.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés { correctionnels.	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Détenus par voie de correction paternelle { de police.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détenus par voie de correction paternelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—

LXXVI. — Punitions infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	NOMBRE des détenus punis.	INFRACTIONS DÉNONCÉES.																																				
		Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir confectionné des objets en fraude.	Avoir fumé en cellule.	Avoir jeté des objets divers aux préau ou par la fenêtre.	Avoir tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	Avoir détérioré ses effets d'habillement ou de coucher.	Avoir été vu à la fenêtre de sa cellule.	Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communications et tentatives de communication	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, inconduite, moquerie, insultes, insolence, réponses inconvenantes, inconvenance, menaces, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies.	Malpropreté, paresse.	Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits	Soustraction d'objets appartenant à l'établissement.	Soustraction d'objets appartenant aux détenus.	Evasion et tentative d'évasion.	Trafics.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les co-détenus	Tentative de corruption.	TOTAL des infractions.	Cachot ou confinement en cellule spéciale ou de punition, avec ou sans la mise au pain et à l'eau.	Confinement en cellule ordinaire au régime de la mise au pain et à l'eau.	Marche forcée.	Exclusion de l'école.	Placement au quartier cellulaire.	Privation de lecture.	Privation de toute faveur.	Privation de la cantine.	Privation de tabac.	Privation de visites et de correspondance.	Remboursement ou réparation du dommage causé.	Réprimandes et avertissements	Totaux des punitions.	Totaux des journées de punition emportant privation de travail.	Totaux des journées de punition autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
A. — Prisons centrales.																																						
Condamnés criminels . . . forçats	121	—	3	—	1	5	—	1	4	—	2	35	17	2	57	1	5	3	3	1	—	—	—	5	—	145	22	28	—	—	—	—	10	11	—	16	40	136	183	792
Condamnés criminels . . . reclusionnaires .	26	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	10	—	—	13	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	29	5	7	—	—	—	—	1	5	3	1	—	5	27	42	240
Condamnés correctionnels	67	—	—	—	1	1	1	1	3	—	—	30	—	1	20	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	72	17	5	—	—	—	—	1	10	8	—	—	27	68	61	444
TOTAUX.	214	1	3	—	3	6	1	2	8	—	2	75	17	3	99	1	9	4	3	2	—	—	—	7	—	246	44	40	—	—	—	—	2	34	22	1	16	72	231	286	1,476
Jeunes condamnés	30	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	10	—	22	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	48	—	26	—	—	8	—	—	—	—	3	—	—	37	84	270
Indisciplinés	272	—	—	1	—	4	1	3	9	5	1	72	49	1	240	—	—	4	8	15	—	1	—	16	—	430	—	228	—	—	69	—	—	—	—	29	1	1	328	869	2,370
TOTAUX.	302	—	—	2	—	4	1	3	9	5	1	83	59	1	262	—	—	4	9	18	—	1	—	16	—	478	—	254	—	—	77	—	—	—	—	32	1	1	365	953	2,640
B. — Prisons secondaires.																																						
HOMMES. Prévenus et accusés	488	3	4	1	33	7	3	7	25	—	4	100	121	6	91	15	18	1	4	—	—	—	4	—	—	537	25	201	—	—	—	—	24	43	10	118	20	540	80	1,319
HOMMES. Condamnés criminels : forçats	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
HOMMES. Condamnés correctionnels	2,130	9	10	1	28	20	116	45	91	12	37	805	340	46	561	55	67	42	27	4	—	1	52	10	2	2,362	170	1,567	—	1	—	3	10	189	60	314	421	36	2,610	783	10,908
HOMMES. Condamnés de police	70	—	—	—	—	—	57	—	—	—	—	5	16	1	10	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	72	4	50	—	—	—	—	—	—	—	17	3	74	9	70
HOMMES. Autres catégories	57	—	—	—	—	—	8	7	—	—	4	—	20	—	18	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	61	12	24	—	—	—	—	—	—	—	22	3	61	16	38
TOTAUX.	2,747	12	14	2	61	27	164	59	119	12	45	1,000	499	53	680	70	88	44	31	4	—	1	36	11	2	3,034	220	1,732	—	1	—	3	40	213	103	324	580	71	3,287	898	12,333
FEMMES. Prévenues et accusées	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	5	—	—	—	—	1	—	1	1	—	9	2	21
FEMMES. Condamnées criminelles . . forçats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
FEMMES. Condamnées criminelles . . reclusionnaires.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
FEMMES. Condamnées correctionnelles.	52	4	—	—	—	—	—	3	1	1	—	14	8	2	23	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	63	3	21	—	—	—	—	2	8	—	15	10	2	66	12	475
FEMMES. Condamnées de police.	13	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	5	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	1	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	20
FEMMES. Autres catégories	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	2
TOTAUX.	75	4	—	—	—	—	—	5	3	3	—	23	10	2	32	4	—	2	—	1	—	—	—	—	—	89	7	42	—	—	—	—	2	9	—	16	12	2	90	16	518

INFIRMERIE.

LXXVII. — Mouvement général des entrées et des sorties pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 Décembre 1904.			ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE.													EN TRAITEMENT au 31 décembre 1905.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.										
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Fièvres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fièvres éruptives	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies du cerveau	2	—	2	8	—	8	10	—	10	1	—	1	3	—	3	1	—	1	3	—	3	8	—	8	2	—	2	1,190	—	1,190	—	—	—
Id. des organes de la circulation	3	—	3	1	1	2	4	1	5	2	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	4	1	—	1	160	37	197	—	—	—
Altération du sang	9	—	9	27	2	29	36	2	38	25	1	26	1	—	1	2	1	3	1	—	1	29	2	31	7	—	7	2,971	79	3,050	—	—	—
Maladies des organes respiratoires	11	3	14	36	34	70	47	37	84	33	31	64	2	—	2	—	1	1	3	1	4	38	33	71	9	4	13	3,571	988	4,559	—	—	—
Id. des organes de la digestion et annexes	2	—	2	4	6	10	6	6	12	4	6	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6	10	2	—	2	608	71	679	—	—	—
Id. des reins	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des organes génito-urinaires	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	30	30	—	—	—
Id. des os	—	—	—	6	3	9	6	3	9	3	2	5	—	—	—	—	—	—	1	1	2	4	3	7	2	—	2	520	35	555	—	—	—
Id. des articulations	1	1	2	3	5	8	4	6	10	2	6	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	8	2	—	2	508	36	544	—	—	—
Id. du système nerveux	1	—	1	3	—	3	6	—	6	4	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	5	—	5	1	—	1	529	—	529	—	—	—
Id. de l'appareil de la vision	—	1	1	1	5	6	1	6	7	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6	—	1	1	28	410	438	—	—	—
Id. id. auditif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. olfactif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du système lymphatique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des muscles	—	—	—	3	3	6	3	3	6	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	1	—	1	230	26	256	—	—	—
Id. du tissu cellulaire	1	—	1	—	1	1	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	11	23	34	—	—	—
Id. de la peau	—	—	—	2	11	13	2	11	13	2	10	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	10	12	—	1	1	15	200	215	—	—	—
Id. vénériennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Totaux	30	5	35	97	72	169	127	77	204	80	67	147	7	—	7	3	2	5	10	2	12	100	71	171	27	6	33	10,342	1,935	12,277	—	—	—

INFIR

MERIE.

LXXVII (suite). — Mouvement général des

entrées et des sorties pendant l'année.

B. — *Prisons*

secondaires.

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 décembre 1904.			ENTRÉES pendant l'année.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE.									EN TRAITEMENT au 31 décembre 1905.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Fièvres	1	—	1	12	1	13	13	1	14	5	1	6	1	—	1	4	—	4	—	—	—	10	1	11	3	—	3	159	—	159	81	18	99
Id. éruptives	—	—	—	4	—	4	4	—	4	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	4	—	4	—	—	—	64	—	64	3	—	3
Maladies du cerveau	—	—	—	12	4	16	12	4	16	5	1	6	1	—	1	4	1	5	1	—	1	11	2	13	1	2	3	122	116	238	70	140	210
Id. des organes de la circulation	2	2	4	20	3	23	22	5	27	12	2	14	—	—	—	6	2	8	2	—	2	20	4	24	2	1	3	501	19	523	255	314	567
Altération du sang	9	6	15	68	35	103	77	41	118	47	27	74	—	1	1	19	5	24	1	—	1	67	33	100	10	8	18	1,270	1,425	2,695	1,604	2,045	3,739
Maladies des organes respiratoires	15	1	14	121	12	133	151	15	147	70	7	77	4	—	4	37	5	42	9	—	9	120	12	132	14	1	15	4,946	346	5,292	976	519	1,495
Id. des organes de la digestion et annexes	7	16	23	150	31	181	157	67	204	104	40	144	1	3	4	29	10	39	1	—	1	135	53	188	2	14	16	1,745	1,002	2,747	2,651	3,170	5,807
Id. des reins	—	—	—	5	1	6	5	1	6	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	—	1	2	1	3	3	—	3	247	—	247	42	47	89
Id. des organes génito-urinaires	2	1	3	10	6	16	12	7	19	9	3	12	—	—	—	2	4	6	—	—	—	11	7	18	1	—	1	390	70	475	25	475	500
Id. des os	3	—	5	10	1	11	15	1	16	6	1	7	3	—	3	4	—	4	2	—	2	15	1	16	—	—	—	690	—	690	189	10	199
Id. des articulations	2	2	4	16	—	16	18	2	20	11	1	12	—	—	—	4	1	5	—	—	—	15	2	17	3	—	3	309	73	382	353	40	575
Id. du système nerveux	—	1	1	13	4	17	15	5	18	9	1	10	—	—	—	2	2	4	1	—	1	12	3	15	1	2	3	323	139	462	139	85	222
Id. de l'appareil de la vision	1	—	1	17	—	17	18	—	18	3	—	3	—	—	—	11	—	11	—	—	—	14	—	14	4	—	4	670	—	676	601	—	601
Id. id. auditif	—	—	—	3	—	3	3	—	3	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	5	—	5	42	—	42
Id. id. olfactif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du système lymphatique	3	3	6	10	1	11	13	4	17	10	1	11	—	1	1	2	1	3	—	—	—	12	3	15	1	1	2	507	26	593	257	744	1,001
Id. des muscles	—	—	—	17	1	18	17	1	18	12	—	12	—	—	—	4	1	5	—	—	—	16	1	17	1	—	1	314	—	314	175	1	176
Id. du tissu cellulaire	—	—	—	12	—	12	12	—	12	8	—	8	—	—	—	4	—	4	—	—	—	12	—	12	—	—	—	106	—	106	397	—	397
Id. de la peau	1	—	1	24	1	25	25	1	26	16	—	16	1	—	1	7	—	7	—	—	—	24	—	24	1	1	2	209	343	552	537	—	537
Id. vénériennes	3	—	3	31	2	33	34	2	36	17	—	17	—	—	—	12	1	13	—	—	—	20	1	30	5	1	6	444	22	466	718	63	781
Maladies ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus	1	6	7	37	11	48	38	17	55	24	9	33	—	1	1	7	5	12	—	—	—	31	15	46	7	2	9	578	881	1,459	750	551	1,301
Totaux	50	38	88	572	134	706	622	172	794	371	94	465	11	6	17	162	39	201	18	—	18	562	159	701	60	30	93	13,674	4,471	18,145	10,195	8,229	18,344

LXXVIII. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Peine de mort commuée en celle des travaux forcés.	Forçats.	Réclusionnaires.	Condamnés à l'emprisonnement.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Maladies du cerveau	3	—	—	—	—	1	1	1	2	1	—	—	—	—	1	1	1
Id. des organes de la circulation.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Altération du sang	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Maladies des organes respiratoires	4	—	1	1	—	1	—	1	1	1	1	—	1	—	—	3	1
Id. des os	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—
Blessures	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Totaux	12	—	2	2	—	2	2	4	5	4	1	—	2	3	3	4	2
Morts subites	2	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—
Totaux généraux	14	—	2	2	—	3	2	5	7	4	1	—	2	4	4	4	2

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Bon.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	3	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	1	1	1	2
—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—
1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
1	2	—	1	2	2	1	2	1	3	—	1	—	2	1	1	3	1	7	3	2
—	—	—	—	1	—	—	—	1										2	—	—
1	2	—	1	3	2	1	2	2										9	3	2

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies du cerveau. (Hommes.)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Id. des organes de la circulation. (Id.)	2	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
Altération du sang. (Id.)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Maladies des organes respiratoires. (Id.)	9	—	—	3	3	—	1	—	3	—	—	6
Id. id. de la digestion et annexes. (Id.)	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Id. des reins. (Id.)	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Id. des os. (Id.)	2	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Id. du système nerveux. (Id.)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Totaux	18	—	1	6	3	2	2	4	4	2	—	12

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Bon.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
1	—	1	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
3	2	3	1	3	2	2	—	—	1	2	1	—	3	—	—	2	—	—	9	—
1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
6	4	5	3	10	3	3	2	—	6	3	2	—	3	—	—	3	1	2	14	2

LXXIX. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE de l'infraction.			DURÉE de la condamnation.		MODE EMPLOYÉ.		DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à 15 ans.	Pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Condamnés aux travaux forcés à perpétuité	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. Id. temps	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—
Totaux	—	2	—	1	1	—	—	1	1	—	1	1	2	—	—	1	1	1	1	2	—	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.		DURÉE DE LA CONDAMNATION.					MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.								
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Absence illégale.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mise à la disposition du gouvernement.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Saut par dessus la balustrade.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	de 3 jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Détenus provisoirement. (Hommes.)	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Prévenus et accusés. (Id.)	3	4	1	3	1	1	—	3	4	—	—	4	3	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	1	—	2	1	4	—	—	—	—	—
Condamnés aux travaux forcés à temps. (Id.)	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Condamnés correctionnels. (Id.)	2	2	1	1	1	—	1	2	2	—	—	3	1	2	1	1	—	2	—	1	1	—	—	4	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Totaux	5	8	2	7	2	1	1	6	7	—	—	9	4	7	4	2	—	2	—	1	1	1	—	11	1	1	3	3	1	5	—	1	—	—	—

LXXX. — Aliénés colloqués pendant l'année. Condition au moment de la collocation.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE DE LA CONDAMNATION.					DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Reclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Prison centrale à Louvain.	8	—	—	4	2	2	—	—	5	3	—	6	2	4	3	1	2	1	4	1	—	1	1	—	4	2
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. . .	13	—	—	6	2	4	1	—	7	6	—	7	6	12	—	1	6	—	5	2	—	—	—	2	4	7
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire	4	—	—	3	1	—	—	—	3	1	—	3	1	1	2	1	—	—	2	1	1	—	—	1	2	1
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier des jeunes condamnés. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	25	—	—	13	5	6	1	—	15	10	—	16	9	17	5	3	8	1	11	4	1	1	1	3	10	10

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIE.		Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS (1).			NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.										DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non-récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Militaires.	Mendiants et vagabonds.	Peine criminelle. Travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à temps.	Peine criminelle. Reclusion.	Peine correctionnelle de moins de 6 mois.	Peine correctionnelle de 6 mois à 1 an.	Peine correctionnelle de plus de 1 à 3 ans.	Peine correctionnelle de plus de 3 à 5 ans.	Peine correctionnelle de plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Prévenus et accusés.	Hommes. .	48	—	4	18	9	6	7	4	28	15	5	6	18	24	18	21	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	34	—	—	—	—	—
	Femmes . .	6	2	—	—	—	2	2	—	4	1	1	1	—	5	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds.	Hommes. .	4	—	—	2	—	1	—	1	3	—	1	2	—	2	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés.	Hommes. .	17	—	—	10	4	3	—	—	14	3	—	—	15	2	6	9	2	—	—	—	1	—	3	3	4	3	3	—	—	2	3	3	2	2	—	1
	Femmes . .	3	—	—	1	1	1	—	—	1	2	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—
Totaux . .	Hommes. .	69	—	4	30	13	10	7	5	45	18	6	8	33	28	24	30	11	—	4	—	1	—	3	3	4	3	3	—	4	20	39	5	2	2	—	1
	Femmes . .	9	2	—	1	1	3	2	—	5	3	1	1	3	5	5	4	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	5	4	—	—	—	—	—
Totaux généraux. . .		78	2	4	31	14	13	9	5	50	21	7	9	36	33	29	34	11	—	4	—	1	—	5	4	4	3	3	—	4	25	43	5	2	2	—	1

(1) Ces renseignements ne sont pas recueillis pour les prévenus et accusés.

LXXXI. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL pour compte de particuliers.	POUR COMPTE DE L'ÉTAT. Département de la justice.	Autres départements.	TOTAL.	PERTE SUR LE TRAVAIL. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Prison centrale à Gand	18,472 55	20,160 05	5,016 57	42,648 75	3,282 43	45,931 18
Id. à Louvain	58,395 01	10,510 58	12,424 86	81,330 45	—	81,530 45
Prison à Saint-Gilles	64,113 35	736 94	8,777 24	73,627 58	—	73,627 58
Id. à Bruxelles	3,504 14	361 67	—	3,865 81	—	3,865 81
Id. secondaire à Louvain	9,912 19	—	203 82	10,116 01	—	10,116 01
Id. à Nivelles	8,414 17	—	—	8,414 17	—	8,414 17
Id. à Anvers	33,878 82	40 37	—	33,919 19	—	33,919 19
Id. à Malines	6,546 66	—	—	6,546 66	—	6,546 66
Id. à Turnhout	7,711 44	—	—	7,711 44	—	7,711 44
Id. à Mons	29,952 72	34 25	—	29,986 97	—	29,986 97
Id. à Charleroi	2,823 62	—	—	2,823 62	—	2,823 62
Id. à Tournai	16,971 49	—	—	16,971 49	—	16,971 49
Id. secondaire à Gand	24,114 72	812 80	—	24,927 52	—	24,927 52
Id. à Termonde	6,935 74	—	—	6,935 74	—	6,935 74
Id. à Audenarde	1,446 01	—	—	1,446 01	—	1,446 01
Id. à Bruges	14,665 25	79 70	—	14,744 93	—	14,744 93
Id. à Courtrai	7,308 32	146 51	—	7,454 83	—	7,454 83
Id. à Furnes	1,232 76	—	—	1,232 76	—	1,232 76
Id. à Ypres	6,407 80	149 67	—	6,557 47	—	6,557 47
Id. à Liége	11,212 74	37 94	—	11,250 68	—	11,250 68
Id. à Verviers	15,561 92	—	—	15,561 92	—	15,561 92
Id. à Huy	1,820 91	—	—	1,820 91	—	1,820 91
Id. à Tongres	117 77	—	—	117 77	—	117 77
Id. à Hasselt	3,356 26	—	—	3,356 26	—	3,356 26
Id. à Arlon	2,428 47	—	—	2,428 47	—	2,428 47
Id. à Marche	—	—	—	—	36 45	36 45
Id. à Neufchâteau	1,640 32	—	—	1,640 32	—	1,640 32
Id. à Namur	4,137 13	6 50	—	4,143 63	—	4 143 63
Id. à Dinant	2,750 20	—	—	2,750 20	—	2,750 20
TOTAUX	366,032 26	33,076 96	25,322 34	424,431 56	3,318 88	427,750 44

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSES. A. Salaires accordés aux détenus occupés aux travaux industriels. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la réclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. Salaires accordés aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. Menues dépenses. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. Traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur LE TRAVAIL.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Prison centrale à Gand	7 510 63	775 33	5,203 31	25 20	13,383 38	4,954 42	339 40	20,073 98	45,931 18	—	45,931 18
Id. à Louvain	6,440 34	3,142 66	11,018 15	—	20,607 15	1,928 18	4,073 80	21 520 »	49,031 13	32,499 32	81,530 45
Prison à Saint-Gilles	25,078 87	—	39 78	4,443 33	28,161 98	3,093 64	1,458 33	16 182 54	51,868 69	21,758 89	73,627 58
Id. à Bruxelles	970 92	—	—	761 75	1,732 63	620 49	106 25	—	2,668 36	1,197 42	3,865 81
Id. secondaire à Louvain	3,200 59	—	—	702 44	3,903 03	570 45	146 85	—	4,620 33	5,495 68	10,116 01
Id. à Nivelles	2,815 50	—	5 55	237 75	3,058 70	473 15	37 25	—	3,569 16	4,845 01	8,414 17
Id. à Anvers	10,441 15	5 48	90 27	2,517 20	13,058 08	1,304 27	416 42	—	15,088 77	18,830 42	33,919 19
Id. à Malines	2,003 14	—	» 46	455 06	2,517 26	375 10	48 75	—	2,941 11	3,605 55	6,546 66
Id. à Turnhout	2,057 47	—	—	80 11	2,737 58	625 45	39 »	—	3,400 03	4,311 41	7,711 44
Id. à Mons	9,468 80	1 74	125 80	1,641 70	11,238 04	1,282 61	114 40	—	12,635 05	17,351 92	29,986 97
Id. à Charleroi	535 40	--	—	904 52	1,439 72	339 15	25 25	—	2,004 12	819 50	2,823 62
Id. à Tournai	5,741 81	—	—	320 93	6,074 74	339 30	48 15	—	6,659 19	10,312 30	16,971 49
Id. secondaire à Gand	7,881 90	—	132 35	2,080 60	9,708 11	1,314 15	93 30	—	11,205 74	13,721 78	24,927 52
Id. à Termonde	2,355 22	—	—	154 75	2,507 05	744 05	50 35	—	3,302 95	3,632 70	6,935 74
Id. à Audenarde	305 40	—	—	281 18	646 64	228 04	15 05	—	889 53	556 48	1,446 01
Id. à Bruges	4,164 05	41 40	302 17	855 15	5,341 55	1,230 05	209 09	—	6,897 95	7,846 98	14,744 93
Id. à Courtrai	2,186 68	—	—	880 50	3,070 27	602 »	32 15	—	3,710 42	3,744 41	7,454 83
Id. à Furnes	590 58	—	—	60 42	466 »	265 07	10 40	—	742 07	490 69	1,232 76
Id. à Ypres	2,230 45	—	40 02	202 71	2,518 18	357 50	43 40	—	2,919 08	3,638 39	6,557 47
Id. à Liége	3,210 31	» 74	» 89	1,482 05	4,703 89	980 »	174 05	—	5,857 92	5,392 76	11,250 68
Id. à Verviers	5,557 88	» 05	—	160 20	5,528 09	860 01	85 05	—	6,483 05	9,078 87	15,561 92
Id. à Huy	570 01	—	—	121 52	697 95	241 16	» 10	—	939 19	881 73	1,820 91
Id. à Tongres	25 50	—	—	35 75	59 05	35 50	1 10	—	95 45	22 34	117 77
Id. à Hasselt	1,000 02	—	11 »	313 70	1,324 84	221 40	20 35	—	1,575 88	1,780 38	3,356 26
Id. à Arlon	794 71	—	12 37	68 31	875 39	385 35	120 05	—	1,380 99	1,047 48	2,428 87
Id. à Marche	—	—	—	—	—	56 45	—	—	36 45	—	36 45
Id. à Neufchâteau	544 16	—	—	39 35	605 51	190 00	17 80	—	813 27	822 05	1,640 32
Id. à Namur	1,204 15	2 78	2 45	477 66	1,687 02	460 00	31 80	—	2.179 72	1,965 91	4,143 63
Id. à Dinant	798 71	—	—	326 27	1,124 98	192 15	25 65	—	1,342 78	1,407 42	2,750 20
TOTAUX	108,349 49	3,969 08	17,029 58	18,723 38	149,071 53	25,170 94	11,785 58	64,646 52	250,674 57	177,075 87	427,750 44

LXXXII. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1905.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand.	331,114 47	250,636	1.29	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. Id. à Louvain	241,715 33	212,206	1.14	
Id. à Saint-Gilles	242,906 07	215,206	1.13	
Id. à Bruxelles	84,643 80	49,176	1.72	
Id. secondaire à Louvain	66,575 98	47,282	1.40	
Id. à Nivelles	59,564 89	32,925	1.80	
Id. à Anvers	142,150 05	132,058	1.08	
Id. à Malines	32,522 14	24,100	1.34	
Id. à Turnhout	70,455 84	44,974	1.57	
Id. à Mons	88,854 47	84,172	1.06	
Id. à Charleroi	69,455 58	38,345	1.81	
Id. à Tournai	67,797 21	47,489	1.43	
Id. secondaire à Gand	115,641 54	107,795	1.05	
Id. à Termonde	59,519 07	39,808	1.50	
Id. à Audenarde	23,170 73	11,085	1.98	
Id. à Bruges	98,055 10	81,858	1.21	
Id. à Courtrai	59,402 62	45,098	1.38	
Id. à Furnes	29,687 59	12,899	2.30	
Id. à Ypres	35,070 04	24,045	1.40	
Id. à Liége	102,124 55	72,564	1.41	
Id. à Verviers	70,707 40	45,245	1.70	
Id. à Huy	24,710 99	10,558	2.39	
Id. à Tongres	10,177 70	1,052	11.01	
Id. à Hasselt	27,259 50	18,547	1.47	
Id. à Arlon	30,400 24	19,422	1.87	
Id. à Marche	18,880 10	2,483	7.60	
Id. à Neufchâteau	23,805 59	7,747	3.08	
Id. à Namur	57,002 62	28,275	2.02	
Id. à Dinant	21,602 17	11,509	1.88	
TOTAUX.	2,322,615 28	1,723,339	1.35	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXIII. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Condamnés appartenant aux communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		FAITS COMMIS A L'ÉTRANGER.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occidle.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	6	5	10	8	12	6	17	13	11	5	1	5	1	—	1	—	1	1	5	5	63	44	107
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	3
	Femmes	—	3	—	—	2	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	7	10
	TOTAUX	6	8	10	8	14	7	17	14	12	8	1	3	1	—	1	—	2	2	3	3	67	53	120
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	8	11	5	4	5	8	17	10	9	10	8	10	1	—	—	—	6	1	4	1	63	55	118
	Id. (militaires)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	5	1	6
	Femmes	—	—	1	—	—	1	4	1	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	8	3	11
	TOTAUX	9	11	6	5	5	9	21	11	11	10	9	11	3	—	1	—	7	1	4	1	76	59	135
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	15	3	11	23	34	15	39	35	20	39	5	8	3	4	6	—	4	3	3	1	140	131	271
	Id. (militaires)	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
	Femmes	—	—	—	2	3	2	4	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	9	6	15
	TOTAUX	16	3	11	25	37	17	46	36	21	39	5	8	3	4	7	—	4	4	3	1	153	137	290
4° Reclusion.	Hommes (civils)	6	10	4	7	5	4	5	9	4	6	4	4	3	1	1	—	2	1	—	1	34	43	77
	Id. (militaires)	1	5	—	3	—	2	2	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	4	12	16
	Femmes	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	4	1	5
	TOTAUX	7	16	5	10	6	6	7	9	4	7	4	4	3	2	2	—	4	1	—	1	42	56	98
5° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	48	228	121	416	128	170	120	180	106	221	33	114	15	12	17	6	28	10	6	11	622	1,386	2,008
	Id. (militaires)	1	4	4	6	1	2	3	11	1	8	—	1	4	—	—	2	1	—	2	—	10	34	53
	Femmes	3	15	3	51	11	6	6	12	10	22	3	15	1	—	—	—	3	2	—	2	42	125	187
	TOTAUX	52	247	128	473	140	187	131	212	117	251	36	130	20	12	17	8	34	12	8	13	683	1,545	2,228
6° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	1	—	—	—	—	—	—	9	2	11
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	TOTAUX	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	8	—	—	1	—	—	—	—	—	—	9	3	12
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		—	2	4	7	4	3	3	1	3	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	15	20	35
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	83	280	156	463	188	215	201	257	133	286	60	141	23	18	25	6	41	16	16	18	946	1,681	2,627
	Id. (militaires)	4	9	4	10	1	4	10	11	2	10	1	1	6	1	2	2	1	1	2	—	35	49	82
	Femmes	3	10	5	53	17	10	14	16	13	24	3	10	1	—	1	—	9	3	—	2	66	143	209
	TOTAUX GÉNÉRAUX	90	287	165	528	206	229	225	284	168	320	64	158	30	19	28	8	51	20	18	20	1,045	1,873	2,918

LXXXIV. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.		AGE. moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	FILIATION. Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	DEGRÉ D'INSTRUCTION. 1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	IDIOME. Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	7	57	20	11	5		—	107	64	25	4	12	2	107	101	5	1	107	21	60	18	8	107	30	49	27	1	107
	Id. (militaires)	—	—	—	2	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3	2	1	—	3	1	2	—	—	3	3	—	—	—	3
	Femmes	—	—	2	2	—	4	1	1	—	10	1	5	—	4	—	10	10	—	—	10	2	7	—	1	10	4	4	2	—	10
	Totaux	—	—	9	61	36	15	4	1	—	120	68	30	4	16	2	120	113	6	1	120	24	69	18	9	120	37	53	29	1	120
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	15	45	47	13	2	—	—	118	75	20	3	8	3	118	116	2	—	118	28	60	24	6	118	42	47	24	5	118
	Id. (militaires)	—	—	—	6	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	6	6	—	—	6	1	2	2	1	6	2	2	2	—	6
	Femmes	—	—	—	3	4	3	1	—	—	11	1	3	—	3	—	11	10	1	—	11	3	8	—	—	11	4	7	—	—	11
	Totaux	—	—	13	52	51	16	3	—	—	135	82	34	3	13	3	135	132	3	—	135	32	70	26	7	135	48	56	26	5	135
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	—	1	38	125	76	27	4	—	—	271	150	78	17	14	3	271	261	9	1	271	72	117	45	39	271	75	131	64	1	271
	Id. (militaires)	—	—	1	3	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	1	1	2	—	4	1	2	1	—	4
	Femmes	—	—	1	4	7	1	2	—	—	15	5	4	1	4	1	15	14	1	—	15	4	10	1	—	15	2	11	2	—	15
	Totaux		1	40	132	83	28	6	—	—	290	159	82	18	18	4	290	279	10	1	290	77	128	46	39	290	78	144	67	1	290
4° Reclusion.	Hommes (civils)	—	1	7	30	16	15	1	—	—	77	47	10	3	7	1	77	73	4	—	77	23	27	18	9	77	20	36	20	1	77
	Id. (militaires)	—	—	2	14	—	—	—	—	—	16	14	1	—	1	—	16	16	—	—	16	1	6	7	2	16	3	5	8	—	16
	Femmes	—	—	—	2	1	1	—	1	—	5	4	1	—	—	—	5	5	—	—	5	4	1	—	—	5	2	2	1	—	5
	Totaux	—	1	9	55	17	14	1	1	—	98	65	21	3	8	1	98	94	4	—	98	28	34	25	11	98	25	43	29	1	98
5° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	1	11	169	827	550	281	116	49	4	2,008	1,240	406	153	69	41	2,008	1,933	53	2	2,008	352	1,081	451	121	2,008	570	881	515	53	2,008
	Id. (militaires)	—	—	11	39	3	—	—	—	—	53	47	4	2	—	—	53	51	2	—	53	6	31	14	2	53	10	25	18	—	53
	Femmes	—	—	14	57	41	38	12	5	—	167	71	60	22	10	4	167	165	2	—	167	18	103	44	3	167	70	49	45	3	167
	Totaux	1	11	194	923	594	319	128	54	4	2,228	1,367	560	177	79	45	2,228	2,169	57	2	2,228	376	1,215	512	125	2,228	659	955	576	38	2,228
6° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	2	3	3	2	1	—	11	7	3	1	—	—	11	10	1	—	11	5	6	—	—	11	10	1	—	—	11
	Femmes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
	Totaux	—	—	—	2	3	4	2	1	—	12	7	3	2	—	—	12	11	1	—	12	5	7	—	—	12	10	2	—	—	12
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		4	30	1	—	—	—	—	—	—	35	35	—	—	—	—	35	35	—	—	35	17	18	—	—	35	9	16	10	—	35
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	5	43	235	1,005	721	348	128	50	4	2,627	1,636	650	181	110	50	2,627	2,549	74	4	2,627	518	1,369	557	183	2,627	755	1,101	658	43	2,627
	Id. (militaires)	—	—	14	64	4	—	—	—	—	82	74	5	2	1	—	82	79	3	—	82	10	42	25	3	82	19	34	29	—	82
	Femmes	—	—	17	68	55	48	16	7	—	209	82	75	24	25	5	209	205	4	—	209	31	130	45	5	209	82	74	50	3	209
	Totaux généraux	5	43	266	1,225	778	396	144	57	4	2,918	1,792	730	207	134	55	2,918	2,833	81	4	2,918	559	1,541	627	191	2,918	866	1,269	737	46	2,918

LXXXV. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ETABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS					
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			TOTAL.
	D'ASSISES.	D'APPEL.	CORRECTIONNELS.	DE POLICE.	MILITAIRES.	
1	2	3	4	5	6	7
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	570	75	49	1	—	695
A. Prisons centrales. { Id. (militaires)	1	—	—	—	28	29
Totaux.	571	75	49	1	28	724
B. Quartier des femmes condamnés.	5	11	21	—	—	35
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	15	698	1,174	10	—	1,897
C. Prisons secondaires. { Id. (militaires)	—	12	19	—	22	53
C. Prisons secondaires. { Femmes	45	52	111	1	—	209
Totaux.	60	762	1,304	11	22	2,159
Totaux généraux.	634	848	1,374	12	50	2,918

CONDAMNÉS			CONDAMNÉS						
POUR INFRACTIONS		TOTAL.	A LA PEINE DE MORT COMMUÉE EN TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA RECLUSION.	A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.	A L'EMPRISONNEMENT DE POLICE.	TOTAL.
CONTRE LES PERSONNES.	CONTRE LES PROPRIÉTÉS.			A PERPÉTUITÉ.	A TEMPS.				
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
492	203	695	107	118	267	75	127	1	695
18	11	29	3	6	4	16	—	—	29
510	214	724	110	124	271	91	127	1	724
13	22	35	—	—	1	2	32	—	35
860	1,037	1 897	—	—	4	2	1,881	10	1,897
27	26	53	—	—	—	—	53	—	53
125	84	209	10	11	15	5	167	1	209
1,012	1,147	2,159	10	11	19	7	2,101	11	2,159
1,535	1,383	2,918	120	135	291	100	2,260	12	2,918

LXXXVI. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES																								NOMBRE des condamnés au 31 décembre non en état de récidive.
	A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi										AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi										TOTAL des récidivistes des diverses catégories.				
	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.					
	condamnations.										condamnations.														
1	2									3	4									5					
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	17	9	10	7	5	14	1	2	5	66	15	11	12	6	—	15	7	4	1	69					
A. Prisons centrales. { Id. (militaires)	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2					
Totaux.	19	9	10	7	5	14	1	2	5	68	15	11	12	6	1	14	7	4	1	71					
B. Quartier des femmes condamnés.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
C. Prisons secondaires. { Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
C. Prisons secondaires. { Femmes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Totaux.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					

CONDAMNÉS

AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi									TOTAL.	A LA RECLUSION ayant subi								TOTAL.	A L'EMPRISONNEMENT ayant subi								TOTAL.
une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20		une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20		une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	
condamnations.										condamnations.										condamnations.									
6									7	8								9	10									11	12	13
27	17	15	11	7	25	9	5	9	121	7	9	4	4	—	5	2	1	—	32	9	10	9	7	8	24	11	10	8	96	384	511
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	3	1	—	1	1	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	15
27	17	13	11	7	23	9	5	9	121	9	10	5	7	1	5	3	2	—	42	9	10	9	7	8	24	11	10	8	96	398	326
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	6	6	20
—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	215	162	115	110	77	277	124	84	121	1,285	1,288	609
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	3	1	2	—	5	1	1	—	24	24	20
—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	18	9	8	6	5	15	6	4	7	74	78	151
—	1	1	—	—	—	—	—	1	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3	244	174	124	118	80	295	131	89	128	1,383	1,390	769

LXXXVII. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les CATÉGORIES AUXQUELLES ILS APPARTIENNENT.		TOTAL des libérés.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs ou divorcés sans enfants.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
A. — *Prisons.*														
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	37	—	—	—	22	9	3	1	—	—	24	9	4
	Id. (militaires)	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—
	Femmes	3	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	3	—
Reclusion.	Hommes (civils)	11	—	—	—	9	2	—	—	—	—	6	5	—
	Id. (militaires)	8	—	—	1	5	2	—	—	—	—	7	1	—
	Femmes	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—
Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	3,093	—	15	255	1,272	892	457	144	69	9	1,075	842	276
	Id. (militaires)	88	—	—	20	64	4	—	—	—	—	85	3	2
	Femmes	295	1	3	15	96	83	65	25	7	2	118	150	47
Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	15	—	—	—	4	4	2	1	4	—	7	7	1
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	9	—	—	—	1	6	2	—	—	—	6	2	1
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	3,156	—	15	255	1,307	907	444	146	73	9	2,042	865	281
	Id. (militaires)	98	—	—	21	69	8	—	—	—	—	92	4	2
	Femmes	309	1	3	15	97	91	69	25	8	2	125	150	48
TOTAUX GÉNÉRAUX		3,563	1	18	291	1,473	1,006	513	169	81	11	2,229	1,003	331
B. *Quartier des jeunes condamnés*		20	—	9	11	—	—	—	—	—	—	20	—	—

ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire, ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	Ayant obtenu leur libération provisoire.	Ayant obtenu leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention : moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite : bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits : contre les personnes. Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés. Récidivistes.	Non récidivistes.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32	4	1	1	21	14	1	7	—	6	6	—	—	—	30	5	2	14	11	7	3
2	—	—	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—
1	1	1	—	1	2	—	1	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	2	—	1
9	—	2	1	6	4	—	2	—	2	3	—	—	—	7	3	1	5	1	3	2
8	—	—	—	5	3	—	—	—	—	2	—	—	—	2	4	2	4	1	2	1
—	2	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
2,000	136	57	445	1,845	678	125	684	55	170	73	6	1	—	2,406	419	178	915	625	1,107	450
86	2	—	6	54	21	7	21	1	—	—	—	—	—	80	8	—	15	21	28	24
265	23	7	60	155	71	9	66	14	28	3	1	—	—	271	20	4	43	97	99	56
14	1	—	7	8	—	—	—	1	—	—	—	—	—	13	2	—	—	—	15	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	—	4	3	—	—
2,935	141	60	454	1,880	696	120	695	54	178	82	6	1	—	2,546	429	181	952	655	1,152	457
96	2	—	6	59	26	7	22	1	—	3	—	—	—	83	13	2	20	23	30	25
275	26	8	60	163	75	9	68	14	33	3	1	—	—	283	22	4	47	106	99	57
3,326	169	68	520	2,104	797	142	785	69	211	88	7	1	—	2,912	464	187	999	764	1,281	539
20	—	—	—	9	11	—	7	—	4	—	—	—	—	17	2	1	—	12	3	5

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est actuellement réglée par la loi du 27 novembre 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. En voici les principales dispositions :

Article premier. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis qui seront mis par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement ou dont l'admission aura été demandée par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. - Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 24. — Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 8 ou de l'article 9 de la présente loi, n'aura pas l'âge de 18 ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de mendicité, de vagadondage est prouvé, ordonnera qu'il soit mis à la disposition du gouvernement pour être interné, jusqu'à sa majorité, dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 25. — Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Les poursuites exercées en vertu des articles 24 et 25 ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis.

Art. 26. — Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours, à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

Art. 27. — Les individus mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 25 et 26 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 29. — Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de 13 ans accomplis à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'Etat resteront, pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'Etat à l'âge de plus de 13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis resteront, pendant toute la durée de leur internement, séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

Art. 30. — Les individus mis à la disposition du gouvernement, conformément aux articles 24, 25 et 26 de la présente loi ou en vertu de l'article 72 du Code pénal, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan ; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs parents ou tuteur, être placés dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

Art. 31. — Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

Art. 32. — Les individus rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, pourront, jusqu'à leur majorité, être réintégrés dans une école de bienfaisance de l'Etat, par décision du Ministre de la justice, lorsqu'il sera reconnu que leur séjour chez leurs parents ou leur tuteur est devenu dangereux pour leur moralité.

Ils seront, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle ils auront été réintégrés.

Art. 33. — Les individus âgés de moins de 18 ans accomplis dont l'admission dans une école de bienfaisance de l'Etat sera demandée par le collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume et autorisée par le Ministre de la justice, seront placés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sous le même régime et dans les mêmes conditions que les individus mis à la disposition du gouvernement par l'autorité judiciaire.

Ils resteront à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité et, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, ils seront censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle leur admission aura été demandée par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins justifiera, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de l'individu dont l'admission dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sera demandée.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

La statistique des placements en apprentissage est extraite directement des dossiers que la direction du patronage possède pour chaque élève. Elle comprend les élèves placés dans des établissements privés. (Art. 30 *in fine*.)

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCI. — Mouvement de la population en 1905.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	Total des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891.			Total.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà.
		Article 15.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas (dépôt)	—	3,180	6	—	3,186	341	1,097	4,624	320	329	301	276	1,960
Wortel (refuge)	28	—	—	2,945	2,973	52	32	3,057	996	508	314	246	881
Total	28	3,180	6	2,945	6,159	393	1,129	7,681	1,316	837	615	522	2,841
FEMMES.													
Bruges (dépôt)	—	215	—	—	215	47	—	(1) 260	90	56	22	12	55
Bruges (refuge)	—	—	—	176	176	10	—	(2) 193	118	29	9	6	14
Total	—	213	—	176	389	66	—	455	208	65	31	18	67
Total général	28	3,393	6	3,121	6,548	459	1,129	8,136	1,524	902	646	540	2,908

(1) Non compris 16 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 19 id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas (dépôt)	2,666	450	1,245	94	4,442
Wortel (refuge)	3,116	135	58	74	3,383
Total	5,782	574	1,301	168	7,825
FEMMES.					
Bruges (dépôt)	221	57	—	7	(1) 285
Bruges (refuge)	172	27	—	11	(2) 210
Total	393	84	—	18	495
Total général	6,175	658	1,301	186	8,320

(1) Non compris 16 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 23 id. id.

ÉCOLES DE BIENFAISANCE.

XCII. — Mouvement de la population en 1905.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLÈVES ENTRÉS DIRECTEMENT					TOTAL des entrées directes.	Élèves transférés d'un autre établissement.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS				TOTAL des entrées.
	Internés par autorisation du Ministre de la justice (art. 35).	Mis à la disposition du gouvernement par application de la loi du 27 novembre 1891. Article 24.	Article 25.	Article 26.	Mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du C. P.			après placement en apprentissage.	après libération conditionnelle.	après évasion.	après mise à la disposition d'un magistrat etc.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
GARÇONS.												
Ruysselede	8	68	12	—	69	157	11	25	4	24	1	220
Moll	10	41	5	5	34	113	55	27	10	16	10	229
Ypres	4	49	—	1	56	90	31	12	15	25	25	194
Saint-Hubert	2	71	1	5	15	92	8	22	16	28	38	201
Gand	—	5	—	55	—	60	71	5	9	7	7	159
TOTAL	24	234	18	64	172	512	174	89	52	100	76	1,003
FILLES.												
Beernem	2	6	1	—	9	18	—	1	—	—	—	19
Namur	5	98	—	—	31	134	4	1	6	—	—	145
TOTAL	7	104	1	—	40	152	4	2	6	—	—	164
TOTAL GÉNÉRAL	31	338	19	64	212	664	178	91	58	100	76	1,167

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS par expiration de terme.	TRANSFÉRÉS dans un autre établissement, mis à la disposition d'un magistrat etc.	TRANSFÉRÉS dans un établissement libre.	PLACÉS en apprentissage.	LIBÉRÉS conditionnellement. (art. 31).	ENTRÉS à l'armée.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GARÇONS.									
Ruysselede	—	73	15	71	24	5	6	1	195
Moll	15	18	12	59	42	23	1	—	170
Ypres	12	45	5	22	56	9	10	—	164
Saint-Hubert	9	91	4	71	55	6	21	2	260
Gand	34	36	2	20	34	17	—	2	145
TOTAL	70	266	34	243	209	60	47	5	934
FILLES.									
Beernem	2	—	—	16	10	—	—	1	29
Namur	33	—	6	27	36	—	—	—	102
TOTAL	35	—	6	43	46	—	—	1	131
TOTAL GÉNÉRAL	105	266	40	286	255	60	47	6	1,065

XC. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Dépôts et refuges :	
Merxplas (dépôt)	1,825,798
Bruges (dépôt)	156,330
Wortel (refuge)	403,244
Bruges (refuge)	90,176
TOTAL	2,475,548
Écoles de bienfaisance :	
Ruysselede-Beernem	261,922
Moll	100,400
Ypres	107,565
Saint-Hubert	156,201
Namur	121,421
Gand	65,115
TOTAL	813,630
TOTAL GÉNÉRAL	3,289,178

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCIV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1905.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas (dépôt).	268	457	518	167	3,882	5,292
Wortel (refuge)	377	239	169	114	357	1,276
TOTAL.	645	716	687	281	4,239	6,568
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	158	68	45	22	109	402
Bruges (refuge)	145	46	15	9	15	230
TOTAL.	303	114	60	31	124	632
TOTAL GÉNÉRAL.	948	830	747	312	4,363	7,200

XCV. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1905.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans	30	27	35	27	De 45 à 49 ans	846	122	40	21
De 21 à 24 ans	266	45	30	29	De 50 à 54 ans	804	132	58	10
De 25 à 29 ans	303	88	26	29	De 55 à 59 ans	735	162	41	21
De 30 à 34 ans	386	66	36	24	De 60 à 69 ans	557	316	60	25
De 35 à 39 ans	557	79	28	13	De 70 ans et plus . . .	46	119	8	14
De 40 à 44 ans	762	90	40	17	TOTAL. . .	5,292	1,276	402	230

XCVI. — Age des élèves.

ÉTABLISSEMENTS.	Entrés directement âgés de					Se trouvant à l'établissement au 31 décembre de l'année, âgés				
	moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.	de moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
GARÇONS.										
Ruysselede.	1	156	—	—	157	2	272	131	139	544
Moll	—	—	110	3	113	—	—	100	193	293
Ypres.	—	—	87	3	90	—	—	62	254	316
Saint-Hubert.	—	3	2	87	92	—	7	102	227	396
Gand	—	—	2	58	60	—	—	3	164	167
TOTAL.	1	159	201	151	512	2	279	458	977	1,716
FILLES.										
Beernem	1	17	—	—	18	1	41	50	117	209
Namur	—	—	66	68	134	—	—	146	328	474
TOTAL.	1	17	66	68	152	1	41	196	445	683
TOTAL GÉNÉRAL.	2	176	267	219	664	3	320	654	1,422	2,399

XCVII. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1905.

A. — *Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892* (1) *jusqu'au 31 décembre 1904.*

	ETABLISSEMENTS.		TOTAL général.	1892 et 1895.	1894.	1895.	1896.	TOTAL des trois années.	1897.	1898.	1899.	TOTAL des trois années.	1900.	1901.	1902.	TOTAL des trois années.	1903.	1904.
Écoles de bienfaisance.	Garçons.	Ruysselede . .	1,652	351	187	162	125	472	110	113	116	339	79	108	92	279	124	87
		Saint-Hubert .	1,293	235	170	95	116	381	85	98	75	256	93	85	80	258	77	86
		Ypres	388	76	58	14	25	77	19	27	32	78	33	38	34	107	22	28
		Moll.	428	—	—	11	36	47	47	45	23	113	31	51	44	146	46	76
		Gand	342	10	7	5	20	41	25	22	24	71	71	40	43	154	44	22
		Namur (2) . .	285	97	112	55	21	188	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Filles.	Beernem . . .	144	—	22	15	15	50	7	12	9	28	11	15	13	41	13	12
		Namur. . . .	355	—	15	18	16	49	21	19	48	88	36	36	48	140	46	32
		Bruges (3) . .	7	—	4	—	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX. .		4,894	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343
Comités de patronage qui ont effectué les placements. — 1er janvier 1892 au 31 décembre 1904.	Anvers		378	90	80	46	20	155	10	17	17	44	24	20	12	56	12	22
	Lierre.		154	—	—	—	8	8	16	19	21	56	16	15	22	53	21	16
	Malines		3	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—
	Turnhout		5	—	—	—	—	—	1	4	—	5	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles		775	190	126	121	70	317	38	39	31	108	21	41	33	97	31	32
	Louvain		5	1	1	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1	1	—
	Nivelles		123	—	3	17	22	42	17	15	11	43	22	5	5	30	4	4
	Charleroi		144	7	10	12	14	36	16	14	2	32	14	12	11	37	22	10
	Mons		506	108	99	31	34	167	34	20	20	74	34	29	22	105	29	23
	Tournai		81	—	—	10	7	17	11	3	2	18	2	10	11	23	15	8
	Bruges		15	—	4	3	3	10	—	1	1	2	—	1	—	1	2	—
	Courtrai.		93	17	3	3	4	10	8	14	8	30	17	7	8	32	2	2
	Furnes		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt		258	—	—	—	—	—	18	41	34	93	23	20	30	82	34	49
	Ypres		2	—	—	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	Audenarde		9	—	—	1	—	1	1	—	1	2	1	—	3	4	2	—
	Gand		75	4	—	—	21	21	4	2	2	8	3	3	8	18	18	6
	Termonde		38	3	—	—	1	4	4	2	3	9	3	2	7	12	5	3
	Huy.		66	—	4	8	15	27	3	3	4	10	4	9	5	18	7	4
	Liége		508	111	79	7	22	108	20	19	33	101	44	44	31	119	33	36
	Seraing		44	7	4	6	4	14	3	3	1	9	2	3	2	9	3	2
	Verviers.		71	10	28	13	6	47	1	2	2	5	—	4	3	7	1	1
	Arlon		71	—	2	6	9	17	13	13	7	33	8	7	2	17	1	3
	Marche		159	—	7	20	17	44	10	15	12	37	14	10	13	46	17	15
	Neufchâteau . . .		262	43	18	3	25	46	28	27	26	81	25	16	19	58	13	21
	Dinant		48	—	1	7	6	14	4	7	4	15	4	4	7	15	—	4
	Namur		217	13	17	12	8	37	5	9	6	20	39	26	30	95	30	22
	Hasselt		37	1	—	—	—	—	—	1	1	2	1	2	9	12	8	14
	Tongres		192	5	41	20	22	83	14	14	16	44	29	16	5	50	7	3
	Directeurs		554	159	28	24	32	84	20	27	42	89	26	44	57	127	54	41
	TOTAUX GÉNÉRAUX. .		4,894	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343

(1) Date de la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891, sur la répression du vagabondage et de la mendicité.
(2) Le quartier des garçons à Namur a été supprimé en 1896.
(3) Le quartier de discipline des filles à Bruges a été supprimé en 1896.

XCVII*bis*. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1905.

B. — *Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1904.*

PROFESSIONS.	TOTAL général.	1894	1895	1896	TOTAL des trois années.	1897	1898	1899	TOTAL des trois années.	1900	1901	1902	TOTAL des trois années.	1903	1904
Cultivateurs Domestiques Manouvriers	2,188	525	202	210	735	166	187	157	510	194	204	180	578	188	177
Cordonniers Selliers Bourreliers.	209	52	26	20	78	12	16	17	45	28	18	13	59	16	11
Charrons. Forgerons Maréchaux-ferrants Mécaniciens Serruriers-poêliers.	335	29	33	35	97	27	25	21	71	29	37	35	101	29	37
Chaudronniers Ferblantiers Plombiers-zinguenrs	28	—	3	5	8	1	2	4	7	1	5	3	7	2	4
Charpentiers Ebénistes Menuisiers Tonneliers	150	28	16	11	55	12	16	6	34	15	8	10	31	13	17
Chaisiers. Sabotiers Tourneurs en bois	28	2	3	6	13	3	1	2	6	2	1	5	8	—	1
Tailleurs de limes Tailleurs de métaux Repousseurs sur cuivre	5	—	—	—	—	1	1	3	5	—	—	—	—	—	—
Tailleurs de pierres Marbriers Ardoisiers	11	7	—	3	10	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
Couvreurs Maçons Rejointoyeurs.	7	1	1	—	2	—	1	2	3	1	—	1	2	—	—
Tailleurs-Casquetiers.	245	25	22	28	73	30	24	24	78	17	20	18	55	25	11
Expatriés	3	2	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
Bouchers-Charcutiers.	24	3	3	4	12	2	3	1	6	1	—	1	2	4	—
Boulangers-meuniers.	200	26	15	19	58	19	20	17	56	19	15	14	48	21	17
Graveurs sur verre.	3	—	—	1	1	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—
Houilleurs	28	20	3	1	24	1	2	—	3	1	—	—	1	—	—
Imprimeurs.	13	2	2	1	5	2	—	—	2	2	2	1	5	1	—
Jardiniers	38	6	4	1	11	1	3	2	6	3	2	4	11	5	3
Magasiniers-Comptables	24	—	1	3	4	2	—	1	3	1	2	3	6	4	7
Mousses	9	2	—	—	2	—	—	2	2	4	1	—	5	—	—
Peintres, vitriers	40	2	3	4	9	2	1	6	9	3	3	4	12	4	6
Photographe	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Placements industriels	5	2	—	—	2	—	1	—	1	1	—	—	1	1	—
Plafonneur	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Quincailliers	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	3	—	—
Relieurs-cartonniers	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—
Scieurs de long	3	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	2	—	—
Tanneur	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Tapissier.	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vanniers.	14	2	1	1	4	1	—	2	3	3	—	1	4	—	3
SERVANTES	506	41	33	32	106	28	31	37	116	67	31	63	181	59	44
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,125	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343

XCVIII. — Nombre d'élèves placés en apprentissage au 1er janvier 1905. — Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

| Numéro d'ordre. | COMITÉS de PATRONAGE. | TOTAL GÉNÉRAL. | GARÇONS. | | |

XCIX. *A.* — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1905.

Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

N° d'ordre.	COMITÉS de PATRONAGE.	Total des placements effectués.	GARÇONS.						FILLES.		
			Ruysselede.	St-Hubert.	Ypres.	Moll.	Gand.	Total.	Beernem.	Namur.	Total.
1	Anvers	9	6	1	—	—	—	7	—	2	2
2	Lierre	11	4	7	—	—	—	11	—	—	—
3	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	11	10	—	—	1	—	11	—	—	—
6	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Nivelles	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—
8	Charleroi	17	4	8	2	—	3	17	—	—	—
9	Mons	21	10	2	1	4	4	21	—	—	—
10	Tournai	7	5	—	—	2	—	7	—	—	—
11	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	Courtrai	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	25	7	7	2	8	1	25	—	—	—
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	2	1	—	—	—	1	2	—	—	—
17	Gand	7	1	—	—	1	5	7	—	—	—
18	Termonde	6	3	3	—	—	—	6	—	—	—
19	Huy	6	2	3	—	1	—	6	—	—	—
20	Liége	24	6	6	2	6	3	23	—	1	1
21	Seraing	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
22	Verviers	3	1	—	—	2	—	3	—	—	—
23	Arlon	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
24	Marche	13	6	4	—	—	3	13	—	—	—
25	Neufchâteau	17	—	14	1	1	1	17	—	—	—
26	Dinant	4	—	3	—	1	—	4	—	—	—
27	Namur	23	2	—	—	—	—	2	1	20	21
28	Hasselt	10	—	4	—	6	—	10	—	—	—
29	Tongres	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—
30	Directeurs	51	4	—	2	21	—	27	18	6	24
	Totaux généraux. . .	274	73	65	13	54	21	226	19	29	48

B. — Tableau groupant les élèves d'après l'importance du lieu de naissance.

	100,000 habitants et plus.	25,000 à — 100,000.	10,000 à — 25,000.	Moins de 10,000.	Étranger.
Elèves sortis de l'école et placés en apprentissage pendant l'année 1905.	87	42	30	99	16

C. — Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage pendant l'année 1905.

Cultivateurs-domestiques	110
Charrons	4
Forgerons	11
Maréchaux-ferrants	7
Mécaniciens-ajusteurs	3
Serrurier-poëlier	1
Tailleurs	17
Bourrelier	1
Cordonniers	6
Boulangers-pâtissiers	12
Meuniers	3
Menuisiers	13
Scieur de long	1
A reporter	189

Report	189
Tanneur	1
Ebénistes	2
Chaudronnier ferblantier	1
Plombier-zingueur	1
Peintres-vitriers	7
Jardiniers-pépiniéristes	8
Imprimeur	1
Bouchers-charcutiers	3
Domestiques	11
Plafonneur-sabotier	1
Vannier	1
Servantes	48
Total	274

CI. — Résultats généraux des placements en apprentissage, par école et par comité de patronage.

Année 1905.

Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Écoles de bienfaisance.	NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES EN PLACEMENT pendant l'année 1905.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS.			ÉVADÉS NON RÉINTÉGRÉS.		ÉLÈVES rendus provisoirement à leur famille.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement le terme de la mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES incorporés dans l'armée pendant le placement.	TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1905.
			Repris chez leurs volontairement.	Repris chez leurs nourriciers.	Après évasion.	Total.	Infructueusement recherchés.	Laissés en liberté.				
Arlon	Bruxelles	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Ath	Ixelles	8	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Audenarde	Gand	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Bastogne	Arlon	8	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Bruges	Bruges	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Charleroi	Charleroi	33	1	2	2	5	1	—	2	—	8
Courtrai	Courtrai	9	—	—	1	1	—	—	1	—	2
Dinant	Namur	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	Gand	10	—	—	3	3	—	—	1	—	4
Hasselt	Hasselt	21	1	1	3	5	—	1	4	—	11
Huy	Liége	16	1	1	2	4	—	—	1	—	5
Liége	Liége	80	10	—	3	13	2	1	11	1	28
Malines	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	Namur	47	1	1	1	2	1	2	9	1	17
Mons	Mons	91	3	2	9	14	6	1	30	2	52
Namur	Namur	45	1	1	3	5	2	1	21	—	25
Neufchâteau	Arlon	52	1	1	1	2	1	2	11	1	18
Nivelles	Nivelles	8	2	—	—	2	1	1	4	—	6
Philippeville	Charleroi	33	3	2	9	14	6	1	30	2	52
Roulers	Ypres	116	15	2	10	29	6	2	55	3	110
Saint-Nicolas	Termonde	14	2	—	1	3	—	—	7	1	11
Saint-Trond	Hasselt	38	2	—	3	5	2	1	25	1	34
Seraing	Liége	9	—	—	1	1	—	—	7	1	9
Soignies	Mons	8	—	—	—	—	—	—	6	1	7
Termonde	Termonde	14	2	—	1	3	—	—	7	1	11
Thielt	Thielt	87	3	—	3	6	1	1	45	3	57
Tongres	Tongres	7	—	—	—	—	—	—	6	1	7
Tournai	Tournai	26	2	—	3	5	—	1	12	1	19
Turnhout	Turnhout	123	3	—	1	4	—	1	25	—	30
Verviers	Verviers	8	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Virton	Arlon	5	1	—	—	1	—	—	4	—	5
Directeurs	Directeurs	73	—	—	1	1	—	1	8	1	11
TOTAUX GÉNÉRAUX.	TOTAUX GÉNÉRAUX.	910	56	21	51	114	26	10	363	14	363
	Arlon	60	1	—	6	7	2	—	20	—	20
	Ath	59	1	—	6	8	1	—	20	—	20
	Audenarde	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Bastogne	10	—	—	3	3	1	—	11	—	11
	Bruges	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Charleroi	9	—	—	1	1	—	—	3	—	3
	Courtrai	9	—	—	1	1	—	—	3	—	3
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Gand	14	2	—	3	4	1	—	7	—	7
	Hasselt	76	2	—	3	5	—	1	4	—	4
	Huy	16	1	—	1	2	—	—	4	—	4
	Liége	80	10	—	3	13	2	1	28	—	28
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Marche	47	1	1	1	2	1	2	9	1	17
	Mons	91	3	2	9	14	6	1	30	2	52
	Namur	45	1	1	3	5	2	1	21	—	25
	Neufchâteau	52	2	1	1	2	1	2	11	1	18
	Nivelles	8	2	—	—	2	1	1	4	—	6
	Roulers	116	4	2	10	29	6	2	55	3	110
	Saint-Nicolas	14	2	—	1	3	—	—	7	1	11
	Saint-Trond	38	—	—	3	5	2	1	25	1	34
	Seraing	9	—	—	1	1	—	—	7	1	9
	Termonde	14	2	—	1	3	—	—	7	1	11
	Thielt	87	3	—	3	6	1	1	45	3	57
	Tongres	7	—	—	—	—	—	—	6	1	7
	Tournai	26	2	—	3	5	—	1	12	1	19
	Turnhout	123	3	—	1	4	—	1	25	—	30
	Verviers	8	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Virton	5	1	—	—	1	—	—	4	—	5
	Ypres	116	15	2	10	29	6	2	55	3	110
	Bruxelles	390	21	2	17	41	6	5	295	14	363
	Gand	833	54	2	51	112	26	9	120	14	312
	Namur	28	—	—	—	—	—	—	19	—	19
	Termonde	14	2	—	1	3	—	—	29	—	32

CIII. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1905, d'après l'année de leur mise en apprentissage.

	ANNÉE du PLACEMENT.	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	TOTAL.
Écoles de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede	4	1	4	4	7	7	6	12	15	15	25	10	110
	Saint-Hubert	—	—	—	—	3	6	4	13	6	6	23	18	79
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	2	4	3	9	4	22
	Moll	—	—	—	—	—	—	2	3	3	8	24	21	61
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	6	5	11	14	4	40
	Total. . .	4	1	4	4	10	13	12	36	33	43	95	57	312
	Filles. Beernem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	8	19
	Namur	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	20	32
	Total. . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	10	37	51
	Totaux généraux. . .	4	1	4	4	11	13	12	36	33	46	105	94	363
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	2	—	—	—	1	—	2	2	3	1	6	3	20
	Lierre	—	—	—	2	2	2	1	3	4	4	1	1	20
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	1	1	1	1	3	5	—	4	2	—	6	1	25
	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Nivelles	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	6
	Charleroi	—	—	—	—	—	—	1	1	1	5	1	5	14
	Mons	—	—	1	1	1	1	4	4	2	2	9	5	30
	Tournai	—	—	2	—	—	—	—	—	1	2	3	1	9
	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	3
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	—	—	—	—	—	1	1	5	3	8	20	7	45
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	4	1	11
	Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	2	7
	Huy	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	4
	Liége	—	—	—	—	—	—	—	1	5	2	11	0	23
	Seraing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Verviers	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Arlon	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	4
	Marche	—	—	—	—	3	2	—	1	1	2	4	4	17
	Neufchâteau	—	—	—	—	—	2	2	5	—	1	6	2	18
	Dinant	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2
	Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	10	13	25
	Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	4	3	11
	Tongres	—	—	—	—	—	—	1	1	3	—	2	1	8
	Directeurs	—	—	—	—	1	—	—	3	3	4	7	34	52
	Totaux généraux. . .	4	1	4	4	11	13	12	36	33	46	105	94	363

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à « deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait « encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la « date de sa *dernière condamnation, soit une peine principale* « de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plu- « sieurs peines principales d'un mois au moins.

« Les condamnations considérées comme non avenues en « vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en « ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis « est expiré).

« *S'il était constaté ultérieurement* par un jugement ou un « arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, « que le condamné avait commis un crime ou un délit avant « l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait « censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce « délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le Ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le Ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'*emprisonnement subsidiaire* afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de *toute* condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au Ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au Ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au Ministre de la justice, avec ses observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au Ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

CIV. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.

Propositions soumises par les directeurs	288
Libérations conditionnelles	143
Rejets	145

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	82
Mauvais antécédents	25
Défaut d'amendement	29
Internement dans un asile d'aliénés	6
Le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	1
Peine expirée	2
Requêtes envoyées au Ministre de la justice	362
Laissées sans suite	214
Libérations conditionnelles	72
Rejets	76

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	50
Antécédents	9
Défaut d'amendement	17

En résumé.

Affaires instruites	436
Libérations conditionnelles	215
Rejets	221

CV. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	181
Femmes	34

Etat civil.

Célibataires	105
Mariés	100
Veufs	9
Divorcés	1

Age.

Moins de 20 ans	11
De 20 à moins de 25 ans	58
De 25 id. 30 id.	37
De 30 id. 40 id.	66
De 40 id. 50 id.	24
De 50 id. 60 id.	10
De 60 ans et plus	6

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	136
Ayant subi une condamnation antérieure (1).	33
En ayant subi plusieurs.	46

Nature des infractions.

Coups et blessures	84
Vols, escroqueries, etc.	42
Faux, usage de faux	20
Abus de confiance	3
Rébellion.	2
Atteinte à la liberté du travail.	2
Infanticides, avortements	12
Viol, tentative de viol.	1
Attentats à la pudeur	8
Outrages aux mœurs	1
Faux témoignages	6
Recels	4
Incendies	6
Homicides, tentatives d'homicide	11
Homicides par imprudence	1
Emissions de fausse monnaie	4
Banqueroutes.	1
Distillerie clandestine. Délits douaniers	4
Adultère. Complicité	1
Subornation de témoin	1
Abandon d'enfant	1

Professions.

Ouvriers	99
Cultivateurs.	45
Commerçants, industriels.	8
Domestiques	10
Employés	22
Agents de change.	1
Ménagères	16
Profession libérale	3
Accoucheuses.	2
Colporteurs.	4
Cabaretiers.	4
Fonctionnaire	1

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an.	67
De 1 à moins de 2 ans.	57
De 2 id. 5 id.	65
De 5 id. 10 id.	12
De 10 id. 20 id.	11
De 20 ans et plus.	3

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	77
De 3 à moins de 6 mois	48
De 6 mois à moins de 1 an.	45
De 1 à moins de 2 ans	31
De 2 id. 3 id.	7
De 3 id. 5 id.	5
De 5 id. 10 id.	2

Suites de la libération conditionnelle.

Révocations (2).		6
Temps d'épreuve expirant	en 1907	173
Id. id.	en 1908	14
Id. id.	en 1909	5
Id. id.	en 1910	11
Id. id.	en 1911	1
Id. id.	en 1912	2
Id. id.	en 1913	1
Id. id.	en 1914	1
Id. id.	en 1924	1
Indéfinis		—

(1) Toute condamnation est comptée, même les condamnations à une peine de police.
(2) Outre les 6 révocations concernant des arrêtés pris en 1905, il y a eu 13 révocations concernant des arrêtés pris antérieurement :
1 en 1901, le temps d'épreuve expirant en 1907 ;
2 en 1902, id. id. en 1907, pour le 1er et en 1904 pour le 2e (les faits nouveaux commis en 1902 et 1903 ont été jugés en 1905).
7 en 1903, id. id. pour 6 en 1905 (les faits nouveaux commis en 1904 ont été jugés en 1905).
5 en 1904, id. id. pour 4 en 1906 et pour le 5e en 1907.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans « une commune frontière de la république, se présentera à la « municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de « suite au comité de sûreté générale pour y être visé ; il demeu- « rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, « qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de « la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, « ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres « et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y « avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance « spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs « passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, « s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la « tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du gouver- « nement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le « cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant « pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de « vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la « frontière.

« ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire « reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère « qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un « dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les Etats « étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf « convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à « la demande des administrations qui pourvoient à leur assis- « tance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, com- « promet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou « qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui « donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouver- « nement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu « déterminé ou même de sortir du royaume.

« L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume « parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré « en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

CVI. — Dénombrement, par nationalité, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1905.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
1	2	3
EUROPE.		
Allemands	3,763	674
Anglais	000	10
Autrichiens	621	70
Bulgares	60	1
Danois	58	4
Espagnols	116	18
Français	8,850	1,738
Grecs	20	—
Hongrois	134	16
Italiens	758	76
Luxembourgeois	500	63
Monégasques	2	—
Néerlandais	2,603	307
Norvégiens	55	3
Portugais	6	1
Roumains	147	5
Russes	1,182	66
Serbes	25	2
Suédois	49	6
Suisses	317	50
Turcs	157	8
TOTAL	22,045	3,449
Pour mémoire,		
Moresnet-Neutre	16	—
ASIE.		
Asiatiques (non spécialement désignés)	2	—
Chinois	25	—
Indes anglaises (Individus originaires des)	11	1
Japonais	20	1
Persans	7	—
Russie d'Asie-Caucase (Individus origin. de)	2	—
Turquie d'Asie (individus originaires de) : Arabie	1	—
Turquie d'Asie (individus originaires de) : Asie-Mineure	5	—
Turquie d'Asie (individus originaires de) : Arménie	1	—
Turquie d'Asie (individus originaires de) : Syrie	9	—
TOTAL	83	2
AFRIQUE.		
Colonies anglaises : du Sud	4	1
Colonies anglaises : Sierra Leone (Individus originaires de)	1	—
Colonies françaises : Algériens	103	1
Colonies françaises : Congolais	4	—
Colonies françaises : Sénégalais	1	—
Abyssins	1	—
Congolais (Etat Indépendant)	2	—
Egyptiens	30	1
Tunisiens	12	—
Zanzibarites	1	—
TOTAL	168	3
AMÉRIQUE.		
Colonie anglaise : Canadiens	23	1
Colonie française : Guadeloupiens	3	—
Colonie néerlandaises : Curaçao (Individus originaires de)	2	—
Colonie néerlandaises : Guyane	1	—
Argentins	12	3
Brésiliens	10	1
Chiliens	12	—
Cubains	4	—
Dominicains	1	—
Etats-Unis (Individus originaires des)	120	22
Mexicains	3	—
Panama (Individus originaires du)	1	—
Vénézuéliens	2	—
TOTAL	203	27
OCÉANIE.		
Colonies anglaises : Australiens	2	2
Colonies anglaises : Nouvelle-Zélande (Individus origin. de la)	1	—
Indes néerlandaises (Individus originaires des)	16	1
TOTAL	19	3
RÉCAPITULATION.		
Europe	22,045	3,449
Asie	83	2
Afrique	168	3
Amérique	203	27
Océanie	19	3
TOTAL	22,518	3,484
TOTAL GÉNÉRAL	26,002	
Pour mémoire,		
Moresnet-Neutre	16	—

CVII. — Etat numérique, par nationalité, des renvois d'étrangers, éloignés du pays en 1905, pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité.

NATIONALITÉ.	ETRANGERS transférés à la frontière pour défaut de moyens d'existence.	VAGABONDS étrangers transférés directement à la frontière après décision judiciaire.	VAGABONDS étrangers transférés à la frontière après avoir été internés dans les dépôts ou maisons de refuge.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
EUROPE.				
Allemands	1,302	30	1	1,333
Anglais	—	12	—	12
Autrichiens	149	5	—	154
Danois	4	1	—	5
Espagnols	23	6	—	31
Français	5,459	164	15	5,638
Hollandais	578	21	2	601
Italiens	89	3	—	92
Luxembourgeois	119	4	—	123
Monténégrins	12	—	—	12
Moresnet (individus originaires de)	1	—	—	1
Norvégiens	7	—	—	7
Portugais	1	1	—	2
Roumains	10	—	—	10
Russes	120	7	—	127
Serbes	1	—	—	1
Suédois	9	4	—	13
Suisses	86	3	—	89
Turcs	26	2	1	29
TOTAUX	8,094	283	19	8,396
ASIE.				
Japonais	—	1	—	1
TOTAUX	—	1	—	1
AFRIQUE.				
Algériens (1)	4	1	—	5
Egyptiens	1	1	—	2
Marocains	—	1	—	1
TOTAUX	5	3	—	8
AMÉRIQUE.				
Argentins	3	6	1	10
Etats-Unis (individus originaires de)	—	10	2	12
Jamaïque (individus originaires de) (2)	—	1	—	1
TOTAUX	3	17	3	23
OCÉANIE.				
Néant.				
TOTAUX GÉNÉRAUX	8,102	304	22	8,428 (3)

(1) Ressort français.
(2) Ressort anglais.
(3) Au tableau CVIII, le chiffre de 8,428 est obtenu par l'addition des colonnes 7 et 9.

CVIII. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉE.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.			Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.								Total.	NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour motif de poursuite ou condamnation pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à l'extradition.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport non politique.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport politique.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs politiques.	Étrangers refoulés ou conduits à la frontière par la gendarmerie ou la police pour motifs politiques.	Étrangers conduits à la frontière par la gendarmerie pour défaut de moyens d'existence. (1)	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière pour condamnation du chef de mendicité ou de vagabondage. (1)	Étrangers non résidents conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière avec feuille de route pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1905 .	228	417	10	9	1	8,102	54	326	564	218	107	10,016	27,523

(1) Le même étranger est parfois transféré à la frontière pour ce motif plusieurs fois la même année.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et paraphé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

CIX. — Mouvement de la population pendant l'année 1905. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTS au 1er janvier.	ADMIS					TOTAL des existants et des admis.	SORTIS							DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge (1).	TOTAL des admissions.		guéris.	améliorés.	non modifiés.	évadés.	transférés.	non aliénés.	TOTAL des sorties.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	73	10	—	3	2	24	97	3	5	1	—	2	—	11	15	—	—	15	26	71	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	55	24	15	—	5	44	99	14	—	2	—	3	—	19	11	—	—	11	30	69	Malines. — Hospice des Frères Alexiens.
Mortsel. — Hospice	602	142	21	4	—	167	769	9	43	2	6	12	1	73	60	—	—	60	133	636	Mortsel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	3	113	—	41	—	154	157	59	11	—	—	65	—	135	13	—	—	13	148	9	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	37	2	1	—	—	3	40	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	38	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	220	66	16	1	15	98	318	41	5	13	—	8	—	67	37	—	—	37	104	220	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	25	9	—	—	2	11	36	2	4	1	—	1	—	8	5	—	—	5	13	23	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	99	5	1	—	—	6	105	2	1	—	—	—	—	3	9	—	—	9	12	93	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	51	24	2	—	7	33	84	7	4	1	—	—	—	12	11	—	—	11	23	61	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	21	10	1	—	2	13	34	2	1	1	—	1	—	5	1	—	—	1	6	28	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	113	23	—	1	7	31	144	1	1	5	—	—	—	7	15	—	—	15	22	122	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	272	47	11	3	—	61	333	24	—	5	—	3	2	33	34	—	—	34	66	267	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	285	8	3	—	2	13	298	—	5	—	—	—	—	5	16	—	—	16	21	277	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	89	13	5	—	—	18	107	5	1	—	—	—	—	6	4	1	—	5	11	96	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice (2)	268	61	9	—	9	79	347	26	7	2	—	1	—	36	35	—	—	35	71	276	Ypres. — Hospice.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	21	8	—	—	—	8	29	2	—	1	—	4	1	8	5	—	—	5	13	16	Gand. — Etablissement des Frères de St-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	534	70	10	5	3	97	631	7	27	5	—	2	4	45	61	—	1	62	105	526	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	112	14	2	—	8	24	136	6	5	2	—	1	—	14	11	—	—	11	25	111	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	339	82	—	15	16	113	452	14	13	5	—	—	—	32	60	—	—	60	92	360	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	731	82	15	—	10	107	838	35	8	3	—	—	—	46	68	—	1	69	115	723	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	176	53	—	2	9	64	240	3	—	2	—	—	1	6	14	—	—	14	20	220	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	622	108	17	4	13	144	766	8	51	15	—	11	1	86	69	—	—	69	155	611	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	262	69	—	5	—	74	336	3	2	19	—	42	—	66	7	—	—	7	73	263	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.
Tournai. — Hospice pour hommes	825	146	42	18	5	211	1,036	53	49	5	12	30	—	149	68	—	—	68	217	819	Tournai. — Hospice pour hommes.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	120	45	18	2	1	66	186	30	13	5	—	2	—	50	23	—	—	23	73	120	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	44	16	5	—	—	21	65	3	1	2	—	7	—	13	10	—	—	10	23	42	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	37	5	2	—	—	7	44	—	3	—	—	2	—	5	2	—	—	2	7	37	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Limbourg.																					**Limbourg.**
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	212	43	—	—	—	43	255	2	3	15	—	20	—	40	7	—	—	7	47	208	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur.
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	700	116	30	—	24	170	870	68	19	3	—	2	—	92	66	—	—	66	158	712	Ziekeren-Saint-Troud. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile	613	218	—	—	21	239	852	21	48	10	—	2	1	88	115	—	—	115	203	649	Dave. — Asile.
TOTAL	7,579	1,841	235	104	163	2,143	9,722	449	331	127	18	221	11	1,157	856	1	2	859	2,016	7,706	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,017	83	3	1	10	108	1,125	15	9	11	8	32	2	77	67	—	—	67	144	981	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	304	38	7	—	7	52	356	7	7	3	—	20	—	37	15	1	—	16	53	303	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	8,900	1,964	245	105	189	2,303	11,203	471	347	141	26	273	13	1,271	938	2	2	942	2,213	8,990	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.
(2) L'Hospice d'Ypres, mixte jusqu'au cours de l'année 1904, ne reçoit plus d'autres malades que des hommes.

CIX (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1905. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTES au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge (1)	TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Duffel. — Hospice	527	157	16	2	17	172	699	41	15	17	—	8	—	79	65	—	—	65	144	327	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	6	84	—	24	—	108	114	32	11	—	—	64	—	107	3	—	—	3	110	4	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises	50	4	—	—	—	4	54	1	—	—	—	1	—	2	3	—	—	3	5	49	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	417	18	3	—	2	23	442	10	2	5	—	1	—	18	23	—	—	23	41	401	Erps-Querps. — Institut Saint-Joseph.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	300	42	8	1	5	36	336	17	8	4	—	10	—	39	25	—	—	25	64	272	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	85	13	6	1	—	20	105	7	1	1	—	7	—	16	5	—	—	5	21	82	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	28	8	1	—	2	11	39	2	2	—	—	1	—	5	5	—	—	5	10	29	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	49	17	3	—	3	23	72	9	6	1	—	3	—	19	9	—	—	9	28	44	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Hospice du Fort Jacco (2)	—	173	22	2	47	246	246	6	25	10	—	4	—	45	42	—	—	42	87	159	Uccle. — Hospice du Fort Jacco.
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	254	30	1	—	—	31	285	8	—	1	—	2	—	11	21	—	—	21	32	253	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	469	43	16	—	6	65	534	18	19	—	—	1	—	38	31	—	—	31	69	465	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Menin. — Hospice	82	14	—	—	—	14	96	2	3	—	—	—	—	5	7	—	—	7	12	84	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	464	31	12	—	—	43	507	12	3	1	—	3	1	22	22	—	—	22	44	463	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	298	66	5	—	6	77	375	10	4	—	—	1	—	24	32	—	—	32	53	310	Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	286	30	19	—	2	51	337	15	8	3	—	4	—	28	20	—	1	21	49	288	Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	80	19	—	3	4	28	108	12	—	—	—	2	2	16	6	—	—	6	22	86	Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.
Lede. — Hospice	262	27	4	—	6	37	299	14	3	1	—	—	—	20	20	—	—	20	40	259	Lede. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	422	80	—	—	—	80	502	4	11	3	—	19	—	39	43	—	—	43	82	420	Lokeren. — Hospice Saint-Benoît.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	513	60	—	18	3	92	605	24	18	12	—	—	—	54	45	—	—	45	99	506	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	60	8	6	—	—	14	74	4	2	—	—	—	—	6	8	—	—	8	14	60	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice	576	109	19	6	—	134	710	58	8	14	—	44	—	124	49	—	—	49	173	537	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	73	16	1	—	—	17	90	6	3	1	—	—	—	10	9	—	—	9	19	71	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice	53	7	—	—	—	7	60	4	2	2	—	2	—	10	3	—	—	3	13	47	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	199	52	17	8	—	77	276	13	10	11	—	2	—	42	17	—	—	17	59	217	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	26	16	4	—	3	23	49	3	7	1	—	1	—	12	4	—	—	4	16	33	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	462	83	12	—	6	101	563	45	4	2	—	4	—	55	59	—	—	59	114	449	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice	725	114	36	—	4	154	879	39	24	5	—	5	—	73	69	—	—	69	142	737	Saint-Trond. — Hospice.
TOTAL	6,764	1,312	213	67	118	1,710	8,474	423	207	97	—	189	3	919	643	—	1	644	1,563	6,911	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	869	87	5	1	13	106	975	11	5	11	2	27	—	56	56	—	—	56	112	863	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	196	13	—	—	—	13	209	5	3	2	—	12	—	22	7	—	—	7	29	180	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,829	1,412	218	68	131	1,829	9,658	439	215	110	2	228	3	997	706	—	1	707	1,704	7,954	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénées venant d'un asile étranger sont considérées comme admises pour la première fois.
(2) Au cours de l'année 1903, il a été institué à Uccle, un hospice pour femme sous la dénomination de « Hospice du Fort Jacco ».

CX. — Premières admissions : Age. — État civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Séparés ou divorcés.	Inconnus.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	19	—	2	3	11	3	—	7	8	4	—	—	6	4	5	4	—
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	24	1	6	12	6	3		12	10	2	—	—	6	2	3	3	—
Mortsel. — Hospice	142	—	10	25	54	53	—	60	63	15	4	—	36	35	23	46	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*.	113	3	6	18	33	28	3	45	51	14	1	2	27	26	24	36	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte* . . .	66	—	4	12	31	19	—	24	36	4	2	—	17	20	12	17	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	9	—	1	—	6	2	—	4	4	1	—	—	1	1	4	3	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	5	—	—	—	3	—	—	2	3	—	—	—	2	1	—	2	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	24	—	—	2	14	8	—	10	12	2	—	—	3	3	8	8	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.	10	—	—	2	7	1	—	8	2	—	—	—	1	4	2	3	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	23	21	2	—	—	—	—	23	—	—	—	—	8	6	3	6	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	47	—	—	19	10	9	—	22	20	3	—	—	16	16	8	7	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	8	—	—	3	3	—	—	6	2	—	—	—	2	2	1	3	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	13	—	—	1	9	3	—	4	7	2	—	—	6	3	2	2	—
Ypres. — Hospice	61	—	3	15	27	16	—	37	19	5	—	—	10	19	8	24	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	8	—	—	2	4	2	—	4	3	1	—	—	1	1	4	2	—
Gand. — Hospice Guislain.	70	—	3	12	21	32	—	36	26	7	1	—	26	12	13	19	—
Gand. — Maison de santé du « Strop »	14	—	2	2	7	3	—	10	3	1	—	—	6	2	4	2	—
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	82	2	6	18	26	30	—	45	26	10	3	—	25	24	11	24	—
Selzaete. — Etablissement.	82	—	6	19	25	32	—	46	25	11	—	—	14	17	31	20	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	53	51	2	—	—	—	—	53	—	—	—	—	8	19	14	12	—
Hainaut.																	
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	108	—	6	11	53	38	—	46	48	13	1	—	33	29	19	27	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.	69	62	7	—	—	—	—	69	—	—	—	—	18	19	21	11	—
Tournai. — Hospice pour hommes	146	1	5	50	60	24	—	85	47	12	1	1	31	53	31	31	—
Liége.																	
Liége. — Hospice « les Insensés. »	45	—	3	10	21	11	—	20	16	3	—	—	7	15	11	14	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.	16	—	—	1	3	10	—	6	8	2	—	—	4	6	1	4	1
Henri-Chapelle. — Etablissement.	5	—	—	—	3	2	—	2	3	—	—	—	1	3	1	—	—
Limbourg.																	
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	43	42	1	—	—	—	—	43	—	—	—	—	14	11	15	3	—
Zieckeren-Saint-Trond. — Hospice.	116	—	3	20	53	40	—	71	33	10	2	—	37	21	27	31	—
Namur.																	
Dave. — Asile.	218	—	33	69	62	54	—	102	71	43	2	—	64	63	43	44	—
TOTAL.	1,641	183	131	326	591	407	3	908	548	167	15	3	433	437	356	414	1
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	85	2	6	25	20	25	—	63	17	5	—	—	15	25	20	25	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	38	—	6	7	12	13	—	25	12	3	—	—	5	9	10	14	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,764	185	143	356	632	445	3	994	577	175	15	3	453	471	386	453	1

CX (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariées.	Veuves.	Séparées ou divorcées.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Duffel. — Hospice.	137	2	4	32	37	62	—	33	58	20	—	—	27	33	33	40	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	84	—	6	25	34	20	1	30	36	11	1	—	25	20	24	17	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	4	—	—	—	—	4	—	3	—	1	—	—	1	1	—	2	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	18	—	1	7	5	5	—	10	8	—	—	—	6	4	2	6	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte* . .	42	—	2	10	20	10	—	18	15	7	4	—	10	9	11	12	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	13	—	—	3	6	4	—	5	5	2	1	—	3	2	1	3	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	8	—	—	2	3	3	—	2	4	2	—	—	3	3	—	2	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	17	—	2	1	7	7	—	3	10	2	—	—	3	3	4	3	—
Uccle. — Hospice du Fort Jacco	175	—	3	23	74	70	3	71	64	38	2	—	44	33	28	50	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*. . . .	30	—	7	14	4	3	—	17	11	2	—	—	2	10	6	12	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*.	43	—	3	8	20	10	—	24	16	3	—	—	14	11	7	11	—
Menin. — Hospice	14	—	1	3	—	4	4	7	2	3	—	—	3	2	6	1	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*. . . .	31	—	1	7	15	8	—	10	14	1	—	—	6	10	8	7	—
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	60	—	3	7	21	33	—	37	24	3	—	—	4	27	3	30	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes . . .	30	1	2	3	9	15	—	13	8	7	—	—	6	4	9	11	—
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	10	—	1	3	3	3	—	8	8	3	—	—	3	6	2	8	—
Lede. — Hospice	27	—	4	8	9	6	—	17	7	3	—	—	8	2	3	14	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	80	80	—	—	—	—	—	80	—	—	—	—	17	20	11	32	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	69	—	3	16	28	20	—	38	27	3	1	—	17	14	16	22	—
Velsicque-Ruddershove — Hospice.	8	—	—	2	3	3	—	3	2	1	—	—	1	4	2	1	—
Hainaut.																	
Mons. — Hospice	109	—	9	17	31	32	—	43	48	18	—	—	24	29	38	18	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	16	—	1	2	6	7	—	6	8	2	—	—	2	3	—	3	6
Wez-Velvain. — Hospice.	7	—	1	4	2	—	—	6	1	—	—	—	1	1	2	3	—
Liége.																	
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	52	—	—	8	27	17	—	22	22	6	2	—	17	8	7	20	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	16	—	1	2	8	3	—	7	8	1	—	—	3	8	2	3	—
Limbourg.																	
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	83	—	4	18	20	32	—	48	18	16	1	—	22	13	9	10	20
Saint-Trond. — Hospice	114	—	4	22	43	43	—	60	41	12	1	—	30	31	25	28	—
TOTAL.	1,312	83	69	251	471	430	8	659	463	177	13	—	306	333	263	375	35
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	87	2	—	11	34	40	—	47	27	11	2	—	30	30	15	14	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	13	1	1	1	6	4	—	6	6	1	—	—	4	5	1	3	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,412	86	70	263	511	474	8	712	496	189	15	—	340	368	277	392	35

CXI. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de				SORTIS — AMÉLIORÉS âgés de				SORTIS — NON MODIFIÉS âgés de				Total.
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers.													
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites . . .	—	—	—	—	—	—	8	—	—	1	2	—	11
Malines. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	6	7	1	—	—	—	—	—	4	1	—	19
Mortsel. — Hospice	—	1	6	2	—	12	22	10	—	8	6	6	73
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . .	—	21	22	16	1	5	4	1	5	17	31	12	135
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	8	24	9	—	1	4	—	—	5	8	10	67
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*. . .	—	1	—	1	—	—	2	2	—	—	2	—	8
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens . .	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	4	2	—	—	2	2	—	—	1	—	12
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	2	—	5
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	1	—	—	—	1	—	—	—	5	—	—	—	7
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	—	8	10	9	—	—	—	—	—	—	3	2	32
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*. . .	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	5
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*.	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6
Ypres. — Hospice.	—	10	8	10	—	2	2	1	—	—	3	—	36
Flandre orientale.													
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	—	—	3	—	—	—	—	—	—	2	3	—	8
Gand. — Hospice Guislain	—	6	—	—	—	8	10	10	—	6	2	1	43
Gand. — Maison de santé du « Strop » . . .	—	—	6	1	—	1	2	1	—	1	2	—	14
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme. . . .	—	3	6	2	—	2	10	2	—	2	3	—	32
Selzaete. — Etablissement	—	12	15	8	—	4	2	2	—	3	—	—	46
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	3	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	6
Hainaut.													
Froidmont. — Hospice Saint-Charles.	—	1	6	3	—	14	10	25	—	9	12	6	86
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille . . .	3	—	—	—	2	—	—	—	61	—	—	—	66
Tournai. — Hospice pour hommes	—	17	55	3	—	12	26	11	—	21	16	10	149
Liége.													
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	6	16	6	—	3	9	3	—	1	3	3	50
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	3	—	—	1	1	—	—	—	7	—	13
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	1	—	5
Limbourg.													
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	—	2	—	—	3	—	—	—	14	21	—	—	40
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	—	12	40	16	—	7	10	2	—	1	2	2	92
Namur.													
Dave. — Asile	—	10	11	—	—	14	29	3	—	4	14	1	88
TOTAL.	7	131	226	90	7	87	160	79	87	105	124	54	1,157
Gheel. — Colonie. — *Mixte*.	—	4	8	3	—	4	3	1	3	10	25	10	77
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	2	3	2	—	3	1	1	—	8	10	3	37
TOTAL GÉNÉRAL.	7	137	237	95	7	96	164	81	90	129	159	69	1,271

CXI (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de				SORTIES — AMÉLIORÉES âgées de				SORTIES — NON MODIFIÉES âgées de				Total.
	moins de 16ans.	16 à 30ans.	31 à 50ans.	plus de 50ans.	moins de 16ans.	16 à 30ans.	31 à 50ans.	plus de 50ans.	moins de 16ans.	16 à 30ans.	31 à 50ans.	plus de 50ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers													
Duffel. — Hospice	—	11	15	15	—	3	9	1	—	11	10	4	79
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . .	—	10	14	8	—	4	6	1	2	9	32	21	107
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	2
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	4	4	2	—	—	1	1	—	1	4	1	18
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	7	8	2	—	2	3	1	—	3	7	4	39
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	—	2	2	3	—	1	—	—	—	—	3	3	16
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte* . . .	—	1	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	5
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	1	3	3	—	1	2	4	—	—	—	3	19
Uccle. — Hospice du Fort Jacco	—	1	3	—	—	8	13	10	—	1	4	3	45
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte* .	—	6	1	—	—	1	—	—	—	1	2	—	11
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte* . . .	—	8	3	4	—	3	6	10	—	—	—	—	38
Menin — Hospice	—	—	2	—	—	1	—	2	—	—	—	—	5
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte* .	—	4	3	3	—	1	2	2	—	—	4	1	22
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	2	12	3	—	1	3	—	—	—	—	1	24
Flandre orientale.													
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.	—	2	4	7	1	1	3	4	—	—	4	2	28
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.	—	4	4	3	—	—	—	—	—	—	1	2	16
Lede. — Hospice.	—	6	7	1	—	—	2	3	—	—	1	—	20
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît.	4	1	—	—	3	13	—	—	3	13	—	—	39
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».	—	8	10	6	—	7	2	9	—	2	7	3	54
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	1	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	6
Hainaut.													
Mons. — Hospice	—	13	27	16	—	3	3	2	1	3	31	21	124
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité . .	—	1	—	3	—	1	2	—	—	—	1	—	10
Wez-Velvain. — Hospice	—	1	1	2	—	—	—	2	—	1	1	2	10
Liége.													
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	—	3	7	3	—	3	3	6	—	2	7	4	42
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	3	—	—	—	7	—	—	—	2	—	12
Limbourg.													
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	7	21	17	—	2	—	2	—	1	2	3	55
Saint-Trond. — Hospice.	—	13	11	13	—	1	11	12	—	3	6	1	73
TOTAL.	4	119	173	125	6	63	87	72	6	53	131	80	919
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1	2	3	3	—	1	2	2	1	6	24	9	56
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	—	2	2	1	—	—	2	1	1	1	6	6	22
TOTAL GÉNÉRAL.	5	123	180	129	6	64	91	75	8	60	161	95	997

CXII. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	3	3	1	4	1	—	1	1	3	4
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	5	3	3	8	4	—	—	2	6	5
Mortsel. — Hospice	150	20	12	41	3	14	7	9	33	158
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	21	24	45	33	—	7	2	44	1
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	10	14	7	21	16	—	—	6	22	9
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	7	1	1	2	2	2	—	1	3	4
Tirlemont — Hospice des Frères Alexiens	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	93	10	9	28	2	—	—	8	10	113
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	116	4	3	7	—	1	—	7	8	115
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	18	4	4	8	2	—	—	2	4	22
Ypres. — Hospice	20	15	2	17	7	—	—	6	13	24
Flandre orientale.										
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand. — Hospice Guislain	44	25	10	30	3	13	—	22	40	45
Gand. — Maison de santé du « Strop »	20	2	1	3	2	—	—	2	4	28
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	128	27	12	39	4	5	1	18	28	139
Selzaete. — Établissement	116	7	5	12	0	1	—	4	14	114
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	170	40	10	50	7	25	7	23	60	169
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice pour hommes	122	42	6	48	15	10	6	13	44	126
Liége.										
Liége. — Hospice « les Insensés »	21	26	18	44	24	9	—	12	45	20
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	4	—	—	—	—	4	—	—	4	—
Henri-Chapelle. — Établissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.										
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zieleren-Saint-Trond. — Hospice	157	15	11	26	20	4	1	11	36	147
Namur.										
Dave. — Asile	50	16	9	25	3	9	2	3	19	56
TOTAL	1,280	312	156	468	162	95	32	154	443	1,305
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	270	5	5	10	2	2	4	10	18	262
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	34	12	1	13	3	—	4	2	9	38
TOTAL GÉNÉRAL	1,584	329	162	491	167	97	40	166	470	1,605

CXII (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Duffel. — Hospice	40	31	4	38	8	4	1	12	25	62
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	7	2	9	4	3	1	1	9	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	3	1	1	2	2	—	—	—	2	3
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	3	—	1	1	—	1	—	—	1	3
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco	—	3	—	3	—	1	—	—	1	4
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	62	1	1	2	1	—	—	2	3	61
Menin. — Hospice	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	16	1	2	3	1	—	—	2	3	16
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	7	2	—	2	1	—	—	1	2	7
Flandre orientale.										
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	5	2	4	6	3	—	—	—	3	6
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lede. — Hospice	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	21	3	—	3	—	—	—	3	3	21
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Mons. — Hospice	17	6	1	7	2	—	3	5	10	14
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Wez-Velvain. — Hospice	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—
Liége.										
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	1	—	2	2	—	2	—	—	2	1
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	17	—	—	—	—	—	—	1	1	16
Saint-Trond. — Hospice	11	3	—	3	4	—	—	1	5	9
TOTAL	245	65	18	83	30	12	5	28	75	253
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	20	2	—	2	—	—	—	—	—	22
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	2	1	—	1	—	—	—	—	—	3
TOTAL GÉNÉRAL	267	68	18	86	30	12	5	28	75	278

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

CXIII. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1905, âgés de moins de 21 ans.

I. — *Sourds-muets.*

PROVINCES.	NOMBRE TOTAL. Garçons.	Filles.	Total.	NON-SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION. Garçons.	Filles.	Total.	RECEVANT L'INSTRUCTION DANS DES INSTITUTS OU CHEZ LEURS PARENTS. Garçons.	Filles.	Total.	AVANT REÇU L'INSTRUCTION. Garçons.	Filles.	Total.	SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION, MAIS ABANDONNÉS A EUX-MÊMES. Garçons.	Filles.	Total.
Anvers	256	216	472	19	7	26	148	145	291	25	10	33	4	4	8
Brabant	333	307	640	15	17	32	94	274	368	44	25	69	7	2	9
Flandre occidentale	266	224	490	5	3	8	96	74	170	10	28	47	5	2	7
Flandre orientale	333	251	584	9	10	19	122	74	196	25	24	47	5	—	3
Hainaut	377	282	659	18	12	30	120	68	188	38	20	58	11	5	16
Liége	259	169	428	19	10	29	64	57	121	27	15	40	2	4	6
Limbourg	91	74	165	—	1	1	20	28	48	—	1	1	1	4	5
Luxembourg	72	46	118	1	—	1	25	20	45	4	1	5	1	1	2
Namur	92	70	162	3	3	6	34	24	58	6	4	10	—	2	2
TOTAL	2,079	1,789	3,668	89	63	152	723	762	1,485	184	126	310	32	26	58

II. — *Aveugles.*

PROVINCES.	NOMBRE TOTAL. Garçons.	Filles.	Total.	NON-SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION. Garçons.	Filles.	Total.	RECEVANT L'INSTRUCTION DANS DES INSTITUTS OU CHEZ LEURS PARENTS. Garçons.	Filles.	Total.	AVANT REÇU L'INSTRUCTION. Garçons.	Filles.	Total.	SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION, MAIS ABANDONNÉS A EUX-MÊMES. Garçons.	Filles.	Total.
Anvers	207	179	386	11	14	25	17	21	38	25	27	50	1	4	5
Brabant	276	348	624	20	29	49	21	101	122	10	27	139	2	1	3
Flandre occidentale	265	240	505	4	6	10	51	15	66	8	7	15	6	1	7
Flandre orientale	265	241	506	9	12	21	22	22	44	5	8	13	3	—	3
Hainaut	408	279	687	27	32	59	55	36	91	21	14	35	5	8	13
Liége	207	144	351	20	8	28	18	10	28	3	4	9	2	2	2
Limbourg	71	70	141	2	1	3	5	5	10	1	1	2	2	4	6
Luxembourg	48	24	72	2	—	2	4	5	9	1	—	1	—	—	—
Namur	96	37	133	1	1	2	16	9	25	4	—	4	1	1	2
TOTAL	1,871	1,534	3,405	106	92	198	189	222	411	60	40	100	24	17	41

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 137
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . 140
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et à l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. . . . 141
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées. 142
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises. 19
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites 145

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 31
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 40
Nombre par tribunal correctionnel :
En première instance. 118
En degré d'appel 124
Acquittés par les tribunaux correctionnels, répartis par nature d'infractions :
En première instance. 46
En degré d'appel 70

Pages.

Acquittés répartis par tribunal et par nature d'infractions :
En première instance 74
En degré d'appel 110
Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement 20
Proportion des acquittés XV
Acquittés en première instance, condamnés en appel. 130
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance 130
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits 138
Acquittés par la cour, après avoir été condamnés par le jury à la simple majorité des voix . . . 141
Acquittés en matière politique et de presse. . . . 145

Adoption (Actes d'). XLVII

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . IX, 13
Tableau comparatif des affaires entrées dans les parquets, de 1870 à 1905, et dans chaque parquet, en 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 XI
Affaires laissées sans suite par les parquets . . . 14
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . XI, 15
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil 15
Affaires jugées par chaque tribunal de police. . . 22-30

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages.

Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) XII
Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 45
Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel. 45
Tableau comparatif des affaires introduites dans chaque tribunal correctionnel de 1901 à 1905. XIV
Affaires portées devant les cours d'appel. . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 131
Affaires jugées par les cours d'assises 136
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Civiles. . . . . .

Affaires jugées par les juges de paix. . . . . XXXIX, 199
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XL, 223
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XLI, 223
Nature des affaires terminées par jugement . . . XLI, 228
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. XLIII, 236
Affaires terminées par les tribunaux de commerce. XLIII, 237
Nature des affaires jugées par les tribunaux de commerce XLIII
Affaires introduites devant les cours d'appel . . . XLVI, 249
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XLVI, 250
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XLVII, 258
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires en conciliation . . . . . XXXIX, 200

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. 232

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils . . . . . XLI, 228
Cours d'appel. . . . . XLVII, 258

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive. . . . . XV, 45
En matière civile . . . . . XLI, 226
Dans les tribunaux de commerce. . . . . XLIV, 238
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 130
En matière civile . . . . . XLVI, 250

Pages.

Age.

Inculpés de moins de 16 ans traduits devant les tribunaux de police . . . . . XIV, 31, 40
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement par les tribunaux de police . 40
Prévenus de moins de 16 ans acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal ou de la loi du 27 novembre 1891, laissés en liberté ou mis à la disposition du gouvernement . . . . . XV, 46, 118
Répartition des condamnés par âge XXX
Age des condamnés, répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes. 166
Femmes 168
Age des détenus qui se sont suicidés. 284
Age des détenus décédés 282
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois. 294
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 298
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge. 308
Age des élèves des écoles de bienfaisance 309
Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 336
Femmes 337
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 338
Femmes 339
Les renseignements sur les jeunes délinquants détenus dans les quartiers de discipline et de correction sont donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.)*

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés. 330
Nombre des aliénés internés dans les asiles au 31 décembre de chacune des années 1890 à 1905 LXIX
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1905 :
Hommes 332
Femmes 334
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 336
Femmes 337

Pages.

Aliénés sortis des asiles : durée du séjour, âge, époque de la sortie, décès :
Hommes 338
Femmes 339
Aliénés alcoolisés :
Hommes 340
Femmes 341
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1905. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . LV, 286

Amende.

Condamnés à l'amende détenus préventivement . 20
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 31
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police . . . 40
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections. 43
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 118
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines XVI
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 140

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.)*

Appel.

Des jugements de police. . . . . XIX, 43
Id. des tribunaux correctionnels . . . XIX, 130
Id. des tribunaux civils . . . . . } XLVI } 250
Id. des tribunaux de commerce. . . . } XLVI } 250

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux. 233
Appel de jugements d'arbitres. 230

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.)*

Attributions.

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire. 11
Comme officiers publics. 199
Des procureurs du roi et des procureurs généraux. 11
Des juges d'instruction 11
Des commissaires de police 11
Des gardes champêtres et forestiers 11
Des bourgmestres 11
Des présidents des tribunaux civils et de commerce en matière de référé 225, 237
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance 11
Des chambres des mises en accusation. 11

Pages.

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.)*

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire . . . 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus . 13

Capacité des prisons . . . . . L, 268

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 5

Causes. (Voir *Affaires.)*

Causes apparentes de certains crimes 144

Célibataires. (Voir *Etat de famille.)*

Cellulaire (Régime) XLIX
Option du régime cellulaire LVII

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . . L, 268

Chambres.

Des tribunaux de première instance 44, 225
Des cours d'appel 129, 249
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 250
De la cour de cassation 153

Chambre du conseil.

Organisation. 11
Ordonnances rendues . . . . . XII, 15
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation 18
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 47
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . . . . . XIII, 40

Chambre des mises en accusation.

Organisation 11
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation . . . XII, 17
Nombre et résultat des arrêts. . . . . XI, 18
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.)*

Commissaires de police.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles . . . . . XXXV, 136
Nombre des infractions individuelles commises dans chaque catégorie de communes . . . . . XXXVII, 182
Nombre des infractions individuelles commises en 1902 XXXVII
Nombre, dans chaque catégorie de communes, des individus condamnés pour ivresse publique. XXXVIII, 193

Pages.

Compétence :
- Des tribunaux de police 21
- Des justices de paix 199
- Des tribunaux correctionnels 44
- Des tribunaux civils. 225
- Des tribunaux de commerce 237
- Des cours d'appel. 129, 249
- Des cours d'assises 135
- De la cour de cassation 153
- (Voir aussi *Attributions.*)

Compte moral (détenus) LIX

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation.*)

Concordat préventif de la faillite . . . . . XLIV, 241

Condamnés.
- Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention 19
- Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention. . . 20
- Nombre des condamnés par tribunal de police. . 31
- Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions. 40
- Condamnés pour absence au scrutin électoral . . 43
- Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions. . . . 74
- Condamnés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires 46
- Condamnés par les tribunaux correctionnels répartis d'après la nature des peines qu'ils ont encourues et d'après leurs antécédents 118
- Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel. 130
- Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables. 137
- Condamnés par contumace 145
- Condamnés par les conseils de guerre classés par conseils de guerre 149
- Condamnés par les conseils de guerre classés d'après la nature des infractions 152
- Condamnés répartis par sexe d'après leur état civil, leur penchant à l'ivrognerie, leur âge, leur lieu de naissance, leurs antécédents judiciaires . . . . . XXIII, 160
- Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus.*)

Conditionnelles (Condamnations) :
- Prononcées par les tribunaux de police :
  - Nombre par tribunal 31
  - Nombre par nature d'infractions et espèce de peines 40

Pages.
- Prononcées par les tribunaux correctionnels :
  - Nombre par nature d'infractions et espèces de peines 46
  - Nombre par espèce détaillée de peines et par tribunal 118
  - Durée des sursis accordés. 66
  - Rechutes après une condamnation conditionnelle. XIX, 128
  - Renseignements généraux sur l'application de la loi du 31 mai 1888 créant la condamnation conditionnelle XVI
  - Prononcées par les conseils de guerre et la cour militaire . . . . . XX, 146

Conseils de famille.
- Nombre annuel de 1899-1900 à 1904-1905. . . XL
- Nombre par canton 200
- Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 236

Conseils de guerre.
- Condamnés classés par conseils de guerre 149
- Condamnés classés d'après la nature des infractions 151

Contribution (Procédures d'ordre et de) :
- A régler et terminées 235

Correction paternelle.
- Ordres d'arrestation délivrés dans chaque arrondissement . . . . . XLII, LI, 232
- Détenus répartis par âge d'après la durée de la détention à subir 273
- Nombre des détenus retirés avant l'expiration du terme fixé, — durée de la détention subie. . . 274

Correctionnel.
- Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux.*)
- Peines correctionnelles. (Voir *Peines.*)

Cours d'appel.
- Organisation et compétence 129, 249
- Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambre des mises en accusation.*)
- Travaux en matière répressive . . . . . XIX, 130
- Travaux en matière civile et commerciale . . . . XLVI, 256

Cours d'assises.
- Organisation et compétence 135
- Travaux . . . . . XX, 136

Cour de cassation.
- Organisation et compétence 153
- Travaux de la première chambre . . . . . XLVII, 261
- Travaux de la deuxième chambre . . . . . XX, 154

Cour militaire.
- Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel 152

Pages.

Crimes.
- Définition 135
- Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation. 18
- Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés.*)
- Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43 de cette statistique).
- Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie. . . . 144

Crimes correctionnalisés.
- Définition. 44
- Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée. 46
- Jugés par les cours d'appel 131
- Prévenus de ces crimes jugés par les conseils de guerre et la cour militaire. 150

Décès.
- Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . LIII, 282
- Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 305
- Dans les écoles de bienfaisance 306
- Dans les asiles d'aliénés :
  - Hommes. 333
  - Femmes 335

Décompte.
- Tableau des individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte 195

Délits.
- Définition. 44
- Dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil . . . . . XIII, 40
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 46
- Prévenus de délits jugés par les cours d'appel . . 131
- Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 33, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes.*)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.
- Dispositions législatives. 303
- Mouvement des entrées de 1898 à 1905 LX
- Mouvement de la population en 1905 305
- Population au 31 décembre 1905 répartie par âge, par sexe et par antécédents. 308
- Journées d'entretien. 307

Détention préventive.
- Dispositions législatives. 11
- Durée de la détention préventive :
  - Des prévenus acquittés en appel 19
  - Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation. 19
  - Des accusés de crimes ordinaires jugés par les cours d'assises 19
  - Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres du conseil 20
  - Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels 20

Détenus.
- Entrés et sortis . . . . . L, 269
- Nombre des détenus fréquentant l'école . . . . . LI, 274
- Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 275
- Punitions infligées . . . . . LII, 276
- Maladies . . . . . LII, 278
- Décès. . . . . LIII, 280
- Suicides . . . . . LIII, 284
- Aliénés . . . . . LIV, 286
- Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
  - La juridiction, le genre des affaires, la nature des peines, le lieu d'origine, l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . LIX, LX, 293
- Libérés . . . . . LX, 298

Disciplinaires (Poursuites).
- Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XLII
- Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats. 250

Divorces.
- Demandes; situation des familles; durée du mariage; motifs des demandes. . . . . XLII, 230

Divorcés.
- Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée.
- Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger. . . . . XLI, 227
- Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger. . . . . XLIII, 239
- Des faillites terminées par concordat ou liquidation. LXV, 247
- De la procédure devant les cours d'appel. . . . . XLVI, 260
- Des sursis accordés pour les condamnations conditionnelles. (Voir ces mots.)

Pages.

École.

Dans les prisons. . . . . LI, 274

Écoles de bienfaisance.

Dispositions législatives. 303
Mouvement comparatif des entrées de 1898 à 1905. LXI
Mouvement de la population en 1905. 306
Population au 31 décembre 1905 répartie par âge. 308
Journées d'entretien. 307

Élections.

Absence au scrutin électoral 22, 43

Embarquement.

Cette peine, qui n'existe que pour les infractions au Code disciplinaire de la marine marchande, est inscrite dans les tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels, colonne des mises à la disposition du gouvernement, rubrique « Police maritime ».

Emprisonnement.

Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 20
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 31
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police 40
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 118
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines XV
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les conseils de guerre et la cour militaire. 149
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province. 137
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites 140
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. . . 142

Enquêtes.

Devant les juges de paix. 216
Id. les tribunaux de première instance. . . . 234
Id. les tribunaux de commerce. 240

Étrangers.

Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 177
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique. 191
Expulsés du pays 326

Évadés.

Dépôts de mendicité. 305
Ecoles de bienfaisance 306
Placements en apprentissage. 310
Asiles d'aliénés 332

Expertises.

Ordonnées par les juges de paix 216

Faillis.

Sexe, origine, résidence 235
Demandes en réhabilitation XLVII

Faillites.

Législation 243
Montant du passif des faillites déclarées. . . . . XLIV, 244
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office. . . . . XLIV, 245
Relevé par province 246
Faillites terminées : montant du dividende distribué, , , ... XLV, 246
Faillites terminées : durée de la procédure . . . XLV, 247

Famille (État de).

Des condamnés répartis par nature d'infractions . XXV, 162
Des divorcés . . . . . XLII, 230
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . LX, 294
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année 298
Des individus libérés conditionnellement 320
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 336
Femmes 347

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Gardes champêtres.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Gendarmerie.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 13

Grâces LXVI

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).

Dans le tableau de la statistique de l'administration de la justice (p. 13 à 154), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel, les cours d'assises, les conseils de guerre et la cour militaire sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (p. 156 à 195), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 158 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Pages.

Infractions individuelles. Jugées en 1905. (Répartition par communes et par mois.) . . . . . XXXV, 182
Commises en 1902 . . . . . XXXVII, 192

Instruction.

Détenus subissant une peine de plus de 3 mois, classés d'après leur degré d'instruction 294
Progrès accomplis pendant leur internement . . . 375

Instruction judiciaire.

Organisation en matière répressive. 11
Travaux des juridictions d'instruction 15-20
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises. 141
Actes d'instruction en matière civile posés par les juges de paix. 216
Actes d'instruction devant les tribunaux civils. . 234
Id. id. de commerce 240

Interrogatoires sur faits et articles.

Tribunaux civils. 236
Tribunaux de commerce. 240

Ivresse alcoolique.

Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XXVI
Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
Hommes 164
Femmes 165
Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1905 ou commises en 1903 et 1904, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises. . . . . XXXVIII, 193 et 194
Aliénés alcooliques :
Hommes 340
Femmes 341

Pages.

Journée d'entretien.

Prix de la journée d'entretien dans les prisons. . 290
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 307
Nombre des journées d'entretien dans les écoles de bienfaisance 307

Journées de détention.

Dans les prisons. 272

Juge d'instruction.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13
Affaires traitées et laissées sans poursuites . . . 15

Juge de paix.

Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 11
Compétence comme juge :
En matière répressive. 21
En matière civile, contentieuse et gracieuse . . 199
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 13
(Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.

Dispositions législatives. 320
Nombre annuel; nombre de 1888 à 1905 LXVI
Nombre des propositions accueillies et rejetées . 321
Motifs des rejets. 321
Renseignements relatifs aux libérés 321
Epoques où expirent les termes d'épreuve 322

Libérés.

Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; conditionau moment de la libération . . . . . LX, 298

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.

Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie. . . . . LII, 280
Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 282

Mariés. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Méthode.

Statistique pénale :

Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle IX
Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 5, 6, 7

Pages.

Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction. 12
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police et spécialement du tableau des condamnations conditionnelles 21
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 44
Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises. 135
Rédaction des tableaux relatifs aux conseils de guerre et à la cour militaire 147
Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi en 1905 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle » 156
Rédaction de la statistique des infractions individuelles 156
Rédaction de la statistique civile et commerciale. 198
Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 265
Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 303
Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 320
Rédaction de la statistique de la police des étrangers 325
Rédaction de la statistique des aliénés 330

Ministère public.

Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 45
Conclusions données en matière civile. . . . . XLI, 230

Mois.

Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 182

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Muets. (Voir *Sourds-muets.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.

Attributions et nombre des notaires 199
Nombre des actes reçus par les notaires . . . . . XL, 201

Notoriété (Actes de).

Reçus par les juges de paix 201
Homologation par les tribunaux civils. 232

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation.

De la statistique. (Voir *Méthode.*)
Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Pages.

Parquets.

Attributions. 11
Etat des travaux. 13
Affaires laissées sans suite. 14
Tableau comparatif du nombre des affaires depuis 1870 X

Partages et liquidations.

Devant les juges de paix. 201

Parties civiles.

Affaires poursuivies devant les tribunaux de police. 22
Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels. 45

Peines.

Peines de police, définition 21
Peines correctionnelles, définition 44
Peines criminelles, énumération. 135

Condamnés classés par nature de peines :

1° Tribunaux de police :

Répartition par tribunal 31
Répartition par infraction. 40

2° Tribunaux correctionnels :

Répartition par tribunal . . . . . XVII, 118
Répartition par infraction 46
Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue . . . . . XIX, 128

3° Cours d'assises :

Répartition des condamnés par province . . . 137
Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury. 144
Accusés jugés par contumace 145
Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse 145

4° Conseils de guerre :

Répartition des condamnés par conseils de guerre 149
Répartition des condamnés d'après la nature des infractions. 150

Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :

Mouvement général d'entrée et de sortie. . . . 269
Fréquentant l'école 274
Punis durant l'année 276
Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre 293
Libérés d'une peine de plus de 3 mois 298

(Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Pages.

Placements en apprentissage . . . . . LXII, 310

Plaintes.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets : 1901 à 1905. . . . . XI, 13
Autorités qui les ont reçues 13

Police.

Judiciaire : organisation, travaux 11
Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
Des étrangers 324

Population.

Du royaume X
Des différentes catégories de communes XXXV
Mouvement de la population dans les prisons . . L, 269
Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés. 332
Mouvement de la population dans les établissements de bienfaisance. 306
Population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge, de 1892 à 1905 LXI

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.

Détenus préventivement 19
Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites 46

Primaires (Condamnés).

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination . . . . . XVI, 44
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118, 127
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre total et proportionnel XVII

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination 135
Nombre par catégorie d'infractions 142

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination 156
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe et état civil, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise . . . . . XXII, 160
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou de l'étranger par des condamnés primaires . XXXV, 182

Pages.

Prisons.

(Voir *Table méthodique,* Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Correction paternelle, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XL, 201
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix 206
Tribunaux de première instance. . . . . XLII, 232

Récidivistes :

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. . . . . XVI, 44
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118-127
Nombre total et proportionnel. XVI

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes 135
Nombre par infraction 142

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination 156
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise . . . . . XXII, 160
Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis par sexe d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues . . . . . XXXIII, 178
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger, par des récidivistes . . . . . XXXV, 182
Récidivistes détenus dans les prisons 293

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils. 232

Réhabilitations.

Par nature d'infractions 17
Par cour d'appel 18
Depuis la promulgation de la loi XII
Demandées par des faillis. XLVII

Réintégration d'élèves placés en apprentissage. . . LXIII, 316

Pages.

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral 43
Délinquants âgés de moins de 16 ans. (Voir *Age*.)

Saisies immobilières.

Transcriptions . . . . . XLII, 235

Saisons. (Voir *Mois*.)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre . 282
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 336

Scellés.

Levées de scellés . . . . . XXXIX, 200

Séparation de corps. (Voir *Divorce*.)

Serment (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix. . . 216
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance 234
Dans des affaires jugées par les tribunaux de commerce 242

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XXIV
Répartition par sexe des divorcés et des faillis. . 230, 245
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.
Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés.

Sociétés.

Faillites de sociétés . . . . . XLIV, 240

Pages.

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe. 304

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XLII, 232

Suicides :

Dans les prisons . . . . . LIII, 284
Dans les asiles d'aliénés. 332

Transferts en commun. LVII

Travail dans les prisons. . . . . . LVI, 288

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises [Cours d']*.)

Tribunaux :

— De justice de paix et de police.

Organisation, compétence 21, 199
Travaux en matière répressive. . . . . XII, 22
Travaux en matière civile . . . . . XXXIX, 200

— De première instance.

Organisation, compétence 44, 225
Travaux en matière répressive. . . . . XIV, 45
Id. civile . . . . . XL, 226
Id. consulaire. 238
Id. disciplinaire. XLII

— De commerce.

Compétence. 237
Travaux. . . . . XLIII, 239

Ventes de biens.

Devant les juges de paix . . . . . XXXIX, 201
Devant les tribunaux de première instance. . . . 232

Veufs. (Voir *Famille [Etat de]*.)

Visites de lieux sans experts.

Par les juges de paix 216

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction IX
2. Tribunaux de police XII
3. Tribunaux correctionnels. — Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. XIV
4. Cours d'appel XIX
5. Cours d'assises. XX
6. Conseils de guerre et cour militaire. XX
7. Cour de cassation XXI

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*

8. Nombre des condamnés. XXII
9. Le sexe. XXIV
10. L'état civil. XXV
11. L'ivrognerie XXVI
12. L'âge. XXX
13. Répartition géographique des condamnés XXXII
14. Récidive générale et récidive spéciale. XXXIII
15. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par commune et par mois XXXV
16. Nombre des infractions commises pendant l'année 1902. XXXVII
17. Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887 XXXVIII

Statistique de la justice civile et commerciale.

1. Justices de paix XXXIX
2. Tribunaux de première instance XL
3. Tribunaux de commerce XLIII
4. Cours d'appel XLVI
5. Cour de cassation. XLVII

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons XLIX
2. Capacité des prisons L
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne. L
4. Détenus par correction paternelle. LI
5. Ecole. LI
6. Punitions infligées aux détenus. LII
7. Infirmerie LII
8. Décès LIII
9. Suicides et tentatives de suicide LIII
10. Aliénation mentale. LIV
11. Travail des détenus. LVI
12. Prix de la journée d'entretien. LVII
13. Renseignements divers LVII

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage.

1. Dépôts de mendicité et maisons de refuge. LXI
2. Ecoles de bienfaisance LXI
3. Elèves des écoles de bienfaisance placés en apprentissage. Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. LXII

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle. LXVI
Statistique de la police des étrangers LXVIII
Statistique des aliénés. LXIX

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques 5

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive 11

I. — Etat des travaux des parquets 13

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 14

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction 15

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 16

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 17

VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts 18

VII. — Ordonnances des chambres du conseil rendues sur le fond des affaires qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation 18

VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 19

IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 19

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 19

XI. — Durée de la détention préventive : chambres du conseil et tribunaux correctionnels 20

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 21

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police . . . 22

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. . . . 31

XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 40

XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels 43

XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites. 43

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 44

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 45

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites. Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels aux prévenus condamnés conditionnellement :

En première instance 46

En degré d'appel 70

XIX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites :

En première instance 74

En degré d'appel 110

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel :

En première instance 118

En degré d'appel 124

XXI. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires 127

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle. 128

Pages.

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 129

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus. 130

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 130

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 131

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 135

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis . . 136

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 137

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. 140

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 141

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 142

XXXI. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 144

XXXII. — Affaires jugées par contumace 145

XXXIII. — Délits politiques et de presse 145

6° Conseils de guerre et Cour militaire :

Application de la condamnation conditionnelle. — Année 1903 147

— *Conseils de guerre :*

XXXIV. — Condamnés classés par conseils de guerre. 149

XXXV. — Condamnés classés d'après la nature des infractions. 150

— *Cour militaire :*

XXXVI. — Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de la peine. 152

7° Cour de cassation :

Organisation et compétence 153

XXXVII. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 154

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 156

XXXVIII. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :

Hommes 160

Femmes 161

XXXIX. — Etat civil :

Hommes. 162

Femmes. 163

XL. — Ivrognerie :

Hommes. 164

Femmes 165

XLI. — Age. Répartition d'après la nature des infractions commises :

Hommes. 166

Femmes. 168

XLII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction 170

XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes, répartis d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues :

Hommes 178

Femmes. 180

XLV. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année :

Dans les communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus 182

Dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants 184

Dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants 186

Pages.

Dans les communes de moins de 10,000 habitants . . . 188
Récapitulation des catégories précédentes, avec indication du nombre des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé ou commises à l'étranger. . . . 190
XLVI. — Nombre des infractions individuelles commises en 1902 . . . 192
XLVII. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises :
Faits jugés en 1905 . . . 193
Faits commis en 1903 et 1904 . . . 194
XLVIII. — Table de décompte. Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte . . . 195

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale

Rédaction des tableaux . . . 198

1° JUSTICES DE PAIX :
Compétence . . . 199
XLIX. — Etat par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés . . . 200
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 214
L. — Actes d'instruction et de procédure . . . 216
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 223

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE :
Compétence . . . 225
LI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger . . . 226
LII. — Durée des procès . . . 227
LIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements . . . 228
LIV. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps . . . 230
LV. — Affaires sur requête, référés, ordonnances . . . 232
LVI. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire . . . 234
LVII. — Procédures d'ordre et de contribution . . . 235

TRIBUNAUX DE COMMERCE :
Compétence . . . 237
LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger . . . 238
LIX. — Durée de la procédure . . . 239
LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société . . . 240
Concordats. Législation . . . 241
LXI. — Etat des concordats préventifs de la faillite . . . 242
Faillites. Législation . . . 243
Faillites déclarées :
LXII. — Montant du passif . . . 244
LXIII. — Circonstances personnelles aux faillis . . . 245
LXIV. — Relevé par province . . . 246
Faillites terminées :
LXV. — Dividende distribué . . . 246
LXV. — Durée de la procédure . . . 247
Faillites à terminer :
LXVI. — Durée de la procédure . . . 248

COURS D'APPEL :
Compétence . . . 249
LXVII. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées . . . 250
Id. — Récapitulation . . . 256
LXVIII. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par les arrêts . . . 258
LXX. — Durée de la procédure . . . 260

5° COUR DE CASSATION :
Compétence (voir statistique pénale, p. 133).
LXXI. — Pourvois en matière civile . . . 261
LXXII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent . . . 262

Pages.

Statistique Pénitentiaire

Organisation des prisons . . . 263
Méthode employée pour la rédaction des tableaux . . . 263

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXXII. — Capacité des prisons. Population moyenne; minima et maxima . . . 268
LXXIII. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 269
B. Prisons secondaires . . . 270
LXXIV. — Répartition des journées de détention . . . 272
LXXV. — Détenus par correction paternelle. Mouvement des entrées et des sorties . . . 273
LXXVI. — Détenus par correction paternelle. Durée de la détention subie . . . 274
LXXVII. — Écoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 274
B. Prisons secondaires . . . 274
LXXVIII. — Écoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales . . . 275
B. Prisons secondaires . . . 275
LXXIX. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales . . . 276
B. Prisons secondaires . . . 276
LXXX. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties :
A. Prisons centrales . . . 278
B. Prisons secondaires . . . 280
LXXXI. — Décès :
A. Prisons centrales . . . 282
B. Prisons secondaires . . . 282
LXXXII. — Suicides :
A. Prisons centrales . . . 284
B. Prisons secondaires . . . 284
LXXXIII. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales . . . 286
B. Prisons secondaires . . . 286
LXXXIV. — Compte en recettes et dépenses de travail effectué par les détenus . . . 288
LXXXV. — Prix de la journée d'entretien . . . 290

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXXVI. — Répartition suivant le domicile au jour de la condamnation . . . 293
LXXXVII. — Id. l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome . . . 294
LXXXVIII. — Id. la juridiction, le genre des offenses et la nature des peines . . . 296
LXXXIX. — Id. l'état de récidive . . . 296
XC. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération . . . 298

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage

Dispositions législatives . . . 303
Méthode employée pour la rédaction des tableaux . . . 304
XCI. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1905 . . . 305
XCII. — Mouvement de la population des écoles de bienfaisance en 1905 . . . 306
XCIII. — Nombre des journées d'entretien . . . 307

Pages.

XCIV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1905 308
XCV. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1905 . . 308
XCVI. — Age des élèves 309

Placements en apprentissage :

XCVII. — Relevé des placements effectués antérieurement au 1er janvier 1905 :
A. Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1904. 310
B. Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1904. 311
XCVIII. — Nombre d'élèves qui se trouvaient placés en apprentissage au 1er janvier 1905. Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés. 312
XCIX. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1905. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés. Répartition des élèves d'après l'importance de leur lieu de naissance 314
C. — Métiers exercés par les élèves mis en apprentissage pendant l'année 1905 315
CI. — Résultats généraux des placements en apprentissage par école et par comité de patronage. Année 1905. 316
CII. — Motifs des réintégrations. Dénombrement des élèves restant placés au 31 décembre 1905 avec indication de l'année de placement. 317
CIII. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1905, d'après l'année de leur mise en apprentissage. 318

Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle

Dispositions législatives 320
CIV. — Nombre des propositions accueillies et rejetées. Motifs des rejets. 321
CV. — Renseignements relatifs aux libérés 321

Statistique de la Police des Étrangers

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 325
CVI. — Etat numérique par nationalité des étrangers renvoyés du pays en 1905 pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. 326
CVII. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1905 327
CVIII. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays 328

Statistique des Aliénés

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 330
Rédaction des tableaux. 331
CIX. — Mouvement de la population pendant l'année 1905 :
Hommes 333
Femmes 334
CX. — Premières admissions. Age. Etat civil. Saisons :
Hommes 336
Femmes. 337
CXI. — Sorties. Age. Résultat du traitement :
Hommes. 338
Femmes 339
CXII. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 340
Femmes 341

Statistique des Sourds-muets et des Aveugles

CXIII. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1905, par province et par sexe 344
Table analytique. 345